


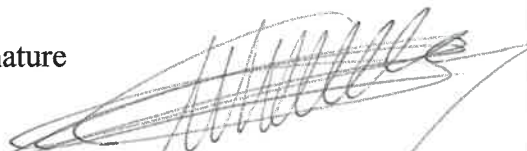


Conseil du Conseil du jeudi 30 mars 2023

à 13h00

Montpellier Méditerranée Métropole

- **Procès-verbal de la séance du Conseil du 2 février 2023**

<p><u>Le Président</u> <u>M. Michaël DELAFOSSE</u></p> <p>Date 30 MARS 2023</p> <p>Signature</p> 	<p><u>Le(a) Secrétaire de séance</u> <u>Mme Clara GIMENEZ</u></p> <p>Date 30 MARS 2023</p> <p>Signature</p> 
--	--



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 30 mars 2023**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 30 mars 2023

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 2 février 2023

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2022
2. Ressources - Vote en Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption
3. Ressources - Budget Primitif 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption
4. Ressources - Budget Primitif 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption
5. Ressources - Taux d'imposition des taxes directes de Montpellier Méditerranée Métropole pour 2023 - Adoption
6. Ressources - Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2023 - Adoption
7. Cycles de l'eau - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations - Fixation du produit 2023 - Adoption
8. Hors commission - Création de l'Agence de Développement et des Transitions - Statuts - Subvention - Autorisation de signature
9. Attractivité - Financement des entreprises - Souscription au fonds d'investissement Occidev de OCCTE - Convention entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention entre OCCTE et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
10. Hors commission - Contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le syndicat mixte de développement local du Pays Cœur d'Hérault - Autorisation de signature
11. Hors commission - Contrat de réciprocité entre la Communauté de Communes Rhôny-Vistre-Vidourle et Montpellier Méditerranée Métropole - Mise en synergie Med Vallée et Cap Gallargues - Autorisation de signature
12. Environnement - Réseau public de distribution de chaleur renouvelable - Choix du mode de gestion - Approbation
13. Hors commission - Pacte Territorial d'Insertion départemental (PTI) 2022-2025 - Approbation - Autorisation de signature
14. Solidarités - Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2022 - Approbation
15. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le logement - Actions d'insertion par le logement 2023 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Convention - Autorisation de signature
16. Solidarités - Renforcement du "permis de louer" à Montpellier - Extension au Faubourg Figuerolles - Convention de coordination entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse d'Allocations Familiales pour le contrôle de l'application du dispositif - Autorisation de signature
17. Hors commission - Copropriété Les Cévennes à Montpellier - Convention de plan de sauvegarde entre la Métropole, l'État, la Région, le Département et autres partenaires institutionnels - Autorisation de signature
18. Hors commission - Nouveau Projet de Rénovation Urbaine (NPRU) Mosson-Cévennes - Avenant à la charte partenariale de relogement - Autorisation de signature
19. Aménagement durable - Convention d'intervention exceptionnelle sur une partie des espaces extérieurs de la copropriété des Cévennes entre l'administrateur provisoire de la copropriété et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

20. Hors commission - Projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Avenant n°1 à la convention partenariale - Autorisation de signature
21. Hors commission - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement concerté (ZAC) sur le secteur Saint Paul - Bilan de la concertation préalable et modalités de participation du public par voie électronique sur l'étude d'impact - Approbation
22. Hors commission - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Mosson Sud - Modalités de participation du public par voie électronique sur l'étude d'impact - Approbation
23. Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Secteur du Grand Mail - Ville de Montpellier - Dossier d'enquête parcellaire complémentaire - Approbation
24. Aménagement durable - Aménagement du carrefour situé entre la RD24E2 et la RM613 sur les communes de Saint Aunès et Vendargues - Demande d'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Approbation
25. Aménagement durable - Modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez - Évaluation environnementale - Concertation au titre du code de l'urbanisme - Objectifs poursuivis et modalités de la concertation - Approbation
26. Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du domaine du château de Bonnier de la Mosson - Commune de Juvignac - Demande d'accord
27. Hors commission - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Montpellier - Modalités de concertation sur la mise en compatibilité du PLU - Approbation
28. Hors commission - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Cession foncière pour la création d'une Académie de Police - Approbation
29. Hors commission - Protocole transactionnel visant à éteindre les obligations de la Métropole vis à vis de la parcelle BL n°267, sise 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier - Autorisation de signature
30. Aménagement durable - Projet de Programme des Équipements Publics (PEP) de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Pompignane à Montpellier - Demande d'avis
31. Hors commission - Commune de Saint Jean de Védas - Zone d'activités économiques Lauze Est - Autorisation environnementale unique du projet - Engagement de l'enquête - Approbation
32. Aménagement durable - Commune de Saint Jean de Védas - Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Roquefraisie - Cession à l'aménageur des parcelles cadastrées AW n°133f, 136h, 236b et le volume 2 de la parcelle AW n°236d - Approbation
33. Hors commission - Villeneuve-lès-Maguelone - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation
34. Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) de l'Église Saint-Étienne - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Demande d'accord
35. Hors commission - Juvignac - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme - Approbation
36. Hors commission - Commune de Cournonterral - Construction d'un lycée et aménagement des voiries et espaces publics connexes - Désignation de la Région Occitanie pour conduire la procédure d'expropriation en application de l'article L. 122-7 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique - Approbation du dossier de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU et du dossier d'enquête parcellaire soumis à enquête publique
37. Hors commission - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°9 - Autorisation de signature
38. Hors commission - Programme Savoir Rouler à Vélo auprès des élèves de CM2 scolarisés sur le territoire de la Métropole - Attribution de subventions aux communes - Approbation

39. Hors commission - Tramway Ligne 5 - Demande d'enquêtes parcellaires complémentaires et simplifiées - Approbation
40. Aménagement durable - Adhésion au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) - Approbation
41. Hors commission - Convention de reversement du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) entre la Ville du Crès et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
42. Aménagement durable - Convention de reversement du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) entre la Ville de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
43. Aménagement durable - Modalités de transfert et dédommagement exceptionnel des abonnés du parking des Arceaux vers le parking Pitot-Arceaux - Approbation
44. Hors commission - Attribution de subventions dans la thématique "Mobilités" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
45. Animation du territoire - Mécénat de compétence - Mise en œuvre du dispositif - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Montpellier 2028 Capitale Européenne de la Culture - Autorisation de signature
46. Animation du territoire - Demande de renouvellement du label "Conservatoire à Rayonnement Régional" de la Cité des Arts - Approbation
47. Animation du territoire - Fonds de soutien aux Industries Culturelles et Créatives - Appel à projets 2023 - Modifications du Cadre d'intervention du dispositif et de la charte de fonctionnement des comités de lecture - Approbation
48. Animation du territoire - Appel à projets dans le cadre du Fonds d'Aide à la Diffusion théâtrale et à la Création du Spectacle Vivant - Renouvellement pour l'année 2023, attribution au titre du premier trimestre 2023 et modification d'une attribution 2022- Approbation
49. Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la DRAC Occitanie pour la création d'un Centre de Conservation et d'Étude des mobiliers archéologiques - Autorisation de signature
50. Animation du territoire - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Mise en valeur du complexe archéologique - Aménagement d'un parcours archéologique et création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain - Modification de la délibération n°M2022-267 - Composition du jury du concours de maîtrise d'œuvre - Approbation
51. Hors commission - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) - Exposition "Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen Âge" - Autorisation de signature
52. Hors commission - Site archéologique Lattara - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2023 - Autorisation de signature
53. Animation du territoire - Montpellier Contemporain (MO.CO.) - Modification de statuts de l'établissement public de coopération culturelle - Approbation
54. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Approbation - Autorisation de signature
55. Animation du territoire - Ecolothèque - Protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes concernant l'accès au programme ÉcoMétropole dans le cadre du Schéma de mutualisation - Approbation - Autorisation de signature
56. Animation du territoire - Sport de haut niveau - Dispositifs à destination des athlètes de haut niveau - Attribution des aides individuelles - Approbation

57. Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat entre la Fédération Française de Natation et Montpellier Méditerranée Métropole - Préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Mise à disposition de la piscine Olympique Angelotti - Autorisation de signature
58. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
59. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2023 - Approbation
60. Hors commission - Commission des Concessions - Élections
61. Hors commission - Programme de travail préalable à l'élaboration de la stratégie numérique responsable 2025 - Approbation
62. Attractivité - Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2023 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature
63. Attractivité - Conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Pôle Emploi Occitanie - Avenants 2023 - Approbation - Autorisation de signature
64. Attractivité - Stratégie d'immobilier d'entreprise - Conventions type d'occupation du domaine public en pépinière et hôtel d'entreprises - Approbation - Autorisation de signature
65. Attractivité - Cité intelligente - Projet HUT - Observatoire de l'Habitat Urbain en Transition - Avenant à la convention de financement entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
66. Hors commission - Attributions de subventions - Développement économique - Exercice 2023
67. Hors commission - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'organisme EUPIC pour l'année 2023 - Convention - Autorisation de signature
68. Hors commission - Convention 2023-2027 pour la réalisation de prestations annexes liées à la défense extérieure contre l'incendie (DECI) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Autorisation de signature
69. Hors commission - Convention de mandat de facturation, de recouvrement et de reversement de la redevance assainissement collectif entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Avenant n°1 - Autorisation de signature
70. Hors commission - Convention de facturation et de mandat entre la Société SA RUAS, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Avenant n°1 de transfert - Autorisation de signature
71. Hors commission - Convention de facturation et de mandat entre la société SAUR, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux - Lot 1 et 2 est et Ouest - Avenants n°1 - Autorisation de signature
72. Hors commission - Convention de raccordement des Communes d'Assas et Teyran sur la station de MAERA entre la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux - Avenant de transfert - Autorisation de signature
73. Hors commission - Raccordement des eaux usées de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cambacérès au réseau de collecte - Commune de Montpellier - Avenant à la convention de participation financière - Transfert de la Métropole à la Régie des Eaux - Autorisation de signature
74. Hors commission - Raccordement des eaux usées de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Roquefraisie au réseau de collecte - Commune de Saint Jean de Védas - Avenant à la convention de participation financière - Transfert de la Métropole à la Régie des Eaux - Autorisation de signature
75. Hors commission - Révision du zonage d'assainissement des eaux usées - Démarche, objectifs poursuivis et modalités de concertation - Approbation

76. Cycles de l'eau - Reprise pour la Commune de Clapiers de la compétence production et distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole - Exploitation du service par la Régie des Eaux - Approbation
77. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Petit Cycle de l'Eau - Eau potable" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
78. Hors commission - Zonage pluvial sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Modalités de la concertation préalable - Approbation
79. Cycles de l'eau - Projet de restauration écologique et hydraulique de la connectivité entre les salines et la réserve naturelle de l'Estagnol sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de coopération opérationnelle avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie - Autorisation de signature
80. Cycles de l'eau - Schéma directeur hydraulique de la Rive Gauche du Lez à Montpellier - Secteur La Baume / Richter - Approbation
81. Cycles de l'eau - Équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés temporaires installés sur les berges du Lez à Montpellier dans le secteur Antigone / Richter - Dossier d'Autorisation Environnementale - Approbation
82. Cycles de l'eau - Aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Déclaration de projet
83. Cycles de l'eau - Protection rapprochée du quartier du port de Pérols contre les inondations de l'étang de l'Or - Autorisation environnementale du projet d'aménagement - Enquêtes préalables aux autorisations environnementales et de travaux en site classé, à la concession du domaine public maritime et autres procédures administratives - Approbation
84. Cycles de l'eau - Projet Roselières littorales Méditerranéennes - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ADENA - Autorisation de signature
85. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Grand Cycle de l'Eau - GEMAPI" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
86. Hors commission - Desserte d'un bâtiment intercommunal par les réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées pour le développement de la consigne de verre pour réemploi - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Autorisation de signature
87. Environnement - Convention de partenariat pour la prévention, la réduction des déchets des activités économiques, le développement du tri et l'économie circulaire entre la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
88. Environnement - Convention de partenariat pour la promotion de la démarche Zéro Déchet entre Montpellier Zéro Déchet et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
89. Environnement - Festival de la Nouvelle Mode - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et RECYCL'Occ Textile - Autorisation de signature
90. Environnement - Conditions générales de collecte des déchets d'activités économiques assimilables aux déchets ménagers - Redevance Spéciale - Évolution de fonctionnement - Abrogation de la délibération n°12651 du 27 novembre 2014 - Approbation
91. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la Politique Zéro Déchet et Économie circulaire - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
92. Environnement - Lancement du 3ème appel à projets Zéro Déchet et Économie Circulaire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
93. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

94. Hors commission - Concession de distribution de gaz - Choix du mode de gestion et négociation du contrat de concession - Approbation
95. Environnement - Concession de distribution publique d'électricité - Choix du mode de gestion et négociation du contrat de concession - Approbation
96. Hors commission - Convention de mise à disposition de la plateforme Bon et Local (Bocal) entre Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération, Grand Pic Saint-Loup et Pays Cœur d'Hérault - Autorisation de signature
97. Environnement - Projet Territoire Alimentaire solidaire (TerrAsol) - Accord de consortium mené par la Fédération Régionale des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural - Autorisation de signature
98. Hors commission - Contrat de réciprocité entre la Communauté de Communes des Gorges Causses Cévennes et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
99. Hors commission - Attribution de subventions au Centre International de Recherche en Agronomie pour le Développement (CIRAD) et à l'ONG Grdr dans le cadre du Fonds Conjoint Franco-Sénégalais 2022 - Modification - Approbation - Autorisation de signature
100. Hors commission - Attributions de subventions - Politique Agroécologique et Alimentaire - Exercice 2023
101. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Transition énergétique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
102. Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants 2023 aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat - Autorisation de signature
103. Solidarités - Construction de 130 logements sociaux à Castries, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saint-Drézéry et Vendargues - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature
104. Solidarités - Construction de 59 logements sociaux situés dans les Communes de Montpellier et Lattes - Attribution de subventions à la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade - Conventions - Autorisation de signature
105. Solidarités - Construction de 74 logements locatifs sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'OPH ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature
106. Solidarités - Construction de 23 logements sociaux, résidence Le Diocèse 12 rue des Frères à Pignan - Attribution de subvention à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature
107. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
108. Hors commission - Contrat de ville de Montpellier - Appel à projets 2023 - Attribution de subventions à des associations - Approbation - Autorisation de signature
109. Hors commission - Politique de la ville - Attribution de subventions à des associations dans les thématiques "Cohésion sociale" et "Accessibilité universelle" - Exercice 2023 - Approbation
110. Hors commission - Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2023 - Approbation
111. Hors commission - Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Prise de participation - Création d'une filiale Société Civile de Construction Vente (SCCV) Ateliers Cité Créative - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
112. Ressources - Définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2023 - Approbation

113. Hors commission - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe - Commune de Cournonterral - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Approbation
114. Hors commission - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Garosud et extension - Communes de Montpellier et de Lattes - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Approbation
115. Hors commission - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Extension Eurêka - Garanties d'emprunts à la SERM - Approbation - Autorisation de signature
116. Hors commission - Commune de Saint Jean de Védas - Concession d'Aménagement - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Roque Fraïsse - Garantie d'emprunt à la SERM, concessionnaire - Approbation
117. Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Vivre ensemble" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
118. Ressources - Achats publics durables - Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables - Indicateurs de performance - Approbation
119. Ressources - Relations Institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions de services communs - Avenant - Autorisation de signature
120. Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
121. Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation
122. Ressources - Modalités d'attribution de la part complémentaire à la filière artistique - Approbation
123. Ressources - Titres restaurant - Seuil relatif à la participation employeur - Modification - Approbation
124. Ressources - Astreinte d'exploitation professionnelle Bâtiment - Modalités de mise en œuvre - Approbation
125. Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation
126. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
127. Hors commission - Délégation du service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) SFMA - Tarif Général 2023 - Approbation
128. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale SA3M - Rapport spécial 2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation
129. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Spécial 2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation
130. Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEML Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Rapport d'observations définitives - Exercices 2015 à 2021

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bruno PATERNOT, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es)/excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Joëlle URBANI.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ

Monsieur le Président

Mes chers collègues, bonjour à tous et à toutes. Merci de votre présence pour ce Conseil de Métropole qui a été décalé à ce jour du fait de la mobilisation qui est en cours – y compris pour laquelle certains des agents de la Collectivité dans leur droit le plus légitime et ont fait grève – la manifestation se tenant devant la salle de Conseil, donc nous avons décalé. Merci beaucoup de vous être adaptés. Nous allons donc tenir ce Conseil.

Je veux aussi indiquer que, pour des raisons de sécurité juridique des affaires, nous avons repris des affaires qui avaient été examinées la dernière fois dans l'après-midi. Parfois le quorum était fluctuant, donc on a convenu de tout remettre à plat et de les redélibérer pour assurer la sécurité des actes, ce qui explique un ordre du jour un petit peu plus long que d'habitude.

Je vous propose de passer à l'appel, et ensuite nous commençons tout de suite nos travaux. Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Président

Merci. L'appel est clos. Nous avons le quorum. Nous pouvons délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 30 MARS 2023

Monsieur le Président

Je vous propose de mettre aux voix l'ordre du jour, qui comporte 130 affaires. Y a-t-il des remarques ? Des oppositions ? Des abstentions ? Des refus de vote ? Adopté.

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 130 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité

Pour : : 84 voix

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 2 FEVRIER 2023

Monsieur le Président

Approbation du PV du 2 février 2023. Y a-t-il des remarques ? Monsieur MODOT.

Bernard MODOT

Une simple remarque, je l'ai déjà signalé à l'administration. À Lattes, mon voisin Monsieur FOURCADE n'est pas là, mais nous avons la chance d'avoir une opposition constructive, intelligente et respectueuse. Monsieur FOURCADE, quand il n'est pas là, habituellement, il me donne sa procuration. La dernière fois que je suis intervenu, pendant tous les débats, j'ai été appelé « *Monsieur FOURCADE* ». J'aimerais, et l'administration va le corriger, que dans le compte rendu, on note bien que je m'appelle Monsieur MODOT.

Monsieur le Président

Reçu. Cette modification étant évidemment intégrée, je mets le PV aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du 2 février 2023.

Le procès-verbal de la séance du février 2023 à l'unanimité.

Pour : 84 voix

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Synthèse des décisions.

Le Conseil prend acte de la synthèse des décisions.

AFFAIRE N° 1 : ENVIRONNEMENT - RAPPORT SUR LA SITUATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE - ANNEE 2022

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 1. Madame TOUZARD, sur le rapport sur les objectifs de développement durable, année 2022. Madame la Vice-Présidente.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, bonjour à tous. Vous avez reçu cette version 2022 du rapport développement durable, qu'on doit adopter en préliminaire à l'adoption du budget primitif chaque année. L'exercice consiste à faire le tour de l'ensemble des Vice-Présidents, des délégations, des pôles pour faire le point sur toutes les actions en matière de développement durable, de les mettre au regard des objectifs de développement durable globaux. Ils sont répartis en cinq grands axes – il y a un cadre défini qu'on doit suivre. Je ne vais peut-être pas, Monsieur le Président, entrer dans le détail de tout. Ce qu'on s'attache à faire à chaque fois, c'est mettre en avant les actions phares qui ont jalonné l'année passée.

Le premier volet, pour la lutte contre le changement climatique. Il a été assez marquant en 2022 avec la mise en place de la Zone à Faibles Emissions (ZFE), mais aussi le plan de sobriété énergétique qui a été adopté au niveau de la Métropole, les avancées que l'on fait sur l'éclairage public. Aujourd'hui, je crois qu'on en est à 50 % des points lumineux de la Métropole passés en LED par exemple. Les opérations d'extinction partielle de l'éclairage public qui s'étend au niveau des communes qui souhaitent s'y engager et que la Métropole accompagne. La mise en place du cadastre solaire par exemple, etc.

Après, au niveau du deuxième axe, qui est celui qui est lié aux ressources naturelles, biodiversité, protection des milieux, là on avance sur la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), notamment au niveau de l'action foncière, même si tous les dossiers ne sont pas encore clos. On a mis en exergue de nombreux travaux de protection des crues qui ont pu être réalisés, des poursuites de projets sur la « reuse » (réutilisation des eaux usées traitées) ou le lancement de nouveaux projets, et puis tout le travail aussi qui est fait avec l'Agence locale de l'énergie et du climat (ALEC) auprès des communes pour les économies en eau. C'est une opération qui marche très, très bien, avec quasiment toutes les communes de la Métropole qui sont exemplaires de ce point de vue.

Après, le troisième axe – je vais très vite, je suis désolée, parce que je sais qu'on a un ordre du jour chargé, je me tiens à disposition s'il y a plus de détails demandés – sur la partie plus cohésion sociale, solidarité, différents outils pour cet axe-là. Notamment une nouveauté, c'est l'urbanisme transitoire « *permis d'imaginer* », qui permet à des projets de l'économie sociale et solidaire ou citoyens de voir le jour. L'expérimentation territoire zéro chômeur longue durée. Les axes, les priorités définies pour le plan de prévention et de lutte contre la pauvreté. Tout un plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle au niveau de la Ville et de la Métropole. On peut aussi rappeler le partenariat qui a été établi avec le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Après, pour le volet économie circulaire, qui est un axe à proprement parler, il y a toute la politique zéro déchet sur laquelle je ne vais pas revenir, menée par François VASQUEZ, et l'adoption du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA). On peut souligner aussi, au niveau économique, tout le travail qui a été mené et qui devrait bientôt aboutir pour la création de l'Agence de développement économique, dont un des axes stratégiques phares est justement la transition écologique énergétique des Petites et Moyennes Entreprises (PME) du territoire. Et puis, l'avancement qu'il y a eu au travers des ateliers collaboratifs sur Med Vallée, et des actions autour du tourisme durable. Je signale aussi le schéma de

promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER), qui a été adopté aussi l'année dernière.

Avant-dernier axe, c'est la partie épanouissement de toutes et de tous, avec notamment la question de la culture. Je ne reviens pas sur la candidature à Capitale Européenne de la Culture 2028 : bien entendu, on croise tous les doigts, je crois qu'on est bien parti, on est tous optimistes en tout cas. Les actions qui sont faites en faveur du patrimoine auprès des communes de la Métropole. Tout un gros volet sur la rénovation de nos équipements, notamment sportifs. En interne à la collectivité, les formations qui ont été faites pour la prévention des risques à destination des agents d'entretien, et tout le travail qui a été fait au niveau du pôle ressources humaines, au niveau de commissions de prévention de maintien en emploi.

Enfin, pour finir, le volet participatif. Le Conseil de développement qui a été créé en 2021 a vraiment fait de nombreux travaux et des rapports en 2022. Les conseils citoyens, qui ont été mis en place dans le cadre de la politique de la ville. L'élaboration du projet d'administration, qui a été lancé dans le cadre de la nouvelle réorganisation.

À chaque fois, sur chacun des axes, on met en exergue la partie exemplaire de la Collectivité ; je pense que j'ai dit le principal.

Monsieur le Président

Merci Madame la Vice-Présidente. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues, bonjour. Je ne vais pas rentrer dans le détail de cette délibération : vous le savez, en matière d'écologie, nous pointons régulièrement vos contradictions. En revanche, il y a un point qui n'est pas à l'ordre du jour de ce Conseil, mais qui me semble directement lié à cette affaire, qui est la question de la ZFE, la catastrophique et cacophonique ZFE, aujourd'hui en place sur notre territoire...

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, je vous demande de rester sur l'ordre du jour. Si vous avez des questions à poser sur le rapport ou si vous vous exprimez sur le rapport, il n'y a pas de problème. Mais c'est sur l'affaire à l'ordre du jour.

Alenka DOULAIN

Très bien. Du coup, je crois qu'on ne peut pas se féliciter de la manière dont la ZFE est présentée dans ce rapport, qui me pose évidemment problème...

Monsieur le Président

Non mais Madame, nous traitons de l'ordre du jour. Il y aura d'autres temps d'ailleurs sur la ZFE dans les Conseils de Métropole, mais là c'est sur le rapport. Est-ce que vous avez des questions ou des points à affirmer ? Sinon je donne acte et nous passons à l'examen du budget.

Alenka DOULAIN

Si vous voulez, mais j'y reviendrai tout à l'heure sur les affaires qui concernent le budget. Je crois que sur les questions de mobilités aujourd'hui...

Monsieur le Président

Merci de rester sur l'ordre du jour. Je propose de prendre acte du rapport...

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 2 : RESSOURCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATIONS - REVISIONS - CLOTURES - ADOPTION

Monsieur le Président

Je vous propose de passer à l'examen du budget et de donner la parole à Monsieur CALVAT.

Renaud CALVAT

Merci Monsieur le Président. Avant d'aborder l'examen du budget, lors de chaque vote sur le budget nous devons d'abord voter l'état des lieux des Autorisations de Programmes et Crédits de Paiements (APCP) de l'année en cours. Ils vous ont été remis avec l'ordre du jour. Vous avez de nouvelles APCP qui sont créées, pour des ressourceries, le confortement des berges du Lez, le Rieutord, la ligne 3 du tramway. Vous avez des APCP qui sont révisées à la hausse, les lignes de Bustram que nous allons réaliser, et puis les APCP qui sont clôturées, c'est normal puisque le projet a été achevé. La règle comptable veut que ces APCP soient transmises à l'Assemblée le jour du vote du budget pour mise à niveau.

Monsieur le Président

Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce dossier ? Allez-y Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci Monsieur le Président. Vous le savez, les APCP sont toujours très révélatrices des priorités d'un exécutif. Ce que je voudrais aujourd'hui pointer, c'est davantage une ligne qui pour moi n'est pas mentionnée dans ce document et qui pose un vrai problème. Une ligne qui n'est pas assumée par votre majorité et qui est celle du financement du nouveau stade par de l'argent public. Je ne vais pas revenir sur l'absurdité de ce nouveau stade, alors que nous en avons déjà un, sur l'absurdité lié au fait qu'on va mettre un nouvel équipement bétonné sur une zone...

Monsieur le Président

Mais, Madame, nous vous demandons de vous exprimer sur l'affaire inscrite à l'ordre du jour ! C'est-à-dire les AP et les CP qui sont inscrits. Est-ce que vous avez sur cela soit des positions à faire valoir, sur ces inscriptions, ou des questions à poser auprès de Monsieur le Vice-Président aux finances ?

Alenka DOULAIN

J'ai une question sur le fait que, pour moi, il y a une ligne qui manque aujourd'hui à cette délibération, parce que vous n'assumez pas, ça pose un problème démocratique et de validation par cette Assemblée métropolitaine de certaines dépenses publiques sur des projets qui engagent notre territoire.

Je vais vous expliquer ce que c'est un Conseil de Métropole : c'est que ça peut être intéressant si on peut aussi s'exprimer, si l'ensemble des conseillers présents peuvent participer...

Monsieur le Président

Non, mais, Madame, Madame...

Alenka DOULAIN

Je vous explique. En fait, une à deux fois par mois, vous devez répondre aux questions de l'ensemble des conseillers métropolitains...

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, il y a un ordre du jour...

Alenka DOULAIN

Ça s'appelle la démocratie métropolitaine....

Monsieur le Président

Non, non, la démocratie, c'est... Comme le disait Karl MARX : « *la procédure, c'est le meilleur allié de la démocratie* ». C'est sur la base d'un ordre du jour que les interventions se tiennent et c'est dans le respect de cet ordre du jour. Madame BORNE par exemple a proposé une question en fin de séance que nous aborderons. Si vous avez des questions, et vous avez un temps de parole de 5 minutes, sur les APCP. Mais vous n'inscrivez pas vos questions à l'ordre du jour, y compris par respect pour l'ensemble des collègues. Au demeurant, il y a un travail en commission où des choses peuvent être apportées. Mettre des débats sur la place publique, c'est votre droit le plus absolu, mais la règle, c'est de s'exprimer sur les affaires en lien avec l'ordre du jour. Si vous avez une question ou une remarque sur les APCP inscrites, vous pouvez. Si vous voulez intervenir sur tout autre sujet, soyez respectueuse des collègues de l'Assemblée et on s'en tient à l'ordre du jour.

D'autres interventions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL.

AFFAIRE N° 3 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2023 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET PRINCIPAL - ADOPTION

Mme S. JANNIN (avec le pouvoir de Mme. P. MIRALLES), MM. C. MEUNIER, M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) et B. TRAVIER entrent en séance.

Mmes A. DOULAIN et C. OLLIER sortent définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 4. Monsieur CALVAT, maintenant sur la présentation du budget primitif.

Renaud CALVAT

Nous allons, Monsieur le Président, prendre un peu de temps pour parler du budget primitif, puisque l'ensemble des dépenses réalisées par la Métropole ne sont pas inscrites en APCP, seule une petite minorité d'ailleurs sont inscrites en APCP, mais vous retrouvez l'ensemble des dépenses proposées dans le budget primitif. Ce budget primitif, vous le savez Monsieur le Président, nous en avons longuement débattu ici lors du rapport d'orientations budgétaires du mois dernier, s'inscrit dans un contexte difficile. Tout le monde en a longuement parlé, les conséquences de la crise énergétique. La conception du budget par les services n'a pas été simple et je veux ici remercier l'ensemble des Vice-Présidents, remercier tous les services de la Métropole, parce que nous vous proposons un budget 2023 extrêmement ambitieux, et cela a nécessité le travail de beaucoup d'agents et l'investissement de l'ensemble des Maires et des Vice-Présidents que je veux saluer ici.

Ce budget marque aussi une forme d'optimisme, parce que nous commençons à voir maintenant, Monsieur le Président, le résultat de nos actions, de nos politiques, en faveur du développement économique. Ça a été un marqueur fort ici. Vous le savez, la principale fiscalité de Montpellier Méditerranée Métropole provient de la fiscalité économique. Nous accompagnons le tissu économique depuis 3 ans fortement, et nous en voyons les premiers résultats. Un chiffre, le versement mobilité – j'en reparlerai si vous me le permettez Monsieur le Président tout à l'heure, parce que je veux vraiment faire un focus sur ce sujet-là – nous avons une augmentation en 2023 de 10 millions d'euros du versement mobilité – c'est la taxe que paient les entreprises de plus de 10 salariés. Nous dépassons les 115 millions d'euros aujourd'hui en recette sur le versement mobilité. Ce versement est une recette vertueuse, puisqu'obligatoirement elle est affectée à de la mobilité collective. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui l'ensemble des dépenses de fonctionnement de la TaM, gratuité comprise, est financé par cette juste redistribution des richesses produites sur le territoire par les entreprises. C'est le résultat des bonnes relations que nous avons avec les chambres consulaires, avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), avec les organisations représentatives des entreprises. Aujourd'hui, 10 millions d'euros de recettes supplémentaires en plus provenant du versement mobilité, c'est autant de redistribution que nous menons vis-à-vis des habitants de la Métropole avec la gratuité des transports dans la Métropole – Madame FRÊCHE va y revenir dans quelques minutes. Elle est en fonctionnement totalement financée par le versement mobilité.

En revanche, Monsieur le Président, il y a de quoi se réjouir sur le dynamisme économique de notre territoire, mais quand même, des difficultés à venir – nous en parlons souvent avec Monsieur VASQUEZ. La question des déchets est cruciale. L'exportation de nos déchets, la fermeture du casier de Castries sans solution alternative à ce jour entraîne aujourd'hui une dépense exponentielle. Le coût de gestion de nos déchets dans la Métropole est bien plus élevé que dans les métropoles comparables, parce que nous n'avons pas de solutions alternatives, ce qui rend encore plus indispensable la mise en œuvre de nos actions en faveur des biodéchets. Mais Monsieur VASQUEZ en parlera dans quelques minutes.

Vous voyez le budget. À la demande du Président, vous commencez à en avoir l'habitude, nous vous présentons un budget en comptabilité analytique, pour bien mettre en œuvre les priorités de nos politiques publiques. Sur un budget de 1,5 milliard d'euros que nous vous proposons en 2023, près de 1 milliard d'euros

sont affectés en investissement et en fonctionnement directement à nos politiques publiques, avec un taux proposé d'investissement jamais atteint dans notre Métropole : 456 millions d'euros proposés en investissement, 150 millions d'euros pour le personnel et 380 millions d'euros de dépenses pour faire fonctionner les services publics de la Métropole. Chaque Vice-Président va vous présenter dans quelques minutes le détail de ces chiffres-là – investissement, fonctionnement, dépenses de personnel affectées aux politiques publiques. En dépenses, on peut affecter de l'argent à des politiques publiques, il faut aussi des femmes et des hommes – et ils sont remarquables à la Métropole, Monsieur RAYMOND je vous le dis ici – nous avons souhaité affecter ces dépenses de personnel aux politiques publiques. Souvent, il n'y a pas de médiathèques sans médiathécaires, donc il faut pouvoir avoir une meilleure lisibilité sur les affectations de dépenses de fonctionnement.

Je vais rentrer dans le détail de ces 986 millions – puisqu'après vous avez des dépenses non affectées, des dépenses d'ordre, des remboursements, le capital, enfin les intérêts à rembourser, le capital. Ce qui est vraiment intéressant, c'est comment nous répartissons ce milliard d'euros affectés aux politiques publiques de la Métropole : là vous voyez les priorités de notre Collectivité. L'affectation première dans notre budget, pour plus de 305 millions d'euros cette année, investissement, fonctionnement, masse salariale comprise, concerne les mobilités douces, alternatives, décarbonées, collectives. 31 % du budget de notre Métropole. 169 millions pour les mobilités routières, plus traditionnelles. Là vous voyez vraiment la priorité. L'attractivité du territoire, le développement économique, l'accompagnement, l'innovation de nos entreprises : 58 millions d'euros, ce qui correspond à 6 % de notre budget. La gestion des milieux aquatiques, les risques majeurs, la protection de nos populations : nous allons investir, cette année nous vous proposons d'y affecter 35 millions d'euros. Le deuxième point majeur concerne l'environnement, l'agroécologie, la gestion de nos déchets – on en a parlé il y a quelques instants – pour plus de 155 millions d'euros, soit 16 % du budget de la Métropole. Un marqueur fort aussi, et on en parle souvent en ce moment avec Montpellier Capitale Européenne de la Culture, on est tous très mobilisés : plus de 13 % du budget de notre Collectivité est consacré à la culture et aux sports, ce qui correspond à 127 millions d'euros, Monsieur le Président, qui seront affectés aux politiques culturelles et sportives dans notre Métropole en 2023, si le budget est voté. La solidarité avec les communes et les habitants : 64 millions, 6 %. Pour faire tourner tout cela, des fonctions supports bien gérées : 73 millions, donc 7 % de ce presque 1 milliard d'euros de dépenses affectées aux politiques publiques. Vous voyez bien des fonctions supports réduites. Chaque euro est dépensé utilement pour le service public et pour nos priorités.

Nous allons maintenant rentrer dans le détail, et pour cela nous allons commencer par la première des priorités qui concerne justement ces fameux 305 millions concernant les mobilités alternatives et décarbonées. Je vais passer la parole à Madame la Vice-Présidente. Madame FRÊCHE. Vous connaissez maintenant la règle : vous avez la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI), nous inscrivons dans une démarche pluriannuelle, et ce que nous allons faire cette année en investissement, en fonctionnement, en intégrant la masse salariale, les agents qui sont au cœur de nos politiques. Madame FRÊCHE, je vous passe la parole.

Julie FRÊCHE

Merci Monsieur le Vice-Président. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus. Effectivement le budget mobilités représente 31 % du budget de la Métropole, soit un investissement et un fonctionnement de 305 millions d'euros. 2023 est une grande année pour les mobilités : le 21 décembre, ça sera la gratuité intégrale, ce qui fera de Montpellier Méditerranée Métropole la plus grande métropole en Europe à rendre intégralement gratuits tous ces transports publics. Ce sera également l'année de la pose des premiers rails de la ligne 5 de tramway à l'été 2023, et le recrutement des premiers effectifs de la police métropolitaine des transports qui, à effectif complet, sera la première police métropolitaine des transports de France. Beaucoup de projets pour une mobilité douce, active et décarbonée. 99 millions d'euros pour les dépenses de fonctionnement, qui sont constituées en grande partie de dépenses d'exploitation du réseau de transport dans le cadre de la délégation de service public. Un investissement en 2023 à hauteur de 202 millions d'euros, qui concerne plus particulièrement le tramway (la ligne 5, l'extension de la ligne 1, le doublement de la ligne 3), le projet bustram, les vélolignes montpelliéraines et les espaces publics, parce que les mobilités c'est aussi le réaménagement urbain des villes et communes de la Métropole.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup. Tous les éléments et le diaporama vous seront transmis. A côté de ces investissements forts pour les mobilités décarbonées, je passe la parole à Monsieur LAFFORGUE qui va nous présenter le budget qu'il nous propose pour la voirie.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président. 2 270 km de voirie, espaces verts et ouvrages d'art. Une PPI de 483 millions pour une mobilité routière plus sûre et concertée. Budget de fonctionnement de 2023 : 53 millions d'euros, qui se répartissent ainsi : 18 millions entre l'entretien, la maintenance hors nettoyage, le nettoyage au niveau des pôles et de Montpellier 30 millions d'euros, et au niveau du personnel 22 millions, soit 497 agents – dont je salue le travail au quotidien sur la Métropole.

Ensuite, de manière plus précise, sur l'investissement 2023, 48 millions qui vont être répartis sur les six pôles territoriaux. Sur les mobilités actives, 15 millions d'euros qui vont être dans les aménagements de pistes cyclables. Je vous donne quelques exemples : la V70 véloligne entre Saint Geniès des Mourgues et Castries, la véloligne D entre Saint-Brès et Baillargues, la vélo-ligne 10a pour la piste cyclable entre Saint-Gély-du-Fesc et Montpellier, qui relie tout le nord de Montpellier, vélo-ligne 1 Montpellier Sabines-Fabrègues, vélo-ligne 10b Montferrier-sur-Lez-Agropolis, la vélo-ligne 4a pour la passerelle de Pérols jusqu'à Carnon. Quelques principales opérations structurantes : le giratoire RM5 à Pignan pour 1,2 million, la RM5 recalibrage de la desserte du lycée de Cournonterral pour 0,3 million d'euros, la RM66 qui va rejoindre l'Aréna et la reprise de chaussée pour 0,6 million d'euros, la RM612 pour l'entrée ouest de Montpellier-Saint Jean de Védas pour 1,2 million d'euros, la RM5 pour le giratoire de Villeneuve-lès-Maguelone pour 1,1 million d'euros, et enfin la sécurisation du secteur des Closades à Clapiers pour 0,9 million d'euros, répartis sur tout le territoire.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président. Comme je l'ai dit en début de ma présentation, pour pouvoir redistribuer les richesses produites dans notre territoire, il faut soutenir l'activité économique. Je vais passer la parole à Madame EMAD. Je vous passe la parole, Madame la Vice-Présidente, pour nous présenter les actions que nous allons mettre en œuvre et le budget que nous allons affecter à l'attractivité du territoire et au développement économique.

Hind EMAD

Merci Monsieur le Vice-Président. Monsieur le Président, chers collègues. Effectivement cette année encore la Métropole joue pleinement son rôle de défense du territoire et du développement économique sur ce territoire. Les 54 millions d'euros pour soutenir l'activité se répartissent comme vous pouvez le voir sur la slide. Mais il faut aussi dire que depuis 3 ans nous menons une véritable stratégie autour du soutien des filières clés de notre territoire : le numérique, la santé à travers Med Vallée, les Industries Culturelles et Créatives (ICC) et bien évidemment le vin et les énergies renouvelables. Ce sont des filières stratégiques et nous avons embarqué l'ensemble des acteurs économiques. L'investissement fort est un signal qui permet justement de les mettre en confiance et d'accompagner leur développement, mais cela ne se fait pas sans des axes prioritaires tels que la souveraineté, la relocalisation, la transformation, tout ce qui est autour de la transition, la transformation des modèles économiques liés à cette transformation, et évidemment le rayonnement. C'est pour cela qu'on a mis une part du budget autour du tourisme, au-delà de notre candidature à la Capitale Européenne de la Culture. Nous rayonnons à travers le sport, la culture, et tout cela favorise le développement économique de nos acteurs et bien évidemment la transition écologique qui va amener l'ensemble du territoire à s'équiper et à faire travailler nos acteurs. Tout cela démontre l'investissement, l'engagement et surtout l'esprit collectif qui va marquer ce mandat, autour d'un partage des ambitions, des actions, avec l'ensemble des territoires. Tous ces investissements que vous avez avec les chiffres détaillés et les frais de fonctionnement vont nous donner une véritable force de frappe pour pouvoir amener le territoire à un rayonnement national et international. Merci pour votre écoute.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup. Si vous me permettez, Madame la Vice-Présidente, j'associerai aussi Madame GIMENEZ, parce que le développement économique est totalement lié à l'action de solidarité. Ce qu'on a fait l'année dernière, on le renouvellera cette année : ce sont des clauses dans nos marchés publics pour des publics prioritaires ; ces 384 000 heures de clause d'insertion sur les marchés. Ça, c'était l'année dernière, et encore plus, Madame GIMENEZ, cette année. Donc c'est dire si, le développement économique et l'action de solidarité, nous menons les deux de front. Merci. Je me suis permis, Madame GIMENEZ, de le rappeler lors de la présentation de notre budget.

Ce territoire, il est magnifique, il crée de l'activité. Mais il est aussi fragile, il faut le protéger. Nous allons aussi affecter une partie de notre budget à la gestion des risques majeurs et à la préservation des milieux aquatiques. Je passe la parole en duo à Madame NEGRET, ensuite à Monsieur REVOL. Madame NEGRET,

la parole est à vous.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. Effectivement, vous avez les principales masses sous les yeux. 22 millions en fonctionnement ; dans ces 22 millions, on compte quand même 18,5 millions de contribution au SDIS.

Je reviens sur les principales missions, parce que je veux attirer votre attention là-dessus. Souvent on limite les missions du service GEMAPI à la protection contre les inondations. Alors évidemment c'est une grosse partie des missions, mais le service ne fait pas que ça, loin de là. Il veille aussi à restaurer et préserver les milieux aquatiques et à intégrer la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire. En fait il est associé au travail qui est fait sur les documents d'aménagement du territoire et d'urbanisme, comme par exemple le PLUi.

La PPI d'abord est estimée à 80 millions d'euros, ce qui est plus que ce qui constituait l'estimation plus tôt dans le mandat – on en reparlera tout à l'heure à travers la taxe GEMAPI. En fonctionnement, 22 millions, avec comme je vous le disais une contribution au SDIS de 18,5 millions. Ça ne fait que 3,5 millions de fonctionnement pour le service en fait. L'investissement de 10 millions. Là vous pouvez retrouver des exemples de protection contre les inondations, mais aussi d'actions qui sont menées sur les milieux pour les rendre plus résilients aux défis du dérèglement climatique qui nous attend et qui est déjà là. Merci.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente. Nous avons souhaité, en accord avec le Vice-Président, avec René REVOL, que même si aujourd'hui il n'y a pas de vote sur le budget de la Régie des eaux, puisque c'est une entité autonome avec un budget à part, c'est légitime, néanmoins il était important de pouvoir présenter au Conseil de Métropole l'action et le pré-budget de la Régie. Monsieur REVOL, je vous passe la parole pour nous parler du petit cycle de l'eau géré par la Régie des eaux.

René REVOL

Merci beaucoup. Chers collègues, très rapidement. Nous sommes à la mi-mandat. La feuille de route que nous nous étions donnée il y a 3 ans consistait à faire que la Régie à cette étape soit renforcée et puisse intégrer l'assainissement. Cela est vrai depuis le 1^{er} janvier. La mise en place d'une tarification écologique et sociale, c'est fait depuis le 1^{er} janvier. Le lancement du marché de MAERA, c'est en cours et ça sera fait cette année. La fin de l'usine Valédeau. Je passe bien sûr sur les travaux gigantesques qui ont été engagés en partenariat avec la TaM et la Métropole pour le réseau d'eau à l'occasion des travaux pour le tram, ce qui fait que nous avons un rendement d'eau qui a bondi et que nous sommes maintenant à 86 % de rendement alors que nous étions à 79 il y a 7 ans.

Si vous regardez effectivement sur le plan purement comptable, on ne peut pas additionner ces budgets, mais sur le plan analytique et politique, on doit les additionner. Si vous prenez le petit cycle de l'eau, on a une PPI qui se situe à 371 millions d'euros. Vous rajoutez les 80 millions d'euros du grand cycle de l'eau et vous avez 450 millions d'euros d'investissements, c'est-à-dire que c'est le deuxième budget dans la PPI après les mobilités. Je pense qu'en ce jour où, au plus haut sommet de l'État, on parle enfin du Plan eau, qui était sorti du sommet sur l'eau de 2019, il est important que notre Métropole montre l'exemple et soit en avance à ce sujet.

En gros, sur le budget 2023 proprement dit, nous sommes à 58 millions d'euros de budget de fonctionnement. A chaque fois, c'est autour des deux-tiers pour l'assainissement, un tiers pour l'eau potable – vu la nature c'est tout à fait logique. On a un peu augmenté le budget de l'eau à cause de la hausse des prix pour un certain nombre de traitements, mais également parce qu'il y a l'intégration de Murviel-lès-Montpellier en plus, qui modifie le périmètre. Pour l'assainissement, il faut noter le résultat : nous avons un budget de fonctionnement qui est à l'identique, alors que l'inflation frappe aussi l'assainissement comme les autres. En termes d'investissement, ce sera une année phare : sur les 300, c'est 91 millions d'euros d'investissement, avec naturellement les deux tiers sur MAERA, qui démarre très fort. Nous restons toujours avec une proportion très importante de renouvellement des réseaux, qui joue un rôle décisif. Idem pour l'eau potable. Nous aurons à la fin de l'année la possibilité d'inaugurer l'usine de Valédeau qui sécurise complètement l'accès en eau pour Montpellier.

N'oublions pas que la Métropole – on y a tous tenu et moi particulièrement – demeure l'autorité organisatrice. Je salue l'équipe qui s'est instituée depuis le début février, dont on est très satisfaits, qui pilote cette autorité

organisatrice, avec des actions menées en propre par la Métropole, même si c'est parfois la Régie qui les assure au nom de la Métropole, parce que ce ne sont pas des compétences transférables.

Je tiens ici à signaler la question de la défense incendie, alerter par là-même mes 30 autres collègues Maires en leur disant que sur les 12 mois qui viennent, je viendrai les voir les uns après les autres, parce qu'il faut absolument que notre réseau s'améliore, se développe, soit surveillé, soit connu. On va investir 1 million d'euros cette année sur la défense incendie. Il n'y a pas mieux que les communes pour suivre le détail de ce réseau.

Il y a bien sûr toute une série d'autres actions : l'animation, la mise en place du forum de l'eau et bien sûr, action à laquelle nous tenons beaucoup avec Madame HART, la coopération décentralisée. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président. Nous allons entrer dans le sujet majeur, le point de vigilance aujourd'hui et pour les prochaines années, dans le cadre de notre politique en faveur de l'environnement. Je vais passer la parole immédiatement au Vice-Président François VASQUEZ, parce que c'est un vrai point de vigilance pour ce budget, et encore plus pour les budgets à venir. Aujourd'hui, ce point de vigilance justifie encore plus l'ensemble des politiques que nous mettons en œuvre dans la Métropole pour la gestion de nos déchets. Monsieur VASQUEZ, je vous donne la parole.

François VASQUEZ

Chers collègues, bonjour. Nous avons donc cette feuille de route du zéro déchet, dont nous avons déjà beaucoup parlé, voté d'ailleurs à l'unanimité la stratégie. Vous voyez une partie des chiffres pour ce qui est du fonctionnement 2023 avec la collecte, les coûts sont affichés en face : 23 millions pour la collecte ; le tri et la valorisation, c'est 25 millions ; les biodéchets et le compostage, on est en fonctionnement, ce sera 2 millions ; l'élimination des ultimes, que vous voyez grimper, c'est là notre point de préoccupation ; et les sommes allouées à la prévention et à l'économie circulaire, 2 millions. Un coup d'œil tout de suite sur les investissements : des réhabilitations de déchèteries, 1 million ; l'acquisition d'équipements de pré-collecte ; la mise en place de la collecte des biodéchets en points d'apport volontaire, qui sera l'un des grands sujets, puisque c'est le début de notre déploiement des points d'apport volontaire pour la collecte des biodéchets ; l'acquisition de véhicules ; des travaux aussi sur les ressourceries.

Le point principal – je vais être bref parce qu'on a beaucoup de points à voir ensemble aujourd'hui – de notre année, c'est bel et bien le déploiement de la stratégie des biodéchets, qui va se faire sur 10 communes, où nous allons mettre en place tous les moyens pour extraire ces biodéchets, qui représentent presque la moitié de la poubelle grise, au minimum 40 %. Il faut les extraire impérativement si nous ne voulons pas avoir des désagréments financiers colossaux. On va mettre tous les moyens, c'est-à-dire que dans les 10 communes, pour le dire rapidement, on va avoir besoin du soutien – mais ça je n'en doute pas un instant – de tous les Maires, qui sont déjà très volontaires, des 10 communes qui vont voir le déploiement de points d'apport volontaire de biodéchets et de solutions de compostage, de compostage collectif, de résidence individuelle. Ces 10 communes sont des communes à tendance – si j'ose dire – un peu plus rurale, plus facile au niveau du compostage. Nous n'allons pas mettre en place sur ce plan-là un porte-à-porte. Pourquoi ? Parce que là sinon ce serait « *ceinture, bretelles, plus sur-bretelles* ». Donc on aura une efficacité avec les points d'apport volontaire et les points de compostage.

Par contre, nous ne pourrions pas réussir ce défi sans une communication, une information, une sensibilisation extrêmement complète, importante. Bien sûr il y aura la force de frappe de la communication de la Métropole, mais aussi la communication des Mairies pour que chacun fasse passer ces informations à nos administrés, pour que tout le monde puisse jouer le jeu. Je rappelle très succinctement qu'une politique de déchets réussie, ce sont des outils, une fréquence de collecte et une communication. Les outils en l'occurrence ce sera la distribution, notamment pour ces 10 communes, de bio-seaux ajourés avec des sacs kraft. Nous avons pris les

meilleurs outils pour collecter les biodéchets. C'est ce qui se fait de mieux pour avoir un résultat avec le minimum, disons pas de nuisance du tout. On peut le dire : on peut garder dans sa cuisine ces bio-seaux puisqu'ils sont ajourés avec le kraft. Nous expliquerons ce mode de fonctionnement qui permettra à chacune et chacun d'isoler les biodéchets, les restes alimentaires, et de les déposer ensuite soit dans un composteur, soit dans un point d'apport volontaire qui sera collecté avec une fréquence suffisante – pour les craintes que certains pourraient déjà s'imaginer. Nous mettrons les fréquences en relation avec ce type de déchets. On va mettre vraiment tous les moyens pour la réussite. Là on sera sur environ 35 000 habitants pour ces 10 communes. Après, le relais se fera bien évidemment pour l'année prochaine sur l'intégralité de la Métropole et la Ville de Montpellier. C'est un défi capital. Je veux souligner que ce défi que nous posons sur la table est unique en France. Personne n'a mis tous ces moyens pour collecter les biodéchets. Ce que nous planifions, ce sont des moyens exceptionnels sur une partie de 2023 et 2024.

Alors voilà, tous les outils, on espère les avoir avec les contrats. Vous savez qu'il y a des problèmes de distribution, des problèmes de matériaux, il y a beaucoup de soucis qui viennent grever la politique des déchets. Mais notre principal souci à nous, il est financier parce que, si on n'arrive pas à extraire nos biodéchets de façon conséquente, c'est-à-dire les 15 à 20 000 tonnes avant 2025, je crains que la facture ne soit trop salée pour les deniers de notre Métropole. Merci.

Renaud CALVAT

Je vous remercie. J'attire vraiment l'attention de l'ensemble des maires et des collègues de notre Institution. Vous voyez le chiffre d'élimination des déchets ultimes dans les transports : 22 millions. Ce chiffre, si nous ne faisons rien, ne peut qu'augmenter. On n'est pas sur quelques dizaines de milliers d'euros, là nous parlons de millions d'euros. Cette dépense-là est le fruit de décisions prises avant l'arrivée de cet exécutif, mais on l'assume, c'est ainsi, on n'a pas d'autre solution. Mais ce chiffre-là ne peut qu'augmenter.

Je vous rappelle chers collègues que ça ne sera pas anodin, parce que la Cour des comptes ne nous autorise plus à financer les déchets par le budget général. Nous avons déjà une Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) parmi les plus élevées du pays. Nous ne pourrions pas prendre sur le budget général pour financer la non-gestion de nos déchets, parce que certains pourraient avoir tendance à dire « *ah ben on le prend sur le général, on fait un service public en moins, une piscine en moins, etc., ça ne se voit pas, on vient financer des déchets* » : non. La Cour des comptes demande à ce que la recette sur les déchets finance le déchet. Si pendant quelques années on a pu masquer cette difficulté-là en cofinçant les déchets par le budget général, ça n'est plus possible. Il faudra que la recette de la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères finance la dépense. Chaque décision qui sera prise ici aura un impact sur la taxe foncière de nos concitoyens. Voilà l'alerte que donne Monsieur VASQUEZ, le Président et moi financièrement, elle est réelle. Nous devons réussir cette politique de réduction de nos déchets.

Je tenais à le dire, Monsieur le Président, avec un peu de fermeté, de gravité, parce que de plus en plus aujourd'hui, la loi affecte nos recettes. Si nous avons des versements mobilisés financés par les entreprises qui nous permettent de financer le transport et la gratuité, ce sont les citoyens qui payent la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères, les familles. Si nous n'arrivons pas à mettre en place notre projet, la facture de 25 millions d'euros qui va prendre 5 millions d'euros de plus dans 3 ans, liés à la fermeture de Castries sans solution alternative, ce seront aussi nos concitoyens qui vont la payer.

Je vais passer la parole s'il vous plaît à Madame TOUZARD, parce que c'est tout aussi important. Vous savez que notre Métropole se veut être une métropole agricole, avec un territoire plus résilient. Je vous passe la parole, Madame la Vice-Présidente.

Isabelle TOUZARD

Merci Monsieur le Vice-Président. Je vais vous présenter à la fois le budget qui concerne la politique agroécologique et alimentaire, mais aussi plus globalement la question de la transition énergétique et le plan climat, parce que je suis sur différentes délégations qui sont rassemblées ici. Au global, il faut rappeler qu'à la PPI, et vraiment c'est un beau geste, il y a 50 millions d'euros qui sont prévus pour les zones agricoles et naturelles, notamment pour investir notamment au travers de l'action foncière, pour l'agroécologie, la biodiversité, des compensations environnementales, etc. Et 71 millions d'euros, c'est le volet plus transition énergétique pour une Métropole exemplaire. Tout ça se fait bien entendu dans le cadre du plan climat air énergie territoire qu'on a adopté tout récemment.

En fonctionnement, pour le pôle biodiversité, paysage, agroécologie, alimentation et la mission transition énergétique et écologique, mais il y a aussi tout un volet qui est mis en œuvre dans le cadre du pôle immobilier et sobriété énergétique (PISE), donc en fait il y a 600 000 euros pour l'agroécologie et l'alimentation, avec notamment une bonne contribution du plan de relance. Au niveau énergétique, là c'est simplement le fonctionnement de l'ALEC de 200 000 euros, mais il y a aussi toute une subvention qui est versée dans le cadre du guichet unique de rénovation énergétique, dans le cadre de l'action qu'on mène avec la Région. Au niveau énergie, hors éclairage public – parce que ça c'est repris dans le cadre de la délégation de Frédéric LAFFORGUE et du PEP's – c'est quand même 13 millions d'euros qu'on prévoit cette année, une nette augmentation malgré toutes les économies qu'on peut faire. L'entretien du patrimoine végétal, là une précision : dans le pôle P2A, il y a une mutualisation des services, et les espaces verts de la Ville de Montpellier sont gérés au niveau de ce pôle. Ville de Montpellier, compétence transférée, donc compétence métropolitaine ; ailleurs, comme c'est dans les pôles territoriaux, le budget est chez Frédéric LAFFORGUE.

Au niveau de l'investissement, 18 millions d'euros au total. On prévoit 400 000 euros cette année avec une montée en puissance dans les années qui vont venir pour l'agroécologie et l'alimentation. En termes de biodiversité, compensation environnementale, 2 millions d'euros. Au niveau entretien, toujours compétence transférée de la Ville de Montpellier vers la Métropole, 2 millions d'euros. Pour ce qui concerne les réseaux d'énergie sont concédés à la SERM, le réseau de chaleur, donc en termes d'investissement c'est plus les études qui apparaissent ici. Au niveau énergie renouvelable, sur les bâtiments de la Métropole on a déjà installé beaucoup de photovoltaïques, et petit à petit on va arriver au bout d'une course. Je tiens à votre disposition si vous voulez l'ensemble des bâtiments qui sont déjà équipés. Cette année on va finaliser le parking de la piscine de Jacou, on y arrive. Tout ce qui est remplacement de la flotte de véhicules métropolitains, : la décarbonisation notamment avec des véhicules électriques et l'installation des bornes, c'est 3 millions d'euros pour cette année. On vise la décarbonisation totale à l'horizon 2030 de l'ensemble des véhicules de la Métropole. Tout ce qui concerne la rénovation thermique énergétique des bâtiments, c'est une enveloppe de 2 millions d'euros. Là c'est sur le patrimoine métropolitain, auquel il faut rajouter, dans le cadre de la fameuse prime plan climat de 1 300 euros, une forte ambition d'appui de nos concitoyens pour rénover leur logement privé et les copropriétés, dès lors qu'on attend 40 % d'économies d'énergie.

Renaud CALVAT

Oui, enfin, il y a un objectif chiffré à la clé, c'est ça. C'est un investissement pour un objectif demandé. Merci beaucoup Madame TOUZARD. Notre Métropole est aussi pleinement engagée pour la culture et pour le sport, nous en parlons souvent. C'est 127 millions d'euros qui sont proposés dans ce BP pour la culture et pour le sport de la Métropole. Monsieur PENSO, Vice-Président, vous nous parlez de culture.

Éric PENSO

Oui, chers collègues, Monsieur le Président. Comme vous le savez, nous menons une politique culturelle extrêmement ambitieuse, qui a pour objet évidemment le rayonnement, le soutien aux artistes, aux jeunes publics – enfin je ne vais pas revenir dans tous les détails que vous avez affichés ici. Je voulais bien entendu profiter de cette prise de parole dans le cadre du budget pour souligner l'extraordinaire succès que nous avons connu avec la qualification de notre territoire – élargi, vous le savez, avec Sète et 140 communes – à la finale de la capitale européenne de la culture. C'est un succès considérable pour nous. J'étais un peu déçu, Monsieur le Président, que nos collègues n'aient pas eu de badge. C'est prévu ? Je souhaiterais que chacun ait un petit badge, puisqu'un des critères pour la finale c'est que chacune et chacun d'entre nous puisse s'approprier cette candidature et en parler autour de lui, etc. Je vous encourage à porter le petit badge sur le revers de vos vestes dès aujourd'hui pour qu'on puisse en parler et que ça parle autour de vous.

En 2023 nous allons poursuivre le fonctionnement pour 39 millions d'euros, essentiellement en subventions aux associations culturelles de l'ensemble de la Métropole – puisque je prends évidemment une grande attention à m'assurer que tout le monde puisse être soutenu – contribution aux grands établissements culturels, le MOCO, le Domaine d'O pour 6 millions d'euros, notre formidable réseau de médiathèques pour 17 millions d'euros et de grands rendez-vous culturels à créer, 1 million d'euros.

On poursuit également l'investissement : vous avez le détail qui est affiché, je n'y reviens pas. Vous savez qu'il y a un projet d'extension du musée Fabre qui est dans les tuyaux. Nous avons un projet aussi à Lattes autour du musée Lattara et encore quelques investissements dans notre formidable Cité des arts, qui je crois dès aujourd'hui remplit pleinement sa fonction sur le territoire.

Voilà ce que je peux vous dire. S'il y a des questions je suis à votre disposition. Espérons qu'on soit tous engagés pour cette belle candidature Montpellier 2028, qui verra j'espère le jour en 2023. Merci.

Renaud CALVAT

Merci. L'esprit sain dans un corps sain, Monsieur ASSAF pour le sport. La parole est à vous.

Christian ASSAF

Merci mes chers collègues. S'il y avait trois mots à retenir de ce budget sport, ce serait « *volonté, maîtrise et ambition* ».

« *Volonté* » de faire de notre territoire, d'affirmer ce territoire comme la métropole la plus sportive de France, et ainsi donc de bénéficier des retombées maximales que vont constituer les Jeux olympiques de Paris 2024, grande fête, grand événement sportif pour notre pays, mais au-delà de ça pour la planète entière. Une volonté toujours de recevoir de grands événements sportifs. Je veux ici le rappeler, le souligner, insister là-dessus : le Festival International des Sports Extrêmes (FISE) est la manifestation la plus populaire sur notre territoire après le Tour de France, et certainement la plus populaire chez les jeunes. Mais également l'accueil des championnats d'Europe de judo, l'accueil des probables championnats de France de tennis de table. Bref, tout ceci trouvera son apogée le 13 juin 2024 à Montpellier avec l'accueil de la flamme olympique. Une volonté de faire en sorte d'accueillir également un maximum d'équipes, et ce travail démarre dès à présent, avec un maximum d'équipes qui viendront ici en préparation de ces Jeux olympiques de Paris 2024.

« *Maîtrise* » des coûts de fonctionnement. Je veux ici saluer bien sûr l'ensemble des personnels du pôle sport, mais également les usagers de nos piscines qui ont accepté le plan de sobriété énergétique que nous avons présenté et voté ici, avec la baisse d'un degré dans nos piscines, mais aussi des chauffages ambiants. D'ailleurs il est fort à parier que nous ne reviendrons plus sur ces mesures, quand bien même la situation s'y prêterait.

Et enfin « *l'ambition* », l'ambition de maintenir. On le sait en sport : accéder au haut niveau, c'est bien ; s'y maintenir, c'est encore mieux et c'est plus difficile. Cette ambition, elle passe par un soutien accru vous le voyez auprès des clubs sportifs : un peu plus de 9 millions d'euros pour la performance. Bien sûr on pense au football, au rugby, au handball, au basket féminin, au waterpolo. Mais permettez-moi ici de saluer les frères LEBRUN du tennis de table, qui étaient les deux frères finalistes du dernier championnat de France de tennis de table, et qui d'ailleurs ce soir jouent ici à Montpellier pour faire accéder l'entente Nîmes-Montpellier de tennis de table en première division de tennis. Donc je le disais : un soutien accru aux clubs sportifs, un soutien accru aux sportifs eux-mêmes – nous aurons l'occasion d'y revenir un peu plus tard avec la « *team Montpellier* » – mais aussi un soutien aux grands équipements sportifs. Je veux terminer là-dessus, à la fois pour expliquer que l'excellence sportive peut bénéficier à l'ensemble des habitants de notre Métropole, et ainsi, lorsque nous accueillons des délégations qui viennent se préparer pour les Jeux olympiques, l'écrin de la piscine olympique est évidemment un atout pour l'accueil de ces délégations, mais la qualité de cet équipement bénéficie tout au long de l'année avant tout aux Montpelliéraines et aux Montpelliérains.

Qu'il me soit donc ici permis de faire un focus sur la réhabilitation du centre Neptune, qui va démarrer dès cet été, avec vous le voyez 3 millions d'euros provisionnés pour cette année, mais *in ultimo* nous aurons bien un investissement de plus de 17 millions d'euros sur cette piscine. La livraison de la piscine de la Motte Rouge dès cet été, mais également toute une série d'équipements qui visent à rentrer, dans le plan piscine plus global de réhabilitation, d'entretien de nos piscines – mais j'aurai l'occasion de vous le présenter mes chers collègues.

Vous le voyez donc : volonté, maîtrise, ambition de maintenir notre territoire, Montpellier Méditerranée Métropole, comme le territoire le plus sportif de France. Merci.

Renaud CALVAT

Merci infiniment Monsieur le Vice-Président pour cette présentation. Vous voyez une Métropole très investie pour le sport, la culture et le développement économique, mais aussi pour la redistribution et la solidarité : plus de 64 millions d'euros seront affectés cette année dans ce projet de budget à la solidarité métropolitaine vis-à-vis des habitants et des communes. Madame GIMENEZ, je vous passe la parole pour votre présentation s'il vous plaît.

Clara GIMENEZ

Merci Monsieur le Vice-Président. Tout d'abord saluer le travail qui est fait par les collègues qui ne rapportent pas sur cette partie de la présentation, mais qui travaillent sur ces dossiers-là – je pense notamment à Éliane [LLORET], à Claudine [VASSAS-MEJRI], à Régine [ILLAIRE] et Jean-Pierre [RICO] qui pilotent ces dossiers techniquement, et je ne suis que leur porte-voix aujourd'hui. Je pense que c'est important de souligner que ces thématiques de solidarité, elles sont l'œuvre collective de l'ensemble des Vice-Présidents et de l'ensemble des élus de cette Assemblée, et qu'il n'y a pas que la cohésion sociale mais que, si ces enjeux sont partagés par toutes les directions c'est encore mieux et on avance encore plus loin.

Souligner que les principales missions d'une métropole plus solidaire, c'est à la fois les questions de logements, alors je fais un gros paquet logements, dans lequel il y a à la fois les sujets d'aide à la pierre pour la réalisation de logements, la rénovation de l'habitat privé, la rénovation du logement dégradé, les questions de rénovation thermique des logements – notamment à l'heure de la précarité énergétique et de la sobriété énergétique parfois imposée à cause du coût de l'énergie, c'est un sujet majeur et qui nous a collectivement beaucoup occupé ces derniers temps. C'est aussi l'ensemble des dispositifs que sont la politique de la ville, le plan logement d'abord et le plan pauvreté, le fonds d'aide aux jeunes métropolitains, le soutien aux actions liées au handicap, en gros tous ces publics dont on sent bien qu'ils ont besoin de notre aide de Collectivité, notamment les plus précarisés, c'est le cas à travers le plan logement d'abord, le plan de pauvreté, mais pas que, comment on les accompagne. Il y a la question de la mise en œuvre du schéma des aires d'accueil des gens du voyage, la création du cimetière métropolitain et le fonds d'équipement et de soutien des centres bourgs et du patrimoine des communes – qui est un sujet que Renaud [CALVAT] maîtrise beaucoup mieux que moi, il pourra vous en parler. Au total sur la PPI, c'est 318 millions d'euros pour une Métropole plus solidaire, à la fois avec les habitants mais aussi avec les communes.

Petit zoom sur les gros sujets de l'année. Le fonds de solidarité logement, qui permet à la fois d'aider individuellement des ménages en précarité, mais aussi d'accompagner les associations qui s'en occupent. Les plans logement d'abord et le plan pauvreté : on va arriver cette année sur un renouvellement de ces plans et donc ça animera j'imagine quelques-uns de nos Conseils. C'est des sujets majeurs sur lesquels il faut qu'on se préoccupe collectivement. Les questions de rénovation thermique des logements privés, la politique de la ville que je connais un peu mieux que les autres sujets, les aides du fonds d'aides aux jeunes. L'espace Gisèle-Halimi-Mosson : vous avez l'image là, à côté de la diapo, ça a bien changé depuis cette image, puisque le parvis s'est ouvert et cet équipement est un vrai atout pour notre Métropole et, je pense, répond à un réel besoin. Je vous invite tous à aller le voir, c'est particulièrement agréable. Je salue au passage les équipes qui y travaillent quotidiennement et qui travaillent toutes ensemble. Même si elles ne font pas toutes partie de la même maison, elles sont dans ce même lieu et elles répondent aux besoins du territoire ensemble. Il y a effectivement le fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage.

Sur les investissements 2023 : 47 millions d'euros, avec le soutien aux bailleurs sociaux pour la réalisation de logements locatifs, l'aide aux propriétaires privés pour la rénovation de l'habitat et la lutte contre la précarité énergétique, l'organisme foncier solidaire, et je pense qu'on aura l'occasion d'y revenir dans de prochains conseils, le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) des quartiers Mosson et Cévennes, le plan de renouvellement urbain, la rénovation thermique des logements privés, les créations des aires d'accueil des gens du voyage, la création du cimetière métropolitain et les fonds d'équipement et de soutien patrimonial aux communes.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente. Comme cela a été dit par l'ensemble des intervenants, il faut des moyens financiers, mais il faut principalement des femmes et des hommes pour mettre en œuvre ces politiques publiques. Monsieur RAYMOND, vous avez la parole.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues. Cher Renaud [CALVAT], tu as raison, il faut des femmes et des hommes. C'est vraiment le cœur du réacteur pour une métropole qui vit, qui avance, qui se projette et qui produit. C'est très important, et c'est pour ça que je voudrais saluer les représentants de l'administration, les représentants du personnel et le représentant des élus qui m'accompagnent tout au long de l'année pour pouvoir diriger les comités socio-territoriaux (CST) ou bien le comité santé-prévoyance au travail.

Pour cela on peut estimer un effet que les deux grands chiffres augmentent significativement, mais tout s'explique – les chiffres, on arrive toujours à trouver des explications. La masse salariale, il faut retenir 150 millions d'euros, et l'effectif de la Métropole, puisqu'il a été coupé, il est de 2 627 agents. L'augmentation significative d'une trentaine de millions d'euros s'explique par plusieurs faits d'évolution relatifs à nos agents.

Le premier, c'est l'effet de la mutualisation. Il faut savoir que la mutualisation entre la Ville et la Métropole a été accélérée dans de nombreux services lors de la création des pôles. Donc du coup, systématiquement et à chaque fois, au CST, on présente une convention qui mentionne le montant qui est affecté pour cette mutualisation des agents entre la Ville et la Métropole. Vous avez très bien compris que c'était une opération neutre, c'est une mécanique financière ou comptable qui fait que le + 17 se retrouve à - 17 ailleurs et apporte un équilibre parfait. Ensuite, dans les augmentations qui sont réelles, qui sont soutenues par la Métropole, il y en a plusieurs, il y a celle du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), vous savez qu'on l'a voté, vous avez les chiffres de ce qu'il représente pour la Métropole et je vous inviterai à faire le calcul des 4 millions d'euros sur les 2 600 agents. Ensuite vous avez la revalorisation du point d'indice par l'État, imposée donc à la Métropole, que l'on a appliquée bien évidemment dans le plus grand respect. Vous avez également le montant que cela représente. Il y a également, et ce n'est pas chiffré parce que c'est délicat, les avancements d'échelons et les promotions internes : ça représente un certain volume, je n'ai pas exactement le montant. Mais ce que je voulais dire à travers la diapo, c'est qu'il y a une transparence totale qui est faite par rapport à ces avancements, notamment à travers les lignes directrices de gestion que tous les maires connaissent puisqu'ils l'ont mise en place dans leur collectivité. Sur les renforcements des moyens liés aux priorités du mandat, oui, il y a eu plusieurs postes d'ouverts, on estime que 200 postes supplémentaires ont été ouverts à ce jour. Je pourrais citer également deux autres mesures qui ont un coût pour la collectivité, à savoir l'évolution naturelle, le glissement vieillesse technicité (GVT), des agents qui mécaniquement fait augmenter le coût de la masse salariale. Et puis une mesure aussi dont il faut parler, il faut le dire : pour tous les agents qui sollicitent une rupture conventionnelle, il y a chaque année une quinzaine de cas qui sont étudiés, avec très souvent un avis favorable. Je n'ai pas parlé de la déprécarisation des agents, mais ça pourrait être un autre exemple pour évaluer, ou en tout cas expliquer l'augmentation.

Concernant l'évolution, la poursuite du dialogue social, vous avez les grands chantiers que l'on porte avec le service et les représentants du personnel. Il faut savoir qu'on est dans un calendrier qui est tendu, parce qu'on a beaucoup, énormément de réunions pour pouvoir construire ces mesures. En termes d'emploi des agents en situation de handicap, c'est pour vous dire que sur cette mesure-là, c'est un budget de quasiment 1 million d'euros qui est alloué notamment par l'État à cette mission, et qu'elle est aujourd'hui en plein renouvellement. Je peux vous reparler du plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme, où la grosse partie du plan concerne la prévention et la formation. Egalement, pour la prise en charge de la prévoyance santé et complémentaire, c'est un débat qui va être ouvert avec les représentants du personnel, et dont on souhaite une mise en place avancée au 1^{er} janvier 2024, si on tient les délais. Pour le RIFSEEP, bien évidemment qu'il y a un bilan continu qui est effectué et quelques révisions : c'est les modifications que l'on a apportées et que l'on apportera peut-être encore en fonction de certaines suggestions et emplois. Et puis intégrer la mobilité douce dans l'actualisation du plan de mobilité : c'est bien ce qu'il y a derrière cette fenêtre.

Vous dire quand même que, à la suite des élections du 8 décembre 2022, nous avons donc dû, avec les représentants du personnel et de l'administration, construire le nouveau règlement lié au CST, et également au comité de santé. Tout cela aujourd'hui, je peux vous le dire, est en place et fonctionne, dans la joie, le bonheur et le travail. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président.

Je veux remercier l'ensemble des Vice-Présidentes et des Vice-Présidents qui se sont prêtés au jeu très utile de transparence, de présentation des grandes politiques publiques de notre Métropole, Monsieur le Président. Vous avez vu quand même quelques difficultés que nous devons gérer : les déchets, mais aussi des dépenses

de fonctionnement en hausse, liées principalement à la crise énergétique. Néanmoins, la feuille de route que vous nous avez demandé d'assumer, Monsieur le Président, c'est la réalisation de la PPI. Tous les matins on se lève : « *réalisation de la PPI* ». C'est indispensable pour la Métropole, pour nos entreprises, pour nos communes, donc il faut garantir une épargne suffisante dans notre Métropole pour pouvoir l'affecter à l'investissement.

Il a fallu bien sûr assimiler l'augmentation des dépenses de fonctionnement avec des recettes, mais les gérer au mieux. Vous voyez, des dépenses réelles de fonctionnement de 583 millions d'euros pour des recettes réelles de 663. Notre capacité d'épargne est suffisante pour conserver et mettre en œuvre notre PPI, avec le fameux 12-12 – vous connaissez ça par cœur maintenant – 12 annuités, 12 % : cela, on en a parlé depuis 2 ans et demi. L'année 2023 et ce budget, c'est vraiment le budget type de la réalisation de notre PPI, Monsieur le Président.

Mais nous devons faire attention à l'augmentation de nos dépenses. Ce petit tableau l'explique bien, 75 millions de dépenses réelles de fonctionnement en plus par rapport au budget 2022, nous avons les recettes en face. Monsieur RAYMOND l'a bien expliqué : j'enlève les 17 millions d'un côté et de l'autre, parce que c'est des transferts avec la Ville de Montpellier principalement sur la mutualisation. Vous voyez, la gratuité des transports nous coûtera en 2023 + 3,5 millions, le versement mobilité nous en rapporte 10 de plus, donc c'est largement assimilé cette année. Néanmoins, il y a des difficultés : l'énergie, c'est + 20 millions d'euros. Les frais financiers liés aux emprunts qui ont été levés dans cette intercommunalité ces 20 ou 30 dernières années, c'est normal qu'on paie un emprunt sur 30 ou 40 ans, mais les emprunts à taux variables font que, les taux d'intérêt augmentant en ce moment, nous payons 11 millions d'euros de plus cette année d'emprunts qui ont été très utiles, mais pris il y a 15 ans ou 20 ans.

Face à cela, des recettes principalement liées à la fiscalité économique et au dynamisme économique, le versement mobilité, les bases minimales de la CFE, mais aussi les décisions politiques que nous avons prises ici, Monsieur le Président, ce qu'on a pu appeler « *la taxe Airbnb* » et la taxe sur les logements vacants, commencent à porter leurs fruits aujourd'hui, et c'est plusieurs millions d'euros qui permettent à la Métropole de pouvoir faire face à ces dépenses supplémentaires. Comme nous n'augmentons pas les taxes ménages, elles rapportent peu mais voilà, nous ne les augmentons pas, c'est votre volonté, en revanche, les taxes sur les Airbnb ou les logements vacants, là, la décision prise par le Conseil de Métropole je crois à l'unanimité il y en a un an et demi commence à porter ses fruits, c'est quelques millions d'euros, ça commence à être efficace en termes budgétaires.

Les trois piliers que vous connaissez par cœur de notre stratégie financière. Objectif : maintenir l'autofinancement pour notre PPI. Capacité de désendettement : dans le BP 2023, 10,6. On est en-dessous des 12. Un taux d'épargne à 12,1. On est au-dessus des 12. On est à 12,1, on ne veut pas descendre à 11,8. On est à 12,1, on reste. Une épargne stable par rapport au BP 2020 : on est à 80 millions d'euros. Si on continue comme ça en 2024, on réalise la PPI, mais je le redis, l'exercice que nous avons mené avec l'ensemble des Vice-Présidents pour faire attention à chaque dépense, on le renouvellera l'année prochaine.

Les dépenses d'investissement, vous le voyez, en 2023 par rapport à 2022, de 451 millions d'euros, inégalée dans l'histoire de cette intercommunalité. 8 % de hausse par rapport au BP 2022. Bien évidemment, ligne 5 du tramway, mobilités, 297 millions d'euros. Vous avez les dépenses GEMAPI, risques majeurs, environnement, donc les grands agrégats de ces dépenses d'investissement.

Rapidement les recettes pour pouvoir réaliser cette PPI. L'autofinancement, on l'a vu. Les subventions, les relations apaisées avec l'ensemble de nos partenaires, l'État, les différentes collectivités locales, donc 66 millions. Vous voyez, on a presque autant de subventions, 66, que d'autofinancement, 80 millions. C'est aussi lié au travail que tout le monde mène en bonne relation. Cette méthode-là de gestion de nos finances fait que nous avons de bons retours de nos partenaires financiers. Bien sûr, nous empruntons, on ne réalise pas une ligne de tramway ou MAERA sans emprunter ! Mais nous avons diversifié – on en a parlé lors du rapport d'orientations budgétaires – l'origine d'organismes emprunteurs : la Banque européenne d'investissement, des emprunteurs plus solidaires, la Banque postale pour le projet Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU), donc pour être moins soumis aux aléas économiques ou à la spéculation financière. C'est une nouveauté, mais c'est aussi une façon plus vertueuse de gérer la relation à l'emprunt.

La confiance des prêteurs : nous avons des réponses 5 fois plus importantes que nos besoins lors de notre dernier appel d'offres pour l'emprunt, ce qui dit que la signature financière de la Métropole aujourd'hui est

reconnue dans notre pays. 12 banques partenaires : l'objectif c'est justement de ne pas faire peser à nos successeurs dans 20 ans des augmentations de taux d'intérêt, qui les plomberaient. On est vertueux aujourd'hui et vertueux pour nos successeurs demain, Monsieur le Président. Vous le voyez : 250 millions d'euros de prêts à taux bonifié avec la Banque européenne d'investissement, le prêt vert de la NEF pour la transition écologique, et on a obtenu le premier trophée prêt social auprès de la Banque postale. C'est vous qui l'avez souhaité, on a voulu le mettre, sur la solidarité avec le peuple ukrainien. Le Président de la Métropole a indiqué aux établissements bancaires que la Métropole était prête à rompre des liens avec des banques qui privilégient leurs intérêts financiers à la paix : on met de la vertu dans les relations financières avec nos prêteurs.

Je dois vous présenter maintenant la balance, Monsieur le Président. Ce budget s'équilibre ainsi, en recettes et en dépenses. En section de fonctionnement, 734 578 532 euros, et en investissement, 834 348 252 euros, soit un budget de 1 568 926 784 euros.

Je vous remercie et je remercie l'ensemble des services de la direction des finances, toute mon équipe extrêmement dévouée. Je suis là pour répondre à l'ensemble de vos questions avec tous les Vice-Présidents qui se sont exprimés.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président, merci chers collègues qui avez rapporté chacun dans vos délégations et parfois vous êtes fait le porte-parole de l'exécutif. J'ouvre donc le débat sur le budget, les questions ou prises de position sur le budget de la Métropole. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur EL KANDOUSSI, Madame OLLIER. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI

Merci. Monsieur le Président, chers collègues. J'ai quelques remarques à vous soumettre sur le document qui nous a été remis concernant le budget primitif 2023. Tout d'abord une information pour l'ensemble des présents : la taxe foncière augmente de 7,1 % par l'État cette année.

Lorsque nous commençons à regarder le document que vous nous avez remis, nous prenons en compte l'impact de l'augmentation de l'énergie, un surcoût potentiel de 11 millions d'euros pour la Métropole, et également un surcoût énergie pour TaM estimé à 10 millions, qui annule donc le versement mobilité en plus annoncé par Monsieur CALVAT tout à l'heure.

En page 10, nous voyons bien que l'épargne nette baisse de 12,06 %, la capacité d'endettement augmente de 6 %. Vous prévoyez 10,6 années d'endettement pour le budget primitif 2023, nous étions à 4,5 années d'endettement en 2020 : l'endettement de la Métropole explose. Normalement, dans cette situation, on cherche des économies, aujourd'hui on laisse filer l'endettement.

Page 11, une mobilité routière plus sûre et concertée. « *Concertée* » : il fallait oser ! Si vous n'aviez pas concerté, quel serait le résultat aujourd'hui ? Le dossier qui exprime parfaitement votre concertation est la circulation catastrophique sur les quatre boulevards, dont des représentants étaient encore présents pour manifester devant l'Hôtel de Métropole au démarrage de nos travaux.

Page 14, concernant TaM, la contribution passe de 72 à 89 millions d'euros pour le fonctionnement. Nous devrions avoir un service de qualité. Ça n'est pas le cas aujourd'hui. Le rapport de la chambre régionale des comptes nous alerte : il n'y a aucun modèle économique. La gestion de la mise en place de la gratuité se fait à vue, et la Chambre régionale des comptes s'en est inquiétée.

Par la suite, il y a beaucoup d'imprécisions. Page 19, vous nous dites qu'il y a « *un soutien à la filière économique et numérique* » : nous n'avons aucun montant indiqué. Page 24, encore des imprécisions : vous nous parlez de « *moderniser le MIN* », le marché gare ou le marché d'intérêt national ; il n'y a aucun montant.

Page 30, les subventions aux clubs sportif baissent de 9,3 à 8,8 millions d'euros et les prestations de services, fonctionnement, de 4,1 à 4 millions d'euros. Avec l'inflation nous sommes sur une baisse de près de 12 % d'aides au fonctionnement aux clubs sportifs.

Page 45, concernant le personnel, vous nous dites que vous allez créer deux postes et qu'il y aura « *de nouveaux recrutements* » : on ne sait ni combien, ni combien cela va coûter.

Page 32, dans le budget 2022 il était indiqué que le montant de fonctionnement de l'Orchestre s'élevait à peu près 15 millions d'euros. Dans le budget primitif 2023, rien n'est indiqué. Nous avons vu dans la presse qu'il manquait environ 1,5 million d'euros, personne ne veut compenser, ni l'État ni la Région ni le Département, des spectacles ont été annulés. Qu'est-il prévu pour résoudre les problèmes de l'Orchestre ? Ou est-ce la mort annoncée de l'Orchestre ? J'espère qu'on ne nous cache pas de grosses difficultés de financement.

Page 66, concernant les ratios, les dépenses réelles de fonctionnement et de remboursement du capital de la dette sont de 95,71 %. L'an dernier ils étaient de 94,5 %. Nous nous rapprochons dangereusement des 100 %. + 1 % en un an : nous allons droit dans le mur, alors que l'on n'a aucun élément sur le coût de la police de transport, qui va être mise en place cette année et payée par l'ensemble des mairies.

Je terminerai par une citation – comme le veut la tradition – de Pierre MENDÈS-FRANCE : « *L'essentiel c'est que le pays ne soit pas dupé. Pour cela, il faut avant tout informer loyalement* ». Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, nous voterons contre ce budget. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur EL KANDOUSSI. Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

« *C'est dans la pratique que l'homme prouve sa vérité* », disait Karl MARX. Votre pratique du pouvoir nous rappelle celle d'Élisabeth BORNE et son 49-3, sans débat, sans échange. Après avoir rompu le dialogue avec les associations, avec les habitants, aujourd'hui vous empêchez Madame DOULAIN de s'exprimer sur visiblement des dossiers qui vous posent problème comme la ZFE et la subvention au stade. Nous prenons acte. Les Montpelliérains vous jugeront.

Alenka DOULAIN et Clothilde OLLIER quittent la séance.

Monsieur le Président

Merci de la brièveté de votre intervention, Madame OLLIER. Est-ce qu'il y a d'autres interventions sur le budget ? Monsieur MARTIN et Monsieur REYNAUD. Allez, Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci Monsieur le Président. Ça a été fait par Renaud CALVAT, mais je crois qu'il est vraiment important quand même de rappeler dans quel contexte ce budget est construit cette année : une inflation galopante, une croissance totalement en berne, des prix de l'énergie qui sont totalement affolants. En rappelant au passage que si l'État voulait faire un geste en permettant aux collectivités locales de bénéficier du tarif réglementé, ça aiderait énormément les budgets des collectivités locales, ça serait un geste important et apprécié. Je passe sur le niveau des taux d'intérêt, etc.

Face à ce contexte-là, finalement, il y a deux attitudes possibles : soit une prudence qui ne ferait qu'accompagner une forme de récession, soit nous mettons les baïonnettes aux fusils et on part au combat pour proposer à nos concitoyens – sans oublier qu'ils sont actuellement dans un mouvement social qui porte sur les retraites, que je ne vais pas aborder maintenant, mais qui dit aussi quelque chose d'autre, j'allais dire « *en creux* », et pas qu'en creux, c'est le problème du pouvoir d'achat et de l'emploi... Avec ce que nous proposons dans ce budget, et je vais m'arrêter essentiellement sur un point, qui est l'effort sur les transports publics, sur les transports en commun, avec au total plus de 223 millions d'euros d'investissements, c'est en ça que nous mettons la baïonnette au canon pour partir au combat, pour créer de l'emploi et pour aider nos concitoyens sur le plan du pouvoir d'achat. Cette année également nous faisons la gratuité des transports, ce qui sera une aide importante pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens. A tous ceux qui nous disaient que nous ne pourrions pas faire en même temps la gratuité des transports en commun et le niveau d'investissement nécessaire dans ces transports en commun, les chiffres que nous avons dans ce budget montrent que nous serons tout à fait capables de produire les deux en même temps.

Je ferai juste une très rapide parenthèse pour remercier Christian ASSAF sur le travail fait sur les piscines à Montpellier, en réhabilitant la piscine de la Motte Rouge, là aussi d'ailleurs que l'État avait abandonnée, et où nous, nous mettons les moyens pour la faire revivre. Également pour des piscines qui sont en quartiers politiques de la ville à Montpellier, qui avaient besoin de rénovation, et là aussi nous savons à quelle population nous nous adressons en remettant en état ces équipements-là.

Des points de vigilance malgré tout, évidemment. D'abord pour nous, ça a été dit, sur la politique de gestion des déchets, bien entendu l'objectif de zéro déchet est important. Il n'empêche que nous ne ferons pas un jour l'économie, et il va bien falloir que nous le prévoyions à un moment donné, d'un vrai process de traitement des déchets ultimes. Je n'en dirai pas plus pour le moment.

Dans les points de vigilance également, sur nos recettes, on nous dit que va disparaître – excusez-moi, je cherche le nom exact – la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, la fameuse CVAE, et qu'elle sera compensée par une part fixe de TVA et par une part dynamique. Cette part dynamique n'est pas encore arrêtée – autant dire une part variable, mais ça fait peut-être moins bien que « *dynamique* ». Là il y a un point de vigilance, parce qu'on sait bien dans l'histoire que chaque fois qu'une recette était compensée, on est toujours perdant dans ces compensations. J'en veux d'ailleurs pour preuve, et j'en terminerai par là, la phrase qui est très juste dans le document qui nous est soumis, qui souligne que « *la dotation de compensation continue sa baisse régulière en tant que variable d'ajustement des dotations de l'État* ». Au moment où il faut investir pour sortir le pays de la récession, nous, nous investissons pendant que l'État nous tire dans les pieds en baissant ses dotations. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MARTIN. La parole est à Monsieur REYNAYD. Puis à Monsieur CALVAT pour les éléments de réponse.

Manu REYNAUD

Merci. Juste pour souligner, après toutes ces interventions, où vous avez vu la tonalité écolo de ce budget, moi je voulais signaler la ligne verte tant sur les mobilités que sur les déchets, que sur les zones agricoles, que sur la question alimentaire. C'est vraiment une ligne verte qui est effectivement commandée par les questions de crise énergétique, mais plus loin quand même, rappelons-le parce que c'est l'essentiel et c'est ça qui doit constituer la ligne verte, par la question du dérèglement climatique et des gaz à effet de serre. C'est cette lecture-là qu'il faut faire dans tous les domaines, et systématiquement. Nous évoluons sur des outils d'analyse. C'est vrai que si on pouvait arriver, ça se fait dans le numérique, ce qu'on appelle la question du cycle de vie, et c'est intéressant. On a plusieurs éléments pour le faire et c'est, non plus de n'avoir que de la dimension financière, mais aussi la dimension du cycle de vie dans les opérations : ça s'applique très facilement aux routes et on peut faire la démonstration complète de quel est cet impact. L'impact, il n'est pas que financier. Il y a aussi tout un impact à côté. Ça doit être une ligne de conduite et on doit évoluer. La législation européenne va nous imposer ça, je vous propose simplement d'être très volontariste sur ces questions.

Pour faire très court évidemment sur ces questions et sur cette ligne verte, je rajouterai un sujet qui m'est cher et qui est cher à la Métropole, et je le sais à vous, Monsieur le Président : la question de la ville connectée. C'est aussi un sujet, ce qu'on appelle l'IoT, l'internet des objets, qui permet à un moment donné pour certains de réaliser des économies, tout au moins pour optimiser, pour permettre de changer les comportements pour d'autres, mais en tout cas c'est la même ligne. Je sais qu'il y a une politique qui a été menée depuis des années et nous essayons de lui donner du sens avec la Régie publique des eaux d'un côté, avec l'opérateur de mobilité, la TaM, de l'autre, mais aussi pour voir comment ça se passe. Ça se veut à deux niveaux, pour le public, et un objet connecté c'est par exemple un compteur d'eau. Aujourd'hui, les compteurs d'eau ont été mis en place avec une plateforme de la Métropole qui fait école et qui est mise en place avec la Régie publique des eaux. Vous voyez, on est toujours Métropole, Régie publique des Eaux, auprès des grands comptes : ça nous a permis d'économiser des centaines de milliers d'euros pour certains, de ressources pour d'autres, mais à la fin c'est la même chose, peu importe la vision, c'est intéressant. Ça va se mettre en place au fur à mesure pour le particulier, c'est un vrai outil d'aide. Ça c'est pour la question applicative du côté des utilisateurs pour changer les comportements. Je reviens aussi à ce qu'on appelle le décisionnel, du côté informatique, je sais que ça a trait plutôt au financier, mais c'est vraiment des outils d'aide à la décision qui permettent, au vu des données – vous savez, les données, ça existe – et après il faut des outils de monitoring, mais faut-il encore les avoir, les utiliser, avoir les moyens de les utiliser et puis surtout les regarder pour s'en servir : ça me paraît quand même quelque chose d'important. Pour terminer sur ces objets, sur cette ligne verte et sur ces applications. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REYNAUD. Je propose de donner la parole à Monsieur CALVAT pour quelques éléments de réponse. Avant de procéder au vote je donnerai moi-même quelques éléments.

Renaud CALVAT

Je serai très bref, Monsieur le Président, mais je vais répondre et dire à Monsieur EL KANDOUSSI que, même si je suis en désaccord avec ce que vous avez dit, je vais vous expliquer pourquoi, je vous remercie d'avoir parlé de sujets qui concernent la Métropole dans votre intervention. L'ensemble des maires présents dans cette salle, et je sais l'ensemble des élus représentant les villages, les villes et la ville-centre de Montpellier, ici personne n'est sensible aux effets de manche. Lorsqu'on rentre dans cette salle, nous nous occupons du destin de plus de 500 000 habitants résidant dans 31 communes. Nous sommes au service du destin de ces 31 communes et des 500 000 femmes et hommes qui y résident. Nous ne sommes pas ici pour simplement faire un petit effet de manche pour un poste, pour un petit moment de gloriole. Ce que nous faisons, c'est sérieux, c'est responsable. La discussion que nous avons sur la gestion de nos déchets depuis une heure, sur les mobilités, cela impacte la vie de nos concitoyens pour les 20 prochaines années, et cela dépasse largement nos petites personnes, et même largement nos mandats actuels. Donc, Monsieur EL KANDOUSSI, même si je suis en désaccord avec vous, au moins je salue qu'en tant qu' élu de la Ville de Montpellier et élu de cette Métropole, votre intervention sérieuse, argumentée – je suis en désaccord, mais argumentée – a concerné le budget de cette Métropole.

Sur la remarque que vous avez faite sur l'augmentation des bases fiscales décidées par l'État : l'État a décidé une augmentation des bases fiscales de 7,5 % pour la taxe foncière. Je veux juste ici vous le rappeler : la recette principale de Montpellier Méditerranée Métropole ne provient pas de la fiscalité ménages. Sur à peu près 590-600 millions d'euros de recettes de fonctionnement provenant de la recette fiscale pour Montpellier Méditerranée Métropole, moins de 2 millions d'euros sur 600 concernent la part intercommunale métropolitaine de la taxe foncière. Vous rentrez chez vous ce soir, Monsieur EL KANDOUSSI, vous regardez votre taxe foncière. Je ne parle pas des recettes affectées de GEMAPI ou de la TEOM, on est bien d'accord. On parle de la recette qui est impactée par cette augmentation de 7,5 %, la taxe sur le foncier bâti, qui va impacter un peu plus fortement les recettes des communes, mais pas de l'intercommunalité. Si j'enlève la surtaxe pour les résidences secondaires que nous avons votée ici à l'unanimité, la recette ménages, c'est moins de 2 millions d'euros sur 600 millions d'euros. Je tiens à le dire pour relativiser votre intervention sur l'augmentation des bases, augmentation dont nous ne sommes pas ici à l'origine : c'est l'État. En revanche, l'État qui a décidé cette augmentation des bases a aussi décidé – et vous l'avez soutenue en son temps – de la non-possibilité aujourd'hui pour les collectivités locales, sauf pour le Conseil municipal, de pouvoir prélever l'impôt et d'être maître de leurs recettes fiscales. C'est ainsi, la plus grande partie des recettes de notre Métropole proviennent de la fiscalité économique et cela est lié au dynamisme économique, à la capacité de l'entreprise de faire un meilleur chiffre d'affaires et d'embaucher : 10 millions d'euros cette année en plus, 10 millions d'euros l'année prochaine aussi en plus, plus l'augmentation du versement mobilité supplémentaire l'année prochaine, liée au maintien du dynamisme économique.

En revanche, vous avez dit, Monsieur EL KANDOUSSI – vous qui avez été Président de TaM à une époque – que nous investissons et pour cela nous empruntons. Oui, nous investissons parce que le territoire en a besoin. Si une partie des investissements avait été réalisée il y a 6-7 ans, ils nous coûteraient moins chers aujourd'hui ; pas à nous, Michaël DELAFOSSE, Président de la Métropole, Renaud CALVAT, Vice-Président chargé des finances, ils coûteraient moins chers à la communauté. Le retard sur la ligne 5 du tramway, sur l'entretien des rails, le non-changement des rames de tramway : s'ils avaient été faits en leur temps, en amortissement de l'investissement sur plusieurs années, il y a 7 ou 8 ans, ils coûteraient moins chers aujourd'hui. Nous devons le faire parce qu'il est hors de question ici, et je ne serais pas aux côtés du Président s'il me le demandait, de dire « *après nous table-rase* ». Nous sommes comptables du territoire que nous allons laisser à nos successeurs, à nos enfants et aux femmes et aux hommes qui seront à notre place ici dans quelques années. Je veux pouvoir, moi, me regarder dans la glace dans 15 ans en disant que nous avons laissé une Métropole bien gérée à nos successeurs, en permettant à nos successeurs de mener des politiques publiques innovantes et utiles pour le territoire. Alors oui, nous devons investir massivement aujourd'hui parce que cela n'a pas été fait en son temps. Cela aurait coûté moins cher si cela avait été fait en son temps, si cela avait été réparti sur un laps de temps plus élevé. Cela n'a pas été le cas, dont acte, on le fait. Mais on le fait avec sérieux et rigueur. Le fameux 12-12, vous avez vu, on ne transige pas. La question des dépenses de fonctionnement, et les Vice-Présidents, je les ai presque tous reçus, ça n'a pas toujours été simple, mais ils savent mon sérieux sur cette question-là, il est hors de question de mettre notre territoire en difficulté pour nous et pour nos successeurs. On investit parce que c'est utile, on le fait parce que notre politique économique nous en donne les moyens et on le fait sans jamais mettre en difficulté nos communes, nos institutions et nos habitants dans les 20 ans qui viennent, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président, et à travers vous l'ensemble de l'exécutif et les équipes aussi de l'administration qui ont travaillé sur ce budget, qui sera mis au vote. Le 49-3 n'existe pas dans cette Assemblée et donc chacun pourra s'exprimer, et merci à certains d'avoir d'emblée donné leur position.

Nous votons ce budget fin-mars : c'est assez inédit, mais il nous a fallu du temps pour le faire, parce qu'il a fallu faire des choix, bien mesurer la conjoncture dans laquelle nous sommes, ça a été rappelé. Il existe pour les collectivités publiques des nuages, comme le coût de l'énergie, puisque nous ne bénéficions pas du bouclier tarifaire, la facture d'énergie s'est envolée littéralement et pèse sur nos finances, même si nous avons été les premiers – et disons-le dans une certaine indifférence – à adopter un plan de sobriété qui commence à porter ses fruits, et les tarifs eux ont fortement augmenté. De la même manière, la hausse des taux d'intérêt sur une partie des emprunts qui ont été engagés il y a quelques années, notamment à taux variables, et les charges de la dette pèsent sur nous. Ça a créé un contexte difficile, pour toutes les métropoles et pour toutes les communes et toutes les collectivités territoriales, pour pouvoir faire notre budget. Mais nous y sommes arrivés, en préservant nos fondamentaux, et en assumant à la fois de régler un certain nombre de problèmes qui avaient été laissés sous le tapis, qui traduisent des forces et des faiblesses de notre Métropole, et en assumant le volontarisme.

Oui, nous portons une politique très regardée sur la stratégie zéro déchet, parce qu'on ne peut pas se résigner à Montpellier que la TEOM soit deux fois plus élevée qu'ailleurs. Dans ce budget, c'est 2 millions d'euros supplémentaires sur la collecte des biodéchets : un vrai choix. Nous ne pouvons pas nous résigner qu'en 2020, comme l'a rappelé le Vice-Président René REVOL, 21 % de l'eau était perdue dans les fuites. Avec le travail et les investissements qui ont été faits, et les choix de travaux qui ont été engagés, nous arrivons aujourd'hui à 15 %. Et nous devons poursuivre les efforts. Tout comme nous ne pouvions pas nous satisfaire de ce que le rapport de la Cour des comptes de TaM avait pointé, le sous-investissement chronique dans la sécurité des voyageurs, où les trames déraillaient régulièrement et perturbaient le service. Dans ce budget, il y a l'exécution des 70 millions d'euros pour refaire aiguillage, rails de tram, pour que chacun puisse se déplacer en toute sécurité. Ce sont des choix, qui ne sont pas les plus simples pour une collectivité, pour les élus, parce qu'au fond ça ne se voit pas. Monsieur REVOL, il ne peut pas briller avec les réseaux d'eaux. Madame FRÊCHE ne peut pas briller sur les rails quand elles sont mises en sécurité. Mais à force d'avoir différé et de ne pas avoir emprunté pour faire cela, ce sont nos propres dépenses de fonctionnement et la propre sécurité de notre territoire que nous avons fragilisées.

Donc un budget dans un contexte difficile, mais qui tient le volontarisme : à la fois régler les problèmes structurels du territoire, mais aussi le volontarisme. C'est l'ambition de donner une offre de transport en commun plus importante que celle qui existait en 2020. Nous supportons dans ce budget et dans cette PPI la réalisation de la cinquième ligne de tramway et l'extension de la ligne 1 de tramway. Monsieur CALVAT a raison de dire que tout ça aurait pu être fait plus tôt, nous aurions sans doute moins gaspillé d'argent public en études sur les études qui étudient elles-mêmes les études. C'est ce que nous faisons en développant et en préfigurant les futurs bustrams, pour faire Métropole et assurer une offre de transport collectif pour 70 % des habitants du territoire. C'est ce que nous faisons en investissant de manière très forte, chère Véronique NEGRET, cher René REVOL. Nous étions avec Cyril MEUNIER tout à l'heure sur la signature de contrat grand cycle de l'eau, pour se protéger du risque inondation, pour désimperméabiliser des sols et nous adapter au changement climatique et lutter contre le ruissellement. Très concrètement, nous investissons. Ces choix figurent, c'est évidemment, chère Isabelle [TOUZARD], ce qui a été posé sur toute la politique à la fois alimentaire ou de rénovation des logements, avec Madame GIMENEZ. Nous portons ce volontarisme-là, au nom de la solidarité territoriale. Nous sommes au rendez-vous de la culture et du sport. C'est vrai que nous achetons moins d'invitations. C'est vrai et Monsieur ASSAF a réduit ce budget-là, parce qu'il faut faire des efforts et je veux saluer son choix. Y compris ça permet d'être meilleur gestionnaire de l'argent public.

C'est un niveau d'investissement inédit qui est positionné : 474 millions d'euros. Nous n'avons jamais caché que nous emprunterions pour financer, et notre engagement est de ne pas dépasser les 12 ans d'endettement. Je rappelle que la Métropole Nice Côte d'Azur est à 19. Oui, nous investissons parce que nous sommes aidés sur nos projets, et Monsieur le Vice-Président a rappelé les 66 millions d'euros d'argent qui viennent ailleurs que du budget de la Métropole pour financer nos projets. Nous investissons pour maîtriser nos dépenses de fonctionnement, et le chiffre des 50 % de l'aide présenté tout à l'heure par Madame TOUZARD, ou sur la décarbonisation de la flotte, c'est autant d'économies de fonctionnement que nous faisons. Je veux ici saluer les équipes qui vont tambour battant.

Notre gestion, elle est rigoureuse. C'est vrai, Monsieur EL KANDOUSSI, que le Gouvernement, la majorité

parlementaire a revalorisé les bases fiscales de 8 %. C'est une décision du Gouvernement et de la loi de finances. Moi ce que je constate c'est que dans beaucoup de territoires – Grenoble + 25 %, Metz + 14 %, Marseille + 13 : je ne juge pas ces choix-là – en plus de cette revalorisation des bases, ils ont un recours à la fiscalité. J'observe que dans certains territoires il a été demandé de fermer des piscines, des patinoires, de fermer des musées ailleurs – Monsieur PENSO. Notre choix n'a pas été d'obérer le service public, parce qu'après la crise de la Covid-19, il n'est pas question d'empêcher les enfants d'apprendre à nager, que les clubs sportifs n'aient pas les espaces pour soutenir le sport. La culture doit pouvoir être défendue, même si c'est vrai, c'est difficile. Aujourd'hui le coût de l'énergie pour l'opéra, Montpellier danse, toutes les structures, pèse. C'est pour ça que nous travaillons d'arrache-pied avec le ministère de la Culture pour trouver des solutions. Madame [Valérie] CHEVALIER [Directrice Générale de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier] a fait des efforts importants pour essayer de penser sa saison, parce qu'elle est responsable de l'argent public. Mais nous ne sommes pas une Métropole qui pendant 4 mois a fermé son opéra ou sa maison musicale comme ça s'est produit dans d'autres endroits. Il y aura des choix à opérer, il va falloir que tout le monde continue à faire des efforts, ce qui a été fait par tous les collègues dans la construction de ce budget, parce qu'il y a des enjeux de bonne gestion et elle doit être au rendez-vous.

Le chiffre qui l'illustre, c'est tout simplement notre capacité d'autofinancement, à hauteur de 80 millions d'euros, qui nous permet d'avoir cette capacité d'emprunt. Ce chiffre il est négatif dans certaines métropoles ! Nous, il est le même que l'année passée, et je veux saluer tous les efforts qui ont été accomplis. Nous travaillons pour dégager des marges de manœuvre, faire des économies de fonctionnement. La logique est la suivante : nous n'empilons pas les politiques publiques, nous cherchons à les transformer pour qu'elles puissent être efficaces et qu'elles puissent rentrer dans les grands équilibres. Parfois ce n'est pas simple, c'est dur, parce que comme le disait MENDES-France, « *gouverner c'est choisir* ». Alors nous allons poursuivre nos efforts. D'ailleurs nous avons demandé en Bureau de Métropole que l'administration s'engage dans un plan marge de manœuvre, mobilisant l'ensemble des agents pour continuer à travailler, à aller chercher toutes les bonnes idées, toutes les pistes d'amélioration pour que chaque euro dépensé soit un euro utile. C'est ce que nous faisons.

Aujourd'hui, la mise en œuvre de ce budget, elle se voit. Madame GIMENEZ, par les 435 000 heures d'insertion qui permettent d'aider les publics en situation de difficulté d'accès à l'emploi d'être aidés. Dans les 10 communes où la stratégie biodéchets va se déployer, pour ensuite aller à l'échelle de la Métropole. Avec l'arrivée des rails de la cinquième ligne de tramway, qui nous permettra d'améliorer notre offre de transport, notamment entre Corum et Saint-Éloi – où effectivement il y a beaucoup d'usagers à ce moment-là – et améliorer la performance de réseau et l'offre de transport. Nous sommes ici dans les choix. Nous les faisons et nous les mettons en œuvre.

Ce budget, il est marqué du contexte macroéconomique qui frappe l'Europe, notre pays. Nous en avons tenu compte. Il est l'expression du volontarisme à deux niveaux : essayer de régler les problèmes de l'eau (ils sont majeurs), des déchets (ils sont très importants sur le territoire), de la sécurité du rail ou de la police métropolitaine des transports pour tous nos usagers. Ils sont l'expression d'un territoire qui prépare son avenir et d'une gestion rigoureuse de l'argent public. Enfin, un soutien indéfectible à la dynamique entrepreneuriale du territoire, parce que notre Métropole, elle se finance par l'innovation de nos entreprises qui rapportent une CFE, un versement mobilité. Nous avons le devoir d'être à leurs côtés dans des stratégies de filière d'accompagnement. Ce sera la délibération dans quelques instants sur l'Agence de développement économique, parce que leur développement sur notre territoire permet précisément la dynamique de la CFE et du versement mobilité, et donc la redistribution auprès de l'ensemble des habitants de la Métropole.

Je vous propose de passer aux voix, puisqu'il doit y avoir un vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci beaucoup. Adoptée à l'immense majorité. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 5 voix

Ont voté contre : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

**AFFAIRE N° 4 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2023 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE PARKING - ADOPTION**

Mmes C. GIMENEZ et S. MONIN et sortent de séance.

Monsieur le Président

Allez, Monsieur CALVAT, affaire 4, budget annexe parking

Renaud CALVAT

On n'a presque plus de budget annexe maintenant, depuis la Régie, etc. Mais on a encore un budget annexe : le budget annexe du parking. Vous avez les chiffres dans le rapport, fonctionnement, investissement, pour un total de 1 379 845 euros. C'est le dernier budget annexe qui nous reste, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 5 : RESSOURCES - TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR 2023 - ADOPTION

M. M. ASLANIAN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 5. Ce sont les taux d'imposition.

Renaud CALVAT

Zéro d'augmentation. Vous avez tout.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 6 : RESSOURCES - TAUX D'IMPOSITION DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) POUR 2023 - ADOPTION

Mme V. BRUNET, MM. H. MARTIN et M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 6. Taux d'imposition de la TEOM, stabilité. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Pardon. Bien sûr, Jackie [GALABRUN-BOULBES]. Pardon je vais vite.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Désolée, j'avais attendu plutôt ce point-là pour parler. C'était pour faire un peu la publicité pour Saint-Drézéry qui, du 14 au 16 avril, aura la manifestation « *Tout au compost* ». Grâce à la Métropole, à l'association Saint-Drézéry Nature Environnement, aux chasseurs qui nous accompagnent, à la Mairie, aux semeurs de jardins, à l'APIEU, belle manifestation qui va se tenir pendant 3 jours. J'en profite pour dire que, tant qu'on est dans cette dynamique, Monsieur VASQUEZ, il serait bien qu'on passe la seconde pour les apports volontaires de biodéchets, parce qu'on vient de l'apprendre tardivement – on va dire – et donc la Commune est vraiment à vos côtés mais il faut qu'on y aille dard-dard pour communiquer sur ce sujet-là.

Monsieur le Président

Madame le Maire, Monsieur VASQUEZ lui aussi il est en mode dard-dard, donc les grands esprits se rencontrent. Vous venez de voter 2 millions d'euros de crédits en faveur de la politique biodéchets : seule

métropole à faire autant sur ce dossier. Vous êtes jaloux Monsieur le Vice-Président. Allez, dare-dare, on met aux voix la TOEM.

François VASQUEZ

On a besoin de tous sur le pont, ne l'oublions pas. C'est des moyens humains et c'est la participation générale. Il n'y a pas qu'une question de financement.

Monsieur le Président

Exactement. Allez, stabilité de la TOEM, même si on doit être très vigilants à cause de la funeste décision de fermer le troisième casier, qui nous a fait passer de 0 à 24 millions d'euros, qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 7 : CYCLES DE L'EAU - TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS - FIXATION DU PRODUIT 2023 - ADOPTION

M. M. ASLANIAN entre en séance.

Mmes F. DOMBRE-COSTE, J. FRÊCHE et M. C. MEUNIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Gestion des milieux aquatiques, GEMAPI. Madame NEGRET.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. Nous proposons à travers cette délibération d'augmenter la contribution pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Evidemment on doit une explication à cette proposition. Deux principales raisons. D'abord parce qu'il est absolument nécessaire d'avoir terminé avant la fin du mandat les grands travaux de protection contre les inondations : Grabels, Fabrègues, Juvignac, Montpellier contre les inondations du Rieutord, la protection de Pérols contre la montée des étangs, par exemple. L'idée c'est d'arriver à la fin du mandat à 50 000 personnes de protégées, aujourd'hui nous sommes à 35 000 grâce à toutes les actions que la Métropole mène depuis 2005 ; donc l'idée c'est d'arriver à protéger 15 000 personnes de plus. Évidemment, ça se fait dans un contexte d'inflation, particulièrement sur le coût des matériaux – vous le savez – or là on parle de travaux. Aussi ça se fait bien sûr dans un contexte d'actualisation des études qui montrent qu'il faut qu'on monte en gamme. Ensuite, deuxième explication à cette augmentation, il est absolument nécessaire de continuer à développer les actions de préservation et de restauration des milieux aquatiques pour assurer leur résilience face à ce fameux changement climatique.

L'idée c'est de passer cette contribution GEMAPI à un produit de 8 millions d'euros, vous le savez très certainement, c'est le produit de cette contribution qui est discuté chaque année. On parle aussi d'une contribution affectée : cet argent ne peut servir à financer que les actions qui sont ciblées dans la compétence GEMAPI telle qu'elle est fixée par la loi. Nous proposons de passer d'un produit de 5 à 8 millions. Si on le rapporte au nombre d'habitants, ça veut dire qu'on passe de 10 euros à 16 euros. Nous sommes encore bien loin des 40 euros, qui est le maximum fixé par la loi et qui est d'ailleurs pratiqué par des territoires pour protéger leur population et leur milieu aquatique. En bref, l'objectif de l'augmentation de ce produit, c'est de couvrir les besoins financiers nouveaux engendrés par la nécessité de rendre notre Métropole plus résiliente au risque inondation et au dérèglement climatique. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame NEGRET. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame JANNIN. Monsieur REVOL.

Stéphanie JANNIN

Bonjour Monsieur le Président, chers collègues. J'allais vous poser une question justement et je vous remercie Madame NEGRET parce que vous y avez répondu. Vous indiquez dans la délibération le produit en fait de 8 millions d'euros et je me demandais du coup ce que ça donnait en prix par habitant. Vous avez répondu à ma question, je vous remercie. Mais pourquoi ne pas l'avoir fait figurer dans la délibération ?

Monsieur le Président

Vous avez terminé, Madame JANNIN ?

Stéphanie JANNIN

Oui.

Monsieur le Président

Ok. Monsieur REVOL, et Madame NEGRET vous répond.

René REVOL

Oui, je pense qu'on peut répondre : c'est la nécessité de présenter le produit. Voilà.

Naturellement je voudrais peut-être me faire l'écho de tous mes collègues de Fabrègues, Juvignac ou même Montpellier en disant, vraiment, il faut absolument qu'on finance ces travaux pour la protection, car le changement climatique va plus vite que les prévisions qu'on avait quand nous avons décidé de ces travaux. Il faut absolument les faire, donc ce n'est pas nous qui allons contester l'importance de ce financement.

Je voudrais juste préciser que la taxe GEMAPI est l'outil que nous fournit la loi et qu'elle est profondément injuste. Il faut le rappeler. On ne peut pas faire autrement qu'utiliser cet outil, puisque c'est celui que nous donne la loi. Mais je vous assure, quand je serai Premier ministre, je le changerai ! Ce n'est pas possible, c'est une taxe qui n'est même pas corrélée à la surface habitable ou aux revenus des gens. En plus c'est une taxe qui quelque part est *per capita*, par tête, par habitant. Depuis la Révolution française et le début de la III^e République, on sait que, lorsque vous avez une taxe qui est déterminée par le nombre d'habitants, vous taxez beaucoup plus les familles populaires qui ont plus d'enfants. Je voulais le dire au passage pour qu'on ne l'oublie pas : on utilise cet outil parce qu'on n'en a pas d'autres, mais il est imparfait.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président. La fiscalité locale, ce n'est pas la fiscalité qui est la plus juste, et je ne sais pas si vous serez Premier ministre, Monsieur REVOL, mais en tout cas c'est un beau sujet pour l'avenir du pays, qui doit toujours être gouverné dans un esprit de justice.

Madame NEGRET a très bien dit : nous finançons grâce à ça. Je vous ai fait porte-parole des maires de l'ouest, mais 2014, ce fut un traumatisme pour Grabels, pour Juvignac, et nous savons la vulnérabilité de la Mosson. Avec ce produit nous allons financer la mise en sécurité, avec le même niveau d'ambition et d'expertise que ce qui a été fait pour le Lez.

Madame JANIN, Monsieur REVOL vous a répondu : on doit indiquer le montant du produit dans la délibération, d'où à l'oral la prise de parole de Madame NEGRET.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 8 : HORS COMMISSION - CREATION DE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DES TRANSITIONS - STATUTS - SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. SAURAT et M. E. PENSO sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 8. Création de l'Agence de développement économique. Il s'agit de la doter de moyens. Je précise qu'un certain nombre de collègues qui travaillent actuellement dans la Métropole vont être détachés dans l'Agence de développement économique. J'aperçois Monsieur BOULET qui est là, que je salue, qui va aller animer l'Agence avec Monsieur LARUE et le Conseil d'administration, sur lequel nous délibérerons tout à l'heure. Il s'agit de voter les moyens pour qu'elle puisse fonctionner, et ça retirera, Monsieur RAYMOND, quelques ETP dans la masse salariale du budget de fonctionnement de la Métropole.

Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 9 : ATTRACTIVITE - FINANCEMENT DES ENTREPRISES - SOUSCRIPTION AU FONDS D'INVESTISSEMENT OCCIDEV DE OCCTE - CONVENTION ENTRE LA REGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION ENTRE OCCTE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 9. Convention entre la Région et la Métropole sur un fonds à hauteur de 2 millions d'euros pour soutenir les entreprises. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame EMAD ? Ça a dû être abordé en Commission. Contres ? Abstentions ? Refus de vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 10 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT LOCAL DU PAYS CŒUR D'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) et M. J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 10. Convention de partenariat entre la Métropole et le Syndicat mixte de développement local du Pays Cœur d'Hérault. Qui a des questions ? Contres ? Abstentions ? Refus de vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 11 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE RECIPROCITE ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES RHONY-VISTRE-VIDOURLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - MISE EN SYNERGIE MED VALLEE ET CAP GALLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 11. Contrat de réciprocité entre la communauté de communes Rhôny-Vistre-Vidourle et Montpellier Méditerranée Métropole pour travailler sur le développement économique, sur Cap Gallargues. On a déjà examiné. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 12 : ENVIRONNEMENT - RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION DE CHALEUR RENOUVELABLE - CHOIX DU MODE DE GESTION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 12. Réseau public de distribution de chaleur renouvelable, choix du mode de gestion. Il s'agit du réseau de chaleur nord, Madame TOUZARD. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud

CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

AFFAIRE N° 13 : HORS COMMISSION - PACTE TERRITORIAL D'INSERTION DEPARTEMENTAL (PTI) 2022-2025 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Pacte territorial d'insertion. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Yvan NOSBE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 14 : SOLIDARITES - CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET D'ACCES A L'EMPLOI ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - RAPPORT D'EXECUTION 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 14. Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État et la Métropole. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 15 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT 2023 - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS ET CCAS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 15. Fonds de solidarité pour le logement, actions d'insertion par le logement 2023. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 16 : SOLIDARITES - RENFORCEMENT DU "PERMIS DE LOUER" A MONTPELLIER - EXTENSION AU FAUBOURG FIGUEROLLES - CONVENTION DE COORDINATION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LE CONTROLE DE L'APPLICATION DU DISPOSITIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes V. BRUNET et V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) entrent en séance.

MM. G. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme. B. DEVOISSELLE) et G. LAURET sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 16. Renforcement du dispositif « permis de louer ». On l'étend progressivement. Je sais que des

communes sont candidates, ce sera la prochaine vague. Là il s'agit d'étendre au faubourg de Figuerolles. Beaucoup de marchands de sommeil sont positionnés là-bas et c'est un dispositif qui nous permet d'engager des actions auprès de Monsieur le Procureur de la République ; 3 actions ont été diligentées il y a une semaine et justice sera sans doute rendue. Rappelons qu'il y a déjà eu des condamnations. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 17 : HORS COMMISSION - COPROPRIETE LES CEVENNES A MONTPELLIER - CONVENTION DE PLAN DE SAUVEGARDE ENTRE LA METROPOLE, L'ÉTAT, LA REGION, LE DEPARTEMENT ET AUTRES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 17. Copropriété *Les Cévennes*, convention entre l'État, la Métropole, la Région et le Département. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 18 : HORS COMMISSION - NOUVEAU PROJET DE RENOVATION URBAINE (NPRU) MOSSON-CEVENNES - AVENANT A LA CHARTE PARTENARIALE DE RELOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. GIMENEZ et M. G. LAURET entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 18. C'était une affaire du précédent Conseil. Nouveau projet de rénovation urbaine, avenant à la charte partenariale de relogement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Eliane LLORET, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Yvon PELLET, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

AFFAIRE N° 19 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION D'INTERVENTION EXCEPTIONNELLE SUR UNE PARTIE DES ESPACES EXTERIEURS DE LA COPROPRIETE DES CEVENNES ENTRE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DE LA COPROPRIETE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 19. Convention d'intervention exceptionnelle sur une partie des espaces extérieurs de la copropriété des *Cévennes* entre l'administrateur provisoire de la copropriété et la Métropole. Il s'agit d'en avoir la domanialité publique. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Merci

beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

FFAIRE N° 20 : HORS COMMISSION - PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DES QUARTIERS MOSSON ET CEVENNES - AVENANT N°1 A LA CONVENTION PARTENARIALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 20. Projet de renouvellement urbain, avenant n° 1 à la convention partenariale. Qui a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

AFFAIRE N° 21 : HORS COMMISSION - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) SUR LE SECTEUR SAINT PAUL - BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE ET MODALITES DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR L'ETUDE D'IMPACT - APPROBATION

Mme F. DOMBRE COSTE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 21. Renouvellement urbain, procédure d'aménagement concerté sur la ZAC Saint Paul. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 22 : HORS COMMISSION - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) MOSSON SUD - MODALITES DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR L'ETUDE D'IMPACT - APPROBATION

Monsieur le Président

Renouvellement urbain du quartier de la Mosson sur la ZAC Mosson Sud. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER

DE LA MOSSON - SECTEUR DU GRAND MAIL - VILLE DE MONTPELLIER - DOSSIER D'ENQUETE PARCELLAIRE COMPLEMENTAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 23. Secteur Grand Mail, dossier d'enquête parcellaire complémentaire. Y a-t-il des questions ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - AMENAGEMENT DU CARREFOUR SITUE ENTRE LA RD24E2 ET LA RM613 SUR LES COMMUNES DE SAINT AUNES ET VENDARGUES - DEMANDE D'OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENQUETE PARCELLAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 24. Aménagement du Carrefour situé entre la RD24 et la RM613 sur les communes de Saint Aunès et Vendargues, demande d'ouverture de l'enquête publique. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - MODIFICATION N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE CASTELNAU-LE-LEZ - ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE - CONCERTATION AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME - OBJECTIFS POURSUIVIS ET MODALITES DE LA CONCERTATION - APPROBATION

M. G. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme B. DEVOISSELLE) entre en séance.

Mme E. LLORET et M. J. VERA (avec le pouvoir de Mme M. CASSAR) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 25. Modification n° 4 du PLU de Castelnau-le-Lez, concertation au titre du Code de l'urbanisme. Y a-t-il des questions ? Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Mon intervention ne porte pas du tout sur la modification du PLU de Castelnau-le-Lez, mais je saisis cette affaire qui concerne...

Monsieur le Président

Madame JANNIN, nous restons sur l'ordre du jour.

Stéphanie JANNIN

C'est tout à fait l'ordre du jour.

Monsieur le Président

Non. Sur le PLU de Castelnau-le-Lez, la modification n° 4.

Stéphanie JANNIN

Ça concerne le PLU. Est-ce que vous pourriez nous indiquer aujourd'hui précisément quel est l'agenda à ce jour qui est prévu pour le PLUi intercommunal, à la suite de la non-conformité de la procédure qu'il y a eu en Conseil municipal de Montpellier ?

Monsieur le Président

Madame JANNIN, en question diverses, on traitera ça.

Je mets aux voix. Est-ce qu'il y a d'autres interventions sur le PLU de Castelnau-le-Lez ? On reste sur l'ordre

du jour, Madame JANNIN, sur la modification n° 4 du PLU de Castelnau-le-Lez. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

On vous répondra en questions diverses, Madame JANNIN. Madame MANTION, Madame la Vice-Présidente, vous répondra.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 26 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) DU DOMAINE DU CHATEAU DE BONNIER DE LA MOSSON - COMMUNE DE JUVIGNAC - DEMANDE D'ACCORD

M. E. PENSO entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 26. Projet de périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 27 : HORS COMMISSION - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) NINA SIMONE - MONTPELLIER - MODALITES DE CONCERTATION SUR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 27. ZAC Nina Simone, modalités de concertation sur la mise en compatibilité du PLU. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 28 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) NINA SIMONE - CESSIION FONCIERE POUR LA CREATION D'UNE ACADEMIE DE POLICE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 28. ZAC Nina Simone, cession foncière pour la création de l'académie de police. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 29 : HORS COMMISSION - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL VISANT A ETEINDRE LES OBLIGATIONS DE LA METROPOLE VIS A VIS DE LA PARCELLE BL N°267, SISE 1322 RUE DU PIOCH DE BOUTONNET A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 29. C'était une affaire du Conseil du 2 février. Protocole transactionnel sur la parcelle BL 267, 1322 rue du Pioch de Boutonnet. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 30 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS (PEP) DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) POMPIGNANE A MONTPELLIER - DEMANDE D'AVIS

Monsieur le Président

Projet de programme des équipements publics de la ZAC de la Pompignane à Montpellier. Y a-t-il des questions ? Je voudrais avoir une pensée pour Roland CASTRO qui en a été l'architecte en chef et qui nous a quittés récemment. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 31 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES LAUZE EST - AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE DU PROJET - ENGAGEMENT DE L'ENQUETE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 31. Ce sera le même vote que le Conseil du 2 février 2023. ZAC, la zone d'activités économiques Lauze Est, autorisation environnementale unique du projet. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Florence BRAU, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 32 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - AMENAGEMENT DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ROQUEFRAISSE - CESSION A L'AMENAGEUR DES PARCELLES CADASTREES AW N°133F, 136H, 236B ET LE VOLUME 2 DE LA PARCELLE AW N°236D - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 32. Zone d'aménagement Roquefraise. C'est sur l'aménageur des parcelles cadastrées. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Je vous indique que sur les « *ne prennent pas part au vote* », à la Métropole de Brest, ils font sortir les gens de la séance, et ils re-entrent, donc les conseils deviennent de plus en plus longs. D'où l'importance d'être fidèle à notre règlement de fonctionnement de notre Assemblée. On va voir comment le Gouvernement, France Urbaine, exprime sur ça, parce que sinon à la fin il n'y aura plus personne. Enfin, les SEM, tout le modèle de l'économie mixte, il est battu en brèche.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

AFFAIRE N° 33 : HORS COMMISSION - VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

MM. C. MEUNIER, J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) et R. REVOL entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 33. Modification du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone. Je mets aux voix, sauf s'il y a des questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 34 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) DE L'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - DEMANDE D'ACCORD

Monsieur le Président

Affaire 34. Projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint-Étienne dans la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 35 : HORS COMMISSION - JUVIGNAC - MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 35. Juvignac, modification n° 2 du PLU. C'est une affaire qu'on repasse. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 36 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE COURNONTERRAL - CONSTRUCTION D'UN LYCEE ET AMENAGEMENT DES VOIRIES ET ESPACES PUBLICS CONNEXES - DESIGNATION DE LA REGION OCCITANIE POUR CONDUIRE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 122-7 DU CODE DE L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE - APPROBATION DU DOSSIER DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET DU DOSSIER D'ENQUETE PARCELLAIRE SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

Mme J. FRÉCHE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 36. Construction du lycée sur la commune de Cournonterral, approbation du dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), de mise en compatibilité du PLU. Je mets aux voix. Qui est contre ? Six. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Mêmes votes que la dernière fois.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Florence BRAU.

AFFAIRE N° 37 : HORS COMMISSION - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) TRANSPORT URBAIN - AVENANT N°9 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. VERA (avec le pouvoir de Mme M. CASSAR) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 37. Avenant n° 9 à la DSP de transport urbain. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 38 : HORS COMMISSION - PROGRAMME SAVOIR ROULER A VELO AUPRES DES ELEVES DE CM2 SCOLARISES SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX COMMUNES - APPROBATION

Mme E. LLORET entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 38. Programme savoir rouler à vélo. Ça avait été présenté. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 39 : HORS COMMISSION - TRAMWAY LIGNE 5 - DEMANDE D'ENQUETES PARCELLAIRES COMPLEMENTAIRES ET SIMPLIFIEES - APPROBATION

Mme A. SAURAT et M. H. MARTIN entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 39. Tramway, ligne 5, demande d'enquêtes parcellaires complémentaires et simplifiées sur la ligne 5 de tramway. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 40 : AMENAGEMENT DURABLE - ADHESION AU CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT (CEREMA) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 40. Adhésion au CEREMA à hauteur de 2 000 euros pour s'appuyer sur son expertise dans la production d'espaces publics. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 41 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE REVERSEMENT DU PRODUIT DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT (FPS) ENTRE LA VILLE DU CRÈS ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 42. Convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement, Ville du Crès et la Métropole. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 42 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE REVERSEMENT DU PRODUIT DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT (FPS) ENTRE LA VILLE DE PÉROLS ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. RIBOT sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 42. Convention de reversement du produit des FPS entre la Ville de Pérols et la Métropole. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 43 : AMENAGEMENT DURABLE - MODALITES DE TRANSFERT ET DEDOMMAGEMENT EXCEPTIONNEL DES ABONNES DU PARKING DES ARCEAUX VERS LE PARKING PITOT-ARCEAUX - APPROBATION

M. C. MEUNIER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 43. Modalités de transfert et dédommagement exceptionnel des abonnés du parking des arceaux vers le parking Pitot. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 44 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LA THEMATIQUE "MOBILITES" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44. Attribution de subventions. Alors là, mes chers collègues, grande prudence à tous. Si vous êtes concernés de près ou de loin par une des structures, vous nous le signalez pour qu'on indique que vous ne preniez pas part au vote, pour votre sécurité juridique. Donc là, attribution de subventions dans la thématique « mobilités », exercice 2023. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 45 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MECENAT DE COMPETENCE - MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION MONTPELLIER 2028 CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45. Mécénat de compétence, mise en place du dispositif par convention entre la Métropole et l'association 2028, dossier porté par Monsieur CHARTIER qui suit tous les sujets de mécénat, pour pouvoir nous accompagner dans la candidature de Capitale Européenne de la Culture. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 46 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DU LABEL "CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL" DE LA CITE DES ARTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 46. Demande de renouvellement du label « conservatoire à rayonnement régional » de la Cité des arts. Y a-t-il des demandes auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur TRAVIER ?

Bernard TRAVIER

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Oui, ne prennent pas part au vote les membres du Conseil d'administration de la Cité des arts. Monsieur TRAVIER, Madame BRUNET, Madame ROS-ROUART, Monsieur PENSO...

Audrey AZEMA

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Ils peuvent ? On est sûr ?

Audrey AZEMA
Intervention hors micro.

Olivier NYS
Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Bon, on note bien dans le PV qu'on s'est posé publiquement la question. Monsieur TRAVIER est un éminent magistrat de notre pays, pays où on pose comme principe que nul n'est censé ignorer la loi. Alors ok. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée. Merci de votre vigilance, cher Bernard [TRAVIER].

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 47 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FONDS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES - APPEL A PROJETS 2023 - MODIFICATIONS DU CADRE D'INTERVENTION DU DISPOSITIF ET DE LA CHARTE DE FONCTIONNEMENT DES COMITES DE LECTURE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 47. Fonds de soutien aux Industries Culturelles et Créatives (ICC), modifications du cadre d'intervention du dispositif et de la charte de fonctionnement des comités de lecture. Y a-t-il des questions ? Très important pour l'écosystème ICC. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 48 : ANIMATION DU TERRITOIRE - APPEL A PROJETS DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A LA DIFFUSION THEATRALE ET A LA CREATION DU SPECTACLE VIVANT - RENOUELEMENT POUR L'ANNEE 2023, ATTRIBUTION AU TITRE DU PREMIER TRIMESTRE 2023 ET MODIFICATION D'UNE ATTRIBUTION 2022- APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 48. Appel à projets dans le cadre du fonds d'aide à la diffusion théâtrale et à la création du spectacle vivant, attribution premier semestre. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur PENSO ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 49 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION-CADRE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA DRAC OCCITANIE POUR LA CREATION D'UN CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDE DES MOBILIERS ARCHEOLOGIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Site archéologique Lattara, convention entre le musée Henri Prades, la DRAC et la Métropole, pour la création d'un centre de conservation et d'étude des mobiliers archéologiques. Une opération très importante que nous appellerons « Lattara 2 », qui permet une très belle extension de ce site archéologique et pour lequel nous aurons cette ambition. Ensuite l'Oppidum de Murviel-lès-Montpellier, nous devons rappeler aussi que nous sommes un site prestigieux de l'antiquité romaine et gallo-romaine. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur

le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup. C'est 7 millions d'euros d'investissement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 50 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA, MUSEE HENRI PRADES - MISE EN VALEUR DU COMPLEXE ARCHEOLOGIQUE - AMENAGEMENT D'UN PARCOURS ARCHEOLOGIQUE ET CREATION D'UN CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDE METROPOLITAIN - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2022-267 - COMPOSITION DU JURY DU CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 50. Lattara, aménagement du parcours archéologique. C'est pour le jury de maîtrise d'œuvre. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 51 : HORS COMMISSION - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES (INRAP) - EXPOSITION "SEPTIMANIE. LANGUEDOC ET ROUSSILLON DE L'ANTIQUITE AU MOYEN ÂGE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER entre en séance.

Mme H. EMAD sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 51. Convention de partenariat avec l'INRAP, exposition « *Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen Âge* », exposition qui aura lieu du 17 juin 2023 au 5 février 2024, qui sera la grande expo après l'expo Menhirs, qui était remarquable et qui montrait les influences de Pierre SOULAGES. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 52 : HORS COMMISSION - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - SIEGE EPISCOPAL DE MAGUELONE A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) POUR LA REALISATION DES CAMPAGNES DE FOUILLES ARCHEOLOGIQUES 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. RIBOT entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 52. Sur Lattara et le siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone, convention de partenariat avec le CNRS. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 53 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MONTPELLIER CONTEMPORAIN (MO.CO.) - MODIFICATION DE STATUTS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE - APPROBATION

Mme R. TIKOUK et M. B. MODOT sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 53. Sur la 53 ? Bien sûr, Monsieur TRAVIER. Affaire 53. MO.CO., sujet que vous connaissez bien, modification des statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC). La parole est à Monsieur TRAVIER.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Cette délibération m'interpelle pour la raison suivante : on nous demande de modifier les statuts du MO.CO. pour autoriser cet établissement à procéder à des acquisitions. La première question que je me pose : quel intérêt pour le MO.CO. de procéder à des acquisitions puisqu'il y a une institution dont c'est le rôle, qui est le Fonds régional d'art contemporain (FRAC) – puisqu'il s'agit d'acquisitions en matière d'art contemporain ? Il y a une institution qui est dévolue à cette activité. Je ne vois pas pourquoi le MO.CO. amputerait son budget pour procéder à des acquisitions. À quelle hauteur ? Envers qui ? Pour quels montants ? Qu'est-ce qu'on en fera ? Ensuite je rappelle que les réserves du musée Fabre sont pleines, qu'à Garosud ça déborde ! Donc là aussi je me dis : est-il utile d'aller plus loin ?

Mais cette délibération pose un autre problème, qui pour moi est un problème de politique culturelle et d'égalité entre les artistes. Le journal *Télérama*, que chacun peut consulter, qui est sorti cette semaine, fait une publicité importante sur deux expositions qui ont lieu simultanément : la première au MO.CO., la seconde à la Panacée. Or si vous lisez très sérieusement cet article, vous ne pouvez éviter une réflexion sur ce qui se passe : il y a des artistes, qui sont tous des artistes qui se situent dans l'art contemporain figuratif, qui sont ventilés entre le MO.CO. et la Panacée. Il y a à mon avis une inégalité de traitement entre eux qui ne s'explique pas. Si vous reprenez l'article, celui-ci parle souvent à plusieurs reprises d'argent : la cote, la cote, la cote. D'ailleurs dans l'art contemporain, pour ceux qui l'ont fréquenté ou qui le fréquentent, vous verrez que cette dimension n'est jamais absente. Cela suscite chez les artistes exposés dans les deux lieux des jalousies qui sont reprises par l'article, puisqu'une artiste a droit à 12 tableaux accrochés dans le MO.CO., tandis qu'un autre fait observer qu'il n'a eu droit qu'à un maigre tableau à la Panacée. Je ne peux que m'interroger sur l'égalité qui règne entre les exposés et par ailleurs m'interroger sur ce que doit être une véritable politique culturelle. L'article révèle que l'artiste qui est la mieux exposée fait un passage utile au MO.CO. et qu'ensuite elle est prise en charge par une plateforme qui va l'exposer dans le monde entier.

Je crois que les fonds dont dispose le MO.CO. devraient être utilisés, non pas à acquérir des œuvres émanant d'artistes en pleine évolution, que nous accompagnons dans la valorisation économique de leur travail. Ça n'est pas un discours du tout marxiste, c'est un discours réaliste, mais qui pourrait l'être, parce que là nous sommes sur un marché. Je ne vois pas pourquoi la Métropole s'impliquerait de cette manière dans le marché de l'art, ce n'est pas son rôle. Par ailleurs je pense que les fonds – dont nous ne connaissons pas le montant d'ailleurs – qui vont être utilisés pour procéder à ces acquisitions devraient être utilisés pour développer l'éducation artistique et culturelle, qui est un besoin fondamental de nos sociétés, quand on voit la faible culture de beaucoup de jeunes de ce pays. Sans acrimonie mais vraiment de manière très ferme, je vous demande de m'expliquer pourquoi nous devrions procéder à des acquisitions, alors que ça n'est ni justifié ni utile.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur TRAVIER pour cette intervention, qui est tout à fait en rapport avec la délibération et qui pose des questions qui ont été des débats qui ont eu lieu au Conseil d'administration du MO.CO., avec les mêmes questions qui sont les vôtres. Je prends un engagement, c'est d'abord de vous les communiquer. Monsieur PRUNIÈRES va vous faire passer ça, parce qu'il y a eu échange.

Alors qu'est ce qui est proposé ? En fait, vous voyez, il y a une œuvre – alors vous me pardonnez, c'est absolument inélégant de ma part – qui est dans l'espace public, vous savez, vers le pont de Sète, cette statue avec le téléphone, qui est d'un très grand artiste. C'est une œuvre qui est dans l'espace public. C'était une commande qui avait été acquise au moment du lancement du MO.CO., vous vous souvenez. C'est ce type de pièce qui entrerait dans les collections. Le MO.CO. n'a pas vocation à se lancer dans une politique

d'acquisition : je veux être très clair. Il peut avoir quelques opportunités, parce que dans le cadre d'une exposition on peut conserver. C'est juste cela et c'est cela qui a été acté en débat.

Vous avez dit une chose importante : le FRAC. Je profite de votre intervention : il y a un nouveau Directeur, Monsieur [Eric] MANGION, et je salue sa nomination, mais je le dis très fortement, et je vous rends hommage, Monsieur TRAVIER : il y a eu une excellente idée, c'est de lier des lieux d'exposition, la Panacée, résidence d'artistes, et l'école des Beaux-arts. Aujourd'hui notre école des Beaux-arts, elle a des moyens financiers, parce qu'il y a eu ce choix ailleurs, c'est la difficulté. Il est indispensable que le nouveau Directeur du FRAC travaille très bien avec le Directeur du MO.CO. Il faut absolument qu'il y ait des modèles de convergence. Dans la culture, nous devons le dire, je pense que vous partagez ce point de vue, mais il va falloir qu'on fasse plus travailler ensemble les structures. C'est ce que nous faisons entre le Printemps des comédiens et l'EPIC : ça s'appelle les marges de manœuvre pour protéger les budgets en faveur des artistes.

Troisième point, dans votre propos. C'est vrai que c'est un grand bonheur pour nous, une grande fierté pour tous que nous fassions la une de *Télérama* sur l'expo du MO.CO. Cette exposition défend la peinture, la peinture contemporaine. L'art contemporain n'a pas toujours défendu la peinture, vous le savez et il y a eu souvent des controverses très violentes contre des artistes peintres du XXI^e siècle. Montpellier a eu cette prise de position, et d'une certaine manière c'est une fidélité à cet immense peintre qu'est Vincent BIOULÈS, à Robert COMBAS, notre ami de Sète, etc. Vous avez porté un point de vue, que je respecte. Je vais être très franc : je n'ai pas vu l'expo encore, mais il y avait une vraie exégèse, là, il y avait un vrai débat. Et donc l'article de *Télérama*, il est très intéressant parce que...

Renaud CALVAT

C'est un sketch !

Monsieur le Président

Mais non. Parce que l'article de *Télérama*, il donne un point de vue critique sur l'accrochage, sur quel artiste, comment il a été défendu. Au fond on a gagné. À partir du moment où quand on rentre dans une expo il y a des avis qui disent « *elle est formidable* », d'autres disent peut-être « *ça aurait pu être différent* », et on mène les bons termes du débat sur la culture. Je pense que tous les lecteurs de cet article, il y aura d'autres articles critiques ou positifs, je crois quand même que celui de *Télérama* est élogieux, sur la programmation, on fait culture, c'est ça que je voulais vous dire. Je propose qu'on en reste là Monsieur TRAVIER, pour avancer. Vous êtes tout pardonné.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

AFFAIRE N° 54 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. HART sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 54. Attribution dans le cadre de la thématique « culture ». Attention, plein de structures, il y en a pour 13 859 000 euros. Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme

Brigitte DEVOISSELLE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, Mme Mylène MIFSUD, Mme Patricia MIRALLES, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Anne RIMBERT, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

AFFAIRE N° 55 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ECOLOTHEQUE - PROTOCOLE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES CONCERNANT L'ACCES AU PROGRAMME ÉCOMETROPOLE DANS LE CADRE DU SCHEMA DE MUTUALISATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes H. EMAD et R. TIKOUK entrent en séance.

M. B. TRAVIER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 55. Protocole de partenariat entre la Métropole et l'Écolothèque, schéma de mutualisation. Y a-t-il des questions ? Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Oui, Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Juste pour dire qu'en effet certaines communes ne sont pas dans le schéma de partenariat. Je voudrais en tout cas l'exprimer pour la mienne, celle de Montaud. L'Écolothèque est un sublime équipement. Il permet en effet de sensibiliser, d'informer voire de former certains de nos jeunes de tout âge. Pour autant aujourd'hui cet équipement est situé plutôt à l'ouest du territoire, ce qui fait que pour venir jusqu'à cet établissement, il faut un certain temps, pour ne pas dire un temps certain, et donc souvent le transport pour les enfants est trop long entre l'aller et le retour pour pouvoir avoir un temps de formation suffisant dans cet établissement. Aussi, ce n'est pas une critique, Monsieur le Président, mais moi ce que je vous suggère c'est, pour le parallélisme des formes, d'envisager ou d'étudier qu'une Écolothèque se mette en œuvre ou se mette en place côté est du territoire. Je suis sûr que des maires dans la salle seront volontaires pour l'accueillir, et donc c'est un vœu que je fais aujourd'hui, même si ce n'est pas Noël, mais on a voté le budget. Merci.

Monsieur le Président

Je me dois de dire que ce n'est pas Noël, Monsieur le Maire. Donc j'entends. Il y a par exemple des pistes à étudier, et vous avez raison de rendre hommage à l'équipe formidable de l'Écolothèque, pilotée par notre ami Roger CAIZERGUES. Aussi par exemple sur le parc du Lunaret, qui peut être aussi un de ces lieux. Il faut savoir que nous avons la chance d'avoir de la part de l'Éducation nationale des mises à disposition de profs de sciences de la vie et de la terre qui aident aussi au fonctionnement. Bien entendu je ne vous réponds pas oui parce que ce n'est pas Noël, mais je vous dis qu'elle peut être une des pistes que nous sommes capables d'envisager dans une échéance de court-moyen terme.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 56 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SPORT DE HAUT NIVEAU - DISPOSITIFS A DESTINATION DES ATHLETES DE HAUT NIVEAU - ATTRIBUTION DES AIDES INDIVIDUELLES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 56. Monsieur ASSAF. Sport de haut niveau, dispositif à destination des athlètes. Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Serge GUISEPPIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Cyril MEUNIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 57 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA FEDERATION FRANÇAISE DE NATATION ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PREPARATION AUX JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024 - MISE A DISPOSITION DE LA PISCINE OLYMPIQUE ANGELOTTI - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 57. Convention-cadre de partenariat entre la Fédération française de natation et la Métropole dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques et paralympiques 2024, mise à disposition de la piscine d'Antigone. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 58 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. MODOT entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 58. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique « sports », 4 228 700 euros. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ASSAF ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Hind EMAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 59 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXERCICE 2023 - APPROBATION

Mmes C. HART et S. MONIN entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 59. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique « sports », trophée taurin qui se déroule. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Ah, Monsieur JAOUL, vous vouliez dire un mot.

Laurent JAOUL

Merci Monsieur le Président. Finalement, d'avoir mis aux voix avant mon intervention, ça éclaire ma lanterne. Merci.

Je voudrais d'abord, Monsieur le Président, vous remercier d'inscrire à nouveau cette affaire à l'ordre du jour.

Ce projet de délibération, il démontre votre attachement à nos cultures taurines, et d'ailleurs vos récentes déclarations sur la corrida et sur la bouvine sont claires et sans ambiguïté – je l'ai déjà dit. Nous allons dans un instant voter pour les subventions à nos clubs taurins, et je profite de cette occasion pour vous dire que, dimanche dernier, avec Jean-Luc MEISSONNIER et les élus du Pays de l'Or, nous avons assisté à une première course du trophée de la Métropole dans des arènes de Mauguio archicombles, et ce fut un spectacle vraiment de grande qualité. Il n'empêche qu'il m'est difficile d'aborder ce point et de passer sous silence les nombreuses attaques que subissent les manadiers et le peuple de Camargue en général. Vous le savez, le samedi 11 février, les défenseurs de la ruralité, de nos traditions taurines se sont réunis à Montpellier afin de montrer leur union face aux attaques incessantes qu'ils subissent...

Monsieur le Président

Monsieur JAOUL, je vous invite à être sur l'affaire. Est-ce que vous voulez qu'on augmente la subvention, qu'on baisse la subvention, qu'on maintienne la subvention ?

Laurent JAOUL

Attendez Monsieur le Président, si on ne peut pas s'exprimer sur une affaire qui concerne la bouvine... Je parle uniquement de bouvine !

Monsieur le Président

Oui, oui. L'affaire qu'on propose, c'est de soutenir la bouvine. Après, vous avez-vous-même à l'extérieur, et c'est tout à fait votre droit, des prises de position, mais là on essaie d'être sur les affaires du Conseil de Métropole.

Laurent JAOUL

Non mais Monsieur le Président, on a des interventions qui sont calquées sur cinq minutes. Je voudrais intervenir deux petites minutes pour rappeler quand même que le 11 février à Montpellier le peuple de Camargue s'est réuni et nous avons quand même rassemblé 15 000 personnes. Je veux bien qu'on le passe sous silence, mais enfin on ne peut pas aborder ce point...

Monsieur le Président

Non mais ça s'est vu, Monsieur JAOUL.

Laurent JAOUL

Ça s'est vu, mais je tiens à remercier les élus qui étaient présents dans cet hémicycle et qui se sont réunis derrière la même banderole. C'est quand même assez exceptionnel de réussir à réunir derrière la même banderole les maires d'Arles, de Béziers, les représentants de la Ville de Nîmes, de la Ville de Lunel, du Pays de l'Or, du Pays d'Alès. On ne peut pas le passer sous silence. C'est quand même une page de l'histoire de Montpellier qui s'est déroulée le samedi 11 février, et une fois de plus Monsieur le Président je vous remercie pour votre position de bon sens. C'est la même position que celle que vous avez prise hier sur la Commune de Montpellier, on ne peut pas le placer sous silence également, puisque, je ne peux m'empêcher de déborder mais, hier vous avez pris une décision que je salue, qui est celle...

Monsieur le Président

Allez au bout de votre intervention sur l'affaire, Monsieur JAOUL, s'il vous plaît.

Laurent JAOUL

Je voudrais donc remercier les élus qui se sont rassemblés le 11 février à Montpellier, qui subissent des attaques, et je tiens à remercier également – je ne vais pas le citer puisqu'il ne fait pas partie de cette instance – mais je tiens quand même à saluer et à féliciter l' élu qui a réussi à réunir 15 000 personnes sur la place de la Comédie, parce que nous sommes attaqués de manière extrêmement inqualifiable aujourd'hui. Je voudrais mettre ce Monsieur à l'honneur, parce que franchement, j'ai organisé un tas de manifestations et je n'avais jamais réussi à rassembler tout ce monde. On a réussi une belle union et je tiens aujourd'hui à remercier cette union, qui part des maires d'Arles, de Nîmes, de Béziers, de Perpignan, de Lunel et tous leurs représentants.

Monsieur le Président

Allez.

Laurent JAOUL

Je conclurai, Monsieur le Maire – puisque visiblement le débat a l'air de déranger – et j'en profite, puisque

ça concerne nos traditions, pour vous remercier d'avoir autorisé hier sur la Commune de Montpellier une battue pour chasser le sanglier. Franchement chapeau. C'est une décision de bon sens. Ce qu'on demande simplement, c'est qu'on nous foute la paix. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Luc MEISSONNIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Zohra DIRHOUSI, M. René REVOL.

AFFAIRE N° 60 : HORS COMMISSION - COMMISSION DES CONCESSIONS - ÉLECTIONS

Monsieur le Président

Affaire 60. Parce que sinon les conseils vont déborder. Allez, affaire 60. Commission des concessions, élections. Les candidats vont s'afficher. Est-ce qu'il y a d'autres candidats ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ce scrutin se déroule sous le regard de Madame GIMENEZ et Monsieur MANSOURIA. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Audrey AZEMA

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

À l'urne ? Attendez, excusez-moi Madame AZÉMA, on va faire voter en même temps qu'on traite les affaires, parce que sinon on en a pour des plombes. Il y a une liste, voilà, liste 1. Allez.

Monsieur le Président propose de procéder à l'élection des membres de la Commission des Concessions.

Une seule liste a été valablement déposée en amont de la séance, conformément aux dispositions de la délibération n° M2022-525.

Liste 1 :

Titulaires :

Joël RAYMOND
Florence AUBY
Christophe BOURDIN
Clara GIMENEZ
Manu REYNAUD

Suppléants :

Michelle CASSAR
Sylvie ROS-ROUART
Laurent NISON
Jacques MARTINIER
Maryse FAYE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote :

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence AUBY, M. Christophe BOURDIN, Mme Michelle CASSAR, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, M. Arnaud MOYNIER, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD, Mme Sylvie ROS-ROUART.

1^{er} tour de scrutin

Elus présents ou représentés : 87 ;

Elus votants : 69 ;

Bulletins nuls : 2 ;

Bulletins blancs : 5 ;

Suffrages exprimés : 62.

Suffrages obtenus :

Liste 1 : 62 voix.

Sont donc élus :

Titulaires :

Joël RAYMOND

Florence AUBY

Christophe BOURDIN

Clara GIMENEZ

Manu REYNAUD

Suppléants :

Michelle CASSAR

Sylvie ROS-ROUART

Laurent NISON

Jacques MARTINIER

Maryse FAYE

Monsieur le Président proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

AFFAIRE N° 61 : HORS COMMISSION - PROGRAMME DE TRAVAIL PREALABLE A L'ELABORATION DE LA STRATEGIE NUMERIQUE RESPONSABLE 2025 - APPROBATION

Mme A. RIMBERT et M. F. RIO sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 61. Programme de travail préalable à l'élaboration de la stratégie numérique. On en a parlé la dernière fois. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 62 : ATTRACTIVITE - MARCHE INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER (MIPIM) 2023 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 62. MIPIM. On l'a traitée la dernière fois. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

AFFAIRE N° 63 : ATTRACTIVITE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE POLE EMPLOI OCCITANIE - AVENANTS 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. JAOUL sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 63. Convention de partenariat entre la Métropole et Pôle emploi Occitanie, avenant 2023. C'est lié aux clauses sociales que nous avons évoquées. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 64 : ATTRACTIVITE - STRATEGIE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE - CONVENTIONS TYPE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC EN PEPINIERE ET HOTEL D'ENTREPRISES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64. Stratégie d'immobilier d'entreprise, conventions type d'occupation du domaine public. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 65 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - PROJET HUT - OBSERVATOIRE DE L'HABITAT URBAIN EN TRANSITION - AVENANT A LA CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 65. Cité intelligente, projet Hut. C'est une convention de financement avec l'Université Paul Valéry, je parle sous ton contrôle, Hind [EMAD]. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - EXERCICE 2023

M. B. TRAVIER sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme. I. MARSALA.

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 66. Développement économique. Vous avez 2 496 905 euros de subventions. Y a-t-il d'autres personnes qui ne prennent pas part au vote ? Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, Mme Régine ILLAIRE, M. Arnaud MOYNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Laurent NISON, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, Mme Catherine RIBOT, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

AFFAIRE N° 67 : HORS COMMISSION - PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ORGANISME EUPIC POUR L'ANNEE 2023 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67. Plateforme de promotion des vins entre la Métropole et Chengdu. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 68 : HORS COMMISSION - CONVENTION 2023-2027 POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS ANNEXES LIEES A LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. GIMENEZ sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 68. Convention pour la réalisation des prestations annexes liées à la défense incendie. Monsieur REVOL en parlait tout à l'heure. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 69 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE MANDAT DE FACTURATION, DE RECOUVREMENT ET DE REVERSEMENT DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de mandat de facturation, de recouvrement et de reversement de la redevance assainissement entre la Métropole et la Régie des eaux, premier avenant. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 70 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE FACTURATION ET DE MANDAT ENTRE LA SOCIETE SA RUAS, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AVENANT N°1 DE TRANSFERT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 70. Convention de facturation et de mandat entre la société SA RUAS, la Métropole, la Régie des eaux, avenant n° 1. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 71 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE FACTURATION ET DE MANDAT ENTRE LA SOCIETE SAUR, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - LOT 1 ET 2 EST ET OUEST - AVENANTS N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 71. Convention de facturation et de mandat entre la SAUR et la Métropole et la Régie des eaux, lot 1 et 2 Est et Ouest, avenants n° 1. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 72 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE RACCORDEMENT DES COMMUNES D'ASSAS ET TEYRAN SUR LA STATION DE MAERA ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AVENANT DE TRANSFERT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. MARSALA (avec le pouvoir de M. B. TRAVIER) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 72. Convention de raccordement des communes d'Assas et Teyran sur la station de MAERA – merci pour la solidarité territoriale, Monsieur REVOL – et la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup. C'est très important, la solidarité entre voisins. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 73 : HORS COMMISSION - RACCORDEMENT DES EAUX USEES DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) CAMBACERES AU RESEAU DE COLLECTE - COMMUNE DE MONTPELLIER - AVENANT A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE - TRANSFERT DE LA METROPOLE A LA REGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 73. Raccordement des eaux usées avec la ZAC Cambacérès et transfert à la Régie des eaux. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 74 : HORS COMMISSION - RACCORDEMENT DES EAUX USEES DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ROQUEFRAISSE AU RESEAU DE COLLECTE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - AVENANT A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE - TRANSFERT DE LA METROPOLE A LA REGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

74. Raccordement des eaux usées, Roquefraisse à Saint Jean de Védas, avenant à la convention de participation financière, transfert de la Métropole à la Régie des eaux, autorisation de signature. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 75 : HORS COMMISSION - REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES - DEMARCHE, OBJECTIFS POURSUIVIS ET MODALITES DE CONCERTATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 75. Révision du zonage d'assainissement des eaux usées. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur REVOL ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 76 : CYCLES DE L'EAU - REPRISE POUR LA COMMUNE DE CLAPIERS DE LA COMPETENCE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXPLOITATION DU SERVICE PAR LA REGIE DES EAUX - APPROBATION

Mmes C. GIMENEZ, I. MARSALA (avec le pouvoir de M. B. TRAVIER), A. RIMBERT et M. F. RIO entrent en séance.

M. R.Y. CHARTIER sort de séance.

Mme. B. CONTE-ARRANZ sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 76. Reprise pour la Commune de Clapiers de la compétence de production et distribution d'eau potable par la Métropole et exploitée par la Régie des eaux. Je donne la parole à Monsieur REVOL pour présenter l'affaire et la parole à Monsieur le Maire de Clapiers.

René REVOL

Merci Monsieur le Président. Très rapidement, comme vous le savez, le Conseil municipal de Clapiers a voté à l'unanimité en 2021, au terme du contrat qui s'achève à la fin de cette année, sa volonté de quitter le périmètre du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) pour rejoindre celui de la Régie. À partir de ce moment-là, la Métropole a délibéré le 29 mars 2021 pour dire qu'on prenait acte de ça et qu'on obéissait à ce que nous demandait la Commune. Depuis, une étude de faisabilité a été menée par la Métropole – faisabilité technique, juridique et financière – dont cette délibération rend compte en partie et que vous pouvez trouver

en annexe.

Cette délibération a été présentée au SMGC. Aujourd'hui la procédure sera la suivante : le SMGC doit voter le fait qu'ils acceptent ce transfert de périmètre pour Clapiers, et ensuite chacun des membres du SMGC. Je vous signale que le SMGC a une structure un peu particulière à la différence des autres syndicats sur Rhône-Méditerranée, c'est qu'il y a deux EPCI qui en font partie : l'EPCI de la Métropole et l'EPCI du Pic Saint-Loup, mais que sont adhérentes directes un certain nombre de communes qui appartiennent à d'autres territoires et qui participent au même dispositif d'eau, ce qui est tout à fait légitime. Ensuite il y aura trois mois pour chacune de ces instances pour se prononcer et accepter. Naturellement, si une de ces instances ne votait pas cette acceptation, elle ne pourrait pas se faire. Mais je pense que tout le monde aura l'intelligence de respecter la volonté d'une Commune. L'article 70 de la Constitution précise la libre administration des communes, et à partir du moment où une commune a fait cette démarche, nous aboutirons ainsi à respecter son engagement.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président. Je donne la parole à Monsieur le Maire de Clapiers, Éric PENSO.

Éric PENSO

Monsieur le Président, merci. Chers collègues. Je souhaite sur cette question m'exprimer avec une grande clarté. En toute honnêteté, cela ne surprendra aucun des membres de notre Assemblée, ni d'ailleurs des assemblées précédentes. En effet, sur ce sujet de passage en régie publique de l'eau, nous faisons preuve d'une totale constance, qui date même d'une époque antérieure à mon élection comme Maire de Clapiers en 2014. Nous faisons preuve Monsieur le Président – j'en profite pour le signaler – de la même constance pour la ligne 5 de tramway que la Métropole sous votre impulsion et celle de Julie FRÊCHE a bien voulu relancer. Dès le mandat de mon prédécesseur, nous avons fait le choix du passage de Clapiers en régie publique, y compris Monsieur le Vice-Président lorsque ce sujet n'était pas légalement possible. Aujourd'hui, vous venez de le rappeler, il l'est. C'est donc en toute transparence et dans la logique du processus normal que notre Conseil de ce jour est amené à se prononcer sur cette volonté forte d'une Commune – je le rappelle membre fondateur de notre intercommunalité, District, Agglo puis Métropole. Cela n'est en rien une déclaration d'hostilité à l'égard du SMGC, qui de toute façon continuera à fournir de l'eau à Clapiers. Il s'agit plutôt d'un choix politique et citoyen pour une gestion publique écologique et solidaire. Ma Commune l'a réaffirmé en 2014, puis confirmé en 2020 lors des élections municipales, Monsieur le Vice-Président vient de le rappeler, en février 2021 par un vote unanime de mon Conseil municipal, ce souhait fort d'intégrer la Régie. Je suis donc aujourd'hui comme hier porteur d'un véritable mandat sur cette question. Je ne suis sous l'influence de personne. Tenir ses engagements et respecter la parole donnée est notre honneur d'élus, mes chers collègues. Pour ma part je ne renoncerai pas à cette volonté soutenue par une très large majorité de mes concitoyens.

Je m'adresse à mes collègues maires qui siègent ce jour. Vous connaissez mon attachement et je connais le vôtre très largement partagé sur la souveraineté des communes, sur les choix qui engagent leur avenir. Certains d'entre vous ont eu l'amabilité de me contacter pour me faire part de leur hésitation. Alors je le dis en toute franchise : ce choix de Clapiers doit être entendu, accepté et largement soutenu. En tant que représentant de la Commune de Clapiers, sachez que jamais je ne douterai de vos choix respectifs, quels qu'ils soient. Alors aujourd'hui je vous demande par solidarité entre maires et avec les autres élus du Conseil de voter favorablement et sans état d'âme sur cette délibération. Je vous remercie de votre écoute.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, merci. Je donne la parole à Monsieur LAFFORGUE, PELLET et RAYMOND. Je dirai un petit mot.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, chers collègues. Bien sûr nous respectons le choix et la légitimité du Conseil municipal de Clapiers. Mais ça va mettre la Ville de Castelnau-le-Lez dans une situation ambiguë puisque nous n'aurons plus la continuité du territoire sur le SMGC. Donc la Ville de Castelnau-le-Lez – du moins sa majorité – va s'abstenir sur ce dossier. Je pense que vous pouvez le comprendre. Le syndicat existe depuis 1930, le siège est à Castelnau-le-Lez et la source de la Crouzette, qui est la principale source d'approvisionnement du Syndicat, est aussi à Castelnau-le-Lez. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LAFFORGUE. Monsieur PELLET Yvon.

Yvon PELLET

Je parle en mon nom et je parle aussi au nom de Claudine VASSAS-MEJRI, dont j'ai le pouvoir. Comme Frédéric LAFFORGUE, nous sommes depuis l'origine dans ce Syndicat et vraiment, on se félicite des services rendus dans la gestion de la structure. Le Syndicat – Frédéric LAFFORGUE l'a dit – est très inquiet. On comprend la position de la Mairie de Clapiers et je sais que Pierre MAUREL en son temps avait émis ce vœu, et je peux en attester puisque je siégeais avec lui à cette époque-là. Nous ne voterons pas contre, nous sommes dans la majorité de la Métropole, nous nous abstiendrons, Claudine [VASSAS-]MEJRI et moi-même.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, merci. De quoi parle-t-on ? Nous délibérons aujourd'hui sur le périmètre administratif d'une structure, d'une commune à l'intérieur d'un syndicat. Il se trouve que le Maire, responsable de l'exécutif concernant Clapiers, a fait le choix à l'unanimité de son Conseil de sortir d'un Syndicat depuis maintenant plusieurs années. De nombreuses études ont été conduites pour savoir ce qu'il en était. Une dernière note a été discutée avec le Syndicat. Cette note mentionne qu'il n'y aura pas de perte par le Syndicat ou de contraintes majeures, puisque je le rappelle, la distribution du Syndicat de l'eau ne va pas changer. On ne va pas couper l'eau à Clapiers du jour en lendemain, l'approvisionnement en eau potable de la Commune de Clapiers se poursuivra par le prélèvement à Castelnau-le-Lez via les canalisations qui les amènent jusqu'à Clapiers. Le Syndicat ne perdra rien de sa capacité à produire de l'eau pour le territoire, pour les 24 communes.

Du reste, je tiens à préciser que lorsqu'on a alimenté une commune qui était un peu isolée à l'intérieur du Syndicat, on n'a pas fait autant de discussions. La solidarité intercommunale a fonctionné à plein et Sussargues aujourd'hui est alimentée, même si elle est en régie, par l'eau du syndicat.

Donc moi, ce que je dis à mes collègues : respectez le vœu d'un Maire ! Parce qu'on entend trop souvent dans notre bouche d'élus, de maires, comme quoi on perd certaines décisions, certaines compétences, et aujourd'hui on dit « *ah, je ne sais pas, pour pas, je vais...* ». Non, il faut accepter ce choix. C'est le choix d'une Commune. Respectons-le.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Je vais, René [REVOL], répondre et dire la chose suivante, qui a été posée en tout cas depuis mon élection. On a eu des débats sur la question de l'eau et c'est le choix souverain des communes. Ici il y a la Régie publique qui touche maintenant 14 communes – c'est ça René [REVOL] ? – depuis Murviel-lès-Montpellier. La Commune de Clapiers manifeste le souhait d'être dans la Régie. Je veux le dire ici très clairement, la Métropole soutient cette démarche, parce que c'est la décision du Conseil municipal de Clapiers. Monsieur RAYMOND vient d'illustrer qu'en plus le travail technique – outre cette position politique de principe – démontrait que c'était tout à fait possible et ça n'altérerait pas les problèmes qui pourraient être soulevés, même si ça n'a pas été le cas dans les interventions des collègues. Je prendrai l'initiative de rencontrer le Président du Syndicat pour poser les choses, s'il en est d'accord. Mais je crois qu'il va de soi que cette décision-là des habitants de Clapiers, prise de manière très claire devant le suffrage universel, doit pouvoir être respectée et mise en œuvre.

Je propose de passer aux voix sur cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Abstentions : 13 voix

Se sont abstenus : M. Geniès BALAZUN, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Julien MIRO, Mme Séverine MONIN, M. Arnaud MOYNIER, M. Yvon PELLET, M. Jean-Pierre RICO, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE

DE LA THEMATIQUE "PETIT CYCLE DE L'EAU - EAU POTABLE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 77. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « *petit cycle de l'eau* », exercice 2023. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 78 : HORS COMMISSION - ZONAGE PLUVIAL SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - MODALITES DE LA CONCERTATION PREALABLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 78. Zonage pluvial sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, modalités de la concertation en lien avec le PLUi. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 79 : CYCLES DE L'EAU - PROJET DE RESTAURATION ECOLOGIQUE ET HYDRAULIQUE DE LA CONNECTIVITE ENTRE LES SALINES ET LA RESERVE NATURELLE DE L'ESTAGNOL SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - CONVENTION DE COOPERATION OPERATIONNELLE AVEC LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS (CEN) D'OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD et M. J.F. AUDRIN sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 79. Projet de restauration écologique et hydraulique de la connectivité entre les Salines et la réserve naturelle de l'Estagnol sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, convention de coopération opérationnelle avec le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie. Y a-t-il des questions auprès de Madame NEGRET ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 80 : CYCLES DE L'EAU - SCHEMA DIRECTEUR HYDRAULIQUE DE LA RIVE GAUCHE DU LEZ A MONTPELLIER - SECTEUR LA BAUME / RICHTER - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 80. Schéma directeur hydraulique de la rive gauche du Lez à Montpellier, secteur dit La Baume / Richter. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 81 : CYCLES DE L'EAU - ÉQUIPEMENTS SPORTIFS, CULTURELS OU DE

LOISIRS ET AMENAGEMENTS ASSOCIES TEMPORAIRES INSTALLES SUR LES BERGES DU LEZ A MONTPELLIER DANS LE SECTEUR ANTIGONE / RICHTER - DOSSIER D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE - APPROBATION

Mme S. SAINT-MARTIN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 81. Équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements temporaires installés sur les berges du Lez dans le secteur Antigone / Richter, dossier d'autorisation environnementale. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 82 : CYCLES DE L'EAU - AMENAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RIEUMASSEL A GRABELS - DECLARATION DE PROJET

Monsieur le Président

Affaire 82. Aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels, déclaration de projet. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 83 : CYCLES DE L'EAU - PROTECTION RAPPROCHEE DU QUARTIER DU PORT DE PEROLS CONTRE LES INONDATIONS DE L'ETANG DE L'OR - AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET D'AMENAGEMENT - ENQUETES PREALABLES AUX AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES ET DE TRAVAUX EN SITE CLASSE, A LA CONCESSION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME ET AUTRES PROCEDURES ADMINISTRATIVES - APPROBATION

M. F. LAFFORGUE (avec le pouvoir de Mme N. LEVY) sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 83. Protection rapprochée du quartier du port de Pérols contre les inondations de l'étang de l'Or. Y a-t-il des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 84 : CYCLES DE L'EAU - PROJET ROSELIERES LITTORALES MEDITERRANEENNES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ADENA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R.Y. CHARTIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 84. Projet Roselières littorales méditerranéennes, convention de partenariat entre la Métropole et l'ADENA. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "GRAND CYCLE DE L'EAU - GEMAPI" - EXERCICE 2023 -

APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 83. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « *grand cycle de l'eau* », GEMAPI, exercice 2023, pour le bassin de Thau et le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie. Demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION - DESSERTE D'UN BATIMENT INTERCOMMUNAL PAR LES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA CONSIGNE DE VERRE POUR REEMPLOI - CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme. B. DEVOISSELLE) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 86. Desserte d'un bâtiment intercommunal par les réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées pour le développement de la consigne de verre, convention d'offre de concours entre la Métropole et la Régie des eaux. Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 87 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA PREVENTION, LA REDUCTION DES DECHETS DES ACTIVITES ECONOMIQUES, LE DEVELOPPEMENT DU TRI ET L'ECONOMIE CIRCULAIRE ENTRE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) DE L'HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes S. SAINT MARTIN et I. TOUZARD entrent en séance.

Mmes F. AUBY, J. FRÉCHE, MM. J-L. MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. J.P. RICO), J. MIRO, J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) et M. REYNAUD (avec le pouvoir de B. PATERNOT) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 87. Convention entre la CCI et Montpellier Méditerranée Métropole. Peut-être, Monsieur VASQUEZ, un mot, quand même, parce que...

François VASQUEZ

Bien sûr, Président. C'est une convention que nous passons avec la CCI dans le cadre de notre politique, afin de réduire nos déchets. La prévention des déchets, c'est bien le premier axe, et ensuite de beaucoup mieux trier. Dans cette convention, nous allons financer à hauteur de 60 000 euros par an deux postes chargés de mission à temps plein, qui seront salariés donc de la CCI, et qui auront pour objectif de renforcer les relations entre les services des deux structures, de la Métropole et de la CCI, et d'organiser des ateliers de prévention, de sensibilisation des entreprises, de déployer de la communication à destination des professionnels, d'accompagner les démarches de modification du périmètre, car nous allons avoir une modification de périmètre du service public de la gestion des déchets, d'accompagner le développement de la politique métropolitaine des biodéchets, dont on a beaucoup parlé et dont on reparlera, d'établir des diagnostics sur l'évaluation des résultats et de favoriser l'innovation croisée pour répondre aux enjeux de la politique zéro déchet. Donc voilà un partenariat avec la CCI très important.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président. C'est une stratégie d'alliance dans notre politique, comme vous l'avez présentée. Je vais être très concret : les cartons, on les plie, comme ça on augmente la collecte d'orange

pour améliorer le tri vers Déméter, et quand on plie les cartons on évite que ça déborde. C'est de la sensibilisation, et en partenariat avec la CCI, des choses que nous construisons. La collecte des déchets ne sera plus sous le même périmètre dans les zones d'activités économiques, et il va falloir aussi aller sensibiliser les acteurs économiques pour qu'ils recyclent, parce qu'aujourd'hui tout va dans le gris, et des opérateurs vont intervenir, en partenariat avec la CCI. Voilà le sens de cette délibération. J'en remercie le Président DELJARRY parce que, dès qu'on lui a proposé, il a dit « *on fonce, on y va* ».

Je mets aux voix s'il n'y a pas de question. Qui est contre ? S'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 88 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA PROMOTION DE LA DEMARCHE ZERO DECHET ENTRE MONTPELLIER ZERO DECHET ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 88. Convention de partenariat sur la promotion de la démarche zéro déchet entre Montpellier zéro déchet, l'association, et Montpellier Méditerranée Métropole. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 89 : ENVIRONNEMENT - FESTIVAL DE LA NOUVELLE MODE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET RECYCL'OCC TEXTILE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 89. Festival de la nouvelle mode, convention de partenariat entre la Métropole, la Ville de Montpellier et Recycl'Occ textile. C'est avec les Nouvelles Grisettes et Youth for Climate les 9, 10 et 11 juin au Peyrou. Là aussi, sur les vêtements, il y a de gros enjeux de recyclage, l'initiative que Monsieur VASQUEZ propose à très juste titre de soutenir. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Arnaud MOYNIER, Mme Sylvie ROS-ROUART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

AFFAIRE N° 90 : ENVIRONNEMENT - CONDITIONS GENERALES DE COLLECTE DES DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES ASSIMILABLES AUX DECHETS MENAGERS - REDEVANCE SPECIALE - ÉVOLUTION DE FONCTIONNEMENT - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°12651 DU 27 NOVEMBRE 2014 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 90. Conditions générales de collecte des déchets d'activités économiques assimilables aux déchets ménagers, redevance spéciale, évolution de fonctionnement, abrogation de la délibération n°12651 du 27 novembre 2014. Il s'agit de bien rappeler que le seuil d'assujettissement des déchets que nous pouvons collecter va jusqu'à 1 100 litres, ce qui est énorme. Mais au-delà, il faut que des opérateurs privés interviennent pour collecter les déchets. Je peux citer – Monsieur VASQUEZ, sous votre contrôle – une très grande enseigne qui s'est conformée à ce règlement : McDonald, sur la Comédie, qui précisément n'utilise pas les conteneurs mais fait intervenir un opérateur et opère le tri. Voilà un exemple très concret.

Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 91 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ZERO DECHET ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 91. Attributions de subventions dans le cadre de la politique zéro déchet. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

AFFAIRE N° 92 : ENVIRONNEMENT - LANCEMENT DU 3EME APPEL A PROJETS ZERO DECHET ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 92. Troisième appel à projets zéro déchet et économie circulaire à hauteur de 120 000 euros. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Je vous demande d'accepter que Monsieur CALVAT prenne la présidence de séance quelques instants. Merci, Monsieur CALVAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 93 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "BIEN-ETRE ANIMAL" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. DELAFOSSE sort de séance et donne la présidence à M. R. CALVAT.

Renaud CALVAT

Je vous remercie Monsieur le Président. Chers collègues, le rapport 93 concerne une proposition d'attributions de subventions à la SPA pour un montant de 75 000 euros. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? Des demandes de précisions ? Il n'y en a pas. Adoptée. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 94 : HORS COMMISSION - CONCESSION DE DISTRIBUTION DE GAZ - CHOIX DU MODE DE GESTION ET NEGOCIATION DU CONTRAT DE CONCESSION - APPROBATION

Mme J. FRÊCHE entre en séance.

Renaud CALVAT

Une affaire qui a été présentée dans le dernier Conseil concernant la concession de distribution de gaz, le choix du mode de gestion et la négociation du contrat de concession. S'il y a des questions auprès de Madame TOUZARD. S'il n'y en a pas je mets aux voix. Pas d'abstentions. Pas d'avis contraires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 95 : ENVIRONNEMENT - CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE - CHOIX DU MODE DE GESTION ET NEGOCIATION DU CONTRAT DE CONCESSION - APPROBATION

Renaud CALVAT

Le rapport 95 : concession de distribution publique d'électricité, le choix du mode de gestion et la négociation du contrat de concession aussi. Madame TOUZARD, vous pouvez donner des explications.

Isabelle TOUZARD

Juste pour préciser qu'on a déjà signé le contrat de concession avec ENEDIS, et là il s'agit de la négociation avec la coopérative Saint Martin de Londres qu'en engage.

Renaud CALVAT

Tout à fait. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Unanimité. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 96 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PLATEFORME BON ET LOCAL (BOCAL) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, PAYS DE L'OR AGGLOMERATION, GRAND PIC SAINT-LOUP ET PAYS CŒUR D'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme. B. DEVOISSELLE) entre en séance.

Renaud CALVAT

Toujours des conventions de mise à disposition, de la plateforme Bon et Local (Bocal), une convention pour Bocal, entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Pays de l'Or Agglomération, le Grand Pic Saint-Loup et le Pays Cœur d'Hérault, autorisation de signature, sur la plateforme Bocal, dans un contrat de réciprocité avec nos voisins. Pas d'abstentions ? Madame TOUZARD, allez-y.

Isabelle TOUZARD

J'en profite juste pour dire à mes collègues maires, pour ceux qui ne sont pas partis, qu'à la sortie de la salle il y a des programmes des quatre saisons de l'agroécologie, que l'on mène aussi avec les territoires qui ont signé ce marché, qui est un peu unique, un marché global avec les autres territoires pour la plateforme Bocal. Si les maires peuvent prendre ces petites piles de programmes et les ramener dans leur commune, ça serait très utile.

Renaud CALVAT

Nous avons reçu votre mail, Madame TOUZARD, nous le ferons.

Isabelle TOUZARD

Merci.

Renaud CALVAT

Celles et ceux qui ne l'ont pas fait en début de séance le feront en fin de séance, j'en suis persuadé. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 97 : ENVIRONNEMENT - PROJET TERRITOIRE ALIMENTAIRE SOLIDAIRE (TERRASOL) - ACCORD DE CONSORTIUM MENE PAR LA FEDERATION REGIONALE DES CENTRES D'INITIATIVES POUR VALORISER L'AGRICULTURE ET LE MILIEU RURAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le 97 concerne le projet de territoire alimentaire solidaire, l'accord de consortium mené par la Fédération régionale des centres d'initiatives pour favoriser l'agriculture et le milieu rural. Pas d'avis contraires. Pas d'abstentions.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, Mme Marie MASSART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 98 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE RECIPROCITE ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES GORGES CAUSSES CEVENNES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) entre en séance.

Renaud CALVAT

La 98, concernant le contrat de réciprocité avec la Communauté de communes des Gorges Causses Cévennes et Montpellier Méditerranée Métropole. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 99 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN AGRONOMIE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD) ET A L'ONG GRDR DANS LE CADRE DU FONDS CONJOINT FRANCO-SENEGALAIS 2022 - MODIFICATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

99. Le rapport concerne l'attribution de subventions au CIRAD et à l'ONG GRDR dans le cadre du fonds conjoint franco-sénégalais. Pas d'avis contraires ? Pas d'abstentions ? Je vous remercie. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 100 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS - POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - EXERCICE 2023

M. R. CAIZERGUES sort de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport n° 100. Attributions de subventions pour la politique agroécologique et alimentaire pour l'exercice 2023. Vous avez la liste des associations qui recevront une subvention si le rapport est voté. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Mathilde

BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, M. Yvon PELLET, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

AFFAIRE N° 101 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "TRANSITION ENERGETIQUE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme F. AUBY entre en séance.

Mme R. TIKOUK sort de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport n° 101 concerne l'attribution de subventions dans le cadre de la thématique « *transition énergétique* ». Vous avez les associations qui recevraient une subvention si elles sont votées, l'ALEC, Soleil Levant et l'APIEU. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 102 : SOLIDARITES - DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - AVENANTS 2023 AUX CONVENTIONS SIGNEES AVEC L'ÉTAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MIRO entre en séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 102 concernant les solidarités, c'est la délégation de compétences d'attribution sur les aides à la pierre, l'avenant 2023 aux conventions signées avec l'État et l'Agence nationale de l'habitat. Classique : nous votons cela à chaque fois. C'est un marronnier. Pas d'avis contraires ? Pas d'abstentions ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 103 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 130 LOGEMENTS SOCIAUX A CASTRIES, FABREGUES, LATTES, MONTPELLIER, SAINT-DREZERY ET VENDARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

La construction de 130 logements sociaux à Castries, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saint-Drézéry et Vendargues, attribution de subventions à FDI Habitat. Le rapport 103. Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Stéphanie JANNIN, M. Guy LAURET, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

AFFAIRE N° 104 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 59 LOGEMENTS SOCIAUX SITUES DANS LES COMMUNES DE MONTPELLIER ET LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M J.F. AUDRIN entre en séance.

Mme N. MARIN-KHOURY sort de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport n° 104 concerne la construction de 59 logements sociaux à Montpellier et Lattes : attribution de subventions à la SA SFHE / Groupe Arcade. Pas de prise de parole ? Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 105 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 74 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OPH ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. CAIZERGUES entre en séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 105, toujours de la construction de logements : attribution de subventions à ACM Habitat. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Pas de demandes de prise de parole ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

AFFAIRE N° 106 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS SOCIAUX, RESIDENCE LE DIOCESE 12 RUE DES FRERES A PIGNAN - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le rapport n° 106 concerne la construction de 23 logements sociaux à Pignan : attribution de subvention à CDC Habitat. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Michelle CASSAR, Mme Maryse FAYE, Mme Eliane LLORET, Mme Marie-Delphine PARPILLON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE

CADRE DE LA THEMATIQUE "HABITAT" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le rapport 107 concerne l'attribution de subventions, toujours dans le cadre de la thématique « *habitat* ». Vous avez la liste dans le rapport. Pas d'interventions ? Adoptée à l'unanimité, sans votes contre ni abstentions.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 108 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER - APPEL A PROJETS 2023 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.L. MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. F. RICO) entre en séance.

Renaud CALVAT

Le rapport n° 108 concerne le contrat de ville de Montpellier, l'appel à projets 2023 : attribution de subventions aux associations qui ont répondu à l'appel à projets et qui ont été retenues, 170 projets pour un montant de 613 200 euros. Pas d'autres interventions ? Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée. Je vous remercie.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Serge DESSEIGNE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, Mme Isabelle MARSALA, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Mylène MIFSUD, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

AFFAIRE N° 109 : HORS COMMISSION - POLITIQUE DE LA VILLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS DANS LES THEMATIQUES "COHESION SOCIALE" ET "ACCESSIBILITE UNIVERSELLE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION

Renaud CALVAT

Le 109, toujours politique de la ville : attribution de subventions dans la thématique « *cohésion sociale* » et « *accessibilité universelle* ». Vous avez la liste : France Handicap, Roule Nature, Halte Pouce. La liste est là. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée. Vous avez bien vérifié que vous n'êtes pas adhérents de ces associations. Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 110 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LA THEMATIQUE "RELATIONS INTERNATIONALES" - EXERCICE 2023 - APPROBATION

M. M. DELAFOSSE entre en séance et reprend la présidence de la séance.

Mme N. MARIN-KHOURY entre en séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 110 : attribution de subventions dans la thématique « *relations internationales* ». S'il y a des

questions, Madame HART pourra y répondre. Vous avez donc la liste : Maison de l'Europe, Codegaz, Espoir pour un enfant, les Amis de la Sicile, Cuba solidarité, Russie, SOS Montpellier Ukraine, Yaaqaar. La liste est dans le rapport qui vous a été transmis. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Le rapport 110 est adopté à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 111 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - PRISE DE PARTICIPATION - CREATION D'UNE FILIALE SOCIETE CIVILE DE CONSTRUCTION VENTE (SCCV) ATELIERS CITE CREATIVE - AUTORISATION ACCORDEE AUX REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Mme R. TIKOUK entre en séance.

Mme C. HART sort de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 111 concerne la SERM, la prise de participation et la création d'une société civile de construction vente, l'autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole. Y a-t-il des demandes d'explication ? Non. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Le rapport n° 111 est adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, je vous repasse votre fauteuil.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. Je donne le résultat sur l'affaire n° 60 : Il y avait 69 votants, il y a eu 2 bulletins nuls, 5 blancs, 62 exprimés. La liste n° 1 est donc élue par 62 voix. Merci beaucoup.

AFFAIRE N° 112 : RESSOURCES - DEFINITION DU CADRE DE GESTION ACTIVE DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXERCICE 2023 - APPROBATION

Monsieur le Président

Rapport 112. Monsieur CALVAT. Définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole, exercice 2023. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 113 : HORS COMMISSION - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 113. ZAC Cannabe, Commune de Cournonterral, garantie d'emprunt auprès de la SERM. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 114 : HORS COMMISSION - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) GAROSUD ET EXTENSION - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - APPROBATION

Mme C. HART entre en séance.

Mme Z. DIRHOUSSE sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. R. REVOL.

Monsieur le Président

Affaire 114. ZAC Garosud, extension, communes de Montpellier et de Lattes, garantie d'emprunt auprès de la SERM. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 115 : HORS COMMISSION - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) EXTENSION EUREKA - GARANTIES D'EMPRUNTS A LA SERM - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 115. ZAC, extension Eurêka, garanties d'emprunts à la SERM. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 116 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - CONCESSION D'AMENAGEMENT - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ROQUE FRAÏSSE - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SERM, CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 116. Commune de Saint Jean de Védas, ZAC Roque Fraïsse, garantie d'emprunt à la SERM, qui est notre concessionnaire. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel

ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 117 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "VIVRE ENSEMBLE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 117. Attribution de subvention dans le cadre de la thématique « vivre ensemble ». Il s'agit de la subvention à l'amicale des retraités de la Métropole, du club sportif et artistique de la gendarmerie et des œuvres de la Métropole. Je veux en saluer les bénévoles, comme pour l'amicale des retraités de la Métropole. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Contres ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Jean-François AUDRIN, Mme Michelle CASSAR, M. Serge GUISEPPIN, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, M. Joël RAYMOND.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 118 : RESSOURCES - ACHATS PUBLICS DURABLES - SCHEMA DE PROMOTION DES ACHATS SOCIALEMENT ET ÉCOLOGIQUEMENT RESPONSABLES - INDICATEURS DE PERFORMANCE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 118. Achats publics durables, schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables, indicateurs de performance. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 119 : RESSOURCES - RELATIONS INSTITUTIONNELLES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 119. Relations institutionnelles Ville-Métropole, conventions de services communs. C'est un avenant. C'est la mise en œuvre de la mutualisation. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président aux ressources humaines ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 120 : RESSOURCES - MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 120. Modifications du tableau des effectifs. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération 120 est adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 121 : RESSOURCES - RECOURS AU DISPOSITIF D'APPRENTISSAGE - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 121. Recours au dispositif d'apprentissage que nous développons dans le cadre de notre politique sociale, modification du tableau des effectifs pour favoriser l'accueil d'apprentis. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 122 : RESSOURCES - MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLEMENTAIRE A LA FILIERE ARTISTIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 122. Modalités d'attribution de la part complémentaire à la filière artistique. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 123 : RESSOURCES - TITRES RESTAURANT - SEUIL RELATIF A LA PARTICIPATION EMPLOYEUR - MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 123. Titres restaurant, seuil relatif à la participation employeur, modification. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 124 : RESSOURCES - ASTREINTE D'EXPLOITATION PROFESSIONNELLE BATIMENT - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 124. Astreinte d'exploitation professionnelle des bâtiments de la Métropole. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 125 : HORS COMMISSION - DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL DE METROPOLE AU PRESIDENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 125. Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président pour les collections publiques et les prix de vente des marchandises vendues au sein de la boutique du musée Henri Prades. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 126 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Représentations du Conseil de Métropole dans un certain nombre d'organismes. Voici la liste qui apparaît. Pour l'Agence de développement et des transitions – Conseil d'administration, l'Assemblée des territoires auprès de la Région Occitanie, le CEREMA auquel nous avons adhéré il y a une cinquantaine de délibérations précédentes, le Conseil maritime de façade, le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas-Languedoc. Voici la liste qui est proposée. Je mets aux voix la liste. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Voilà, vous voici désignés, mes chers collègues.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application des articles L. 2121-21 et L. 5211-7 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée. Ont été élus :

ORGANISMES	REPRESENTATIONS
<i>Agence de Développement et des Transitions Conseil d'administration – Assemblée générale</i>	<div> <div><i>Titulaires :</i></div> <div> <i>Alex LARUE</i> <i>Hind EMAD</i> <i>Clare HART</i> <i>Isabelle TOUZARD</i> <i>Guy LAURET</i> </div> <div> <div><i>Suppléants :</i></div> <div> <i>Michel ASLANIAN</i> <i>Roger-Yannick CHARTIER</i> <i>Clara GIMENEZ</i> <i>Catherine RIBOT</i> <i>Stéphane CHAMPAY</i> </div> </div> </div>
<i>Assemblée des Territoires (Région Occitanie)</i>	<i>Jean-Luc SAVY – Séverine SAINT-MARTIN Pauline CHATIN – Christophe CARNIEL</i>
<i>Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) Conseil d'administration</i>	<i>Julie FRÊCHE</i>
<i>Conseil Maritime de Façade (CMF)</i>	<i>Serge DESSEIGNE (suppléant) en remplacement de René REVOL</i>

<p><i>Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas-Languedoc (SBL)</i></p>	<p><i>Commune de Saint-Jean-de-Védas : François RIO – Véronique FABRY (titulaires) Christophe VAN LEYNSEELE – Richard PLAUTIN (suppléants)</i></p>
--	--

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 127 : HORS COMMISSION - DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) SFMA - TARIF GENERAL 2023 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 127. Délégation du service public pour la gestion du funérarium. Je mets aux voix. Y a-t-il des questions, pardon ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 128 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SA3M - RAPPORT SPECIAL 2021 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 128. SPL SA3M, rapport spécial 2021. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 129 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT SPECIAL 2021 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Mme H. EMAD sort de séance définitivement.

Monsieur le Président

Affaire 129. Rapport sur la SERM. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 130 : HORS COMMISSION - CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES OCCITANIE - SAEML TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (TAM) - RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES - EXERCICES 2015 A 2021

Monsieur le Président

Affaire 130. Rapport de la Chambre régionale des comptes Occitanie relatif à la TaM sur l'exercice 2015 à 2021. Y a-t-il des questions ? C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

Nous avons, mes chers collègues, épuisé l'ordre du jour et débattu sur notre ordre du jour dans le temps imparti, conformément au règlement intérieur, pour essayer d'être respectueux des délais.

Je voudrais remercier les services de l'Assemblée, Monsieur le Vice-Président aux finances parce que le gros du débat a eu lieu sur le budget et sa présentation chorale qui a permis d'illustrer les actions.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Président

Peut-être, Madame la Vice-Présidente : Madame JANNIN vous avait interrogé sur la procédure PLUi, hors cadre ordre du jour, et je vous propose qu'on le traite en affaires diverses et que vous ayez les éclaircissements et que nous vous rassurons. Si bien sûr un PLUi est toujours exposé juridiquement, parce qu'il doit être conforme à la réglementation, la procédure actuelle se déroule bien, et Madame MANTION, Madame la Vice-Présidente, va vous le préciser. Merci Madame la Vice-Présidente.

Coralie MANTION

Oui, c'était par rapport au PADD exactement que vous posiez la question. Là on attend tous les avis...

Stéphanie JANNIN

Par rapport à des éléments de planning du reste de la procédure. Enfin, en gros, quand est-ce que le PLUi va être opposable ?

Coralie MANTION

D'accord. Très bien. Là on est en train de faire le tour des conseils municipaux pour l'avis sur le PADD. Ensuite il y aura l'avis de la Métropole sur la PADD. En ce moment, nous faisons les 34 réunions publiques pour présenter le PLUi. Tous les documents devraient être en ligne d'ici cet été. Nous arrêtons le projet à l'automne. Ensuite, début 2024, l'avis des publics personnes associés, enquête publique. Nous espérons approuver le PLUi fin 2024, si tout va bien.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente pour ce calendrier, qu'on espère un peu resserré, mais je sais que vous y mettez beaucoup d'énergie à travers toutes les réunions publiques, et je vous en remercie, ainsi que les maires.

Madame BORNE avait aussi – elle n'est pas là – adressé une question 48 heures avant le Conseil, qui était relative au chêne de Castelnau-le-Lez. Je réponds à la question de Madame BORNE. Nous sommes dans l'obligation légale de devoir desservir en réseau d'eau potable et d'assainissement les logements qui ont été réalisés. Nous avons pris toutes les précautions, avec les équipes de la Métropole, parce que nous allons classer dans le cadre du PLUi, justement, le chêne d'un point de vue juridique. J'ai proposé aux propriétaires que nous en soyons collectivement responsables, mais nous sommes dans l'obligation de faire les travaux, sans quoi les propriétaires des logements peuvent se retourner contre la Métropole, et assurément nous serions condamnés en justice.

Mes chers collègues, merci beaucoup de votre présence, de votre compréhension pour ce décalage et rendez-vous au prochain Conseil de Métropole au plus tard. Merci à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.



Conseil du 2 février 2023
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°MD2022-429 - 20/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché 8.314 "Création de l'habillage pour les rames de la ligne 5 et réalisation de 2 œuvres d'art associées" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Le marché 8.314 de création de l'habillage pour les rames de la ligne 5 et la réalisation de 2 œuvres d'art associées dans le cadre de la 5ème ligne de tramway est passé avec le groupement GALERIE LELONG & CO sis à Paris, pour un montant de 310 000 € HT, pour une durée de 4 ans.

N°MD2022-701 - 29/11/22 - Direction des Sports

Décision relative à un mandat pour la réalisation d'une halle des sports pour Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Un mandat pour la réalisation de la halle des sports est conclu avec la SA3M. Le montant de la rémunération forfaitaire provisoire du mandataire est fixé à 4,5 % HT, soit un prix global et forfaitaire de 3 445 070,52 € HT. La durée du mandat court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

N°MD2022-732 - 04/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à une convention de renouvellement Urbain (RU) Nord-Ecusson-Courreau - Figuerolles-Carnot à Montpellier - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec l'Agence nationale de l'habitat une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain pour accompagner les ménages dans la rénovation des logements privés, dans le centre-ville, avec un volet copropriétés dégradées 2022-2027.

N°MD2022-830 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession la parcelle cadastrée IY 461 d'une superficie de 41 m² - Impasse Lecache - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte de céder aux copropriétaires de la résidence La Guirlande C, la parcelle cadastrée IY 461 d'une superficie de 41 m² déclassée du domaine public, en vue de sécuriser l'entrée devant la copropriété. Cette cession sera réalisée au prix de 2 624 €.

N°MD2022-854 - 10/11/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à une convention de mandat entre la Métropole et la SA3M pour la réalisation des études préalables à l'aménagement des secteurs Sablassou/Aube rouge à Castelnau-le-Lez

Objet : La Métropole engage une réflexion d'urbanisme sur un secteur d'environ 30 hectares situé à Castelnau-le-Lez, réparti en deux sites, « Sablassou » et « Aube rouge » afin d'en maîtriser l'évolution et le développement. Pour ce faire, il est proposé une convention de mandat avec la SA3M, chargée de conduire de l'ensemble des études à réaliser, pour un montant prévisionnel global estimé de 255 000 € HT. Le contrat d'une durée de 24 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-979 - 02/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain Grand-Cœur 2022-2027 - Mandat à la SA3M pour le suivi-animation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du mandat de suivi-animation de l'OPAH RU Volet Copropriétés Dégradées Grand Cœur (Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson, Carnot) pour les copropriétés du quartier Mosson, avec la SA3M sur 5 années pour un montant de :

- 1 120 000 € HT de part forfaitaire

- 141 350 € HT de part variable selon l'atteinte des objectifs fixés chaque année.

La Métropole pourra bénéficier d'un financement Anah à 50 % sur la part forfaitaire, et financera donc le suivi-animation de l'OPAH RU à hauteur de 50 % sur ses fonds propres. La part variable de la rémunération est intégralement prise en charge par l'Anah.

N°MD2022-984 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M2B0067DS - Contrat de partenariat entre Kévin Mayer et Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il est signé avec la société DECATHLON KEVIN MAYER, sise à La Roche-de-Glun (26600) un marché pour un montant globale et forfaitaire de 50 000€ HT. La durée du marché est de 2 ans à compter de la notification. Le marché a pour but d'associer l'image de la Métropole à celle du sportif de haut niveau Kevin MAYER.

N°MD2022-1008 - 06/12/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché de travaux n° M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement sur la commune de Fabrègues - Lot 2 : canalisation de refoulement

Objet : Il est proposé un avenant n°1 au marché n° M9D0020EA - Travaux de création du poste de refoulement sur la commune de Fabrègues - Lot 2 : Canalisation de refoulement. Pour répondre à des sujétions de travaux non prévues initialement, l'ouvrage doit être adapté, qui nécessitent d'inclure des prix nouveaux au marché initial. Le montant de l'avenant est de 96 579,00 € HT.

N°MD2022-1067 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2C0019DS - Conduite, maintenance et exploitation du traitement d'eau des bassins du Parc Gérard-Bruyère de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché n°M2C0019DS est attribué au groupement VEOLIA EAU / SERPE, sise à Montpellier et Baillargues, pour un montant global et forfaitaire de 55 082,00 € HT, et des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum annuel de 60 000,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'un an.

N°MD2022-1084 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2B0083DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement du sport - Occitanie Esports Montpellier 2022 - Attribution

Objet : Le marché n° M2B0083DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement du sport – Occitanie Esports Montpellier 2022 » est attribué à l'entreprise OCCITANIE EVENTS, pour un montant de 75 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 11 décembre 2022 inclus.

N°MD2022-1089 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la création d'une Charte du réseau de l'Enseignement Musical de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La Charte a pour principe fondateur un accès pour tous à la culture. Elle tend à préserver les identités et les offres locales dans le cadre d'un aménagement cohérent du territoire. Il s'agit de développer un réseau d'échange et de partage des compétences, respectueux des ambitions et des objectifs de chacun.

N°MD2022-1123 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites (Métropole, ALEC, Copropriétés) avec

les copropriétés suivantes : « Fontaine des prophètes », « Fontaine des devins », « Fontaine des chimères », « Fontaine des songes », « Les portes du Lez », « Le Clémenceau », « Le Ramel » ; « Colline Estanove Bat D2 », ainsi que l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 42 210 €.

N°MD2022-1132 - 23/11/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative au transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier pour la requalification des espaces publics du quartier Clemenceau Rondelet - Autorisation de signature

Objet : La requalification des espaces publics du quartier apaisé Clemenceau – Rondelet d'ici à 2025 nécessite d'en transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier. Cette convention prévoit que la Ville finance 49% du coût prévisionnel de l'opération estimé à 3 950 000 € HT et que la Métropole verse une participation de 51%, soit 2 014 500 € HT. La Ville concèdera la réalisation du programme de requalification à la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur.

N°MD2022-1150 - 08/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt provisoire et gratuit du Musée du Château des Ducs de Wurtemberg de Montbéliard d'une œuvre de Djamel TATAH, Autoportrait à la stèle, 1990 au profit du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le dépôt provisoire et gratuit du Musée du Château des Ducs de Wurtemberg de Montbéliard d'une œuvre de Djamel TATAH, Autoportrait à la stèle, 1990 afin de l'exposer dans la future exposition consacrée à Djamel TATAH puis dans les collections permanentes du musée Fabre.

N°MD2022-1156 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 4 logements sociaux - Résidence ' Les Jardins de Fred ', Rue des glaïeuls - Lotissement Les vignes de Fred à Villeneuve-lès Maguelone - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 282 264 € € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA D'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 4 logements locatifs sociaux, résidence Les Jardins de Fred, à Villeneuve-lès-Maguelone. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1161 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 13 logements sociaux - Résidence ' Vénétie ', 295 rue Jausserand à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 268 447,25 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA D'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 13 logements locatifs sociaux, résidence Vénétie, à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1164 - 23/11/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M1D0063EP relatif aux travaux de déconstruction et reconstruction des ponceaux du Chambéry - Avenue de Castelnau et rue du Lunaret à Montpellier - Attribution du marché

Objet : Le marché M1D0063EP de travaux de déconstruction et de reconstruction des ponceaux du Chambéry (avenue de Castelnau et rue du Lunaret à Montpellier) est attribué à l'entreprise RAZEL BEC sise à Saint Georges d'Orques pour un montant global et forfaitaire de 592 981 € HT et pour une durée de 4 mois (période de préparation de 2 mois non comprise).

N°MD2022-1171 - 06/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au Financement trajets covoiturage UGAP dans le cadre du marché n°M2B0101DM - Autorisation

Objet : Il s'agit d'approuver la commande de prestations liées à la mise en place de l'expérimentation covoiturage à l'UGAP, dans le cadre du marché n°M2B0101DM, pour la mise en place et maintenance d'une licence de l'application de covoiturage pour une durée de 4 mois pour un montant de 44 783,37 € HT. La prise en charge des frais de service de l'application par coût au trajet au prix unitaire de 0,58653 € HT/ trajet. Le nombre de trajet est estimé à 70 000 soit un total de 41 057,10 € HT.

N°MD2022-1189 - 06/12/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à l'agrément de la société SCCV MITHASA sur le lot 23B de la ZAC Extension Eureka à Castenau-le-lez

Objet : La société SCCV MITHASA est candidate à l'acquisition, auprès de la SERM, du lot 23B sur la ZAC Extension Eureka, de 2 911 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de 59 logements en accession libre. La surface de plancher maximale est de 4 400 m².

N°MD2022-1206 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi d'une subvention pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention de 1 300 € à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant global de 1 300 €.

N°MD2022-1212 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat pédagogique 2022-2026 entre l'ENSAD et Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts

Objet : L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique et la Cité des Arts souhaitent poursuivre et renforcer leur collaboration pédagogique et artistique pour la formation et la pratique artistique initiale et préparatoire théâtrale. La Convention couvre les années scolaires 2022-2026.

N°MD2022-1226 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'OPH ACM Habitat pour la construction de 27 logements sociaux - Résidence ' SALAMMBÔ ' - ZAC Ovalie lot 22A1 à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 406 057 € sollicités par L'OPH ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 27 logements locatifs sociaux neufs, résidence SALAMMBÔ » à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1227 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'OPH ACM Habitat pour la construction de 20 logements sociaux - Résidence Universitaire " KAEELIS BOUTONNET " - Avenue Sabatier d'Espeyran à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant de 953 565 € sollicité par L'OPH ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 20 logements locatifs sociaux neufs, résidence Universitaire KAEELIS Boutonnet, à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1228 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : Villa Dell'Arte, Cassiopée, Parc des Roses, ainsi que l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 15 930 €.

N°MD2022-1234 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du musée Fabre - Autorisation de signature

Objet : L'avenant 2 au marché M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du musée Fabre a pour objet de prolonger la durée du marché de 3 mois, soit jusqu'au 31 mars 2023, afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau marché soit jusqu'à sa notification. Le montant de l'avenant est de 54 385,20 € TTC.

N°MD2022-1238 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CM 63 - Propriété de la Société Civile BONNETERRE - Projet Les Côteaux de la Lironde - Commune de Lattes

Objet : Il convient d'acquérir la parcelle cadastrée CM 63, impactée par le projet d'aménagement des abords de la Lironde et par l'emplacement réservé n°A4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lattes. Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SOCIETE CIVILE BONNETERRE, la parcelle cadastrée CM 83 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 332 €.

N°MD2022-1241 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative à l'accord-cadre n° M1C0015DS - Achat de matériels pour le réseau des piscines de Montpellier - Méditerranée Métropole - Lots n° 1, 2 et 4 - Attributions

Objet : Les lots au marché d'Achat de matériels pour le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole sont attribués :

- Société LA MAISON DE LA PISCINE, sise à Cestas (33), pour le lot n° 1 « Matériels pédagogiques », sans minimum et avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT ;
- Société LA MAISON DE LA PISCINE, sise à Cestas (33), pour le lot n° 2 « Matériels spécifiques », sans minimum et avec un maximum annuel de 40 000,00 € HT ;
- Société AQUASPORT CONCEPT, sise à Ambierle (42), pour le lot n° 4 « Matériels d'aquabike », sans minimum et avec un maximum annuel de 15 000,00 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de la notification du contrat, pour une période initiale de 1 an (une reconduction tacite d'un an).

N°MD2022-1242 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à la Ville de Montpellier de terrains sur le site de Lavalette dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway

Objet : Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway, il est proposé d'acquérir auprès de la Ville de Montpellier, des parcelles situées à Montpellier, Clapiers et Montferrier-sur-Lez pour une emprise totale de 3618 m² pour un montant de 49 900 €.

N°MD2022-1243 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière vin à Heidelberg (Allemagne) du 11 au 14 novembre 2022 dans le cadre de la 2ème Édition de la Foire des vins de Montpellier Méditerranée Métropole - Financement de la mission

Objet : La 2ème Foire des Vins de la Métropole est organisée à Heidelberg du 11 au 14 novembre. Il est proposé la participation de trois élus(es) et d'un(e) chargé(e) de mission et de 14 vignerons. Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 12 000 € TTC.

N°MD2022-1245 - 02/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Les Bastides ', rue des genêts à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 501 618 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA D'HLM PROMOLOGIS, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence Les Bastides, à Villeneuve-lès-Maguelone. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1247 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant global de 1300 € à un ménage.

N°MD2022-1249 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'OPH ACM Habitat pour la construction de 31 logements sociaux - Résidence ' Jacques ALIBERT ', ZAC EAI Lot 5E2 à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 4 003 981 € représentant 100 % du prêt souscrit par L'OPH ACM HABITAT, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 31 logements locatifs sociaux, résidence Jacques Alibert, à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1254 - 09/11/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° M0D0074EA - Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la commune de Fabrègues

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n° M0D0074EA - Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la commune de Fabrègues conclu avec le groupement RAMPA TP /POMPAGE RHÔNE ALPES. Il a pour objet d'intégrer des prix nouveaux. Le montant de l'avenant est de 35 095,06 € HT.

N°MD2022-1258 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre l'Opéra Orchestre National de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les actions avec la Cité des Arts pour l'année 2022-2023

Objet : L'OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et La Cité des Arts reconduisent leur partenariat en vue de mener des actions conjointes d'éducation artistique et culturelle.

N°MD2022-1261 - 14/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M0C0023DS - Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 1

Objet : Un avenant au marché est signé avec l'entreprise SOMEDI sis à Montpellier. L'avenant est d'un montant de 13 000 € HT et porte la durée totale du marché à 25 mois. Le but est de garantir la continuité des prestations durant la procédure de lancement d'un nouveau marché.

N°MD2022-1263 - 08/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association EPSEDANSE - Ancien Evêché - Décembre 2022 à juin 2023

Objet : Il est proposé d'autoriser l'occupation de l'Ancien Évêché par l'association EPSEDANSE du 1er décembre 2022 au 30 juin 2023. Il est fixé une redevance de 6 746,25 € pour la période, ainsi qu'un forfait de participation aux dépenses énergétiques s'élevant à 2 120,32 €.

N°MD2022-1265 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à une convention d'Occupation Temporaire entre ACM Habitat, Montpellier méditerranée Métropole et Mme BENLOUARRAK Wacila suite à l'arrêté de mise en sécurité avec interdiction temporaire d'habiter

Objet : L'immeuble situé au 20 rue des Orchidées à Montpellier a fait l'objet d'un arrêté de mise en sécurité avec interdiction temporaire d'habiter. La propriétaire de Mme BENLOUARRAK n'a pas pris les dispositions nécessaires pour mettre à l'abri sa locataire. Montpellier Méditerranée Métropole propose à cette locataire un logement équivalent le temps des procédures et travaux de mise en sécurité.

N°MD2022-1266 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AS 495 et AS 496 - Propriétés du GFA Mas d'Andos - Route métropolitaine n°185 de Cournonterral à Palavas-les-Flots - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : Les insertions pour les voitures venant de la RM 185E4 de Montpellier à Villeneuve-lès-Maguelone vers la RM 185 de Cournonterral à Palavas-les-Flots, à hauteur du stop est difficile. La Métropole souhaite créer un giratoire afin d'améliorer la sécurité. Il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir les parcelles cadastrées AS 495 et AS 496, situées à Villeneuve-lès-Maguelone auprès des indivisaires Cattelat. Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 336 €, toutes indemnités confondus.

N°MD2022-1269 - 01/12/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2D0011VD de nettoyage des espaces publics et de collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier - autorisation de signature

Objet : Le marché n°M2D0011VD "de nettoyage des espaces publics et de collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier" est attribué à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT, sise à Montpellier, selon les prix suivants :

- Montant forfaitaire : 43 516 616 € HT ;

- Prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 5 000 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date de notification. La durée du contrat comprend une période de préparation d'au plus 2 mois à compter de la notification du marché et une période d'exécution des prestations de 24 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations.

N°MD2022-1272 - 15/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203629-8 TA - Monsieur et Madame REZZAG"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2203629-8 devant le Tribunal Administratif par Monsieur et Madame REZZAG tendant à la désignation d'un expert suite à une chute à trottinette dont a été victime leur fils Yanis, avenue Albert Dubout à Montpellier.

N°MD2022-1273 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant de 1300 €.

N°MD2022-1274 - 15/11/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de subvention travaux avec la copropriété Le Provençal ainsi que l'attribution de subventions pour les travaux copropriétés pour un montant total de 39 000 €.

N°MD2022-1275 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°3 prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOSM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°3, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société ECOSM pour une période de cinq (5) mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 42,61 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 603,78 €.

N°MD2022-1276 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°3 prorogeant l'occupation de locaux par la société SUBSCRIPTION TECH au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°3, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société SUBSCRIPTION TECH pour une période de 5 mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars

2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 29,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 448,37 €.

N°MD2022-1277 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°8 prorogeant l'occupation de locaux par la société KOOVEA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°8, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société KOOVEA pour une période de 5 mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 207,75 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 3 164,03 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

N°MD2022-1278 - 09/11/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché n°M2D0063PP - Aménagement des plans des Pittosporos, Cyprès et Chateau d'eau sur la commune de Lattes - Attribution

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché n° M2D0063PP Aménagement des plans des Pittosporos, Cyprès et Chateau d'eau sur la commune de Lattes, à la société RAZEL-BEC sise à Saint Jean de Védas pour un montant estimatif de 530 676,80 € HT. La durée est de 8 mois.

N°MD2022-1280 - 24/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 Risques automobiles - Avenant n°2 de transfert - Autorisation de signature

Objet : Un avenant de transfert est signé à la suite du rapprochement des entreprises SMACL, MAIF et VYV qui ont constitué une société dénommée SMACL ASSURANCES SA.

N°MD2022-1282 - 24/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à un avenant de transfert - Marché n°M8D5196AJ "Souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole" - Lot n°2 - Risques Dommages aux biens - 1ère LIGNE - Autorisation de signature

Objet : Les entreprises SMACL Assurances, MAIF et VYV se sont rapprochées pour constituer une société dénommée SMACL ASSURANCES SA.

N°MD2022-1287 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société French Créativ' dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez

Objet : La candidature de la société FRENCH CREATIV' est agréée en vue de la location du lot 12 de 112,50 m² dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez pour une période de 36 mois. Son activité est l'étude, la réalisation et la conception de matériel mécanique ainsi que la vente, l'achat et la commercialisation de matériel destiné à l'esthétique. La société prévoit un effectif de 3 personnes à 3 ans. La redevance trimestrielle est de 1 828,13 € HT.

N°MD2022-1291 - 29/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession à la SA3M du lot n°1009 de l'ensemble immobilier dénommé ' Résidence Font del Rey II ' situé 450 à 500 Le Grand Mail à MONTPELLIER - Parcelle cadastrée LR 296

Objet : Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson, la SA3M, concessionnaire de l'opération, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition du lot n°1009 de l'ensemble immobilier « Résidence Font del Rey II », sur la parcelle cadastrée LR 296 d'une superficie cadastrale de 2049 m². Ce lot est un local commercial d'une superficie de 170,06 m², cédé au prix de 83 000 €.

N°MD2022-1292 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société ISPHERES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société ISPHERES pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de 5 mois à compter du 1^{er}

novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 165,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 875,42 €.

N°MD2022-1298 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°6 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SYNOPSYS - Prorogation de location au sein du MIBI - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Métropole et l'entreprise SYNOPSYS, d'un avenant n°6 à la convention d'occupation du domaine public pour proroger la durée de sa location au sein du bâtiment MIBI de la surface de 232,35 m² jusqu'au 31 mars 2023 pour une redevance mensuelle HT et HC de 3287,75 €.

N°MD2022-1300 - 03/11/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à un avenant de prolongation - Marché n°5157RH18 ayant pour objet l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Afin de permettre la continuité des prestations, un avenant de prolongation au marché n°5157RH18, relatif à l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole, est passé jusqu'au 31 janvier 2023, afin de permettre la finalisation de la procédure de mise en concurrence en cours.

N°MD2022-1302 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 93 logements privés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions pour la réhabilitation de 93 logements, dont 89 occupés par leurs propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, et 4 logements locatifs, pour un montant total de 467 862 €, dont 59 800 € accordés au titre de la « prime PCAET ». Ces logements sont situés dans les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint Génies des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

N°MD2022-1303 - 09/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'accord cadre à bons de commande n°M2C0055DM pour l'acquisition d'un outil de suivi et de promotion de l'activité cyclable - Attribution

Objet : Un accord cadre à bons de commande n°M2C0055DM pour l'acquisition d'un outil de suivi et de promotion de l'activité cyclable est passé avec la CENTRALE D'ACHATS DU TRANSPORT PUBLICS, sise à Paris et LA COMPAGNIE DES MOBILITES, sise à Tours, pour un montant maximum de 46 700 € HT par an, pour une durée de trois ans.

N°MD2022-1304 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la prorogation de la garantie d'emprunt contracté par la SAS coopérative Lez'Coop pour la construction de 9 logements sociaux - Résidence ' Casalez ', 1 348 route de Montpellier à Prades-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de proroger de 2 ans la garantie du remboursement de la somme de 685 000 € représentant 50 % du prêt souscrit par la SAS COOPERATIVE LEZ'COOP, auprès de la CAISSE D'EPARGNE pour la réalisation de 9 logements locatifs sociaux, résidence « Casalez », à Prades-le-Lez.

N°MD2022-1308 - 03/11/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour un marché n°M2B0097RI "acquisition du logiciel SOLIS et prestations complémentaires" - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition du logiciel SOLIS et prestations complémentaires, pour un montant de 43 293,83 € HT.

N°MD2022-1309 - 08/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - La Fermaude à Saint Jean de Védas - cadastrée section BW 348 - SCI BRUCE

Objet : La Métropole acquiert la parcelle sise à Saint Jean de Védas, cadastrée section BW n°348,

appartenant à l'indivision NABET, RIZZOLI, SANTAELLA, SCI SABIRI et SCI BRUCE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 51 348 €.

N°MD2022-1311 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2D0099DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une œuvre de Guillaume BONOYSEAU (Lyon, ? - Rome, 1547), La Résurrection du Christ, vers 1545 - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de procéder à l'acquisition d'une œuvre de Guillaume BONOYSEAU, La Résurrection du Christ pour un montant de 370 000 €. Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre. Les marchés d'acquisition d'une œuvre d'art unique peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence.

N°MD2022-1312 - 08/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway sise Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastrée BT n° 41 - Consorts CHAMONTIN

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 168 m² du bien immobilier sis à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 41, appartenant à Monsieur et Madame CHAMONTIN, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 43 770 €.

N°MD2022-1313 - 08/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 31 rue des chasseurs à Montpellier, cadastré IK 2 - Syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Saint-Hubert

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 41 m² du bien immobilier sis à Montpellier, cadastré section IK 2 appartenant au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES de la Résidence Le Saint-Hubert, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 3 198 €.

N°MD2022-1321 - 02/11/22 - Direction des Sports

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur un partenariat avec la Fédération australienne de rugby en amont de la Coupe du monde de rugby 2023 et des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Autorisation de signature

Objet : A l'occasion de la coupe du monde de rugby France 2023, l'équipe d'Australie de rugby à XV souhaite établir un camp d'été à Montpellier. La Métropole s'engage aussi à accueillir des sélections de rugby féminines et masculines de rugby à VII en amont des Jeux Olympiques de Paris. Pour ce faire, il est proposé la mise à disposition gracieuse des installations du complexe Yves-du-Manoir et de la Piscine Olympique Angelotti (salle de musculation) aux dates suivantes :

- 17 au 24 août 2023 ;
- 8 au 14 octobre 2023 ;
- 16 au 23 juillet 2024.

N°MD2022-1330 - 03/11/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 20 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022

Objet : Il s'agit d'une autorisation de signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 20 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur Eser + marge de 0.75%, puis une phase de consolidation de 20 ans et 1 mois indexée sur EURIBOR 3 mois préfixé + marge de 0.55%.

N°MD2022-1335 - 24/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché Prestations d'écologie n°8.14M dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature du marché 8.14M portant sur des prestations d'écologie dans le cadre de la 5ème ligne de tramway avec l'entreprise EGIS STRUCTURES & ENVIRONNEMENT sise à Montpellier. Le marché est conclu pour un montant estimatif de 310 625 € HT et pour une durée de 54 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1338 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec la copropriété Parc Clementville, ainsi que l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 4 320 €.

N°MD2022-1339 - 24/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché de travaux de Courant Fort / Energie Traction n°8.633 dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature du marché 8.633 portant sur les travaux de Courant Fort / Energie Traction dans le cadre de la 5ème ligne de tramway avec l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES sise à Lyon, pour un montant de 7 196 722,32 € HT et pour une durée de 37 mois.

N°MD2022-1340 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant n°1 du marché M2C0005DC Marché de partenariat culturel à l'occasion du festival "I LOVE TECHNO" - Autorisation de signature

Objet : A la suite du report de la 2e édition du festival I LOVE TECHNO du 7 au 9 avril 2023 (envisagée initialement fin 2022), il est nécessaire de modifier l'article 6.2 « Délais d'exécution des tranches du CCAP » du marché n°M2C0005DC. Cet avenant n'a aucune incidence financière.

N°MD2022-1341 - 03/11/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 25 ans auprès de La SaarLB pour le financement des investissements 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer un contrat d'emprunt auprès de LA SAARLB à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation non revolving de 2 ans puis une phase de consolidation de 25 ans, toutes deux indexées sur EURIBOR 3 mois non flooré + marge de 0.62%.

N°MD2022-1347 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements organisés par le Réseau des médiathèques pour l'année 2023

Objet : La décision vise à permettre la prise en charge des divers frais des intervenants dans les médiathèques et ce pour l'année 2023, pour une dépense maximale de 7 000 €.

N°MD2022-1348 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente d'une emprise de 147 m² désaffectée et déclassée du domaine public et acquisition de la parcelle AP 26 - Rue des Maseliers - Commune de Cournonsec

Objet : Il est proposé de vendre une emprise de 147 m² en régularisation à Monsieur Gazé, au prix de 7 €/m², et acquérir la parcelle AP 26 de 71 m² intégrée à la voirie, à l'euro symbolique, rue des Maseliers sur la commune de Cournonsec.

N°MD2022-1349 - 10/11/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2C0009DS - Prestations de suivi technique des aires de jeux des stades de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché n° M2C0009DS « Prestations de suivi technique des aires de jeux des stades de Montpellier Méditerranée Métropole » est attribué à la société NOVAREA, sise à Gellainville (28), pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum annuel de 50 000,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée initiale d'un an (trois reconductions tacites d'un an).

N°MD2022-1350 - 01/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°8 prorogeant l'occupation de locaux par la société BSWEB PriceComparator au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°8, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société BSWEB PRICECOMPARATOR pour une période de 5 mois à compter du 1er

novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 823,84 €.

N°MD2022-1351 - 03/11/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour "Acquisition de licences, maintenance, prestations et formations sur la gamme des logiciels ESRI" - Marché M2D0118RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition de licences, maintenance, prestations et formations sur la gamme des logiciels ESRI pour un montant maximum de 480 000 € HT et pour une durée de 3 ans.

N°MD2022-1352 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente de parcelles aux riverains - Ancien chemin déclassé - Avenue de la Fontasse - Commune de Fabrègues

Objet : Une impasse a été déclassée du domaine public, avenue de la Fontasse à Fabrègues. Après avoir purgé le droit de priorité auprès des riverains, il est proposé de vendre des tronçons de cette emprise aux riverains intéressés sur la base de l'estimation des services fiscaux, à 50 €/m².

N°MD2022-1353 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°5 prorogeant l'occupation de locaux par la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant n°5, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société E-TUMBA pour une période de 5 mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 52,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 729,32 €.

N°MD2022-1355 - 25/11/22 - Direction des Mobilités

Décision modificative relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Route de Lavérune à Montpellier, cadastrée section IV n°159, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Rodin - Régularisation du prix d'acquisition

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole régularise une erreur matérielle dans le prix d'acquisition de l'emprise de 67 m² du bien immobilier sis à Montpellier, cadastré section IV n° 159, appartenant au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES de la Résidence le Rodin, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 226 €.

N°MD2022-1356 - 09/11/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un marché n°M2B0068PP - Logiciel de gestion des DT/DICT pour déclarations et réponses au format non SIG - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0068PP à la société SOGELINK sise à Caluire-et-Cuire (69). Il concerne l'abonnement à un logiciel de gestion dématérialisée, logiciel conçu pour les services gestionnaires de réseaux dont les données ne sont pas numérisées en SIG et pour ceux gérant des projets de travaux. Il est conclu pour un montant maximum de 89 900 € HT et pour une durée de 2 ans.

N°MD2022-1359 - 10/11/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation d'une indemnité d'expropriation au profit de M. Claude COMBETTES - Lieudit Truc de Leuze - parcelle cadastrée TX 30 - Commune de Montpellier

Objet : Décision de déconsignation à la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS de la somme de 27 252, 79 € au profit de M. COMBETTES à la suite de sa demande, dans le cadre de l'expropriation du terrain cadastré TX 30, dont il était propriétaire en indivision, à la suite de l'ordonnance d'expropriation du 12 novembre 2007 et du jugement fixant les indemnités d'expropriation en date du 23 septembre 2009, dont les propriétaires avaient fait appel. Les autres membres de l'indivision ont demandé en 2019 la déconsignation des indemnités leur revenant, ce qui a donné lieu à la signature d'actes de quittance établis par Maître CAULIER, notaire à Baillargues, les 7 janvier 2019 et 29 mai 2019.

N°MD2022-1360 - 03/11/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par la société BIGGER INSIDE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant n°2, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société BIGGER INSIDE pour une période de 5 mois à compter du 1er novembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 48,23 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 543,06 €.

N°MD2022-1361 - 16/12/22 - Direction des Sports

Décision relative à l'avenant n°1 au marché 06TRAV20 Réalisation des infrastructures du Parc Gérard Bruyère lot 4 "Voirie - Réseaux humides - Mobiliers - Jeux d'enfants" - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°1 au marché 06TRAV20 Réalisation des infrastructures du Parc Gérard Bruyère lot 4 Voirie – Réseaux humides – Mobiliers – Jeux d'enfants est passé avec le groupement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON / SOLS MEDITERRANEE sis à Baillargues afin :

- D'ajuster les quantités prévues aux quantités réellement exécutées,
- De rendre définitifs les prix nouveaux provisoires,
- De prendre en compte les travaux supplémentaires rendus nécessaires en cours d'exécution du marché,
- D'indemniser le groupement.

L'avenant constitue une moins-value de 409 738,82€ HT.

N°MD2022-1362 - 07/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle à François VASQUEZ

Objet : Il s'agit d'autoriser l'octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur François VASQUEZ, dans le cadre de la parution de l'article de l'Agglo Rieuse à son sujet le 12 octobre 2022.

N°MD2022-1363 - 09/11/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à un avenant N°1 au marché M2D0008AT - Travaux d'aménagement de l'avenue de Vendargues à Jacou - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M2D0008AT, conclu avec l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, en raison des travaux complémentaires, à la demande du maître d'ouvrage, nécessaires pour mener à bien l'opération. L'avenant représente une augmentation de 9,71 % du montant initial du marché soit 94 294,98 € HT en plus-value.

N°MD2022-1364 - 02/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au marché n°M2B0044HP - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Élaboration et mise en œuvre de la stratégie de peuplement de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0044HP à l'entreprise GUY TAYEB CONSEIL (GTC) sise à Paris. Il concerne la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Élaboration et mise en œuvre de la stratégie de peuplement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant total de 59 975 € HT et pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1365 - 04/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal correctionnel de Montpellier - Résidence Font del Rey"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Iris CHRISTOL consécutivement à l'avis d'audience en date du 29 septembre 2022 devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier pour y être entendu en qualité de victime dans la procédure concernant la SC FONCIERE DE RENOVATION, la SARL CIGER SUD, la SCI GRAND MAIL, la SCI LA MOULINE, M. Raymond DIDIER, M. Michel FAKHOURY, M. Patrick BOLZER et M. Jamal MIKTAR pour avoir à Montpellier résidence Font del Rey entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2021 :

- Exposé directement autrui à risque immédiat de mort ou de blessure de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposé par la loi en logeant des locataires dans des appartements présentant des risques,

- Soumis des locataires à des conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine,
- Contraindre un ou des occupants à renoncer aux droits qu'il détient, de les avoir menacés ou commis à leur égard tout acte d'intimidation.

N°MD2022-1367 - 24/11/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Marché de fourniture et de pose de signalisation verticale de police et temporaire - Autorisation de signature

Objet : La Métropole et la Ville ont recours à une convention de groupement de commandes afin de lancer une procédure concernant un marché de fourniture et de pose de signalisation verticale (2 lots géographiques) à bons de commande, sans minimum et avec maximum, d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois. La Métropole est désignée comme coordonnateur du groupement. Concernant la Métropole, le lot 1 est sans minimum et avec un maximum de 2 200 000 € HT ; le lot 2 est sans minimum et avec un maximum de 2 100 000 € HT.

N°MD2022-1369 - 03/11/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et France TV Studio - Site Hélios à Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société FRANCE TV STUDIO, sise à Paris. Il concerne des locaux dont la Métropole est propriétaire, sur la commune de Fabrègues, sur la parcelle cadastrée CA 15: Dans le bâtiment I, un espace de bureau de 51 m² et un espace de stockage de 300 m². Le contrat prend effet à compter de sa signature et arrivera à terme le 16 décembre 2022. Le montant TTC et CC de la redevance pour la durée totale de l'occupation est de 2 587,45 €.

N°MD2022-1370 - 17/11/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°M2B0064RI - Acquisition et maintenance d'un logiciel de gestion des demandes de logements sociaux - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché à bons de commandes n°M2B0064RI à l'entreprise AFI sise à Lognes (77). Il concerne l'acquisition et la maintenance d'un logiciel de gestion des demandes de logements sociaux. Il est conclu pour un montant maximum de 89 000 € HT et pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

N°MD2022-1371 - 17/11/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Maintenance applicative et intégrations techniques d'un ensemble de sites web utilisant le CMS Open Source DRUPAL - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de la maintenance applicative et intégrations techniques d'un ensemble de sites web, il est proposé une convention de groupement de commandes entre la Métropole et la Ville de Montpellier. La Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Le montant total de commandes à engager par la Métropole est estimé à 44 500 € HT.

N°MD2022-1372 - 09/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision modificative de la décision n°MD2022-1307 relative à la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Ville de Montpellier pour l'événement Cœur de Ville en Lumières - Autorisation de signature

Objet : En raison de changements des plannings techniques de Cœur de Ville en lumières, cette décision abroge la décision n°MD2022-1307, les dates de mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Ville de Montpellier sont dorénavant du lundi 21 novembre au dimanche 27 novembre 2022. La mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1374 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2205271-4 - SARL LE CINQ"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2205271-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SARL LE CINQ tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux d'aménagement du quartier des Arceaux engagés par Montpellier Méditerranée Métropole depuis octobre 2021.

N°MD2022-1375 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête Tribunal Judiciaire de Montpellier - Monsieur Jean LAPIERRE"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'avocats ACOCE consécutivement à l'assignation reçue par Montpellier Méditerranée Métropole devant le Tribunal Judiciaire à la demande de M. LAPIERRE tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à la perte de jouissance des lots dont il était propriétaire dans la copropriété Le Pavie, sise à Montpellier.

N°MD2022-1377 - 14/11/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Transfert de propriété de véhicules de Montpellier Méditerranée Métropole vers la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la constitution de la Régie de l'Assainissement - Autorisation de signature

Objet : La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole sera créée au 1er janvier 2023. La création de la régie unique de l'eau potable et de l'assainissement engendre un transfert de 13 véhicules de la Métropole vers la régie au 1^{er} janvier 2023, en cohérence avec la compétence transférée.

N°MD2022-1378 - 10/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire - Parcelle cadastrée SE 74 - ZAC Nina Simone - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de M. TAINÉ, une convention d'occupation temporaire à compter du 1er novembre 2022, de la parcelle cadastrée SE 74 d'une superficie de 4924 m², située à Montpellier, afin de lui permettre d'y faire pâturer ses chevaux. La convention d'occupation temporaire est consentie et acceptée pour une durée d'un an, renouvelable deux fois, moyennant le versement d'une redevance annuelle de 171 €.

N°MD2022-1379 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2205287-5 - SCI CHATEAU BON"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2205287-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI Château Bon contre l'arrêté préfectoral n° 2022.07.DRCL.0301 du 20 juillet 2022 portant cessibilité en urgence des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à la réalisation de la ligne 5 du Tramway, secteur Ouest, sur le territoire des communes de Montpellier et de Saint Jean de Védas, par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1380 - 10/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la convention de mise à disposition à la SAFER Occitanie CMD 34 20 0001 02 - Lieu-dit Valedéau - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre à disposition de la SAFER OCCITANIE, les parcelles situées lieu-dit Valedéau sur la commune de Montpellier pour une surface totale de 9 ha 90 a 02 ca, consentie pour une durée de trois campagnes jusqu'au 31 octobre 2025 moyennant une redevance annuelle de 4 950 €.

N°MD2022-1381 - 23/11/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à un avenant n°1 à la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Commune de Saint-Aunès - Aménagement d'un barreau routier entre la RD24E2 et la RM613 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Commune de Saint-Aunès relative à l'aménagement d'un barreau routier entre la RD24E2 et la RM613. L'avenant a pour objet d'apporter des précisions sur la participation des parties.

N°MD2022-1382 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2205288-5 TA - SCI SANTEO"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2205288-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI SANTEO contre l'arrêté préfectoral n° 2022.07.DRCL.0301 du 20 juillet 2022 portant cessibilité

en urgence des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à la réalisation de la ligne 5 du Tramway, secteur Ouest, sur le territoire des communes de Montpellier et de Saint Jean de Védas, par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1383 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2205289-5 TA - SCI LE PARK"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2205289-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI LE PARK contre l'arrêté préfectoral n° 2022.07.DRCL.0301 du 20 juillet 2022 portant cessibilité en urgence des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à la réalisation de la ligne 5 du Tramway, secteur Ouest, sur le territoire des communes de Montpellier et de Saint Jean de Védas, par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1384 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2205582-1 TA - SC DOPHINVEST"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au Cabinet d'Avocats SCP CGCB et ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2205582-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SC DOPHINVEST contre la décision n° MD2022-994 du 18 août 2022 relative à la préemption de la parcelle cadastrée HM 487 constituant un local commercial, lot 828, de la copropriété « Le Triangle » sise à Montpellier.

N°MD2022-1385 - 14/11/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Assignation Tribunal Judiciaire - Germaine DE LAPASSE"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite de l'assignation devant le Tribunal Judiciaire reçue le 28 octobre 2022 à la requête de Mme DE LAPASSE tendant à rendre commune et opposable à Montpellier Méditerranée Métropole l'ordonnance de référé expertise du Tribunal de Grande instance du 27 décembre 2019 concernant des désordres affectant l'appartement de la requérante situé rue Sainte Croix à Montpellier.

N°MD2022-1386 - 09/11/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2D0091PP - Travaux d'aménagement de l'avenue de la Liberté, de la rue de Fontcarrade et de la rue du Professeur Forgues sur la commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Sur le fondement de l'accord-cadre n°M1D0064AT, un marché subséquent à tranches a été attribué au groupement GUINTOLI / EHTP / SIORAT sis à Mauguio pour un montant de 982 677,55 € HT et pour une durée globale de 125 jours calendaires. Ce délai d'exécution ne comprend pas une période de préparation de 30 jours par tranche.

N°MD2022-1387 - 25/11/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant n°2 au marché subséquent n°M1D0100EP - Travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché subséquent n°M1D0100EP - Travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries, avec l'entreprise COLAS. Le montant de l'avenant est de 18 425 € HT, soit une augmentation de 4,26 %. Le délai d'exécution du marché est prolongé de 4 mois portant la durée d'exécution totale à 9 mois.

N°MD2022-1388 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre l'association Ars Musica et Montpellier Méditerranée Métropole pour les actions pédagogiques avec la Cité des arts

Objet : ARS MUSICA et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat pour des actions pédagogiques au sein de la Cité des Arts sous forme de concerts éducatifs, d'ateliers et de conférences.

N°MD2022-1389 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) "Expert Copro' pour vous aider" - Convention - Autorisation de signature

Objet : Le dispositif POPAC vient en prévention auprès des copropriétés qui rencontrent des difficultés,

parfois passagères. Il doit permettre d'éviter l'aggravation de situations qui conduisent à des dispositifs de redressement de copropriétés, et constitue en cela un outil plus flexible, mobilisable sur tous types de problématiques que peuvent rencontrer les copropriétés de la Métropole.

N°MD2022-1391 - 18/11/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°1 du marché de travaux d'aménagements paysagers et de déplacement d'une trémie piétonne dans le cadre de l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie-Esplanade-Triangle à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot 1 - Génie Civil et Etanchéité relatif aux travaux d'aménagements paysagers et de déplacement d'une trémie piétonne dans le cadre de l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie-Esplanade-Triangle à Montpellier. L'avenant, conclu avec l'entreprise DARVER, titulaire du marché, a pour objet de régulariser les coûts générés par les travaux supplémentaires prévus portant le montant du marché de 1 959 481,53 € HT à 2 189 869,68 € HT.

N°MD2022-1394 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à l'association En Traits libres du 5 au 14 décembre 2022

Objet : Dans le cadre du Rhony's Festival, autour de la BD, l'association EN TRAITS LIBRES a sollicité la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès du 5 au 14 décembre 2022. La mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1398 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Compagnie Wanda du 28 novembre au 4 décembre 2022 - Autorisation

Objet : La COMPAGNIE WANDA sollicite Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès du 28 novembre au 4 décembre 2022, pour accueillir le projet "Maison Lieu : comme à la radio !". Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1399 - 15/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2409 route de lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°21, appartenant à l'indivision CARRODANO

Objet : Dans le cadre de la 5ème ligne du tramway de Montpellier, la Métropole doit effectuer des travaux sur l'immeuble sis 2409 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°21, appartenant à l'indivision CARRODANO. Une convention d'autorisation de travaux est ainsi proposée.

N°MD2022-1400 - 15/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Lots privatifs n°135, 140, 147 et 148 - Chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à la SCI LE DOMAINE DE LA COUSTAUDE

Objet : La Métropole acquiert dans le volume B1 les lots privatifs n°135, 140, 147 et 148 au sein de la copropriété le domaine de la Coustaude située à Saint Jean de Védas, pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à la SCI LE DOMAINE DE LA COUSTAUDE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 27 400 €.

N°MD2022-1401 - 15/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une demande d'autorisation de travaux pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 40 impasse Pierre Colin à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°22 et n°54, appartenant à Madame CARRODANO

Objet : Dans le cadre de la 5ème ligne du tramway de Montpellier, la Métropole doit effectuer des travaux sur l'immeuble sis 40 impasse Pierre Colin à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°22 et n°54, appartenant à Madame CARRODANO. Une convention d'autorisation de travaux est ainsi proposée.

N°MD2022-1402 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°201902929 T2001, lot V1 terrassements, mise en place de caveaux, bassins et noues, gabions et revêtements pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2001, lot V1 terrassements, mise en place de caveaux, bassins et noues, gabions et revêtements pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec les entreprises RAZEL BEC/MIGMA/MTC. Le montant de cet avenant est de 587 510,42 € TTC.

N°MD2022-1403 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 201902929 T2004, lot V4 murs, escaliers et réalisation des murs columbarium en béton pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2004, lot V4 murs, escaliers et réalisation des murs columbarium en béton pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec le groupement BUEZA/EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON. Le montant de cet avenant est de 266 658, 81 € TTC.

N°MD2022-1404 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 201902929 T2006, lot V6 ponts, passerelles et serrurerie pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2006, lot V6 ponts, passerelles et serrurerie pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec le groupement BUEZA/EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON. Le montant de cet avenant est de 148 727,41 € TTC.

N°MD2022-1405 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 201902929 T2007, lot V7 aménagements paysagers et arrosage pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec l'entreprise PSP - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2007, lot V7 aménagements paysagers et arrosage pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec le groupement PSP/PAYSAGE MEDITERRANEENS / CGME. Le montant de cet avenant est de 82 301,54 € TTC.

N°MD2022-1406 - 17/11/22 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 du marché n° 201902929 T2008, lot V8 signalétique et mobilier pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec l'entreprise MOBIL CONCEPTS METALCO - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° 201902929 T2008, lot V8 signalétique et mobilier pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, conclu avec l'entreprise MOBIL CONCEPTS METALCO. Le montant de cet avenant est de 51 523,12 € TTC.

N°MD2022-1407 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un recours au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) pour la "Fourniture, installation, exploitation et maintenance d'infrastructures téléphoniques multimarques et services connexes" (Accord-cadre n° 2021-047-001) - Marché n°G2D0057RI - Autorisation de signature

Objet : Il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de prévoir la Fourniture, l'installation, l'exploitation et la maintenance d'infrastructures téléphoniques multimarques et services connexes, afin d'assurer le fonctionnement optimal des infrastructures dans ce domaine, via le RESEAU DES ACHETEURS HOSPITALIERS (RESAH) en l'absence de marché permettant de couvrir ce besoin, à compter du 1er janvier 2023

N°MD2022-1408 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n° G20056RI - Recours au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) pour la " Fourniture et intégration de solutions de sécurité et services managés " (Accord-cadre n° 2021-063-002) - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un marché pour la fourniture et l'intégration de solutions

de sécurité et services managés, afin d'assurer le fonctionnement optimal et sécurisé des infrastructures de la Métropole dans ce domaine, avec le RESEAU DES ACHETEURS HOSPITALIERS (RESAH) pour cette prestation pour un montant maximum annuel de 200 000 € HT sur une période débutant au 1er janvier 2023 pour une durée totale qui n'excèdera la date d'expiration du marché subséquent fixée au 21 avril 2026. Une contribution annuelle de 375 € est demandé par entité afin d'accéder au marché.

N°MD2022-1409 - 21/11/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative au projet de coopération décentralisée ' Clé en main ' - Missions d'expertise - Palestine

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement d'un élu de la Métropole et de 2 agents pour une mission en Palestine pour le suivi du projet « Clé en main » (délibération M2021-347 et M°2022-371). La dépense totale est estimée à 7 500 € maximum.

N°MD2022-1410 - 24/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'un bail civil avec la SA3M - Quartier Mosson - Espace Gisèle Halimi - 35 rue de la Haye - Parcelle cadastrée LS 22

Objet : La SA3M est propriétaire de l'espace Gisèle Halimi situé 35 rue de la Haye à Montpellier dans le quartier de la Mosson sur la parcelle cadastrée LS 22. Des travaux de réaménagement du bâtiment sont en cours. Pour l'année 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a installé dans ce bâtiment des services qui occupent une superficie de 227,37 m² correspondant aux lots 1, 2 et 5 de l'immeuble. Il y a lieu de conclure avec la SA3M un bail pour l'occupation de ces locaux par les services métropolitains, moyennant un loyer annuel de 90 €/m² ainsi qu'un montant annuel forfaitaire de charge d'un montant de 90 €/m², soit pour l'année 2022 un loyer avec charges de 39 220,86 € HT.

N°MD2022-1411 - 06/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Beaulieu - Renforcement du Poste Cantagrils

Objet : Il s'agit d'autoriser l'opération de renforcement et de sécurisation du réseau de distribution publique d'électricité sur la commune de Beaulieu d'un montant de 100 444 € TTC. L'opération est financée à 100% par HERAULT ENERGIES.

N°MD2022-1412 - 18/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Urgence Solaire - Locaux 391 rue de Font Froide Lot 3

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société URGENCE SOLAIRE sise à Montpellier. : La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, d'une surface de 82,55 m². Le contrat est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature. Il est renouvelable une fois de façon expresse pour la même durée. La location est consentie pour un loyer annuel de 5 652 € HT. Avec la TVA au taux de 20% en vigueur en sus, le loyer annuel est de 6 782,40 € hors charges et hors taxe locale.

N°MD2022-1413 - 06/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés Saint James, Cap Emeraude, Collines d'Estanove Bat.B3 ainsi que de décider l'attribution de subventions pour la réalisation de ces audits d'un montant total de 21 330 €.

N°MD2022-1414 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'avenant n°4 à la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au CICRP en vue de leur étude et de leur restauration - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de prolonger la durée du dépôt et assurance des quatre œuvres de Hubert ROBERT, au sein du CENTRE INTERDISCIPLINAIRE DE CONSERVATION ET DE RESTAURATION DU PATRIMOINE (CICRP) en vue de leur restauration, jusqu'au 18 décembre 2023. Les études scientifiques et le rapport d'étude, réalisés entre 2019 et aujourd'hui sont en cours d'édition.

N°MD2022-1415 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec LES PERLES DE VERRE / La Baignoire - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de définir des modalités de soutien de Montpellier Métropole à l'association LES PERLES DE VERRE / LA BAIGNOIRE en adéquation avec sa politique publique en faveur du spectacle vivant qui développe une stratégie visant à structurer et renforcer ses différentes filières de spectacles vivant.

N°MD2022-1416 - 16/12/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent n°4 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour la mise en valeur des espaces publics Foch - Préfecture - Autorisation de signature

Objet : Le scénario fonctionnel de requalification de l'axe Foch - Préfecture a été validé en juillet 2022. le, dans le cadre de l'accord-cadre prévu à cet effet. La décision attribue le marché subséquent n°4 de l'accord cadre qui a pour objet la réalisation des études préliminaires de maîtrise d'œuvre et porte sur le périmètre opérationnel Foch – Place des Martyrs de la Résistance, en groupement ATELIER JACQUELINE OSTY ET ASSOCIES - FABRE SPELLER - TPFI - DUCKS SCENO - LES ECLAIREURS sis à Paris. Le montant du marché est de 79 100 € HT, sa durée 3 mois.

N°MD2022-1417 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour des " Développements dans le cadre d'un système global de gestion d'objets connectés et de traitement des données " - Marché N° M2D0127RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour des développements dans le cadre d'un système global de gestion d'objets connectés et de traitement des données afin d'en optimiser le pilotage de l'existant ainsi que l'intégration et le déploiement de nouveaux objets, pour un montant maximum de 315 245 € HT et une durée d'un an à compter de la date exécutoire de cette décision.

N°MD2022-1419 - 06/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2D0089PP - Travaux d'aménagement de l'avenue Albert Dubout à Montpellier - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0089PP – Travaux d'aménagement de l'avenue Albert Dubout à Montpellier à l'entreprise COLAS sise à Saint Jean de Védas. Il est conclu pour un montant estimatif de 866 149 € HT et pour une durée de 4 mois à compter de l'ordre de service de démarrage, période de préparation de 30 jours non comprise.

N°MD2022-1420 - 06/12/22 - Service Politique de la Ville

Décision relative au renouvellement de l'abonnement participatif à l'association Inter-Réseaux des Professionnels du Développement Social Urbain (IRDSU) au titre de l'année 2022/2023 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'abonnement participatif à l'association INTER-RESEAUX DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN (IRDSU) au titre de l'année 2022/2023. Le tarif annuel de cet abonnement est fixé à 1 300 €.

N°MD2022-1421 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n° M1B0062RI de " Prestations d'intégration et développement (Microsoft Dynamics) d'un logiciel de gestion de la relation entreprise (CRM), programmation immobilière et foncière, suivi des locations des biens communautaires " Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°1 au marché n° M1B0062RI de Prestations d'intégration et développement (Microsoft Dynamics) d'un logiciel de gestion de la relation entreprise (CRM), programmation immobilière et foncière, suivi des locations des biens communautaires est passé avec l'entreprise COEXYA sise à Saint Didier au Mont d'Or. Compte tenu de la nécessité de recourir à des prestations supplémentaires pour de la reprise de données et prévoir des évolutions logicielles de l'existant, il convient d'augmenter de 7 500 € HT le montant total maximum du marché le portant de 82 000 € HT à 89 500 € HT.

N°MD2022-1422 - 06/12/22 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision modificative du marché M2D0013MG ' Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole ' - Autorisation

Objet : La Métropole décide de modifier le marché n° M2D0013MG « Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole » à la suite d'une erreur matérielle de rédaction, dans l'article 3, le montant du marché a été attribué pour 24 897, 05 € HT au lieu de 24 397, 05 € HT.

N°MD2022-1423 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2D0022DC - Restauration de vestiges archéologiques du site Lattara - Lots 1,2 et 3 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0022DC de restauration de vestiges archéologiques du site de Lattara - Lots 1, 2 et 3 avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 : Maçonnerie - terrassement - VIVIAN ET CIE, sise à Marseille (13), pour un montant de 161 266,80 € HT,

- Lot 2 : Métallerie serrurerie - METIER DU FER, sise à Lodève (34), pour un montant de 145 195,20 € HT,

- Lot 3 : menuiserie bois - AMEXBOIS, sise à Oraison (04) pour un montant de 34 387,80 € HT.

La durée du marché pour les 3 lots est de 6 mois à compter de la notification.

N°MD2022-1424 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au renouvellement de l'adhésion Terres en Villes - Organisme économique extérieur - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion, pour un montant de 3 670 €, à l'association TERRES EN VILLES.

N°MD2022-1425 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Nu Collectif pour les actions pédagogiques et de mise à disposition de locaux avec la Cité des arts - Autorisation

Objet : Il est proposé la signature d'une convention avec l'association NU COLLECTIF, ayant pour but de favoriser les pratiques artistiques inclusives. La convention couvre l'année scolaire 2022-2023.

N°MD2022-1426 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens avec la Bulle Bleue - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de définir des modalités de soutien à la BULLE BLEUE par Montpellier Métropole Montpellier en adéquation avec sa politique publique en faveur du spectacle vivant qui développe une stratégie visant à structurer et renforcer ses différentes filières de spectacles vivant.

N°MD2022-1427 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché M2D0130DC "l'achat de reportages télévisés Via Occitanie Montpellier pour l'année 2022 - Autorisation de signature

Objet : L'achat de reportages télévisés est attribué à l'entreprise VIA OCCITANIE MONTPELLIER sise à Toulouse. Il est ainsi proposé d'approuver cet achat pour l'année 2022, pour un montant de 250 000 € HT. Le marché prend effet au titre de l'année 2022. Sa durée est de 1 an

N°MD2022-1428 - 29/11/22 - Mission Mosson Cévennes

Décision relative au marché n°M2B0054MC "mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la concertation et la communication des projets de développement local et de renouvellement urbain (Mosson et Cévennes) inscrits au NPNRU de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature

Objet : Le présent marché, attribué à l'entreprise ROUGE VIF TERRITOIRES, sise à Versailles, s'élève à 84 400 € HT, sur une période de 6 mois à compter de la notification du marché.

N°MD2022-1430 - 29/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la consignation d'une indemnité d'expropriation due à la société Compagnie Française d'Investissement (enseigne COFISA) - Secteur Mosson - Déclaration d'Utilité Publique du projet de constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas - Commune de Montpellier

Objet : Le jugement en date du 12 octobre 2022 a fixé l'indemnité de dépossession due à la société COMPAGNIE FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT, propriétaire de 20 box dans les sous-sols de la Tour d'Assas, à 56 000 €. Compte tenu des inscriptions hypothécaires grevant ces biens qui constituent un obstacle au paiement de l'indemnité de dépossession fixée par le juge, il y a lieu, de consigner à la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS l'indemnité due.

N°MD2022-1431 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°7 prorogeant l'occupation de locaux par la société POLIGMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°7, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société POLIGMA pour une période de 4 mois à compter du 1^{er} décembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 31,26 m² qu'elle occupe dans la PEPINIERE CAP OMEGA s'élève à 517,35 €.

N°MD2022-1432 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 prorogeant l'occupation de locaux par la société KYLI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société KYLI, pour une période de 4 mois à compter du 1^{er} décembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 43,01 m² qu'elle occupe dans la PEPINIERE CAP OMEGA s'élève à 609,45 €.

N°MD2022-1433 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un partenariat pédagogique entre Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des arts, le conservatoire de Sète Agglopolé Méditerranée et Travelling Ecole Supérieure de Cinéma et de la Télévision

Objet : Dans le cadre d'un maillage territorial régional et compte tenu de la proximité géographique des trois établissements, il apparaît pertinent de formaliser, via la présente convention, les échanges entre le Conservatoire de Sète, la Cité des arts et l'école TRAVELLING en matière de projets artistiques et pédagogiques. Le partenariat vise une collaboration artistique entre les étudiants inscrits en 3^e année de cycle pro Cinéma-TV de l'école TRAVELLING et les étudiants de la classe de Musique à l'image de la Cité des Arts et les étudiants de la classe de composition du Conservatoire des Sète.

N°MD2022-1434 - 09/12/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics "Comédie-Esplanade-Triangle" - Attribution

Objet : Le marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle est attribué au groupement TER/TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, pour un montant de 53 200 € HT. Ce marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 14 mois.

N°MD2022-1435 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative aux avenants de prolongation du marché 5031DC18 de nettoyage et entretien des locaux, espaces intérieurs, extérieurs, et vitreries accessibles et nettoyage des espaces inaccessibles et des vitreries inaccessibles des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Cette décision vise à prolonger les différents lots du marché de nettoyage des médiathèques et ce jusqu'au 31 mars 2023, en attendant l'attribution du nouveau marché.

N°MD2022-1436 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de partenariat entre le musée Fabre et le tiers lieu la Zone - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention dont l'objet est de mettre en place un partenariat entre le musée Fabre et le tiers lieu LA ZONE situé à Castries afin d'organiser une conférence hors les murs du musée Fabre, dite conférence « ambassadeur » au sujet de l'exposition Djamel TATAH, le théâtre du silence.

N°MD2022-1437 - 08/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative aux frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerrané Métropole - Autorisation

Objet : Il est proposé d'autoriser, pour les agents du BIC, le déplacement au Royaume-Uni ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques (hébergement, transports, repas, etc.) à l'occasion de l'Investment Showcase organisé par SETSQUARED PARTNERSHIP le 1er et 2 décembre 2022.

N°MD2022-1438 - 06/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent n°M9D0122AT - Travaux d'aménagement de l'avenue de la Croix de Mounier à Saint Drézéry - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°1 au marché subséquent n°M9D0122AT - Travaux d'aménagement de l'avenue de la Croix de Mounier à Saint Drézéry, conclu avec l'entreprise EIFFAGE. Le montant de l'avenant est de 9 678, 97 € HT, soit une augmentation de 4,88 %. Le délai d'exécution du marché de 2 mois est prolongé de 2 mois portant la durée d'exécution totale à 4 mois, hors période de préparation.

N°MD2022-1439 - 06/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 de transfert du marché M1D0081DM - Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des bus à haut niveau de service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant de transfert permettant à la Métropole de déléguer à la SPL TAM la maîtrise d'ouvrage du marché n°M1D0081DM - lot n°1, attribué au groupement INGEROP / SEIRI. Il n'y a aucun impact financier.

N°MD2022-1440 - 06/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 du lot 2 du marché M1D0081DM - Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des bus à haut niveau de service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'un avenant de transfert permettant à la Métropole de déléguer la maîtrise d'ouvrage de ce marché à la SPL TAM. Il n'y a aucun impact financier. Il s'agit du lot n°2 de ce marché, attribué au groupement EGIS / PRESENTS / LABA

N°MD2022-1441 - 24/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M2D0002DM - Etudes et réalisation de la régulation de trafic et de la priorité aux feux pour les Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'un avenant de transfert permettant à la Métropole de déléguer la maîtrise d'ouvrage de ce marché à la SPL TAM. Il n'y a aucun impact financier. Pour rappel, ce marché a été attribué à l'entreprise GERTRUDE.

N°MD2022-1442 - 13/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M2D0058DM - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de supervision - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'un avenant de transfert permettant à la Métropole de déléguer la maîtrise d'ouvrage de ce marché à la SPL TaM. Il n'y a aucun impact financier. Pour rappel, ce marché a été attribué à l'entreprise TRANSAMO.

N°MD2022-1443 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à d'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Energétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions de 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 3 900 €:

N°MD2022-1444 - 29/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la consignation d'une indemnité d'expropriation due à l'indivision MOUALLAL-AMNIH-MALEHOU - Secteur Mosson - Déclaration d'Utilité Publique du projet de constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas - Commune de Montpellier

Objet : Le jugement en date du 19 octobre 2022 a fixé l'indemnité de dépossession due à l'indivision MOUALLAL-AMNIH-MALEHOU, héritiers de Monsieur Abdelkader AMNIH, propriétaire de 6 lots de copropriété dans l'immeuble Tour d'Assas, à 62 312 €. La succession non réglée de Monsieur Abdelkader AMNIH, constitue un obstacle au paiement de l'indemnité de dépossession fixée par le juge. Il y a donc lieu, de consigner à la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS l'indemnité due.

N°MD2022-1446 - 29/11/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'attribution d'un marché de fourniture de pavés, dalles, marches et pièces ouvragés en pierre naturelle dans le cadre de l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie-Esplanade-Triangle à Montpellier

Objet : Il s'agit d'attribuer les lots prévus à l'accord cadre de fourniture de pavés, dalles, bordures, marches et pièces ouvragés en pierre naturelle pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie – Esplanade à Montpellier :

- Le lot n°1 (Fourniture de pavés, dalles, bordures et pièces ouvragées en pierre bleue) au groupement DURAND/SETP/DE FILIPPIS sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 2 129 797,50 € HT et une durée d'un an renouvelable 3 fois ;
- Le lot n°2 (Fourniture de pavés, dalles, bordures et pièces ouvragées en pierre calcaire beige / jaune) à la SAS SOCIETE GUINET-DERRIAZ 1912 sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 854 145 € HT et une durée d'un an renouvelable 3 fois ;
- Le lot n°3 (Fourniture de pavés, dalles, bordures et pièces ouvragées en marbre blanc et marbre rouge et dalles en granit bleu) au groupement DURAND/SETP/DE FILIPPIS sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 677 205 € HT et une durée d'un an renouvelable 3 fois.

N°MD2022-1447 - 16/12/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2C0045DS - Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Le marché des prestations de conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti est attribué à l'entreprise IDEX ENERGIES, sise à Gallargues-le-Montueux (30) pour un prix global et forfaitaire d'un montant de 111 534,13 € HT. et un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 80 000,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 3 mois.

N°MD2022-1449 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié au Fonds de soutien aux Industries Culturelles et Créatives - Approbation

Objet : Il est proposé d'attribuer la somme globale de 720 000 € aux 32 porteurs de projets retenus dans le cadre de l'appel à projets 2022 lié au fonds de soutien aux Industries Culturelles et créatives.

N°MD2022-1450 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la clinique Rech pour les actions pédagogiques avec la Cité des Arts

Objet : La clinique Rech et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat pour l'année scolaire 2022-2023 visant à favoriser les pratiques artistiques inclusives.

N°MD2022-1451 - 24/11/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché M2B0084VD - Collecte et transport des déjections animales du complexe animalier NOE de Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution

Objet : Le marché est attribué à la société MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT sise à Montpellier. Le marché prend effet à sa notification pour une durée de 4 ans et un montant maximum de 56 000 € HT.

N°MD2022-1452 - 06/12/22 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à une convention de groupement de commandes pour l'achat de matériels d'entretien des espaces verts entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Castelnau-Le-Lez, Montferrier-sur-lez et Grabels - Autorisation de signature

Objet : Afin de rationaliser les coûts, il est convenu de monter un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez et Grabels afin d'acheter du matériels d'entretien pour les espaces verts. La Ville de Montpellier est nommée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1453 - 25/11/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CT n°126, 770 avenue André Ampère sise commune de Castelnau-le-Lez - Ensemble immobilier de bureaux et activités

Objet : Il s'agit de l'acquisition au prix de 962 500 € du bien situé sur la parcelle cadastrée CT n°126, dans la zone d'activité des Garrigues à Castelnau-le-Lez, dans le cadre de la relocalisation du Pôle Territorial Vallée du Lez de la Métropole. Le bien est occupé par la société ENEDIS sous bail commercial jusqu'au 31/12/2024.

N°MD2022-1454 - 16/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession des emprises en cours de numérotation cadastrale, DP a, b, c, e, f, section cadastrale AV, pour une superficie totale de 428 m² - ZAC CANNABE - Commune de Courdonterral

Objet : Il s'agit de céder à la SERM, aménageur de la ZAC CANNABE, 6 emprises déclassées, pour une surface totale de 428 m² au prix de 17€/m² soit un total de 7 276 € HT.

N°MD2022-1455 - 06/12/22 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Jacou, Castelnau-Le-Lez, Montferrier-sur-lez, Grabels, Prades-Le-Lez et Villeneuve-Lès-Maguelone pour l'achat de matériels électriques et lampes - Autorisation de signature

Objet : Afin de rationaliser les coûts, il est convenu de monter un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Grabels, Prades-le-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de matériels électriques et lampes. La Ville de Montpellier est nommée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1457 - 16/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle de terrain nu cadastrée AE n°68, Lieu-dit Saint Julia, sise commune de Murviel-Lès-Montpellier

Objet : Il s'agit d'acquérir une parcelle de terrain de 3 307 m² en nature de pré située sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, au prix de 6 614 € hors frais de notaire, dans le cadre de la maîtrise foncière du secteur du site archéologique du Castellat, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1459 - 29/11/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public (site archéologique Lattara Musée Henri Prades) par la société DEMD Productions- Approbation

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société DEMD PRODUCTIONS pour le tournage d'un épisode de la série Tandem au sein du site archéologique Lattara Musée Henri Prades du 6 au 20 décembre 2022

N°MD2022-1460 - 06/12/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 2205905-4 TA - MALGRAS et Autres"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Montpellier est confiée au Cabinet ACOCE AVOCATS à la

suite du dépôt de la requête n°2205905-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 novembre 2022 par Monsieur Cyril Malgras et Autres contre la décision du 30 décembre 2020 relative au transfert d'office et valant classement dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée KS 40, sise rue Cité du Mas de Tesse à Montpellier.

N°MD2022-1461 - 01/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Oc'Consigne - Locaux 2 382 rue Font de la Banquière à Lattes - Autorisation

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société OC'CONSIGNE, sise à Castelnau-le-Lez, pour un bâtiment de 600m² ainsi que le terrain attenant d'une surface de 2829 m² situé à Lattes, parcelle cadastrée CA 0002. Le contrat de location est conclu pour une durée de 6 ans non renouvelables. Il prendra effet à compter de la date de raccordement effectif aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées fait générateur de l'émission du premier titre de loyer, ou au plus tard au 1^{er} mai 2023. Le loyer pour toute la période de la location de 89 800 € HT et HC déduction faite des travaux réalisés par la société OC'CONSIGNE en lieu et place du propriétaire. Il sera versé de manière différée à compter de la 4^{ème} année du contrat, à raison d'un montant annuel de 29 933,33 € HT et HC.

N°MD2022-1462 - 06/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché M2D0065PP - Travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à Grabels - Autorisation de signature

Objet : Les lots du marché M2D0065PP d'aménagement de la place Jean Jaurès à Grabels sont attribués aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : EIFFAGE sise à Saint Jean de Védas, pour un montant estimatif de 89 985,45 € HT ;
- Lot 2 : METAL CONCEPT 43 sise à Tence pour un montant estimatif de 181 789 € HT ;
- Lot 3 : IDVERDE sise à Gigan pour un montant estimatif de 53 890,33 € HT.

Le marché prendra effet à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux. La durée d'exécution est de 2 mois pour le lot 1, 2 mois pour le lot 2, 1 mois pour le lot 3. Ces délais ne comprennent pas la période de préparation de 30 jours pour chaque lot.

N°MD2022-1464 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au marché n° M1C0058HP de coordonnateur du plan de sauvegarde 2022-2027 de la copropriété des Cévennes à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Le marché est attribué au groupement AAMO-LA STRADA sis à Lyon pour un montant forfaitaire de 194 900 € HT. La durée du marché part de la notification jusqu'à la fin de la phase opérationnelle du dernier des plans de sauvegarde après la scission de la copropriété.

N°MD2022-1466 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, appartenant à Madame LISBONA Coralie

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 844 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées à Montpellier, propriété de Mme LISBONA, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1467 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré IL n° 239 appartenant à l'Association syndicale libre des propriétaires du lotissement de la Mutualité Agricole du Midi et de l'Estanove

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 44 m² du bien immobilier sis boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IL n° 239 appartenant à l'Association syndicale libre des propriétaires du lotissement de la Mutualité Agricole du Midi et de l'Estanove, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 32 020 €.

N°MD2022-1468 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur MATRANGA

Objet : La Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°145 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à M. MATRANGA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2022-1469 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur et Madame DRAPIER

Objet : La Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°146 au sein de la copropriété Le domaine de la Coustaude située à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à M. et Mme DRAPIER, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2022-1470 - 06/12/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'adhésion à la Fédération Nationale Vignobles et Découvertes - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion à la FEDERATION NATIONALE VIGNOBLES & DECOUVERTES suite à l'obtention en 2022 du label Vignobles & Découvertes en tant que Destination Vignobles de Montpellier pour un montant de 850 €.

N°MD2022-1471 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 59 route de Lavérune à Montpellier, cadastrée section IK n° 376, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Park

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 66 m² du bien immobilier sis 59 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IK n° 376, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Park, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 148 €.

N°MD2022-1472 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2 535, route de Mende à Montpellier - parcelle cadastrée AN n°319 - propriété de la SCI DE L'AVENIR représentée par sa gérante Madame APARICI Florence

Objet : La Métropole acquiert la parcelle cadastrée AN n°319, située 2 535, route de Mende à Montpellier, propriété de la SCI DE L'AVENIR, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 80 396 €.

N°MD2022-1473 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - propriété de Monsieur JARIEL Serge

Objet : La Métropole acquiert le lot 812 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées à Montpellier, propriété de M. JARIEL, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 160 €.

N°MD2022-1474 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - LAURIOL à Clapiers, cadastrée respectivement sections BT n°250, BT n°254, et BT 249 appartenant à l'Indivision DAINAT

Objet : La Métropole acquiert les emprises de 117 m², 43 m² et 7 m² du bien immobilier à Clapiers appartenant à l'Indivision DAINAT, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway, pour un montant total de 11 773 €.

N°MD2022-1475 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - propriété de Madame LAMBERT Fabienne

Objet : La Métropole acquiert le lot 808 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées à Montpellier, propriété de Mme LAMBERT, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 160 €.

N°MD2022-1477 - 28/11/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Tabac TPL le Campus - 5ème ligne de tramway

Objet : Il s'agit d'accorder une 3ème indemnisation à la SNC TPL LE CAMPUS exploitant un commerce de tabac, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 5ème ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette indemnisation s'élève à 24 861 €.

N°MD2022-1478 - 06/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M0B0058EP d'utilisation et de maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Objet : Le marché M0B0058EP d'utilisation et de maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement doit faire face à des sujétions techniques imprévues nécessitant de passer un avenant en augmentation d'un montant de 6 700 € HT. Un avenant est passé avec l'entreprise SOGELINK.

N°MD2022-1479 - 06/12/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole (Comédie du Livre) au réseau RELIEF - Autorisation

Objet : Le Réseau RELIEF (Réseau des événements littéraires et festivals) réunit autour de valeurs communes, structures, manifestations, et professionnels du livre. Montpellier Méditerranée Métropole via son événement La Comédie du Livre, souhaite adhérer à ce réseau. La cotisation annuelle s'élève à 25 € TTC.

N°MD2022-1480 - 06/12/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice : Requête n°2206000-5 TA - Association de Défense des Libertés Fondamentales et Association des commerçants de l'Ecusson

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET ACOCE AVOCATS devant le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2206000-5 par l'ASSOCIATION DE DEFENSE DES LIBERTES FONDAMENTALES et par L'ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DE L'ECUSSON contre la délibération n°M2022-261 du Conseil de Métropole en date du 26 juillet 2022 relative à la modification du programme d'investissements de la délégation de Service Public des parcs de stationnement Antigone et Comédie.

N°MD2022-1482 - 06/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un avenant n°1 au marché 5065DM18 de fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des systèmes de fermetures automatiques - Lot 1 ' bornes électriques existantes de type CITINNOV ou équivalent ' - Autorisation de signature

Objet : Un avenant de prolongation au lot 1 « bornes électriques existantes de type CITINNOV ou équivalent » du marché 5065DM18 de fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des systèmes de fermetures automatiques, est passé avec l'entreprise CITINNOV. Cet avenant prolonge le marché jusqu'au 15 mars 2023 et portant la durée de l'accord-cadre à 4 ans. Le marché est sans incidence financière.

N°MD2022-1483 - 06/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à participation de la Métropole de Montpellier au congrès annuel de LUCI (Lighting Urban Community International) du 1er au 4 mars 2023 - Financement de la mission - Approbation

Objet : L'association LUCI souhaite présenter la Métropole, lors de son congrès annuel, comme nouvel adhérent de leur association ; à ce titre, un représentant de la Métropole participera à ce congrès du 1^{er} au 4 mars 2023 en Finlande. Il s'agit d'approuver le financement de cette mission d'un montant prévisionnel de

1 500 € TTC.

N°MD2022-1485 - 09/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision modificative de la décision n°MD2022-1242 du 10 novembre 2022 relative à l'acquisition à la Ville de Montpellier de terrains dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway

Objet : Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway, par décision du 10 novembre 2022, Monsieur le Président a autorisé la Métropole à acquérir des terrains propriétés de la Ville de Montpellier sur le site de Lavalette pour une emprise totale de 3618 m² pour un montant de 49 900 € alors qu'il y avait lieu d'écrire 52 273 € comme cela est indiqué dans la délibération n°V2022-371 du Conseil municipal du 11 octobre 2022 pour la vente des biens.

N°MD2022-1486 - 09/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Commune de Lavérune - Acquisition des parcelles BH 92-93-96 - Aire d'Alimentation du Captage du Flès

Objet : Il s'agit d'acquérir de la SAFER OCCITANIE les parcelles BH 92-93-96 situées à Lavérune. Cette acquisition permettra de constituer une réserve foncière dans l'aire d'alimentation du captage du Flès.

N°MD2022-1488 - 15/12/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 2 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 2600 €:

N°MD2022-1490 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un Marché n°M2C0061RI- Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) - ' Acquisition d'un serveur dédié aux bases de données Oracle ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition d'un serveur dédié aux bases de données Oracle pour un montant maximum de 155 072,87 € HT.

N°MD2022-1491 - 13/12/22 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt auprès de LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT pour le financement de la cinquième ligne de tramway - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT à hauteur de 250 millions d'euros pour financer la cinquième ligne de tramway de la Métropole de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 3 ans, puis une phase de consolidation de 30 ans maximum selon le module et les cotations choisies en taux fixe ou en taux variable.

N°MD2022-1493 - 06/12/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête Cour d'Appel de Montpellier - SCI DU SORIECH"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES devant la Cour d'Appel de Montpellier consécutivement au mémoire déposé par la SCI du SORIECH le 15 novembre 2022 contre le jugement du Juge de l'expropriation en date du 25 mai 2022 fixant le prix d'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de la Parcelle cadastrée CN 20 sise avenue de Boirargues à Lattes et ce, dans le cadre d'une préemption.

N°MD2022-1494 - 16/12/22 - Direction de la Santé et de la Prévention

Décision relative à un marché n°M2D0042RH - Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Le marché n°M2D0042RH « prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole est attribué à l'entreprise ENSANTE, sise à Montpellier. Il est conclu pour un montant maximum de 320 000 € HT pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il est reconduit tacitement jusqu'à son terme avec une durée maximale du contrat de 4 ans, toutes périodes confondues.

N°MD2022-1496 - 16/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention de mise à disposition d'un petit train touristique pour la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Métropole et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, d'une convention de mise à disposition d'un petit train touristique du 10 au 11 décembre 2022. Le loyer de la mise à disposition de l'équipement est fixé à 150 €.

N°MD2022-1498 - 08/12/22 - Mission Cité Intelligente

Décision au marché n°M2B0087RI relatif au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'industrialisation de la plateforme smart city Fiware dans le cadre de la Cité intelligente
Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'industrialisation de la plateforme smart city Fiware dans le cadre de la Cité intelligente pour un montant maximum de 65 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

N°MD2022-1500 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à la cession de matériel informatique à l'association Nouas - Approbation

Objet : A la suite de l'état de vétusté de matériels (ordinateurs) du Pôle Numérique et Donnée, il convient de les réformer. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. L'ASSOCIATION NOUAS, sise à Montpellier, est en capacité de reprendre ces matériels et de les recycler. Une fois recyclés, l'association utilisera ces ordinateurs pour ses propres besoins (formation) ou les proposera à d'autres associations.

N°MD2022-1502 - 08/12/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour la 'Rédaction du corpus politique de sécurité des systèmes d'information'- Marché M2B0112RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour la rédaction du corpus politique de sécurité des systèmes d'information pour un montant maximum de 44 252,97 € HT.

N°MD2022-1503 - 06/12/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au sinistre Pertes de recettes suite à la fermeture administrative des établissements de la Métropole - Automne 2020 - Indemnités d'Assurances- Acceptation d'une offre d'indemnisation

Objet : Pour faire suite à la déclaration des pertes de recettes de la Métropole au regard de la seconde période de confinement liée à la Covid-19 à la compagnie d'assurance Dommages aux biens de la Métropole, la SMACL propose 'une indemnité de 590 000 €.

N°MD2022-1506 - 16/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant N°1 au marché subséquent M2D0016EP - Travaux d'aménagement de la RD27E - PUP le Salinier à Murviel-lès-Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n° 1 au marché n° M2D0016EP est conclu avec EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON pour des travaux complémentaires nécessaires pour mener à bien cette opération. L'avenant est d'un montant de 52 629,41 € HT porte le montant du marché à 411 427,41 € HT soit une augmentation de 14,67 %.

N°MD2022-1509 - 16/12/22 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BI 374 partie, sise commune de Juvignac - Projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson

Objet : Le projet de protection contre les inondations de la Mosson sur la commune de Juvignac a fait l'objet d'un arrêté de DUP le 24 novembre 2022. Il convient donc de mettre en œuvre les accords amiables obtenus pour l'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation de l'ouvrage de protection et notamment 367 m² à prendre sur la parcelle BI 374 moyennant le prix de 29 360 € majorée d'une indemnité de emploi de 3 940 € ainsi que d'une indemnité de dépréciation de surplus de 38 500 € et des indemnités liées à la reconstitution d'aménagements qui sont dans l'emprise à acquérir par la Métropole.

N°MD2022-1515 - 16/12/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M2D0117PP - Aménagement de la rue de Clairdouy à Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature

Objet : Le marché de travaux d'aménagement de la rue de Clairdouy à Saint Georges d'Orques est attribué à l'entreprise EUROVIA PACA sise à Juvignac pour un montant estimatif de 879 213 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service pour une durée globale de 7 mois.

N°MD2022-1516 - 16/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M2D0024EP de Mission de maîtrise d'œuvre pour la liaison en modes actifs de la station de tramway Sabines à Fabrègues - Autorisation de signature

Objet : L'aménagement de la liaison en modes actifs entre le quartier Sabines à Montpellier et le carrefour RM185 à Fabrègues est attribué au maître d'œuvre ARTELIA/AEI sis à Pérols, pour un montant toutes tranches confondues de 228 084,75 € HT et pour une durée de 60 mois pour la tranche ferme et de 18 mois pour la tranche optionnelle 1.

N°MD2022-1517 - 19/12/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial- Présentation d'une mission opérationnelle à Heidelberg - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement à Heidelberg du 30 novembre au 2 décembre de 3 agents afin de participer au projet Walter Hallstein.

N°MD2022-1522 - 16/12/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M2D0100PP relatif aux travaux d'aménagement de la route de Mende à Montpellier - Attribution du marché

Objet : Le marché-subséquent n°M2D0100PP relatif aux travaux de création d'une piste cyclable bidirectionnelle bilatérale située route de Mende à Montpellier est attribué à l'entreprise EIFFAGE ROUTE sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 598 775, 20€ HT et pour une durée de 116 jours calendaires (hors période de préparation de 30 jours).

N°MD2022-1524 - 15/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 4 impasse George Sand à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastrée section BW n°454, appartenant à l'indivision FERRIE/KHAYATI.

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 40 m² du bien immobilier sis 4 impasse George Sand à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°454, appartenant à l'indivision FERRIE/KHAYATI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 2 617 €.

N°MD2022-1530 - 16/12/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de mandat de Maîtrise d'ouvrage avec la SPL TaM "Réalisation des études et des travaux de l'opération de doublement de la ligne 3 de tramway entre les stations Boiragues et Parc expo, la création de deux nouvelles stations voyageurs et l'aménagement d'une communication Place Ernest Granier" - Autorisation de signature

Objet : La maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du doublement de la ligne 3 de tramway entre les stations Boiragues et Parc expo, la création de deux nouvelles stations voyageurs et l'aménagement d'une communication Place Ernest Granier est attribué à la SPL TAM, sise à Montpellier. Le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage est conclu pour un montant forfaitaire de 1 040 020 € HT, pour une durée de 5 ans à compter de sa signature par les deux parties.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Attractivité - Soutien à l'association SOS Méditerranée - Attribution de subvention - Approbation

SOS Méditerranée est une association civile et européenne de sauvetage en haute mer créée par des citoyennes et des citoyens décidés à agir face à la tragédie des naufrages à répétition en Méditerranée centrale. Chaque année, des milliers de personnes meurent en mer en tentant de fuir leur pays en traversant la Méditerranée, sur la route migratoire la plus dangereuse au monde. Initiative franco-allemande, née en 2015, après la fin de l'opération de sauvetage *Mare Nostrum*, l'association est aujourd'hui présente en France, en Allemagne, en Italie et en Suisse.

L'*Ocean Viking*, navire lancé en août 2019 par l'association, a déjà secouru plus de 5 300 femmes, hommes et enfants. Mi-novembre, la France s'est d'ailleurs honorée en accueillant ce bateau dans le port de Toulon afin permettre à 230 réfugiés de débarquer sains et saufs et d'être pris en charge par les autorités.

Le 30 novembre 2022, à l'Opéra Comédie de Montpellier, s'est tenue une magnifique soirée visant à récolter des fonds pour cette association.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'inscrire dans ce mouvement de solidarité à l'égard de SOS Méditerranée en votant une subvention équivalent au coût d'une journée de navigation en mer, soit 15 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation d'une subvention de 15 000 € à l'association SOS Méditerranée, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe fondamental de la République Française, inscrit dans la Constitution depuis 1946. Le statut de la Fonction publique (loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires) rappelle ce principe. L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi. Toutefois, des inégalités persistent dans tous les domaines, tous les milieux et tous les territoires. Les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Le cadre légal est venu légitimer et renforcer l'action des collectivités territoriales en matière d'égalité, en consacrant leur rôle pour atteindre l'égalité réelle par la mise en œuvre d'actions concrètes. Instauré par la loi n°2014-783 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les actions menées sont recensées au sein d'un rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le rapport est présenté à l'assemblée délibérante préalablement au débat d'orientation budgétaire.

Montpellier Méditerranée Métropole est pleinement engagée en ce sens et, depuis juillet 2020, elle a d'ores et déjà acté des changements notables, tels que la parité réelle entre les femmes et les hommes au sein des postes de direction de l'administration rassemblée. Jusqu'alors, le comité de direction était exclusivement masculin.

Le présent rapport présente plus amplement les politiques menées par la Métropole en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, au sein de son organisation et sur son territoire, au titre de l'année 2022.

Dans une première partie, il est fait état de la politique des ressources humaines menée en faveur de l'égalité entre les agents. A cet effet, il fait apparaître un état des lieux de la situation comparée femmes-hommes en reprenant les indicateurs du Rapport de Situation Comparée (RSC) établi pour l'année 2021 et présenté en Comité Social Territorial lors de sa séance du 16 mars 2023. Il dresse le bilan de la prise en compte de l'égalité professionnelle dans la stratégie RH pour impulser une évolution des pratiques professionnelles et de l'équité genre.

Dans un second temps, le rapport présente les actions menées par la collectivité dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques sur son territoire et fixe les orientations à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Ressources - Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et aux dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015, le Conseil de Métropole est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le budget primitif 2023.

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du budget primitif 2023. Il permettra de détailler les grands projets structurants et de mettre en perspective les équilibres financiers de Montpellier Méditerranée Métropole pour 2023.

Il est précisé que le rapport d'orientations budgétaires est annexé à la présente délibération, et que le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la communication du rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2023 ;
- De prendre acte de la tenue, en son sein, d'un débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2023, sur la base du rapport mentionné ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Attributions de Compensation (AC) aux communes - Montants prévisionnels 2023 - Approbation

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont fait l'objet de transferts de charges et de modifications de montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole. Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément au 1° du V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le Conseil de Métropole doit communiquer à ses communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions de compensation. Ainsi, il convient de délibérer en ce sens.

Dans ce cadre, il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement prévisionnelle 2023, conformément au rapport de la dernière CLECT en date du 14 septembre 2022 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2023	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2023
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	508 134,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	

Clapiers	428 196,93	
Cournonsec	84 373,30	
Cournonterral	511 761,25	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		615 684,98
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	34 688 940,29	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	152 874,51	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	167 777,45	
Saint Geniès des Mourgues	183 776,62	
Saint Georges d'Orques	299 787,35	
Saint Jean de Védas	853 348,77	
Saussan	168 187,69	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	46 598 625,09	2 511 676,33

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement prévisionnelle 2023, conformément au rapport de la dernière CLECT en date du 14 septembre 2022 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2023	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2023
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	109 702,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	

Fabrègues	143 443,00	
Grabels	500 889,33	
Jacou	45 141,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	73 031,00	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	37 506,00	
Montpellier	10 567 865,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint Geniès des Mourgues	24 175,00	
Saint Georges d'Orques	42 292,00	
Saint Jean de Védas	257 051,00	
Saussan	26 263,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
TOTAL	17 107 657,41	0,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le montant prévisionnel de l'attribution de compensation des 31 Communes de Montpellier Méditerranée Métropole, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés, pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Hors commission - Mise en œuvre de la gratuité totale pour les habitants de la Métropole sur le réseau de transports publics - Approbation

Face à la crise climatique et ses conséquences désastreuses pour les territoires et les populations, la transition écologique est devenue une priorité, même un devoir, pour les Etats et les territoires du monde entier.

Montpellier Méditerranée Métropole participe activement à cette transition écologique et s'est positionnée comme novatrice pour oser des solutions ambitieuses à même de faire gagner la course contre la montre désormais engagée pour lutter contre le changement climatique.

Dans cette voie, Montpellier Méditerranée Métropole fait le choix d'affirmer une conviction forte en conciliant protection de l'environnement et protection sociale : sa transition écologique est aussi une transition solidaire.

Pour réussir cette transition, le choix a été réalisé de « *décarboner* » la mobilité en ville et de réduire globalement la place de la voiture. En témoigne le travail réalisé depuis le début du mandat en ce sens à l'appui de sa stratégie mobilités 2025.

Sur le territoire de la Métropole, 40% des émissions de CO2 proviennent des transports, et principalement de l'automobile. Faire le choix d'une mobilité décarbonée, c'est donc la garantie d'améliorer la qualité de l'air, et ainsi protéger la santé des habitants de la Métropole. En effet, la pollution de l'air respiré est source de maladies et notamment de cancers avec 48 000 morts estimés par an en France.

La nécessité d'offrir aux habitants des services de mobilité plus respectueux de la planète constitue donc un enjeu majeur.

Pour ce faire, un des premiers leviers mobilisés est de rendre le transport public plus attractif pour chaque habitant de la Métropole de telle sorte qu'il soit réellement concurrentiel de la voiture particulière.

La gratuité des transports publics, initiée en 2020 avec la gratuité des week-end et accentuée en 2021 avec la gratuité pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans, a permis d'améliorer le pouvoir d'achat des habitants de la Métropole ; ce qui constitue une revendication forte pour de nombreux habitants de la Métropole qui connaissent des difficultés sociales importantes.

La gratuité des transports totale sera l'occasion pour de nombreuses familles, qui ne pouvaient pas

bénéficier d'une tarification réduite, d'économiser sur les dépenses de transport qui, au fil des années, représentent un poste de plus en plus prépondérant dans leur budget et pèsent sur leur pouvoir d'achat. La récente crise énergétique démontre plus que jamais la nécessité de favoriser le transport public.

A titre d'information, voici les économies substantielles que pourront réaliser les habitants de la Métropole grâce à la mise en œuvre de la gratuité totale :

- Pour un lycéen de 18 ans : 196 euros par an ;
- Pour un retraité : 321 euros par an ;
- Pour un salarié sans PDE : 481,50 euros par an ;
- Pour un salarié disposant d'un PDE : 217 euros par an ;
- Pour une famille de quatre personnes dont deux adultes avec PDE et deux enfants de plus de 18 ans : 826 euros par an soit 69 euros par mois.

Au-delà, en libérant les passagers des démarches d'achat et de validation du titre de transport, la gratuité est la plus à même de créer un réflexe transport en commun. Un droit à la mobilité est ainsi créé sur le territoire.

Pour rappel, dans la mesure où Montpellier Méditerranée Métropole possède une attractivité touristique et commerciale forte, et qu'il ne s'agit pas de se priver des recettes provenant de la clientèle hors Métropole, cette gratuité ne s'appliquera cependant qu'aux seuls habitants du territoire de la Métropole.

Le succès des deux premières phases de la gratuité est incontestable. Ainsi, le pass gratuit week-end disponible depuis septembre 2020 comptabilise près de 92 000 pass actifs au 31 décembre 2022. Les pass gratuit – 18 ans et + 65 ans, disponibles depuis septembre 2021, comptabilisent un peu plus de 106 000 pass actifs au 31 décembre 2022. Aussi, plus de 65% des habitants de la Métropole concernés ont réalisé leur pass et bénéficient à ce jour de cette gratuité totale du réseau. Il a été mis en avant que leurs déplacements ont été facilités, avec une multiplication de leur fréquentation des transports par 1,5 pour les plus de 65 ans et par 2 pour les moins de 18 ans par rapport à 2019, dernière année de référence comparable.

Ce début d'année 2023 est l'occasion de finaliser la politique de gratuité totale du réseau de transports en commun avec le passage à la dernière étape qui offrira ainsi désormais à tous les habitants de la Métropole un accès facilité au système de transport. Il est proposé que cette dernière phase intervienne le 21 décembre 2023.

A cette date, Montpellier Méditerranée Métropole sera le plus grand territoire d'Europe à appliquer la gratuité des transports en commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise en œuvre de la gratuité totale du réseau TaM pour les habitants de la Métropole le 21 décembre 2023
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

**Aménagement durable - Tramway - Ligne 5 - Dénomination des stations -
Approbation**

Avec la mise en service de la cinquième ligne de tramway, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiera d'un nouveau moyen de transport fluide, rapide, confortable, moderne et silencieux proposant de nouvelles connexions entre les quartiers.

La cinquième ligne desservira Clapiers, Montferrier-sur-Lez, les pôles universitaires et de recherche au Nord, l'Ouest de l'Écusson de Montpellier, Saint Jean de Védas et Lavérune. Elle offrira 25 stations stratégiques au cœur de pôles d'activités (Campus Agropolis, CNRS), de zones résidentiels en déficit de transports (Ovalie, Estanove) et de quartiers classés prioritaires au titre de la politique de la Ville (Vert Bois et Pas du loup-Val de Croze).

Il est proposé de dénommer les 20 nouvelles stations selon la liste figurant en annexe.

Les noms des stations ont été choisis pour mettre en avant :

- Les parcs et espaces verts du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Les quartiers nouvellement desservis.

Les stations communes de la ligne 5 et de la ligne 1, de la ligne 5 et de la ligne 4, entre Boutonnet – Cité des Arts et Saint Guilhem - Courreau, conservent leurs noms.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les dénominations des 20 nouvelles stations de la cinquième ligne de tramway ;
- D'intégrer les 20 nouvelles stations à la liste des stations du réseau de tramway actuel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ANNEXE

- À Clapiers, proche du carrefour entre la RD 65 et la RD 17 : **Station Clapiers**
- À Montferrier-sur-Lez, à l'Est du giratoire d'Agropolis : **Station Montferrier-sur-Lez**
- À proximité du pôle d'activités Agropolis : **Station Agropolis**
- Sur la Route de Mende entre la Rue de l'Hortus et la Rue Arthur Young : **Station Plan des 4 Seigneurs**
- Sur la Route de Mende à proximité du CNRS : **Station CNRS – Zoo du Lunaret**
- Sur la Route de Mende au Sud du carrefour avec l'Avenue du Professeur Emile Jeanbrau : **Station Pôle Chimie Balard**
- Sur la Route de Mende à proximité de l'Université Montpellier 3 – Paul Valéry : **Station Université Paul Valéry**
- Sur l'Avenue du Docteur Pezet à proximité du croisement avec l'Avenue Emile Bertin – Sans : **Station Saint Eloi – Docteur Pezet**
- Sur le Cours Gambetta pour les tramways en direction de Lavérune : **Station Gambetta;**
Sur la Place Saint Denis pour les tramways en direction de Clapiers : **Station Gambetta - Saint-Denis**
- Sur l'Avenue Georges Clemenceau à proximité du Parc Clemenceau et du Lycée/Collège Georges Clemenceau : **Station Parc Clemenceau**
- Sur l'Avenue Georges Clemenceau, sous le pont de l'Avenue de la Liberté : **Station Place du 8 mai 1945**
- Au sein de l'ancien site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) : **Station Cité Créative – Parc Montcalm**
- Sur la Route de Lavérune à proximité du carrefour avec la Rue des Chasseurs : **Station Chamberte - Les Roses**
- Sur la Rue du Pas du Loup à proximité du carrefour avec la Route de Lavérune : **Station Estanove**
- Sur l'Avenue Paul Valéry à proximité de la RM65 (av de Vannières): **Station Yves du Manoir**
- Sur la Rue de Bugarel, entre la Rue du Bouclier de Brennus et la Rue des All Blacks : **Station Ovalie**
- Sur la Place de Chine, à proximité du Parc de Bagatelle : **Station Parc Bagatelle**
- Sur la Rue du Rouget de l'Isle, à proximité du Carrefour Giratoire Paul Fajon : **Station Parc Font-Colombe**
- Sur la Route de Lavérune à proximité du Chemin des Oliviers : **Station Parc des Bouisses**
- Sur la Route de Lavérune, à proximité du Carrefour Giratoire Maurice Gennevaux : **Station Grés de Montpellier**



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Pérennisation du dispositif covoiturage Klaxit - Avenant à la convention de financement - Autorisation de signature

Dans le cadre de sa stratégie mobilités 2025, Montpellier Méditerranée Métropole a fait du développement de l'ensemble des solutions alternatives à la voiture un axe de travail primordial de l'action de son exécutif. Engagée dans le cadre de PCAET, la Métropole vise une baisse de 27 % des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du transport des voyageurs à horizon 2026. Alors que le transport routier représentait en 2019, 58 % des émissions de CO² du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage sur le covoiturage en déployant un outil de mise en relation des covoitureurs et des incitations financières à travers l'outil Klaxit.

Après un déploiement auprès des grands employeurs du territoire en 2021, le dispositif a été étendu au grand public en début d'année 2022. Le bilan de cette année 2022 est de 18 000 nouveaux inscrits portant le nombre d'inscrits sur la plateforme Klaxit à 23 000, dont 12 000 covoitureurs actifs. En 2022, 242 000 trajets ont été réalisés pour un total de 5,8 millions de kilomètres covoiturés parcourus (soit 145 tours de la Terre en voiture évités) ayant permis de réduire les rejets de GES de 650 tonnes.

Comme convenu à la suite de la délibération n° M2022-258 du 26 juillet 2022, la recherche de maîtrise de l'engagement financier de la Métropole sur ce dispositif s'est portée sur un premier levier : la réduction de l'incitation financière. Cette diminution a permis de contenir la progression des coûts sur la fin de l'année 2022 tout en gardant un volume pertinent de trajets effectués.

En décembre 2022, l'Etat a dévoilé son Plan national du covoiturage du quotidien avec l'objectif d'atteindre 3 millions de trajets quotidiens à l'horizon 2027 à l'échelon national. Ce plan met en place dès le 1^{er} janvier 2023, des mesures financières incitatives dont un appui significatif aux collectivités sur le principe de 1€ pour l'Etat pour 1€ apporté par la collectivité sur le cofinancement des trajets. Cette dernière mesure permettra de soutenir le développement du covoiturage tout au long de l'année 2023 sur le territoire de la Métropole grâce à une recette financière nouvelle (cette recette est estimée à ce stade à 400 000 €, sur la base d'un budget de 1 million inscrit par la Métropole).

Parallèlement, d'autres leviers sont étudiés pour répartir plus équitablement les coûts avec les territoires voisins, ce service bénéficiant aussi aux usagers qui entrent et sortent de la Métropole. Des échanges ont été initiés avec les collectivités Autorités Organisatrices des Mobilités (AOM) voisines afin d'envisager un développement cohérent et commun, lisible pour l'utilisateur. Par ailleurs, les communautés de commune voisines sont aussi approchées pour identifier les modalités de partenariat, éventuellement en lien avec le dispositif Régional. Ces échanges vont se poursuivre tout au long du 1^{er} semestre 2023. En cas d'accord, une

nouvelle délibération présentant le dispositif harmonisé à l'échelle du grand territoire sera soumise au Conseil de Métropole au 2nd semestre 2023.

Dans ce contexte très favorable à la pérennisation du dispositif en faveur du covoiturage, un avenant à la convention de financement des trajets à hauteur de 606 000 € est proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la poursuite du déploiement du covoiturage jusqu'au 31 décembre 2023 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°3 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit augmentant de 606 000 € TTC le montant de l'aide versée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Environnement - Plan Climat Air Énergie Territorial solidaire (PCAETs) 2021-2026 de Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan de la concertation - Approbation

Par délibération n° M2022-56 du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a arrêté son projet de Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) dans le cadre des objectifs définis par la loi et au-delà pour consolider l'action de la Métropole autour de sa politique climat-air-énergie. A la suite de la contribution des personnes devant être consultées sur le projet, en application de l'article R. 229-55 du Code de l'environnement, le projet de PCAETs a été amendé. Un mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) et de la Préfecture et un bilan de la concertation du public ont été établis. La version finale du PCAETs, tenant compte des observations, fait l'objet de la présente délibération en vue d'une adoption définitive.

Le Bilan de la Concertation

Concertation avant arrêt du projet

La révision du PCAETs a fait l'objet d'une concertation durant toute la durée de sa tenue, auprès des acteurs socio-économiques, des partenaires, de la population. Le bilan de la concertation expose les modalités effectivement mises en œuvre et les moyens mobilisés, la teneur des observations et les enseignements qui en résultent, ainsi que la manière dont elles sont prises en compte dans le projet de PCAETs.

Le dispositif de concertation

L'information et la concertation autour du projet de PCAETs ont été menées de manière continue depuis la délibération de lancement de sa révision, lors du Conseil de Métropole du 20 juin 2018, jusqu'à l'arrêt du projet, proposé lors de la présente délibération. Ce dispositif permanent a permis aux élus, au public et aux acteurs socio-économiques du territoire de s'informer, mais aussi de s'exprimer, sur le contenu et la forme du projet.

Par délibération du 20 juin 2018 prescrivant la révision du PCAET, le Conseil de Métropole a fixé les modalités de collaboration avec les Communes membres ainsi que, conformément à l'article L.121-15-1 du Code de l'environnement, les modalités de concertation préalable. Cette dernière a été l'occasion de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet ou des objectifs et des principales orientations du PCAETs, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts

significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Les concertations ont été menées selon les modalités suivantes :

Collaboration avec les Communes

Les différentes étapes de la révision du PCAET solidaire ont été présentées, débattues et validées lors de réunions de Bureau de Métropole/Conférence des Maires, mais également lors d'ateliers de secteurs avec les communes membres.

Bureau de Métropole/Conférence des Maires :

- 01/04/2019 : présentation du diagnostic et partage des enjeux ;
- 16/09/2019 : information sur la tenue d'ateliers de secteurs et d'ateliers partenariaux auxquels ont été conviés les services des 31 communes ;
- 21/10/2019 : présentation d'une première version de la stratégie ;
- 16/12/2019 : présentation du pré-programme d'actions à construire ;

Ateliers de secteurs :

- Du 4 au 15/04/2019 : partage du diagnostic de vulnérabilité, du profil énergie-climat du territoire et des enjeux associés ;
- Du 20/09 au 18/10/2019 : présentation d'une première version de la stratégie et du pré-programme d'actions à construire ;
- Du 21/09 au 7/10/2021 : présentation de la stratégie, du programmes d'action et des modalités de contributions communales.

Concertation préalable

Cette concertation a été ponctuée par les événements identifiés lors de la délibération de juin 2018 :

- 27/03/2019 : ***Forum du Plan Climat pour lancer la concertation***

Cet événement de lancement de la révision du PCAETs s'est tenu sur une journée au Corum et a rassemblé plus de 240 participants, acteurs du territoire et de la société civile. Cette journée a également été l'occasion de lancer la concertation grand public, par la mise à disposition d'une adresse mail recueillant les avis et propositions tout au long de la démarche. Les enjeux du territoire ont été partagés au travers de la présentation du diagnostic, et la stratégie locale à mettre en œuvre pour répondre à ces enjeux, a été esquissée avec une ambition de territoire neutre en carbone en 2050. Cet événement a également permis de mettre en avant les propositions des enfants du Conseil municipal des enfants de la Ville de Montpellier et d'un groupe d'enfants de l'Ecolothèque sur les enjeux de la lutte face aux changements climatiques et le PCAET solidaire.

- Du 7 au 18/10/2019 : ***9 ateliers partenariaux avec les services de la Métropole, les services des Communes et les acteurs du territoire pour construire le Plan Climat***

- 1 – La place de l'eau et de l'arbre sur le territoire ;
- 2 – La prévention des déchets et l'économie de la Ressource ;
- 3 – Vers la décarbonation des mobilités ;
- 4 – La rénovation énergétique des bâtiments d'habitation et tertiaires ;
- 5 – Les énergies renouvelables et de récupération ;
- 6 – L'évolution des comportements et des pratiques : comment sensibiliser ?;
- 7 – Les démarches d'écoresponsabilité en interne ;
- 8 – La neutralité carbone des opérations d'aménagement et de renouvellement urbain ;
- 9 – La transition écologique au cœur de la croissance future : les startups pour le climat.

La mobilisation et les contributions des acteurs institutionnels et socio-économiques du territoire lors de ces ateliers ont permis d'alimenter et d'enrichir le programme d'actions du projet de PCAET solidaire 2021-2026, les thèmes de ces ateliers faisant tous l'objet d'actions ou de sous-actions du programme présenté au travers de la présente délibération.

- ***Publication de plusieurs articles dans le journal d'information et sur le site Internet de la Métropole***

Le magazine de la Métropole, distribué à 244 000 exemplaires notamment dans les boîtes aux lettres de la population des 31 communes et disponible en libre-service dans la plupart des équipements publics de la Métropole, ainsi que le site internet de la Métropole, ont relayé à plusieurs reprises le contenu du projet révisé de PCAET solidaire et le dispositif de concertation mis en place.

- ***Mise à disposition d'une adresse mail/d'un espace dédié aux contributions durant toute la durée de l'élaboration et mise à disposition du public des documents du PCAET solidaire***

Entre le 01/04/2019 et le 10/03/2022, la possibilité a été offerte au public d'apporter ses remarques et contributions sur la démarche et les différents documents mis à sa disposition. Cette consultation a fait l'objet d'un espace dédié aux contributions en ligne durant la période de révision du PCAET solidaire. Le public a également eu la possibilité, à tout moment, d'envoyer ses observations par courrier.

Deux moments ont séquencé particulièrement la période de consultation et ont fait l'objet d'information dans les journaux locaux entre :

- Le 3 et le 20/01/2020 : mise à disposition sur le site internet de la Métropole de documents minute (diagnostic, stratégie et pré-programme stratégique) et ouverture d'un registre au siège de la Métropole, cette mise à disposition ayant fait l'objet d'une publication dans 2 journaux locaux. La tenue du registre n'a fait l'objet d'aucune contribution, mais deux contributions écrites ont été déposées à cette occasion au siège de la Métropole ;
- Le 10/02/2022 et le 10/03/2022 : mise à disposition sur le site internet de la Métropole de l'ensemble du projet révisé de PCAET solidaire, annoncée par voie de presse dans deux journaux locaux.

Entre le 01/04/2019 et le 09/02/2022, Le PCAET a fait l'objet de 70 contributions (dont 68 en ligne et 2 en format papier) apportées à 87% par des particuliers et à 13% par des entreprises. La mise à disposition du public du projet complet, entre le 10/02/2022 et le 10/03/2022, a fait l'objet de 24 contributions en ligne et de 2 contributions écrites. Ces contributions concernent des sujets liés à la mobilité, mais également des observations relatives à l'urbanisme, ou encore à la pollution lumineuse. La révision du PCAET solidaire de la Métropole a fait l'objet de 2 contributions écrites de la part de partenaires, dans le cadre de la concertation. Il s'agit de GRTgaz et de GRDF.

Concertation après arrêt du projet

Conformément à l'article R. 122-17 du Code de l'environnement, le PCAET est soumis à l'évaluation environnementale. Ainsi, le projet arrêté a-t-il été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) le 11/04/2022 qui disposait de trois mois pour rendre un avis.

Conformément aux articles R. 229-54 du Code de l'environnement, le projet de plan a également été soumis au Préfet de Région et à la Présidente du Conseil régional le 10/06/2022. Ces avis étaient réputés favorables au terme d'un délai de deux mois suivant la transmission de la demande. Seul le Préfet a rendu un avis.

L'ensemble de ces avis, le bilan de la concertation préalable et le projet de plan arrêté ont été mis à disposition du public par voie électronique, entre le 27/10/2022 et le 27/11/2022, conformément à l'article L. 123-19 du Code de l'environnement. 16 contributions ont été reçues.

Le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole a également été consulté sur le projet de PCAET révisé, conformément aux dispositions de la loi NOTRe du 7 août 2015.

Enrichissement du projet grâce à la concertation

L'ensemble des sujets abordés lors de la concertation par le public, les partenaires et les acteurs socioéconomiques du territoire est traité dans le bilan de la concertation. Celui-ci remet en perspective la façon dont les contributions ont enrichi le projet de PCAETs. La concertation ayant été conduite en continu tout au long de l'élaboration du document, le public et les acteurs ont eu l'occasion de s'exprimer sur le projet à différents stades de son avancement, donnant lieu à des contributions de nature différente.

Au regard des contributions recensées, il apparaît que les moyens mis en place lors de la concertation ont permis au public et aux acteurs du territoire d'accéder à des informations pertinentes et suffisamment claires pour qu'il puisse formuler des observations souvent adaptées au document concerné et ce, dans un délai raisonnable.

Le bilan de la concertation recense et analyse les observations de manière à informer le public et les acteurs du territoire du traitement de celles-ci. Des amendements ont été apportés, tant sur la forme pour accroître leur lisibilité que sur le fond des documents pour apporter des compléments. Un document pédagogique à destination du grand public a été édité. Il est accessible sur le site de la Métropole.

Le projet du PCAET solidaire

Depuis une dizaine d'années, les accords internationaux et européens, transcrits en droit français au travers de nombreux textes législatifs, régissent l'élaboration de la planification énergie-climat et font porter la mise en œuvre de ces politiques aux collectivités et à leurs groupements. Conformément aux dispositions des lois « Grenelle I et II » du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010, un premier Plan Climat Energie Territorial (PCET) 2013-2018 a été approuvé par délibération en 2014.

Ce premier PCET a été révisé pour tenir compte de plusieurs lois promulguées depuis. Ainsi, la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, intègre les enjeux de qualité de l'air au PCAET et norme son contenu. La loi énergie-climat du 8 novembre 2019 traduit en droit français l'Accord international de Paris de décembre 2015, d'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050, spécifiée par la Stratégie nationale bas carbone. Enfin, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019, impose au PCAET, s'agissant d'un territoire couvert par un plan de protection de l'atmosphère, l'intégration d'un plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques, en vue d'atteindre les objectifs fixés nationalement. S'ajoutent d'autres objectifs relatifs à la préservation et la valorisation des déchets, à la protection de la biodiversité et des milieux naturels et la préservation des risques pour l'environnement et la santé.

L'élaboration, et la mise en œuvre des programmes d'actions successifs du PCAET doivent s'inscrire dans une démarche plus large, à travers laquelle il s'agit de :

- Intégrer les engagements internationaux et nationaux en matière de lutte contre le changement climatique, de prendre en compte la stratégie nationale bas carbone, et, localement, d'être compatible avec les objectifs fixés pour chaque polluant dans le plan de protection de l'atmosphère (PPA), dont la révision est conduite par le Préfet courant 2021-2022 ;
- Prendre en compte les objectifs du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), et d'être compatible avec les règles de son fascicule ;
- Prendre en compte le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé en 2019 ;
- S'assurer de la compatibilité entre le PDM et le PCAET (ces deux documents étant établis sur un même périmètre) ; le PLUi en cours d'élaboration, devra prendre en compte le PCAET.

Le diagnostic de territoire

La première phase de l'élaboration du PCAET solidaire a consisté à réaliser le diagnostic du territoire qui présente le profil de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, les vulnérabilités de la Métropole face aux changements climatiques ainsi que les potentialités du territoire en matière de production d'énergies renouvelables. Ce diagnostic fait apparaître :

- Des évolutions climatiques déjà perceptibles : notamment une augmentation de la température moyenne de + 0,3°C par décennie depuis 1980, du nombre de jours de vague de chaleur, des phénomènes météorologiques violents plus nombreux et plus intenses, une élévation du niveau de la mer de + 6 cm... ;
- Des perspectives d'évolutions climatiques amplifiées à 2100 avec notamment 90 jours de forte chaleur chaque année, une augmentation en nombre et en intensité des épisodes cévenols et des périodes de sécheresse, une élévation plus marquée du niveau de la mer... ;
- Des consommations d'énergie, issues pour 50 % des produits pétroliers, plus faibles qu'au niveau national du fait d'un climat plus clément et de l'absence d'industrie ;
- Une précarité énergétique des ménages plus marquée qu'au niveau national : la facture énergétique du territoire représente plus de 715 millions d'euros chaque année dont 500 millions payés par les ménages ;
- Un taux de couverture par les énergies renouvelables locales plutôt faible même s'il a été multiplié par trois depuis 2010 et un potentiel identifié qui repose majoritairement sur le solaire photovoltaïque ;
- Des émissions de gaz à effet de serre liées à plus de 90 % aux secteurs des transports et du bâtiment.

Ce diagnostic met également en lumière les enjeux du territoire, en termes de :

- Risques : incendie, inondation, sécheresse et effet « *ilot de chaleur urbain* », représentent les risques majeurs du territoire ;
- Atténuation : les mobilités et le bâtiment sont les secteurs à traiter en priorité ;
- Production d'énergie renouvelable : le photovoltaïque est à développer massivement.

L'ambition et les objectifs poursuivis

Le PCAET solidaire poursuit deux objectifs : d'une part **l'atténuation**, afin de limiter l'impact du territoire sur le climat en diminuant les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques produits, et d'autre part, **l'adaptation**, dans le but de réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique. Le PCAETs de Montpellier Méditerranée Métropole doit apporter des réponses aux enjeux globaux par la mise en place de stratégies d'atténuation et d'adaptation pour faire face à l'urgence climatique, ainsi que de lutte contre la pollution atmosphérique pour préserver la santé des habitants de la Métropole. Il s'est fixé les objectifs suivants :

- Une baisse des consommations énergétiques finales respectivement de -13%, -27% et -52% par rapport à 2019 à horizon 2026, 2030 et 2050 ;
- Une diminution des émissions de gaz à effet de serre respectivement de -12%, -40% et -85% par rapport à 2019 à horizon 2026, 2030 et 2050 ;
- Une baisse des émissions de polluants atmosphériques (NOx, PM2,5, COVNM, NH₃ et SO₂) en s'appuyant sur la trajectoire du Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PRÉPA) ;
- Une multiplication de la part des énergies renouvelables respectivement de x1,6, x2,3 et x6,2 par rapport à 2019 à horizon 2026, 2030 et 2050 ;
- Atteindre la neutralité carbone par une captation de CO₂ équivalente à 240 kTéq CO₂ pour équilibrer le bilan à horizon 2050.

Il répond également et plus spécifiquement aux enjeux de son territoire, méditerranéen, urbain et péri-urbain, au regard des défis socio-économiques, à savoir :

- Préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire ;

- Protéger les ressources du territoire ;
- Garantir la souveraineté alimentaire ;
- Assurer la souveraineté énergétique.

La Métropole recherche au travers de son PCAETs à faire de l'action climatique un facteur d'inclusion sociale et de solidarité entre les habitants de la Métropole, en luttant contre toutes les précarités : précarité énergétique liée au logement et à la mobilité, précarité alimentaire, accès équitable à l'eau...

L'ambition pour le territoire, affichée dans le PCAETs, nécessite d'assurer la cohérence de l'action territoriale et sa gouvernance au travers d'un engagement de tous les acteurs socioéconomiques, qui pourra prendre la forme d'une convention territoriale.

La même cohérence sera recherchée avec les territoires voisins en développant les coopérations interterritoriales, dans le cadre de la pérennisation d'un espace de dialogue de type comité des partenaires, créé à l'occasion de l'élaboration du présent PCAETs.

Enfin, la Métropole veut afficher son exemplarité et celle des 31 communes au travers de la sensibilisation, l'information et la formation des services publics à tous les niveaux en inscrivant leurs actions au quotidien dans une démarche d'écoresponsabilité.

Les orientations portant la stratégie à 2050 et le programme d'actions 2021 - 2026

Comme précisé dans le bilan de la concertation depuis la délibération d'engagement de la révision du PCAET solidaire, les enjeux, les objectifs poursuivis et le diagnostic territorial ont fait l'objet de présentations, d'échanges, de discussions, d'accords dans le cadre d'un forum, d'ateliers d'experts thématiques, de mise à disposition du public de documents, de contributions techniques ou citoyennes. Ces réflexions ont depuis été approfondies dans le cadre d'échanges entre Vice-Président(e)s, et avec les communes, pour aboutir à une proposition de stratégie et d'orientations actualisées pour le territoire de la Métropole.

C'est ainsi que se présente l'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole et du territoire à 2050, avec un point d'étape à 2030 et un engagement ferme sur la durée du mandat, dans le but de mettre le territoire sur la trajectoire qui permettra l'atteinte des objectifs 2050.

En cohérence avec les engagements nationaux et internationaux, notamment la loi Energie-Climat, qui reprend les engagements de l'Accord de Paris lors de la COP 21, La Métropole ambitionne un territoire neutre en carbone en 2050 et opte pour une diffusion, une ramification de ses engagements au sein de l'ensemble de ses politiques publiques et décline sa stratégie en 10 orientations et 28 actions.

Chaque action vient préciser les bénéfices attendus en termes d'amélioration de la qualité de l'air, de réduction des polluants atmosphériques, de conditions sanitaires atmosphériques pour la population et d'impact sur les normes de qualité de l'air.

Ainsi, pour diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du bâtiment (considéré avec le secteur des transports comme principal émetteur de gaz à effet de serre), mais également pour lutter contre la précarité énergétique liée au logement, la Métropole ambitionne la rénovation de 13 500 logements en 6 ans, en créant un guichet unique de la rénovation énergétique du bâtiment. Elle organisera également l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique afin de sortir 13 000 ménages de cette situation. Les petits locaux tertiaires, et en premier lieu le patrimoine public, devront également faire l'objet de travaux d'amélioration thermique. La mise en œuvre de cette politique de rénovation du bâti doit permettre l'atteinte en 2050 de 90 % du parc résidentiel et 80 % du parc tertiaire rénovés, ainsi que de passer en dessous de la barre de 5 % de ménages en situation de précarité.

Afin de lutter contre le changement climatique et préserver la santé des habitants de la Métropole, en offrant une alternative à tous pour se déplacer autrement, la Métropole s'engage pour une mobilité décarbonée. Au travers de la gratuité totale des transports en commun pour les habitants de son territoire en 2023, la Métropole affiche sa volonté de redonner du pouvoir d'achat et de permettre l'accès aux transports en commun à tous les habitants. Cette mesure est complétée par l'amélioration de l'offre de transport : ligne 5 et prolongement ligne 1 du tramway, création de 5 lignes de BusTram à haut niveau de service, mise en place de parkings relais, afin que 70% des habitants de la Métropole soient desservis par le réseau structurant de transports en commun fin 2025. Le déploiement du système vélo permettra d'augmenter considérablement la part modale du vélo, dont l'objectif est d'atteindre 10 % à la fin du mandat. La mise en place progressive de la Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFE-m) contribuera à la réduction des niveaux de concentration dans l'air des polluants atmosphériques afin de rester en dessous des seuils critique et de l'encombrement de l'espace public et plus généralement des nuisances liées aux grands transporteurs. La marche, le covoiturage, l'autopartage, les plans de mobilité d'entreprises seront favorisés pour stopper l'autosolisme, de même que les quartiers apaisés seront généralisés sur le territoire. La Métropole vise la disparition des véhicules individuels carbonés en 2050 grâce à une offre de mobilité alternative.

Poursuivant le double objectif de contribution à la souveraineté énergétique et de développement des énergies renouvelables, la Métropole s'engage pour la sobriété énergétique et le développement de productions locales d'énergie renouvelable. Le Schéma Directeur des Energies (SDE), en cours de finalisation, a pour objectif la planification énergétique du territoire, en prenant en compte tous les réseaux d'énergie, afin que ceux-ci intègrent parfaitement les nouvelles formes d'aménagements, les réseaux intelligents, l'autoconsommation d'électricité renouvelable et particulièrement les productions locales d'énergie renouvelables. En effet le potentiel identifié d'énergie renouvelable de la Métropole concerne avant tout des énergies de réseaux : l'électricité photovoltaïque, le biogaz et la chaleur et le froid des réseaux urbains. Le développement des filières locales d'énergie renouvelable et de récupération sera favorisé par une meilleure identification des potentiels, ainsi que grâce à l'évolution de la SA3M en outil de la transition énergétique qui permet de démultiplier les projets, visant l'objectif du quasi doublement de la part d'énergie renouvelable locale durant le mandat, et à 44% la part d'énergie renouvelable locale dans la consommation du territoire en 2050. Enfin, il s'agit de développer les réseaux de chaleur et froid renouvelables à la maille des 31 communes et porter ainsi à plus de 30 000 équivalents logements alimentés. Ces réseaux seront à 100% en énergie renouvelable en 2050.

La Métropole ambitionne de tendre vers l'objectif « *zéro artificialisation nette* » à 2040 et de rendre neutre en carbone de toute opération d'aménagement ou de renouvellement urbain. Dans un objectif de sobriété foncière, la Métropole élabore un PLUi-climat qui intègre cette trajectoire « *zéro artificialisation nette* » et favorise le réinvestissement urbain pour offrir une alternative à la maison individuelle isolée. Des expérimentations sont à conduire avec les professionnels de l'acte de bâtir pour réussir des opérations d'aménagements neutres en carbone, l'objectif du mandat étant de systématiser le recours à l'évaluation carbone des projets. Enfin, est amorcée la mise en œuvre opérationnelle de projets de renaturation d'envergure. En 2050, cette orientation aura pour objectif l'atteinte de la neutralité carbone du quartier.

La Métropole s'engage aussi à rendre le territoire résilient aux risques présents et à venir, assurer la protection des populations et réduire le coût des dommages. Tous les risques naturels (inondation, ruissellement et submersion marine / incendie / canicule, sécheresse / ...) sont intégrés dans l'aménagement du territoire, au PLUi-climat. Le risque inondation en particulier fait l'objet d'actions spécifiques : la gestion des eaux pluviales, mais également des milieux aquatiques et de leurs fonctionnalités afin d'améliorer leur résilience face aux effets du changement climatique. Le rôle de ces milieux est en effet majeur dans l'écêtement des crues mais aussi pour leur fonction épuratoire, leurs multiples fonctionnalités écologiques et la préservation d'une biodiversité particulièrement remarquable. Par ailleurs, la protection du littoral est engagée pour le préserver du risque submersion marine et érosion côtière au travers d'actions de gestion du trait de côte et de restauration fonctionnelle et pérenne des milieux aquatiques concernés. Ainsi, le dispositif « *Ville en alerte* » sera déployé à l'échelle du territoire. Les objectifs poursuivis en 2050 sont la renaturation des cours d'eau partout où cela est possible et avoir mise en œuvre le plan « *résilience* » du littoral et des

milieux lagunaires.

A travers le SCoT, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à préserver les 2/3 de son territoire en espaces naturels et agricoles. Au-delà de l'intégration au PLUi de cette exigence, la Métropole basera son action sur la mise en œuvre d'une stratégie biodiversité qui s'appuie notamment sur l'amélioration de la connaissance, l'observation, l'élaboration d'Atlas de la biodiversité mais également sur les opportunités que présentent les obligations règlementaires en matière de compensations environnementales. La végétalisation des espaces publics et privés en zone urbaine contribuera à la préservation de la biodiversité tout en rafraîchissant la ville et luttant contre l'effet îlot de chaleur. De même, des réflexions sur le lien végétal-qualité de l'air ainsi que les moyens de promouvoir la séquestration carbone sur et hors territoire sont à engager pour que l'objectif de neutralité carbone à 2050 soit réalisable. La Métropole se donne les objectifs en 2050, de la totale fonctionnalité des trames, aucun effet « *îlot de chaleur urbain* » et au moins 50 % des émissions de carbone nécessaires à l'atteinte des objectifs séquestrées sur le territoire.

Assurer la pérennité de la ressource en eau en promouvant la sobriété pour un accès équitable à tous, pour tous les usages, telle est également l'ambition de la Métropole. Les actions déjà engagées, de protection de la qualité de l'eau à l'échelle de la Métropole ainsi que la diversification des ressources exploitées pour l'alimentation en eau potable seront poursuivies. La Métropole a ainsi délibéré pour offrir aux ménages une tarification écologique et solidaire. Le rendement du réseau d'eau potable sur le périmètre d'intervention de la Régie sera encore amélioré à plus de 85 %. L'assainissement, pour une gestion publique du petit cycle de l'eau, sera intégrée à la Régie d'eau potable. Concernant l'eau brute, c'est la préservation et la diversification des ressources, ainsi que la rationalisation de leur utilisation pour des projets agroécologiques et des filières à bas niveaux d'impacts qui seront privilégiées. L'ensemble de ces mesures vise à atteindre en 2030, 100 % des ressources locales stratégiques durablement protégées.

La nouvelle feuille de route « *zéro déchet* » élaborée par la Métropole s'articule autour de la prévention pour éviter la production de déchets, l'amélioration quantitative et qualitative des collectes sélectives de déchets recyclables et le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts) pour les extraire des ordures ménagères résiduelles (OMR). La sensibilisation des habitants à la prévention et au tri à la source, la mise en place de la tarification incitative, le plan « *zéro jetable* », l'accompagnement de tous les professionnels vers la prévention et le tri, ainsi que le développement de l'économie circulaire sont autant de mesures qui contribueront à l'atteinte des objectifs. L'objectif poursuivi d'ici à 2050 est le zéro déchet non valorisé ou recyclé.

En matière d'agroécologie et d'alimentation, la Métropole ambitionne de construire un système alimentaire durable et équitable. Il s'agit d'abord de développer un territoire nourricier, qui préserve ses ressources naturelles, grâce aux effets vertueux d'une agroécologie qui respecte le milieu et favorise le développement de la biodiversité, en poursuivant l'objectif de 1 000 hectares mobilisés pour l'agroécologie et le pastoralisme à la fin du mandat. Conformément à son Projet Alimentaire de Territoire, labellisé par le Ministère, la Métropole s'est, entre autres, engagée à offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre, en structurant un approvisionnement durable et résilient, à l'image de l'objectif de 80% de bio ou local dans l'approvisionnement des restaurants scolaires d'ici fin 2025. Enfin, la Métropole se fixe pour objectif, d'ici la fin du mandat, de doter le territoire d'une stratégie intégrée de résorption de la précarité alimentaire. En 2050, la Métropole ambitionne 100 % des parcelles agricoles du territoire en agroécologie, et la reconquête de la totalité des friches agricoles.

Enfin, la Métropole souhaite s'engager aux côtés des acteurs socio-économiques du territoire pour les accompagner dans leur transition écologique. Qu'il s'agisse de s'appuyer sur la dynamique Med Vallée pour produire une ville et un territoire démonstratifs, exemplaires en matière de santé globale (définition de l'OMS : « *one health* »), de sensibiliser et accompagner l'engagement sociétal des entreprises et des acteurs socio-économiques, de favoriser la création d'entreprises à impact sociétal positif et des nouveaux modèles économiques plus responsables, d'animer le pacte d'engagement 2030 avec les professionnels du BTP et les Maîtres d'ouvrages publics, l'objectif affiché par la Métropole est que 100 % d'entre elles aient réussi leur

transition écologique en 2050.

L'organisation, les modalités de suivi et de mise en œuvre

1- Une Métropole écoresponsable

Les services et équipements de la Métropole, par la transformation de leur fonctionnement au quotidien, contribuent fortement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques du territoire, que ce soit en termes de mobilité, de déchets, de consommations d'eau, d'énergie ou encore achats durables. Ainsi le programme d'actions du PCAET solidaire est enrichi d'actions à mener entre 2021 et 2026 pour être exemplaire dans son fonctionnement, sur son patrimoine et son plan Lumière.

2- Une Programmation pluriannuelle d'investissement qui engage durablement l'action de la Métropole dans la transition écologique et solidaire

Volontariste et irriguant toutes les politiques publiques de la Métropole et, en particulier, les actions inscrites au PCAETs (cf. Programme d'actions), la programmation pluriannuelle d'investissement 2021-2026 établit ainsi un cadre de mise en œuvre du PCAETs pour les prochains exercices budgétaires.

3- Un outil de suivi et d'évaluation du PCAETs : la démarche Territoire Engagé pour la Transition Ecologique label Climat Air Energie (ex Cit'ergie).

4- Une Métropole qui mobilise ses habitants et son territoire

Le changement de comportement de la population et des usagers du territoire est un facteur de réussite de la politique énergie-climat de la Métropole : les actions de sensibilisation aux éco-gestes et à l'adaptation aux risques dans un contexte de changement climatique sont à poursuivre et à amplifier. Les acteurs socioéconomiques en particulier seront sollicités pour qu'ils s'associent aux engagements de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation publique menée dans le cadre de la révision du PCAET ;
- D'adopter le projet de Plan Climat Air Energie Territorial solidaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Environnement - Vente par Montpellier Méditerranée Métropole de Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) - Approbation

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique (POPE) a posé les fondements du dispositif des Certificats d'Economie d'Énergie (CEE). Ce dispositif vise à obliger les fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique) à réaliser des économies d'énergie en entreprenant différentes actions auprès des consommateurs finaux, dont les collectivités. Ce dispositif permet donc aux collectivités d'obtenir, en contrepartie de travaux ou d'opérations de maîtrise de l'énergie, des certificats qui peuvent ensuite être vendus aux fournisseurs d'énergie dits « *obligés* ». Ces certificats sont exprimés en équivalent d'énergie évitée « *Cumulé et Actualisé* » : kiloWatheures (kWh) Cumac.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, Montpellier Méditerranée Métropole est inscrite sur le Registre National des CEE depuis juillet 2012 à la suite de la délibération n° 10619 du 30 janvier 2012. Elle dépose sur la plateforme EMMY dédiée, en son nom propre et pour le compte des communes volontaires, les CEE liés aux travaux qu'elle réalise sur son patrimoine, bâtiment et espace public.

Sur son dossier déposé en 2022 la Métropole a obtenu la délivrance de 72 819 400 kWh Cumac par le Teneur du Registre National des CEE et avait un encours de 29 798 108 kWh Cumac.

Les opérations réalisées en 2021 de ce dossier ont concerné de la rénovation d'éclairage public et le remplacement de véhicules du parc automobile métropolitain par des véhicules neufs performants.

Il est proposé de mettre en vente ces certificats via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economie d'Énergie et de retenir la meilleure offre proposée. Le cours fluctuant des CEE peut être estimé en 2023 entre 0,65 et 0,75 centime d'euros par kWh Cumac, soit une somme totale espérée entre 650 000 et 750 000 €. La transaction sera réalisée via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economie d'Énergie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de vente au plus offrant de tout ou partie de ses CEE disponibles, représentant 102 617 508 kWh Cumac ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Environnement - Déclaration de Nantes - Assises de la Transition Agro-écologique et de l'Alimentation - Approbation - Autorisation de signature

Pionnière en matière d'agroécologie et d'alimentation durable, Montpellier Méditerranée Métropole a initié en 2019 les premières « *Assises territoriales de la transition agro-écologique et de l'alimentation durable* ». Il s'agit de la première structuration en France d'un événement professionnel mettant en avant tous les deux ans les initiatives et stratégies territoriales en faveur d'une agriculture et d'une alimentation plus responsables. Le public visé est constitué d'élus, fonctionnaires territoriaux, acteurs de la recherche et milieu associatif, producteurs, entreprises. Ces assises sont co-organisées avec Terres en Villes, l'ADEME, le CNFPT, la DRAAF, la Chaire Unesco Alimentations du Monde de Montpellier et Agropolis International. Il s'agit désormais de rendre plus lisible la politique agroécologique et alimentaire auprès du grand public, de le sensibiliser et de l'orienter vers le bon et le local.

Elles ont été dès le début prévues pour se tenir une fois sur deux à Montpellier donc tous les 4 ans. Compte tenu de la crise de la Covid-19 en 2021, l'accueil de la prochaine édition se fera en 2024. L'édition 2022 s'est déroulée les 12 et 13 septembre 2022 à Nantes avec la participation de plus de 800 personnes confirmant l'engouement national et la montée en puissance de cette manifestation.

L'édition de Nantes a été l'occasion de produire une déclaration commune adoptée et proposée à la signature des organisateurs de la manifestation et des territoires, dont Montpellier Méditerranée Métropole. La Ville de Montpellier, pleinement intégrée et contributrice à la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole par notamment ses actions exemplaires en matière de politique alimentaire, d'agriculture urbaine, de solidarité alimentaire, souhaite également s'associer à la dynamique de signature de la déclaration de Nantes.

Cette déclaration propose aux signataires de s'engager en matière d'agroécologie et d'alimentation durable à travers les valeurs et engagements suivants :

- Engager une politique de transition agroécologique et d'alimentation durable multi-niveau, adaptée aux défis des ressources et du changement climatique, et favorable à la réduction des inégalités sociales ;
- Développer localement des politiques transversales et intégrées, qui dépassent le fonctionnement en silos et donnent à l'alimentation toute sa place dans le projet de territoire ;
- Porter haut et fort, dans toutes nos politiques et d'autant plus en contexte de crise, les valeurs de

solidarité entre les territoires et avec tous les publics ;

- Considérer les Projets Alimentaires Territoriaux comme principaux outils d'application des politiques agro écologiques et alimentaires, animés par une gouvernance territoriale inclusive permettant l'expression de tous les publics concernés ;
- Articuler les actions avec les initiatives internationales qui traitent de ces enjeux comme la Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat, le Pacte de Politique Alimentaire de Milan, la Déclaration du C40 relative aux bonnes pratiques alimentaires, le *Barcelona Challenge for Good Food and Climate* ;
- Etablir un bilan biannuel des programmes d'actions, en partenariat avec le réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), en vue d'en partager les résultats lors des éditions successives des Assises ;
- Partager et diffuser les expériences pour contribuer à l'élaboration de politiques nationales et identifier les évolutions nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la déclaration de Nantes issue des assises de l'agroécologie et de l'alimentation durable 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la déclaration de Nantes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Déclaration de Nantes

Les Assises territoriales de la transition agroécologique et de l'alimentation durable ont été créées à Montpellier en 2019. A l'occasion de leur deuxième édition à Nantes, les 12 et 13 septembre 2022, les organismes ci-dessous désignés ont choisi d'adopter la **Déclaration de Nantes**, document d'engagement en matière d'agroécologie et d'alimentation durable.

Dans le contexte des crises alimentaires, de la guerre en Ukraine et des alertes répétées des scientifiques sur le dérèglement climatique, l'accès universel à l'alimentation est gravement affecté. C'est pourquoi l'édition 2022 des Assises a retenu pour thème prioritaire « **La prise en compte des changements climatiques et de l'urgence sociale dans les politiques agricoles et alimentaires, afin d'assurer à tous un accès à une alimentation de qualité** ».

En effet, le changement climatique, la pauvreté, la malnutrition, l'instabilité sociale, la gestion non durable des ressources, l'effondrement de la biodiversité et la pollution des milieux se renforcent mutuellement pour former un cercle vicieux que seules des politiques ambitieuses et systémiques peuvent briser.

La Déclaration de Nantes décrit les valeurs partagées des signataires.

Ceux-ci s'engagent à se doter d'une politique territoriale agroécologique et alimentaire, et à mettre en œuvre les plans d'actions qui en découlent. Le suivi, l'évaluation et l'actualisation de ce socle de principes est assuré, notamment entre les différentes éditions des Assises, par un Comité de pilotage, lui-même appuyé d'un Conseil technique et scientifique.

Nous, collectivités et acteurs impliqués dans la définition et la mise en œuvre de politiques agroécologiques et alimentaire locales, déclarons :

- nous engager pour une politique de transition agroécologique et d'alimentation durable multi-niveau, adaptée aux défis des ressources et du changement climatique, et favorable à la réduction des inégalités sociales ;*
- nous efforcer de développer localement des politiques transversales et intégrées, qui dépassent le fonctionnement en silos et donnent à l'alimentation toute sa place dans le projet de territoire ;*
- porter haut et fort, dans toutes nos politiques et d'autant plus en contexte de crise, les valeurs de solidarité entre les territoires et avec tous les publics.*

Pour ce faire, nous nous engageons à :

- considérer les Projets Alimentaires Territoriaux comme principaux outils d'application des politiques agroécologiques et alimentaires, animés par une gouvernance territoriale inclusive permettant l'expression de tous les publics concernés ;*
- articuler nos actions avec les initiatives internationales qui traitent de ces enjeux comme la Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat, le Pacte de Politique Alimentaire Urbaine de Milan, la Déclaration du C40 relative aux bonnes pratiques alimentaires, le Barcelona Challenge for Good Food and Climate ;*
- établir un bilan biannuel de nos programmes d'actions, en partenariat avec le réseau national des PAT, en vue d'en partager les résultats lors des éditions successives des Assises ;*
- partager et diffuser nos expériences pour contribuer à l'élaboration de politiques nationales et identifier les évolutions nécessaires.*

Inquiets de la situation dégradée des conditions d'accès de la population à une alimentation de qualité et du manque d'ambition, de pertinence et de cohérence des politiques nationales agricoles et alimentaires, **les signataires de la Déclaration interpellent le gouvernement et l'Union européenne.** Ils demandent notamment au gouvernement quatre faisceaux d'action immédiate :

- La priorité à la lutte contre la précarité alimentaire des citoyens les plus fragiles, dont ils constatent au quotidien qu'elle s'accroît dangereusement sur les territoires. Il y a urgence à**

faire de la sécurité alimentaire (l'accès à une *alimentation* suffisante et de qualité), battue en brèche par la crise climatique et par les conséquences de la crise de l'énergie qu'accélère le conflit en Ukraine, un principe central de l'action publique en France, au nom du droit fondamental de chacun.e à manger dignement. Ce principe doit être strictement respectueux de la réglementation environnementale existante.

Outre la mise en place d'outils pour répondre dans l'urgence aux besoins alimentaires de tous les publics et en particulier des publics précaires, au quotidien et en cas d'événements climatiques extrêmes de fréquence et d'intensité croissantes, nous affirmons l'impérieuse nécessité d'élaborer des stratégies de long terme, systémiques, collectives et inclusives afin de garantir un accès à l'alimentation pour tous les publics, dans le cadre d'une gouvernance ouverte et participative.

- **La priorité à la lutte contre la précarité économique des producteurs.** Les efforts de reterritorialisation de l'agriculture doivent être l'opportunité de redistribuer la valeur dans tout le système alimentaire, de manière transparente et équitable, ceci au bénéfice, notamment, des producteurs et des consommateurs les plus précaires.

À cette fin, les revenus des agriculteurs.trices les plus modestes et les plus investis dans des démarches agroécologiques et de valorisation locale de leurs produits, doivent être résolument soutenus par les dispositions de la Politique Agricole Commune (PAC) et les dispositifs nationaux. L'Union Européenne et le gouvernement doivent par ailleurs appuyer les territoires pour structurer le système alimentaire local sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

- **La protection et la reconquête du foncier agricole comme premier pilier de la souveraineté et de la résilience alimentaires de nos territoires.** Cet engagement intègre à la fois la protection des terres et des sols, la remobilisation du foncier agricole non exploité et le soutien aux femmes et aux hommes qui produisent notre alimentation tout en respectant la capacité des générations futures à en faire de même. Elle se prolonge par une prise en compte globale du foncier alimentaire : logistique, transformation, distribution, commerces. La mise en œuvre concrète du « zéro artificialisation nette », l'attention accordée aussi bien à l'installation qu'à la consolidation des exploitations, ainsi que l'accès prioritaire aux terres agricoles pour tous les porteurs de projets intégrant dans leurs pratiques la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité doivent ainsi s'imposer comme principes premiers de la politique agricole et alimentaire française.

Nos Projets Alimentaires Territoriaux pourront, en lien avec une politique nationale de soutien à l'agroécologie et d'installation de nouvelles générations d'agriculteurs.trices, porter des actions efficaces de sensibilisation à des modes d'alimentation en phase avec les enjeux de la transition écologique et de la lutte contre le réchauffement climatique. Par la promotion et le développement de modèles justement rémunérateurs, agroécologiquement durables et socialement responsables, ces actions contribueront à transformer notre modèle de production, de distribution et de commercialisation pour une meilleure préservation de la biodiversité, des paysages et des ressources naturelles, mais aussi pour protéger la santé humaine et environnementale. Nous demanderons que les initiatives des collectivités pour lutter contre la spéculation foncière à long terme et l'utilisation de terres agricoles à d'autres fins que nourricières soient accompagnées par le gouvernement : dans ce cadre, une réforme de l'arsenal juridique est à initier, afin de renforcer les outils réglementaires à la disposition des collectivités.

- **L'affirmation de l'alimentation comme un service public et un bien commun, notamment dans le cadre de la restauration scolaire.** C'est dans cet esprit que nous relayons avec force les propositions demandant une exception alimentaire dans le code des marchés publics européens, afin d'y intégrer des critères géographiques.

Les collectivités doivent ainsi pouvoir stimuler les filières les moins dépendantes aux énergies fossiles (de la production à la consommation, en passant par la transformation, le stockage, le transport...) et faciliter leur relocalisation, notamment en ayant la possibilité d'intervenir sur l'approvisionnement des cantines et le développement d'outils de transformation au service du territoire (abattoirs, légumeries, laiteries...). Dans ce cadre, des outils comme les contrats de réciprocité viendront renforcer les coopérations entre territoires ruraux et urbains.

Plus de deux ans après le début de la crise sanitaire, la capacité d'expérimentation et d'amorçage de solutions innovantes des territoires n'est plus à démontrer. Les collectivités occupent aujourd'hui une place centrale dans la gouvernance des systèmes alimentaires, au plus proche des acteurs territoriaux. Ce rôle de coordination doit être reconnu dans le droit et les moyens accordés par l'État, rehaussés à la hauteur des enjeux. Face à l'urgence climatique, écologique et sociale, la meilleure prise en compte des

problématiques, besoins et initiatives locales dans l'élaboration des politiques nationales et européennes est plus que jamais nécessaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Cycles de l'eau - Convention d'orientations stratégiques 2023-2027 des services publics de l'eau et l'assainissement entre Montpellier Méditerranée Métropole et sa Régie des eaux - Approbation - Autorisation de signature

Par délibération en date du 14 décembre 2021, les statuts de la Régie des eaux ont été modifiés par le Conseil de Métropole pour étendre son objet à l'assainissement collectif et non collectif au 1^{er} janvier 2023. Par ailleurs, la Régie des eaux pourra exercer des prestations annexes pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) dans le cadre d'une convention spécifique.

Le choix du mode de gestion en Régie implique la mise en place d'un document organisant la relation entre Montpellier Méditerranée Métropole, Autorité Organisatrice, et son opérateur, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, constituée sous forme d'établissement public industriel et commercial. Les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et sa Régie des eaux ont d'ores et déjà été encadrées par l'élaboration de deux conventions d'objectif successives sur les périodes 2016-2020 et 2021-2022. Aujourd'hui, l'élaboration de la présente convention d'orientations stratégiques est motivée par l'exercice de la compétence « assainissement » de la Métropole par la Régie des Eaux au 1^{er} janvier 2023.

Montpellier Méditerranée Métropole en qualité d'Autorité Organisatrice et sa Régie entendent travailler en transparence et dans une logique de respect des missions de chacun :

- Montpellier Méditerranée Métropole :
 - Définit la politique publique de l'eau et de l'assainissement et en fixe les grands objectifs ;
 - Evalue la mise en œuvre de ces politiques par la Régie ainsi que l'activité de cette dernière dans le respect du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
- La Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole :
 - Gère les services publics industriels et commerciaux de l'eau potable, de l'eau brute, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif ;
 - Assure la fourniture de services et de travaux en matière de défense extérieure contre l'incendie dans le cadre d'une prestation annexe confiée par la Métropole ;
 - Rend compte auprès de l'Autorité Organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole fixe par la présente convention :

1. Les missions de sa Régie des eaux ;
2. Les relations entre la Métropole et sa Régie ;
3. Les orientations stratégiques à prendre en compte ;
4. Les indicateurs de performance permettant de suivre et garantir le respect des engagements.

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2023.

Afin de répondre aux attentes et enjeux du territoire, il a été identifié **3 axes stratégiques prioritaires** à la hauteur des ambitions du Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) :

- 1. Porter un service à l'utilisateur de qualité, transparent et au juste prix ;**
- 2. Contribuer durablement à la transition écologique et énergétique ;**
- 3. Préserver les ressources exploitées en qualité et quantité et les milieux récepteurs.**

Ces trois orientations stratégiques sont déclinées sous la forme de 15 objectifs (5 objectifs par orientation) et 20 indicateurs de performance mesurant la réalisation des objectifs par la régie :

1. Satisfaire les besoins des abonnés et usagers : accueil, communication, pédagogie ;
2. Faciliter le droit d'accès à l'eau pour tous : tarification éco solidaire, solidarité internationale ;
3. Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, communication ;
4. Investir tout en maîtrisant le prix de l'eau ;
5. Communiquer auprès des usagers et publics scolaires ;
6. Améliorer l'empreinte carbone des services : réduire à la source les déchets, valoriser ;
7. Renforcer les actions en faveur de la transition énergétique : station positive, production biométhane, chaleur, électricité ;
8. Innover en partenariat avec le monde universitaire et économique ;
9. Anticiper et améliorer les connaissances sur les liens « eau et santé » : suivi virus, micropolluants, micro plastiques ;
10. Développer la Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) sur le territoire ;
11. Protéger et préserver la ressource en eau ;
12. Améliorer et renforcer la gestion patrimoniale des réseaux ;
13. Sécuriser la production en eau potable et réduire les fuites dans les réseaux dans un contexte de changement climatique ;
14. Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées ;
15. Préserver les milieux récepteurs.

La régie s'engage à financer des projets de solidarité internationale avec les pays en voie de développement menés par la Métropole ainsi qu'un équivalent temps plein affecté à cette mission, à hauteur de 107 500 € HT par an pour chacun des deux services d'eau potable et d'assainissement, et apporter son expertise à la Métropole dans le cadre des projets soutenus, soit un budget total alloué de 215 000 € HT à cette mission.

Afin de permettre à l'autorité organisatrice de supporter les frais liés à l'exercice de son rôle, la Régie versera la somme forfaitaire de 214 000 €/an après émission d'un titre de recette par la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole et sa Régie travaillent dans le cadre d'instances adaptées, assurant des rencontres régulières et aussi souvent que nécessaire pour examiner les conditions d'exécution des services confiés. La Gouvernance entre la Métropole et la Régie prévoit des rencontres dédiées, en complément du conseil métropolitain et du conseil d'administration :

- **Une conférence au moins annuelle** rassemblant l'ensemble des Maires ou leurs représentants des communes relevant de la compétence de la Régie afin de présenter les réalisations passées et à venir de la Régie ;
- **Deux rencontres politiques stratégiques par an ;**

- **Une rencontre mensuelle** pour le suivi opérationnel de la Régie entre la Régie et l'Autorité Organisatrice Métropolitaine ;
- **Deux rencontres par an** pour le suivi budgétaire de la Régie ;
- **Des rencontres régulières** avec les différentes pôles et services de la Métropole et la Régie, afin de s'assurer de la coordination des politiques métropolitaines du petit et grand cycle de l'eau ;
- Enfin, les différents services de la Régie et de Montpellier Méditerranée Métropole organiseront autant que de besoin des réunions de travail dédiées à certaines thématiques communes (urbanisme, numérique, communication, foncier...).

La convention précise les conditions d'organisation et d'échanges sur les sujets des systèmes d'information, du foncier et de l'archivage entre la Régie et la Métropole :

- Les modalités de gestion commune du patrimoine documentaire ;
- Les modalités de conduite de l'action foncière et des actes inhérents ;
- Les conditions d'utilisation de solutions informatiques ;
- Les conditions d'échanges et d'accès aux outils et données numériques entre la Métropole et la Régie, en particulier les conditions :
 - D'utilisation par la Métropole des données numériques propriété de la Régie, ou dont le propriétaire est un tiers mais pour lesquelles la Régie dispose d'un droit d'utilisation et de diffusion à des partenaires, extraites du système d'information de la Régie ;
 - D'utilisation par la Régie des données propriété de la Métropole ou dont le propriétaire est un tiers mais pour lesquelles la Métropole dispose d'un droit d'utilisation et de diffusion à des partenaires, extraites du système d'information de la Métropole ;
 - D'information réciproque sur l'évolution des données et outils numériques du système d'information de la Métropole et du système d'information de la Régie en vue de développer le partenariat,

Ainsi, la Métropole et la Régie conviennent :

- De se tenir mutuellement informées de l'évolution de leurs systèmes (données nouvelles disponibles, études menées, applications développées, mises à jour) ;
- De mettre à disposition l'une de l'autre les données nouvelles recueillies ou les mises à jour dans le respect des règles et conditions définies par la présente convention ;
- De respecter dans la mesure du possible, la cohérence des données numériques de leur système d'information afin de faciliter les échanges.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'orientations stratégiques 2023-2027 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Environnement - Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) 2022-2027 de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Depuis 2020, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse « *Zéro Déchet* ». Cette politique de transition écologique, énergétique et solidaire passe par l'accompagnement des habitants et des entreprises à une modification des comportements conduisant vers une réduction des déchets. C'est un véritable virage environnemental et sociétal qui se dessine ainsi sous l'impulsion de la Collectivité.

La délibération socle « *Stratégie de collecte, tri, valorisation, sensibilisation, réduction des déchets et politique zéro déchets* » guidant la politique publique des déchets a été adoptée par le Conseil de Métropole du 22 mars 2022 à l'unanimité des voix exprimées actant ainsi une orientation stratégique majeure en matière de politique des déchets et d'économie circulaire.

L'urgence climatique et environnementale, la réglementation nouvelle mais aussi les enjeux budgétaires de la politique des déchets nous invitent à mettre l'accent sur la prévention des déchets dont le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) est le document phare de référence.

I – Eléments de contexte et définitions relatifs au PLPDMA de Montpellier Méditerranée Métropole

Les réglementations européenne et nationale placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

A l'échelle régionale, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), adopté le 14 novembre 2019, confirme cette priorité donnée à la prévention des déchets en déclinant les objectifs nationaux à l'horizon 2025.

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé un premier programme local en 2011 pour la période 2010 à 2015. Les actions conduites dans le cadre de ce programme ont permis de maintenir à un niveau constant la quantité globale de déchets ménagers et assimilés collectés par le service public de gestion des déchets, nonobstant la forte dynamique démographique du territoire de la Métropole.

Le lancement de la démarche d'élaboration du PLPDMA a été voté à l'unanimité par le Conseil de Métropole du 15 septembre 2020 actant la volonté de doter la Collectivité d'une feuille de route ambitieuse,

précise et concertée avec l'ensemble des acteurs en matière de prévention des déchets pour la période du mandat 2020 à 2026.

Pour rappel, les Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés sont obligatoires depuis le 1^{er} janvier 2012 et constituent la déclinaison locale et territoriale de la priorité donnée à la prévention des déchets (article L.541-15-1 du Code de l'environnement). Ces programmes s'appliquent prioritairement au périmètre des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) qui regroupent les déchets des ménages mais aussi des activités économiques pouvant être collectés avec ceux des ménages.

II – La démarche d'élaboration du PLPDMA de Montpellier Méditerranée Métropole

Conformément à la loi, Montpellier Méditerranée Métropole a constitué une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) en tant qu'organe de gouvernance du PLPDMA (délibération du 15 septembre 2020 précitée). Cette commission est constituée d'une cinquantaine de membres, organisée autour de sept collèges d'acteurs : élus et agents de la collectivité, partenaires institutionnels et publics, bailleurs sociaux, chambres consulaires, organisations professionnelles, éco-organismes et associations.

Neuf ateliers de travail ont été organisés en juin et juillet 2021 sur les thématiques suivants :

- Compostage (deux ateliers) ;
- Commerces (deux ateliers) ;
- Animation et sensibilisation (deux ateliers) ;
- Réemploi (deux ateliers) ;
- Préparation d'un « appel à projets éco-consommation » (un atelier).

Un intense travail interservices et inter-directions a été réalisé pour affiner les propositions des groupes de travail et intégrer les objectifs opérationnels de la feuille de route stratégique « *Zéro Déchet* ».

L'avant-projet du PLPDMA a été présenté à la CCES en avril 2022 avant la consultation publique réglementaire (article L.120-1 du Code de l'environnement) qui s'est déroulé du 17 novembre au 17 décembre.

Une quinzaine d'avis ont été déposés lors de la consultation publique témoignant de l'intérêt des déposants pour la politique « *Zéro Déchet* » lancée par la Métropole. Les thèmes qui reviennent le plus souvent tournent autour du développement du compostage et des consignes pour réemploi (de verre notamment). La question financière est revenue aussi dans les avis à travers l'enjeu de prix abordables pour les achats en vrac ou encore la tarification incitative pour limiter les déchets. Tous les avis formulant des questions ont fait l'objet de réponses aux contributeurs.

Le suivi de la mise en œuvre du PLPDMA sera assuré par le service Prévention et Economie circulaire du pôle Déchets et Cycle de l'Eau. La prévention et la réduction des déchets étant l'affaire de tous, un travail transversal sera mené à l'échelle de la Métropole. Chaque année, un bilan sera dressé des actions entreprises. Elles seront présentées à la CCES et ajustées en fonction des besoins.

III – Contenu du plan d'actions du PLPDMA

Pour rappel, l'objectif de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de réduction des déchets ménagers est de -16% en 2025 (valeur de référence 2010) faisant passer ainsi de 615kg/an à 516 kg/an par habitant le volume de déchets ménagers et assimilés.

Pour atteindre cet objectif, le PLPDMA se répartit en 5 axes stratégiques et 23 actions concrètes déclinées en fiches-action.

Les 5 axes stratégiques sont les suivants :

- Axe 1 : Déployer massivement les solutions de compostage de proximité et la collecte des biodéchets ;
- Axe 2 : Donner de l'ampleur aux solutions locales de réemploi, de réparation et de réutilisation des objets ;
- Axe 3 : Sensibiliser, former et inciter aux changements de comportements (tri et prévention des déchets) ;
- Axe 4 : Accompagner les professionnels ;
- Axe 5 : Positionner la Métropole comme un facilitateur et démonstrateur de l'éco-responsabilité.

A court terme, les priorités opérationnelles du PLPDMA sont dirigées vers :

- Le tri à la source des bio-déchets ;
- Le développement de l'offre en ressourceries/recycleries ;
- La sensibilisation, notamment du jeune public.

A partir de 2023, 30% du territoire de la Métropole sera couvert par une solution de compostage de proximité ou de collecte des biodéchets. Une augmentation importante d'ateliers de sensibilisation dans les écoles prendra place également grâce au recrutement d'une personne dédiée et de la déclinaison d'une offre de service adaptée et claire selon les publics. Enfin, toutes les études de faisabilité opérationnelle concernant le déploiement de trois recycleries sur le territoire seront terminées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre connaissance des avis du public à la suite de la consultation ;
- D'adopter le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés pour la période 2022-2027 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Animation du territoire - Plan national "5000 terrains de sport d'ici Paris 2024" - Proposition de déclinaison à l'échelle de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

A travers la réalisation et l'entretien d'équipements sportifs de proximité, les communes de la Métropole participent à l'accès au sport pour tous, contribuent à installer durablement l'activité physique et sportive et ses bienfaits dans le quotidien de ses habitants et enrichissent le tissu associatif sportif, amateur et professionnel.

Annoncé par le Président de la République le 14 octobre 2021, le plan national « *5000 terrains de sport d'ici Paris 2024* » est un programme de financement des équipements sportifs de proximité visant à accompagner le développement de terrains de sport dans les quartiers, les territoires ruraux ou en pénurie d'installations. Une enveloppe de 200 millions d'euros répartis sur la période 2022-2024 – soit jusqu'aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris – a ainsi été mise en place par l'Etat pour ce programme, dont le déploiement a été confié à l'Agence Nationale du Sport (ANS).

Ce plan national à destination des collectivités en territoires carencés et des associations à vocation sportive contribue à la réduction des inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux installations sportives pour tous les publics (grand public, scolaires et périscolaires, associations). Ce programme est destiné à financer la création de nouveaux équipements, la requalification et rénovation de locaux ou de bâtiments existants ainsi que l'acquisition de structures mobiles. Ce plan de soutien s'accompagne d'un budget supplémentaire de 50 millions d'euros dédié à la rénovation thermique des équipements existants.

Les installations à mettre en place pour bénéficier de ce dispositif s'inscrivent pleinement dans le cadre de la politique sportive métropolitaine – dojos, salles d'arts martiaux et de boxe, les plateaux multisports (city stade), les terrains de basket 3x3, de tennis padel et les skate-parks. C'est dans ce contexte national, et pour accompagner au mieux les collectivités qui souhaiteraient s'engager dans cette démarche, que Montpellier Méditerranée Métropole propose de mettre en place une aide supplémentaire sous la forme de fonds de concours à destination des communes visant la réalisation ou la requalification d'équipements sportifs éligibles au titre de ce programme des équipements sportifs de proximité de l'ANS.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L. 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales, permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités. Dès lors, des fonds de concours peuvent

être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Pour obtenir le versement du fonds de concours, la commune devra produire l'ensemble des documents suivants :

- Un courrier de demande de versement signé par le Maire indiquant le montant appelé ;
- Un état des mandatements certifié par le Trésorier Municipal et visé par le Maire accompagné des copies des factures correspondantes ;
- Une photo du panneau de chantier faisant figurer le logo et le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le plan de financement définitif (pour le versement du solde du fonds de concours).

Un acompte pourra être versé, à la demande de la commune, sur la base d'une situation intermédiaire des travaux HT payés. L'acompte sollicité sera calculé au prorata des travaux HT exécutés.

En contrepartie de la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes devront mentionner de façon explicite sa participation au financement du projet sur tous les supports papiers ou numériques que la commune met en œuvre, en apposant le logo de la Métropole et en l'associant lors de toute action de relations publiques visant à promouvoir l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de la mise en place des fonds de concours pour les communes de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du programme des équipements sportifs de proximité de l'Agence Nationale du Sport ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Attractivité - Contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le syndicat mixte de développement local du Pays Cœur d'Hérault - Autorisation de Signature

Dans la continuité de la délibération du 22 mars 2022 relative à l'adoption du contrat de réciprocité avec la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault il est proposé d'approuver la conclusion du contrat avec le syndicat mixte de développement local du Pays Cœur d'Hérault.

Il regroupe les trois communautés de communes du Clermontais, du Lodévois et Larzac et de la Vallée de l'Hérault. Marqué par sa diversité paysagère aux influences méditerranéennes et par son patrimoine exceptionnel (présence de 3 Grands sites), le Cœur d'Hérault est très diversifié, de la plaine viticole aux pâturages du Larzac en passant par le piémont plus boisé. De par sa proximité avec les agglomérations montpelliéraines et biterroises, situé sur les autoroutes gratuites A75/A750, il est également soumis à une forte attractivité démographique organisée autour de plusieurs pôles urbains complémentaires dont les 3 principaux sont Lodève, Gignac et Clermont l'Hérault.

Ce syndicat mixte ouvert regroupant 77 communes et 85 960 habitants a pour objet :

- D'animer et de coordonner la mise en cohérence du développement du territoire de manière durable ;
- De contractualiser avec les partenaires publics, voire privés, les programmes de développement territoriaux.

Il assure à ce titre :

- La défense ou le développement des services publics ou à la population, notamment en matière de santé, de transport et d'infrastructures, de communication ;
- L'animation et la coordination d'un projet de développement culturel et patrimonial ;
- La coordination du développement et de la promotion de la « *Destination touristique Pays Cœur d'Hérault* » dans le cadre d'une mission de Pays d'Accueil Touristique ;
- Les missions de développement économique pour coordonner et animer le développement économique du territoire, assurer le portage de la pépinière d'entreprises du Pays Cœur d'Hérault et de son centre d'affaires, ainsi que l'appui aux démarches collectives d'entreprises dans le cadre de filières locales ou de secteur d'activité stratégique ou représentatif en Cœur d'Hérault.

Le Pays Cœur d'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont déjà porté des prospectives communes notamment dans le cadre de l'élaboration coordonnée de leurs Schémas de Cohérence Territoriaux (SCoT) et de leurs Plans Climats Air Energie Territoriaux (PCAET). Le projet d'accord de partenariat formalise, renforce et approfondit cette coopération de projet mais il doit aussi constituer une réponse aux préoccupations, aux attentes quotidiennes de leurs habitants notamment face aux défis de la transition écologique et énergétique et aux tensions qu'elles génèrent. Alors que les territoires sont de plus en plus interdépendants et que les flux de biens et de personnes n'ont pas cessé de se densifier et de s'accélérer

depuis l'inauguration de l'autoroute A 750, une alliance réciproque, structurée et efficace apparaît comme une solution incontournable pour développer des politiques publiques innovantes et adaptées pour des populations qui partagent un bassin de vie commun.

Cet effort de structuration et de rationalisation de l'action publique doit aussi permettre d'optimiser les financements des principaux partenaires que sont l'Union Européenne, l'Etat, la Région, notamment dans le cadre du prochain Contrat de Plan Etat Région (CPER) en cours d'élaboration.

Dans un premier temps, cet accord se positionne prioritairement sur les thématiques suivantes :

- L'aménagement équilibré du territoire et la planification territoriale ;
- La transition énergétique et le Plan Climat ;
- L'alimentation et la forêt ;
- La mobilité ;
- L'économie et l'emploi ;
- Le tourisme, le patrimoine et la culture.

L'aménagement équilibré du territoire et la planification territoriale

La localisation du Pays Cœur d'Hérault au sein de l'aire d'attraction de Montpellier (INSEE 2020), illustre la proximité entre les deux territoires et les besoins de cohérence d'action, en matière d'aménagement du territoire, d'environnement, de mobilité, et d'économie, etc. Ainsi, le sens du dialogue est pleinement à rechercher en matière d'aménagements (groupe Inter SCoT thématique, Commissions Territoriales, ...).

Dans ce cadre, il apparaît nécessaire d'identifier ensemble les moyens pour relever le défi du respect de l'objectif global du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) : outil de mesure, indicateurs partagés, identification des gisements fonciers à désimperméabiliser, processus opérationnel (renaturation, seuil minimum d'espace perméable, ...).

Une réflexion commune doit être aussi menée entre les deux territoires concernant l'articulation entre gestion de la croissance démographique qui va continuer à perdurer et développement des trames vertes et bleues.

Elle doit aussi envisager la création d'un outil type « *agence d'urbanisme* » permettant de réunir au sein d'une instance *ad hoc*, la réflexion, la stratégie, l'opérationnalité, la maîtrise de la donnée pour viser plus de cohérence et de qualité dans les actions communes et territoriales en matière de mobilités, d'aménagement et d'urbanisme. En effet, un certain nombre de travaux et de prospectives doivent s'inscrire dans le grand territoire : l'urbanisme durable et *smart city*, les nouvelles formes urbaines, toutes les formes de transports participant aux objectifs de décarbonation et de réduction de l'autosolisme

La transition énergétique et le Plan Climat

Les deux structures intercommunales partageront leurs objectifs de mise en œuvre des PCAET, notamment en lien avec la mise en place de la Zone à Faibles Emissions (ZFE) sur la Montpellier Méditerranée Métropole et la révision des Plans de Protection de l'Atmosphère. La question des énergies renouvelables constitue aussi un point crucial pour le développement des territoires.

Une coordination des politiques publiques dans ces domaines apparaît pertinente pour apporter des réponses partagées :

- Participation à l'évaluation croisée à mi-parcours des PCAET ;
- Mise en œuvre coordonnée d'actions en faveur de la ZFE notamment par le développement d'espaces de *co-working* et de tiers lieux sur le territoire du Pays Cœur d'Hérault ;
- Etude de faisabilité juridique, financière, relative à l'intégration des acteurs publics du Pays Cœur d'Hérault au sein des établissements métropolitains compétents dans la perspective de bénéficier d'une ingénierie partagée pour le développement d'infrastructures innovantes de production de chaleur, de froid, d'énergie : centrale biomasse trigénération, réseaux de chaleur, centrales photovoltaïques, récupération de chaleur, géothermie, méthanisation, production d'hydrogène vert.

La mobilité

Compte tenu des implications croissantes de la mobilité sur les deux bassins de vie, il apparaît opportun de créer un groupe de travail « *Mobilité* » qui pourrait piloter cette thématique commune et suivre les projets structurants (Car à Haut Niveau de Service – CHNS, modes doux, réutilisation des voies ferrées désaffectées). Cette gouvernance aura vocation à être étendue à l'ensemble du bassin de vie montpelliérain.

Les projets structurants seront également mieux identifiés et portés collectivement auprès d'autres institutions : Etat, Région, Département.

La coordination voire la mutualisation des outils de covoiturage tels que Klaxit et Picholines.fr et un travail concerté sur les aires de regroupement avec le Département participent à cette dynamique.

Les choix, orientations et accompagnement qui seront mis en place concernant la ZFE seront réfléchis et concertés de façon partenariale, au regard du périmètre concerné et des déplacements depuis le Cœur d'Hérault vers la Métropole particulièrement pour le travail.

L'alimentation et la forêt

Il convient d'engager une réflexion commune et stratégique concernant les politiques alimentaires des deux territoires sur le moyen et long terme.

La démocratie et la justice alimentaire locale constitueront un des axes majeurs de cette coopération.

La participation croisée à la gouvernance locale doit être un atout des politiques publiques. A ce titre pourront notamment être mise en œuvre les actions suivantes :

- Concernant les aspects fonciers, partage d'expérience sur différents outils et dispositifs : association foncière agricole (3M) ; périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels (PAEN) de la Rouvière (PCH) ; ZAP sur la plaine ouest (3M) ; Baux à clauses environnementales (3M) ; Espaces tests agricoles (3M et PCH) ;
- En matière d'agroécologie : mise en réseau des exploitations aux pratiques agro-écologiques vertueuses et partage des outils (fiches chemins de transition agroécologique, archipel des fermes ressources) ;
- Structuration des filières avec mise en œuvre à terme d'ateliers mutualisés de transformation alimentaire (apicole à Montaud, aire de triage céréales et légumineuses, atelier de transformation paysanne, pôle de transformation du Marché d'Intérêt National – MIN...) ;
- Evolution de la plateforme Bon et Local (BOCAL) de valorisation des circuits courts et des initiatives locales sur les territoires de la Métropole, Grand Pic Saint Loup, Pays de l'Or avec intégration du Pays Cœur d'Hérault ;
- Organisation et communication sur les 4 Saisons de l'Agroécologie, 4 temps forts dans l'année, pour valoriser les initiatives locales sur les territoires de la Métropole, Grand Pic Saint Loup, Pays de l'Or et Pays Cœur d'Hérault.

La forêt est également un espace de séquestration carbone à valoriser à l'aune des PCAET des deux territoires. Une gouvernance commune permettrait d'y travailler plus en amont. Cette politique peut prendre appui sur la Charte Forestière de Territoire (CFT) du Cœur d'Hérault.

L'économie et l'emploi

Le projet de contrat de partenariat doit favoriser l'innovation et la création d'entreprises :

- Participer en tant que membres fondateurs à la création de l'Agence de Développement de l'aire urbaine montpelliéraine ;
- Développer de manières pragmatiques et opérationnelles le partenariat entre les incubateurs et pépinières d'entreprises du Business Innovation Center la future Halle de l'innovation Novel.id ;
- Assurer une qualité d'accompagnement et de services aux entreprises et porteurs de projets accompagnés par le Pays Cœur d'Hérault (co-accompagnement incubation et accélération ;
- Favoriser l'accès aux compétences et aux expertises du BIC (relations inter-entreprises, rencontres investisseurs et événements divers, stratégies concertées du foncier et de l'immobilier d'entreprises ;
- Réorienter les projets issus des deux territoires et/ou souhaitant s'y installer.

Le tourisme, le patrimoine et la culture

La proximité des deux structures intercommunales permet d'envisager les axes de coopération touristique suivants :

- Etablissement de documents de promotion avec renvoi vers les destinations, produits « *micro-aventures* » au départ de Montpellier, coproduction de contenus marketing... ;
- Accueil de groupes (montage de produits packagés agro-oeno, sportif, etc.) en lien avec le tourisme d'affaire et professionnel accueilli sur Montpellier (colloques, salons, séminaires) ;
- Coopération sur la filière oenotouristique au travers du label « *Vignobles et découvertes* » : échanges d'expériences dans le cadre du dossier de candidature porté par Montpellier Méditerranée Métropole, création d'offres packagées communes...

Dans le cadre du pilotage respectif d'une Convention Généralisée d'Education Artistique et Culturelle (CGEAC) à l'échelle de Montpellier Méditerranée Métropole et du Pays Cœur d'Hérault, des partenariats pourraient être articulés autour de différentes approches :

- La sensibilisation à la culture des publics en temps scolaire par des parcours de résidences artistiques croisés ;
- Le développement des pratiques artistiques amateurs, en développant par exemple les liens entre les écoles de musique du Cœur d'Hérault et le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Métropole ;
- L'implication et l'élargissement des publics en favorisant des coopérations entre les projets artistiques des deux territoires (autour de la photo par exemple avec le Festival Iso Photo de Vendémian et le Pavillon Populaire) ;
- La structuration de l'EAC, en organisant conjointement des actions de formation professionnelle croisées et en favorisant les coopérations entre les services éducatifs ;
- Le rayonnement des équipements culturels structurants (label national et/ou en capacité de mobiliser des publics et de s'appuyer sur des professionnels des arts et de la culture) de la Métropole vers le Pays Cœur d'Hérault sera développé (projets avec le MOCO par exemple).

Gouvernance

La gouvernance de ce partenariat sera assurée par un Comité de Pilotage composé des présidents des deux structures ou leurs représentants et des Vice-Présidents ou leurs représentants dont les délégations sont impactées par cet accord. Il se réunira une fois par an pour prendre acte du bilan établi par le Comité Technique et définir les principales évolutions de cette coopération.

Les Conseils de développement des deux territoires seront associés au suivi et à l'évolution de ce contrat.

Le contrôle régulier de sa bonne mise en œuvre sera assuré par un Comité Technique composé des directeurs généraux ou leurs représentants et des principaux responsables administratifs et techniques participant à l'alliance des deux territoires.

Le présent contrat de partenariat est conclu de sa signature au 31 décembre 2026.

Il pourra être modifié par avenant adopté par délibération concordantes portant notamment sur l'ajout de nouvelles thématiques, le complément ou l'amendement du programme d'actions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le syndicat de développement local du Pays Cœur d'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Attractivité - Contrat de réciprocité entre la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle et Montpellier Méditerranée Métropole - Mise en synergie Med Vallée et Cap Gallargues - Autorisation de Signature

La Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle regroupant 27 327 habitants et 10 communes, située à mi-chemin entre Montpellier et Nîmes bénéficie d'une desserte ferroviaire et routière privilégiée :

- L'autoroute A9 avec un échangeur sur la commune même de Gallargues-le-Montueux ;
- La ligne SNCF avec les gares de Gallargues, Uchaud et le Pôle d'Echanges Multimodal de Vergèze-Codognan.

Elle souhaite créer à proximité de l'échangeur autoroutier, une zone d'activités de 25 hectares, essentiellement dédiée au bien-être, à la santé et au médical. Ce projet est dénommé « *Cap Gallargues* ».

Elle représentera un saut qualitatif important en matière d'aménagement, d'environnement et de conception architecturale répondant aux standards les plus élevés dans ces domaines. Elle bénéficiera à cet effet d'un réseau de chaleur et de froid (ou boucle tempérée) privilégiant les énergies renouvelables. Le parti-pris d'aménagement prévoit 9 hectares non cessibles destinés à la création d'un parc naturel dont une partie pourra être à vocation agricole ainsi que la mise en place progressive d'une canopée urbaine participant à atténuer les îlots de chaleur. Les ouvrages hydrauliques de rétention feront l'objet d'un traitement paysager permettant d'en faire des espaces qualitatifs de vie. Les nouvelles évolutions relatives aux mobilités seront aussi prises en compte : création d'infrastructures terminales des liaisons de déplacement en mode doux (voies de circulation dédiées, parkings vélos sécurisés, mise en place d'un plan de mobilités inter-entreprises, aménagement optimisé des places de stationnement. L'objectif consistera aussi à limiter l'imperméabilisation des sols grâce à une gestion des accès et des déplacements internes à la zone (intégrant les livraisons) afin de favoriser le stationnement collectif et limiter les espaces de stationnement sur les parcelles.

Cette opération résonne parfaitement avec l'ambition et le projet Med Valley qui vise à fédérer les acteurs et créer des synergies interdisciplinaires médicales, alimentaires, environnementales afin de construire un projet de santé global exemplaire, sur l'aire d'attractivité montpelliéraine, de rayonnement national et international. Il participe au rééquilibrage des implantations d'entreprise sur l'arc nord de Montpellier en privilégiant la création, la rénovation de zones ou d'infrastructures performantes et vertueuses en termes de développement durable. A titre de rappel 89 perspectives d'implantations ont déjà été recensées dont 48 en cours : 21 en santé, 8 en agri/agro/alimentation, 16 en environnement et 3 en multi-filières. Cette dynamique responsable au profit de l'amélioration de la qualité de vie représente déjà 110 millions d'euros

d'investissement

Cette synergie entre le projet Cap Gallargues et Med Valley constitue le socle de ce projet de partenariat dont les principaux axes sont les suivants :

- Travailler à la complémentarité des offres afin de sécuriser l'implantation et les parcours immobilier des entreprises sur le territoire et plus globalement sur l'ensemble de l'aire d'attractivité montpelliéraine ;
- Organiser une coordination permettant de partager et réorienter les prospects, de développer une connaissance et des expertises communes concernant les écosystèmes cibles, de créer du réseau entre les entreprises et les opérateurs des deux territoires ;
- Définir des référentiels communs notamment en termes d'économie socialement responsable, d'exigences architecturales et environnementales, concernant l'analyse et le choix des prospects, le suivi des entreprises ;
- Etablir une stratégie partagée d'attractivité : communication institutionnelle, présence sur les salons d'immobiliers d'entreprises, actions de promotion ciblées.

La future agence de développement interterritoriale sera étroitement associée à la mise en œuvre et à l'animation de cet accord.

D'autres thématiques pourront être développées dans le cadre de ce partenariat conclu jusqu'au 31 décembre 2026 notamment en matière de mobilité ou d'aménagement du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Solidarités - Pacte Territorial d'Insertion départemental (PTI) 2022-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Le Pacte Territorial d'Insertion (PTI), élaboré par le Département, est le document de gouvernance des politiques d'insertion instauré par la loi n°2008-12449 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, modifiée par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013. Il définit les modalités de coordination des actions entreprises par les acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, dont les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) en lien avec le Programme Départemental d'insertion (PDI).

Pour le PTI 2022-2025, le Département de l'Hérault souhaite associer les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à la signature de celui-ci. A noter que le PTI associe des acteurs tels que l'Etat, la Région, Pôle Emploi, la Caisse d'Allocations Familiales, l'Union Départementale des Centres Communaux d'Action Sociale de l'Hérault, l'Association Régionale des Missions Locales, etc...

Sur la durée du Pacte Territorial d'Insertion, les partenaires s'engagent à :

- Contribuer à l'animation du partenariat autour de la déclinaison opérationnelle des orientations territoriales, définies conjointement et annexées au PTI départemental ;
- Réaliser des actions s'inscrivant dans un ou plusieurs des objectifs proposés ;
- Apporter leur offre de services en mobilisant leurs moyens humains et financiers ;
- Faciliter les synergies et la mutualisation entre les différentes parties ;
- Participer à l'analyse et à l'évaluation des réalisations et des résultats au niveau départemental et local.

Le nouveau PTI s'appuie sur une feuille de route déclinée autour de quatre axes : la levée des freins à l'insertion, l'accompagnement et la mise en relation avec le monde du travail, la continuité des parcours et le pilotage.

Par ailleurs, la volonté du Département est de maintenir l'expérimentation de « *plans d'action locaux* » par territoire de mise en œuvre du Pacte Territorial d'Insertion 2022-2025, dont un à l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'échelle du territoire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ont engagé, dans le cadre du dernier Contrat de Ville, un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales

d'emploi et d'insertion, dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs, dont le Département de l'Hérault, tient une place centrale.

Ainsi à l'échelle du territoire métropolitain, dans un souci de cohérence et d'efficacité, la bonne articulation entre tout dispositif local de coordination et d'animation des politiques d'emploi et d'insertion existant et le Pacte Territorial d'Insertion constitue un enjeu important.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du Pacte Territorial d'Insertion 2022-2025 du Département de l'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le Pacte Territorial d'Insertion, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Solidarités - Copropriété Les Cévennes à Montpellier - Convention de plan de sauvegarde entre la Métropole, l'État, la Région, le Département et autres partenaires institutionnels - Autorisation de signature

Au titre de sa politique de veille sur les copropriétés, et dans le cadre des études de préfiguration du Nouveau Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier cofinancés par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et l'Agence nationale de l'habitat (Anah), Montpellier Méditerranée Métropole a fait réaliser des diagnostics sur les grandes copropriétés verticales de deux quartiers Mosson et Cévennes concernés, qui ont confirmé la situation préoccupante de certaines d'entre-elles, parmi lesquelles la copropriété Les Cévennes, dans le quartier du même nom.

En 2019, l'Etat a inscrit la copropriété des Cévennes, à la suite du quartier de la Mosson, comme site du Plan Initiative Copropriétés (PIC), et comme périmètre de projet ANRU, confirmant le diagnostic porté par la Métropole et offrant des outils financiers et opérationnels supplémentaires. La copropriété des Cévennes bénéficie ainsi de l'ambitieux projet de Rénovation Urbaine d'intérêt régional (PRIR), qui doit permettre de réaménager le foncier, aujourd'hui privé, et d'améliorer les conditions de vie quotidienne des habitants.

Dans ce cadre, la Métropole a sollicité auprès de Monsieur le Préfet l'élaboration d'un plan de sauvegarde de la copropriété tel que prévu par le Code de la construction et de l'habitation (CCH). Cette demande s'appuyait notamment sur :

- Les problématiques sociales importantes sur Cévennes 1 (444 logements) nécessitant un accompagnement spécifique ;
- Les situations d'impayés préoccupantes ;
- Une problématique de gestion avec la nécessité d'engager et d'accompagner une scission de la copropriété composée de plus de 900 logements d'un bloc ;
- Le besoin de rénover au plan thermique l'ensemble immobilier Parc des Arceaux (474 logements) au sein de la copropriété n'ayant pas fait déjà l'objet antérieurement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

Le Préfet a pris le 16 mai 2019 un arrêté portant création d'une commission d'élaboration du plan de sauvegarde, qui s'est depuis réunie 2 fois en séance plénière et plus d'une douzaine de fois en ateliers thématiques afin de travailler sur les approches sociale, technique et « *vie quotidienne* » du projet. Ce travail dense a permis de préparer la convention de plan de sauvegarde, comprenant les objectifs et actions de la phase opérationnelle qui doit se dérouler sur 5 années à compter de la date de signature de la convention par

tous les partenaires parmi lesquels la Région, le Département, la Ville, la Banque des Territoires, la Caisse d'Allocations Familiales, la Fondation Abbé Pierre, FDI SACICAP, et les syndicats concernés.

La convention de plan de sauvegarde a été présentée et partagée par l'ensemble des partenaires réunis à nouveau en séance plénière le 19 décembre 2022. Elle comporte des objectifs relatifs à la gestion, à la gouvernance, au bâti, et décrit les moyens (actions, outils). Les actions prévues dans la convention de plan de sauvegarde, reflétant l'ambition du projet, permettront ainsi :

- D'accompagner les nouvelles copropriétés (formation etc.) et les nouveaux conseils syndicaux issus de la scission ;
- De poursuivre l'accompagnement social des ménages fragiles et de prévenir les impayés de charge ;
- D'améliorer la gestion et la gouvernance : optimisation des charges, participation plus active des copropriétaires ;
- D'améliorer le cadre de vie par la mise en place d'une gestion urbaine de proximité ;
- D'assurer une coordination avec les autres volets du Projet de rénovation urbaine ;
- De financer les travaux de réhabilitation thermique (Parc des Arceaux – Cév. 2) et/ou de sécurité indispensables (Cév. 1)

En matière de gouvernance, le pilotage de la réalisation du plan sera assuré conjointement par la Métropole et l'Etat, avec la réunion *a minima* une fois par an de la commission instituée en 2019 en séance plénière. Le suivi-animation est assuré par la SA3M, dans le cadre d'un mandat, et ce depuis la phase d'élaboration démarrée en 2019. Un coordonnateur externe, a été missionné, comme le permet la réglementation (Code de la Construction et de l'Habitation – Art. L 615-2), chargé de veiller au bon déroulement du plan et de rendre compte à l'Etat et à la Métropole. Il s'agit du groupement AAMO-La Strada, retenu par la Métropole à l'issue d'une consultation.

Des indicateurs de résultat permettront chaque année de rendre compte de l'avancement au Préfet et au Maire-Président, sur chacun des volets d'action.

La convention de plan de sauvegarde comporte des engagements des partenaires, au premier rang desquels la Métropole, avec une contribution financière à double titre :

- La Métropole assurera un financement en tant que délégataire de l'Anah :

- Pour les travaux en parties communes, le taux de financement est porté à 60 % avec la bonification de la part Métropole, le financement des travaux en portage ciblé, des travaux en parties privatives et les aides MaPrimeRénov, correspondant à 8 165 640 € décomposé comme suit :

- 4 195 170 € soit 50 % du montant travaux au syndicat de copropriétaire ;
- 1 182 140 € de bonification des aides de la Métropole ;
- 1 071 000 € de prime MaPrimeRénov ;
- 163 750 € pour les travaux en parties privatives ;
- 1 553 580 € pour les travaux en portage ciblé ;

- Pour l'ingénierie, correspondant à 3 749 387 €, soit le financement de l'ingénierie du portage ciblé, de l'aide à la gestion, de la Gestion Urbaine de Proximité, du suivi-animation de la SA3M et du coordonnateur ;

- La Métropole contribuera également sur ses fonds propres à la réalisation du plan de sauvegarde de la manière suivante :

- Pour les travaux en parties communes, avec une subvention de 15 % en moyenne au Syndicat des Copropriétaires (taux de base et prime Plan climat) qui permettra de déclencher la bonification Anah, et un soutien portant sur les travaux en parties privatives, correspondant à un montant total prévisionnel de 2 412 527 € décomposé comme suit :

- 1 205 634 € soit 10 % du montant travaux au syndicat de copropriété ;
 - 366 600 € soit la prime climat pour les immeubles réalisant des travaux d'économie d'énergie ;
 - 195 500 € pour les travaux en parties privatives ;
- Pour l'ingénierie, la contribution de la Métropole au suivi-animation, à la gestion urbaine de proximité et à la mission du coordonnateur sont estimés à 644 793 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de plan de sauvegarde de la copropriété Les Cévennes à intervenir entre la Métropole, l'Etat, la Région, le Département et les autres partenaires institutionnels ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Solidarités - Nouveau Projet de Rénovation Urbaine (NPRU) Mosson-Cévennes - Avenant à la charte partenariale de relogement - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole pilote le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU) Mosson - Cévennes qui prévoit notamment la démolition de logements sociaux et le recyclage de copropriétés dégradées. Ces opérations impactent directement les ménages y habitant, et nécessitent leurs relogements. Ces relogements, prioritaires à l'échelle de la Métropole, s'inscrivent dans un cadre réglementaire et stratégique en matière d'attributions de logements sociaux et de rééquilibrage social du territoire, défini par le Document-cadre d'orientation de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), approuvé par délibération en Conseil de Métropole du 22 mars 2019.

Afin de formaliser et de sécuriser la démarche d'accompagnement des ménages concernés par ces relogements, une charte partenariale organisant le dispositif de relogement inter-bailleurs mis en place a été signée le 15 juin 2020 par l'Etat, les bailleurs sociaux, les principaux réservataires (Action Logement et Département de l'Hérault) et Montpellier Méditerranée Métropole. Cette charte constitue un socle commun et partagé d'engagements des acteurs des attributions autour des relogements Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU).

Les relogements relevant du NPRU Mosson-Cévennes constituent un enjeu collectif pour la réussite du projet urbain de transformation de ces quartiers, et doivent être envisagés de manière partenariale pour assurer une équité de traitement et la qualité des parcours résidentiels des ménages concernés.

La charte partenariale de relogement signée en 2020 définit le cadre général de référence et engage la mobilisation des contingents réservataires. Elle définit une répartition prévisionnelle des relogements par bailleur pour une première phase de relogements ciblant les opérations de démolition de logements sociaux du quartier Mosson (à savoir 357 logements des résidences Tour d'Assas, Uranus, Saturne, Mercure et Oxford) pour permettre notamment la construction d'un pôle éducatif des Halles, de programmes de logements neufs et d'une voie nouvelle pour améliorer la circulation dans le quartier.

Au 30 septembre 2022, 347 ménages (décohabitants inclus) ont été relogés, et seuls 58 relogements restent à réaliser pour clôturer la phase 1 du relogement ANRU. Aussi, les premières démolitions vont pouvoir démarrer en 2023, avec notamment la résidence Uranus, dont tous les occupants ont été relogés. L'ensemble des occupants de l'emblématique Tour d'Assas seront également relogés au 1^{er} semestre 2023 (9 relogements restants à réaliser au 30 septembre 2022), pour une démolition de la tour en 2024.

L'Office de la Métropole, ACM Habitat, principal bailleur social démolisseur, a réalisé 85 % des relogements dans son parc social. 85% des relogements réalisés (tout bailleur confondu) ont été réalisés à Montpellier et 33% des ménages relogés à ce jour ont souhaité rester sur le quartier de la Mosson (notamment des retraités souhaitant conserver leurs habitudes quotidiennes de vie).

Pour rappel, la mise en œuvre effective des relogements a été confiée à la Mission Relogement portée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), qui est composée de de Conseillères en Economie Sociale et Familiale (CESF). Celles-ci sont notamment chargées de réaliser les enquêtes sociales auprès des ménages et identifier si certains nécessitent un accompagnement spécifique. Elles travaillent avec les locataires sur les éventuels freins, notamment les questions de mobilité pour élargir leurs demandes au niveau de la localisation souhaitée. Elles assurent le rapprochement offre/demande sur l'ensemble des logements sociaux du territoire de la Métropole, et orientent les ménages concernés vers les bailleurs et réservataires pour attribution. Elles suivent les modalités du relogement, et réalisent le suivi post-relogement des ménages. Ainsi, la Mission Relogement reste à l'écoute et à la disposition des ménages, des bailleurs, des réservataires et des communes tout le long des étapes du processus de relogement.

Outre la phase 1, la charte partenariale de relogement prévoit une phase 2 concernant le relogement des occupants des grandes copropriétés verticales de la Mosson et des Cévennes promises à démolition, dont les objectifs et la mise en œuvre doivent être précisés par un avenant, à partir de la consolidation des besoins de relogement jusqu'en 2028 pour ces opérations. Elle précise ainsi les engagements des bailleurs et des réservataires pour les relogements des copropriétés de Font del Rey, Espérou, Pic Saint Loup, Hortus et Résidence du Lac sur le quartier de la Mosson (soit 406 logements) et de 57 logements de la copropriété des Cévennes. Le succès de ces relogements reposant sur la mobilisation inter-bailleurs/réservataires, et la priorisation de ces ménages lors des attributions.

Cette phase 2 concerne donc 463 logements dans le parc privé, auxquels s'ajoutent la démolition de 52 logements sociaux de La Pinède et Neptune, pour l'aménagement du cours Saint Paul et la construction du siège social ALTEMED. Le besoin de relogement estimé pour la phase 2 est de 659 relogements (décohabitants inclus), dont 13 déjà réalisés au 30 septembre 2022.

En parallèle du recyclage du parc privé financés dans le cadre du NPRU Mosson-Cévennes, il est prévu d'accompagner le redressement de copropriétés sur le quartier Mosson et des Cévennes par une action ciblée en partenariat avec ANAH (Agence Nationale de l'Habitat) pour le rachat des lots des propriétaires en difficultés. Ce portage ciblé des copropriétés Mosson-Cévennes pourra conduire à des relogements dans le parc public, estimé à 49 relogements.

Aussi, au 30 septembre 2022, le besoin de relogement jusqu'en 2028 dans le cadre du le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU) Mosson-Cévennes est estimé à 753 relogements (58 pour clôturer la phase 1, 646 restants pour la phase 2 et 49 pour le portage ciblé des copropriétés).

L'avenant de la charte partenariale de relogement du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine Mosson-Cévennes sera signée par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), le Préfet de l'Hérault, les bailleurs sociaux, les principaux réservataires (Action Logement et Département), la SA3M, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie qui assure le recyclage de deux copropriétés dans le cadre du projet, et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant de la charte partenariale de relogement du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine Mosson-Cévennes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Avenant n°1 à la convention partenariale - Autorisation de signature

Les Projets de renouvellement urbain Mosson et Cévennes s'intègrent pleinement dans l'ambition de ré-équilibrer la ville et d'accélérer les dynamiques de transformation urbaine et sociale de ces quartiers. A ce titre, améliorer la qualité de vie (et les conditions de vie) au quotidien des habitants, rendre attractif ces quartiers et favoriser la mixité sociale et fonctionnelle, ainsi que les connecter à la Ville et la Métropole, sont des objectifs prioritaires. Au-delà d'interventions urbaines majeures, chaque quartier fera l'objet d'un projet global de territoire afin de renforcer la mise en cohérence des différentes politiques publiques de la collectivité et de ses partenaires, dont l'Etat, les collectivités territoriales, les associations, les acteurs socio-professionnels et économiques.

La participation des habitants est au cœur de ces projets. Il s'agit, dans ce cadre, de renforcer la relation aux habitants, de mobiliser les forces vives déjà impliquées dans des dynamiques positives, et de s'inscrire dans un mode de relation clair et transparent, en particulier sur les délais de réalisation des opérations. Les deux Maisons du Projets Mosson (au sein de l'Espace Gisèle Halimi) et Cévennes ont été ouvertes en 2022, ainsi qu'une annexe de la Maison du Projet Mosson au cœur des Halles des quatre saisons.

Des moyens d'ingénierie supplémentaires sont mobilisés par la Collectivité (avec la création d'une Mission territoriale dédiée Métropole, Ville, SA3M et ACM) à cet effet, à la fois sur la dimension participation citoyenne, mais aussi sur l'accompagnement au changement via la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP), l'éducation, les solidarités, le développement économique ou l'insertion socio-professionnelle.

La convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes a été signée par l'ensemble des partenaires le 23 juillet 2021. Sur la base d'un investissement global de 371 M€, l'engagement financier de l'ANRU pour cette convention initiale s'élève à 84,4 M€ dont 21,3 M€ sur Cévennes et 63,1 M€ sur Mosson, qui bénéficie également de 25,8 M€ de prêts d'Action logement.

Afin de conforter l'ambition de la Collectivité et la cohérence du projet urbain de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole a présenté en 2022 au comité national d'engagement de l'ANRU, un dossier visant à amplifier les interventions, en intégrant la transformation du secteur Saint-Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Les partenaires de l'ANRU ont validé les évolutions et les propositions d'amplification du projet de

renouvellement urbain du quartier de la Mosson ainsi que la nouvelle ambition portée par la Métropole et la Ville, saluant ainsi :

- Le travail d'approfondissement de la stratégie habitat, entre autre sur le volet copropriétés dégradées. Il s'appuie sur un socle partenarial solide, notamment avec l'ANAH et l'EPF Occitanie ;
- La stratégie et l'ambition très forte pour la réussite et l'excellence éducative, pilier de la transformation durable du quartier.

Afin d'intégrer cette amplification du programme urbain et les plans de financement associés, il est donc proposé de signer un avenant n°1 à la convention initiale.

Dans ce cadre, la requalification du secteur Saint-Paul est en effet stratégique et prioritaire. Le projet conforte sa vocation « *servicielle* » et commerciale, pour contribuer fortement au renversement d'image du grand quartier Mosson, avec des marqueurs forts :

- L'implantation de Halles de la Méditerranée, avec une offre attractive à l'échelle métropolitaine ;
- Le maintien et la réorganisation qualitative de l'offre commerciale ;
- L'implantation, en proximité immédiate de la station de tramway, du nouveau siège du groupe ACM/SERM-SA3M ;
- Le maintien des équipements publics ;
- La programmation d'espaces publics, vastes et ouverts ;
- Une nouvelle offre de logements en diversification.

La transformation du Grand Mail et la création de la place Paillade vont permettre de poursuivre les actions engagées, visant à restructurer le grand mail en trois parties qui auront chacune des vocations et usages différents. Une des actions phares est la création d'une place à la jonction des secteurs résidentiels organisés autour des rues de Barcelone, Louisville et des équipements tels que le centre social CAF, le groupe scolaire Heidelberg/Louisville ou encore la Maison pour Tous Louis-Feuillade. Rendue possible par la démolition des copropriétés Font del Rey, Barcelone 2000 et Hortus (partiellement pour cette dernière), la création de cette nouvelle centralité avec un vaste plateau piéton, sera complétée par des commerces de proximité et le développement d'un programme immobilier à vocation économique.

L'éducation étant au cœur du projet de renouvellement urbain de la Mosson, l'ANRU a accepté de co-financer deux nouveaux groupes scolaires, soulignant l'ambition d'une relocalisation de certains groupes scolaires aux franges du quartier, dans un objectif de mixité sociale. Ainsi, en complémentarité du projet du pôle éducatif des Halles, il est prévu la relocalisation d'écoles, notamment dans le secteur Saint Paul. En lien avec l'attractivité de cette nouvelle polarité, le groupe scolaire Hypatie, localisé à l'Est de l'avenue de l'Europe, favorisera la mixité entre la Mosson et les quartiers environnants. Au sud, un groupe scolaire à proximité immédiate du collège Arthur-Rimbaud, permettra de créer des passerelles entre le primaire et le secondaire et favorisera les liens entre les quartiers Mosson et alentours.

En matière d'insertion professionnelle, initialement contractualisé à hauteur de 257 000 heures d'insertion dans la Convention, le projet d'Avenant porte l'objectif global à plus de 325 000 heures d'insertion en lien avec les opérations qui vont être menées, et ce au bénéfice des habitants éloignés de l'emploi. Le suivi et la mise en œuvre de ce dispositif se fera dans le cadre de la Plateforme collaborative métropolitaine clause sociale.

Globalement, l'investissement complémentaire sur le quartier de la Mosson s'élève à 145 M€ HT. L'ANRU et ses partenaires nationaux ont accordé, à ce titre, grâce à la remise en mouvement et à l'étroite collaboration entre le nouvel exécutif et les instances du l'ANRU, 49 M€ de concours financiers supplémentaires dont 43 M€ de subvention ANRU et 6 M€ de prêts bonifiés Action Logement.

Le montant d'investissement global du projet de renouvellement urbain pour les quartiers Mosson et Cévennes, s'élève ainsi à environ 500 M€ HT, tous maîtres d'ouvrage confondus. L'investissement pour la Ville de Montpellier demeure inchangé à 38 M€ et l'investissement pour la Métropole augmente de 41 M€,

passant de 85 M€ à 126 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement concerté (ZAC) sur le secteur Saint Paul - Bilan de la concertation préalable et modalités de participation du public par voie électronique sur l'étude d'impact - Approbation

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 23 juillet 2021, la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Etat et de l'ensemble des partenaires locaux et nationaux.

Pour rappel, le projet de renouvellement urbain doit affirmer sur le secteur Saint Paul une nouvelle attractivité et répondre notamment aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par la réhabilitation des logements sociaux et la construction de logements privés ;
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements, de services publics, de commerces et une redynamisation du tissu économique ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement, notamment en proposant des espaces publics qualitatifs ;
- De transition écologique en développant l'accès aux transports en commun et aux mobilités actives, en assurant la réhabilitation énergétique des bâtiments existants et en veillant à la qualité environnementale des bâtiments qui seront construits.

Pour mettre en œuvre le projet urbain du secteur Saint Paul, la procédure de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) a été retenue. Conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole du 26 juillet 2022 a arrêté les objectifs et les modalités d'association du public, pour organiser la concertation réglementaire préalable à la création de la ZAC.

Conformément aux dispositions de l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, la présente délibération a pour objet de tirer le bilan de cette concertation préalable et de prévoir les modalités de participation du public par voie électronique sur l'étude d'impact.

1. Bilan de la concertation préalable

Rappel des objectifs et modalités de concertation :

La délibération du 26 juillet 2022 rappelait les objectifs poursuivis par le projet de ZAC :

- Accueillir des fonctions tertiaires et de services autour de l'arrêt de Tramway ;
- Recréer une offre commerciale attractive en restructurant l'appareil existant et en le diversifiant ;
- Restructurer les équipements publics et compléter l'offre scolaire ;
- Proposer une offre de logements diversifiée ;

- Redonner du lien entre les différents espaces urbains et paysagers : parc de la Mosson, quartier Malbosc et quartier Saint Paul ;
- Requalifier les espaces publics en créant un espace central et fédérateur articulé autour du futur cours paysager, en requalifiant l'avenue de l'Europe, etc. ;
- Accueillir de nouvelles mobilités (Bustram, pistes cyclables...).

Les modalités de concertation fixées par Montpellier Méditerranée Métropole étaient les suivantes :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation ;
- L'information de l'ouverture de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et la plateforme <https://participer.montpellier.fr> ;
- L'organisation d'une réunion publique ;
- La mise à disposition du dossier de concertation à l'Hôtel de Métropole, en Mairie de proximité du quartier et sur le site internet de la Métropole.

La mise en œuvre de la concertation :

La concertation préalable s'est déroulée du mercredi 12 octobre 2022 au jeudi 10 novembre 2022 inclus. Les modalités précises ont été les suivantes :

- La parution d'un avis d'ouverture de la concertation dans le *Midi Libre* du 8 octobre 2022, sur le site de la *Gazette de Montpellier* à partir du 06 octobre 2022 et dans l'édition papier du 13 octobre 2022 ;
- L'information de l'ouverture de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et la plateforme <https://participer.montpellier.fr> ;
- L'affichage de l'avis au public aux sièges de la Métropole, à la Mairie de proximité et à la maison du projet située sur le quartier, pendant toute la durée de la concertation ;
- La mise à disposition d'un dossier de concertation au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la Mairie de proximité Mosson, aux heures habituelles d'ouverture, accompagné d'un registre ayant permis aux personnes intéressées de consigner leurs observations. Ce dossier était également disponible sur le site internet de la Métropole, où un formulaire en ligne permettait de faire part de ses observations sur le projet ;
- L'organisation d'une réunion publique le 19 octobre 2022 au Collège Les Escholiers à la Mosson.

Prise en compte des avis exprimés :

Le dispositif de concertation mis en place a permis aux habitants du quartier de s'exprimer en amont de la création de la ZAC Saint Paul en cohérence avec le projet de renouvellement urbain.

Les contributions écrites (dans les registres mis à disposition et par voie électronique) ont été modérées. Le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole a fait l'objet de deux remarques pour questionner le devenir des commerces du centre commercial et la nature des futurs commerces en lien avec les besoins des habitants. Une observation a été portée dans le registre disponible en Mairie de proximité. Trois avis ou questions ont par ailleurs été transmis via le formulaire en ligne.

Sur l'ensemble de ces remarques, cinq sont recevables car en lien direct avec le projet de création de ZAC et le projet de renouvellement urbain sur le secteur Saint Paul. Les interrogations ont principalement porté sur le devenir du centre commercial.

La réunion publique a permis à plusieurs habitants, commerçants et acteurs du quartier, de s'exprimer sur le projet de ZAC et plus largement sur le quartier, ses équipements, enjeux et problématiques.

Les contributions portées durant cette période permettent d'émettre un avis favorable et d'en arrêter le bilan. Un rapport détaillé a été établi.

2. Modalités de participation du public par voie électronique sur l'étude d'impact

Conformément aux articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale doit être sollicité sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la présente concertation, incluant l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le bilan de la concertation seront soumis à la participation du public par voie électronique.

Il est proposé de retenir les modalités suivantes pour cette procédure spécifique :

Une publication, 15 jours avant le démarrage, d'un avis :

- Dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;
- Sur le site internet <https://participer.montpellier.fr> ;
- Par affichage au siège de la Métropole et à la Mairie de proximité de la Mosson.

Cet avis annoncera les dates et modalités de mise à disposition du dossier et de participation du public, dont le déroulement sera le suivant :

- Mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site <https://participer.montpellier.fr>, pendant une durée de 30 jours, avec la possibilité de recueillir les avis du public durant cette période ;
- Si une personne en fait la demande, le dossier sera consultable sur support papier à l'Hôtel de Métropole aux jours et heures habituelles d'ouverture au public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'arrêter le bilan de la concertation préalable au projet de création d'une ZAC sur le secteur Saint Paul, qui s'est déroulée du 12 octobre au 10 novembre 2022 ;
- D'engager la participation du public par voie électronique selon les modalités définies ci avant, conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

CONCERTATION PREALABLE A LA CREATION D'UNE ZAC SUR LE SECTEUR SAINT PAUL DU QUARTIER MOSSON - MONTPELLIER

CONCERTATION DU 12 OCTOBRE AU 10 NOVEMBRE 2022 - BILAN



A- Contexte

Le quartier de la Mosson a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires.

Le projet de renouvellement urbain a été présenté par le Maire Président le 26 mars 2022 à la population, aux acteurs associatifs, institutionnels et économiques.

Plus spécifiquement, le projet de renouvellement urbain doit affirmer sur le secteur Saint Paul une nouvelle attractivité et répondre notamment aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs,
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements et espaces publics qualitatifs et une redynamisation du tissu économique,
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement.

La mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain sur le secteur Saint Paul, nécessite la création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Une concertation spécifique à cette procédure est rendue obligatoire eu égard aux articles L103-2, L103-3 et L103-4 du Code de l'urbanisme. C'est dans ce cadre que le conseil de Métropole a approuvé par délibération en date du 26 juillet 2022, les objectifs et les modalités d'association du public.

B- Objectifs de la concertation et de la ZAC

La délibération du 26 juillet 2022 rappelait les objectifs poursuivis par le projet de ZAC :

- Accueillir des fonctions tertiaires et de services autour de l'arrêt de Tramway ;
- Recréer une offre commerciale attractive en restructurant l'appareil existant et en le diversifiant ;
- Restructurer les équipements publics et compléter l'offre scolaire ;
- Proposer une offre de logements diversifiée ;
- Redonner du lien entre les différents espaces urbains et paysagers : Parc de la Mosson, quartier Malbosc et quartier St Paul ;
- Requalifier les espaces publics en créant un espace central et fédérateur articulé au futur cours paysager, en requalifiant l'avenue de l'Europe ;
- Accueillir de nouvelles mobilités (Bustram, pistes cyclables...).

C- Modalités de la concertation préalable au projet urbain

Conformément à l'avis d'ouverture de la concertation, les étapes de concertation réglementaire relative à l'engagement de l'opération Saint Paul ont été organisées suivant les modalités décrites ci-dessous :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation,
- L'information de l'ouverture de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et la plateforme <https://participer.montpellier.fr>
- L'organisation d'une réunion publique,
- Un dossier relatif au projet de ZAC a été mis à disposition du public à l'Hôtel de Métropole et en Mairie de proximité du quartier aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la Métropole. Ce dossier comprenait :
 - La délibération du 26 juillet 2022
 - Un plan de situation
 - Un plan prévisionnel du périmètre de l'opération
 - Une notice explicative des objectifs et enjeux du projet
 - Un registre destiné à recueillir les observations du public

Le registre papier de la Métropole a fait l'objet de deux observations et celui de la mairie de proximité d'une observation. Trois contributions ont été enregistrées sur le site internet. La réunion publique du 19 octobre 2022 a permis de mobiliser environ 100 participants dont les questions / réponses sont détaillées ci-après.

D- Synthèse des contributions recueillies et éléments de réflexion produits par Montpellier Méditerranée Métropole

La concertation préalable à la création de la ZAC Saint Paul a permis de recueillir des observations sur des thématiques variées.

❖ Contributions formulées lors de la réunion publique du 19 octobre 2022 :

La réunion publique du 19 octobre 2022 qui portait sur le projet de ZAC Saint Paul, a fait l'objet de 19 interventions. Cette réunion a permis de mobiliser environ 100 personnes, dont de nombreux commerçants.

Le compte-rendu de cette réunion est annexé au présent document.

Cette réunion a permis de présenter :

- Les grandes orientations urbaines
- Le projet urbain d'ensemble de la Mosson
- Le projet de ZAC Saint Paul
- Le calendrier prévisionnel
- Les modalités de concertation du public

Elle a notamment été l'occasion de rappeler certains grands enjeux du projet de renouvellement urbain :

- Travailler sur les connexions est primordial pour relier le quartier au reste de la ville et à la Métropole,
- Agir par sous-secteurs d'intervention (Les Halles, Saint Paul, le Sud Mosson, etc.)
- Intervenir sur les trois principales polarités commerciales : Sud, Halles et Saint Paul,
- Le projet de renouvellement urbain est un projet sur le moyen à long terme : certaines opérations sont d'ores et déjà engagées et des actions de préfiguration seront également mises en œuvre,
- Lancer dès 2022 et 2023 des actions pour mettre en valeur et rendre attractif le parc de la Mosson.

Elle a permis de détailler les enjeux et objectifs du projet de ZAC sur ce secteur :

Mixité fonctionnelle :

- Recréer une offre commerciale attractive pour la population du quartier, les actifs du secteur et la population extérieure
- Restructurer les services publics
- Compléter l'offre éducative en construisant un nouveau groupe scolaire

Mixité sociale :

- Diversifier l'habitat par des programmes de logements neufs

Qualité du cadre de vie et de l'environnement :

- Mettre en valeur et relier aux espaces naturels proches
- Accueillir de nouvelles mobilités (Bustram, pistes cyclables...)
- Aménager des espaces publics de qualité

Lors des échanges avec le public plusieurs sujets ont été abordés (cf. compte-rendu réunion publique joint au bilan) :

- Des sujets liés aux commerces et leur devenir :
 - Le devenir de l'actuel centre commercial,
 - Le projet de Halles de la Méditerranée et le type de commerces qui s'y trouveront,
 - Les modalités de rachat des murs et des fonds de commerces et les craintes qui y sont liées,
 - La desserte et les stationnements liés aux commerces,
 - La visibilité des commerces et l'impact potentiel sur les chiffres d'affaires.
- Des sujets liés aux équipements du quartier :
 - Le devenir des groupes scolaires actuels et le besoin d'équipements éducatifs de qualité,
 - La localisation des futurs groupes scolaires et leur contexte (sécurité),
 - Le besoin d'équipements de santé plus nombreux,
 - L'inquiétude des personnels du Collège sur le projet de logements de fonction,
 - Un besoin en équipements sportifs et de loisirs.
- Des sujets liés au projet global :
 - Des interrogations sur les évolutions financières et thématiques du projet,
 - Les circulations, stationnements et futurs cheminements du projet.

❖ Contributions écrites :

Six remarques ont été consignées : deux dans le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole, une sur celui de la Mairie de Proximité et trois sur le site internet de la Métropole. Sur l'ensemble de ces contributions écrites, seules cinq sont recevables car en lien direct avec le projet de création de ZAC et le projet urbain secteur Saint Paul.

Remarque 1 :

Que faites-vous des commerçants existants sur le centre commercial Paillade 1 et 2 car ce centre avec ses différentes activités fonctionne très bien et amène aussi bien la vie des Hauts de Massane et du quartier Mosson ?

Éléments apportés par Montpellier Méditerranée Métropole :

Les commerçants et propriétaires qui le souhaitent seront contactés par la SA3M afin d'étudier leurs souhaits et besoins. Il est d'ores et déjà possible de prendre rendez-vous (occupants, propriétaires ou locataires) à la Maison du Projet. Les commerçants et propriétaires seront associés, comme tous les habitants, tout au long de l'élaboration du projet.

Ce projet n'est qu'une esquisse avec un scénario de 15 000 m² de SDP (surfaces de plancher) démolies mais 28 000 m² SDP recrées, donc bien davantage.

L'idée est de construire des premiers bâtiments, d'y relocaliser en RDC les commerces de Saint Paul, puis démolir Saint Paul et reconstruire ensuite afin qu'il n'y ait pas de rupture de l'offre commerciale.

Remarque 2 :

Quels types de commerces sont prévus ? Pour subvenir aux besoins des futurs habitants ?

La personne demande à être recontactée.

Éléments apportés par Montpellier Méditerranée Métropole :

Le programme n'est pas encore défini. Les idées sont d'ores et déjà bienvenues dans la concertation. Il s'agit pour l'instant d'une idée, d'un concept qui vise à donner une diversité et une attractivité accrue en revenant à l'idée originelle où les habitants venaient car on y trouvait beaucoup de produits diversifiés, pour les habitants du quartier et ceux des autres quartiers de la ville. Un contact sera pris avec cette personne.

Remarque 3 :

Il est difficile de trouver des produits bio à Saint Paul. Ce serait à développer dans les projets futurs.

Merci de bien penser à inviter le Conseil Citoyen des Hauts de Massane pour tout ce qui concerne la concertation Saint Paul. Merci de bien vouloir ajouter la légende sur la carte du plan de situation et sur la carte Orientations urbaines et paysagères à l'échelle du Plan Guide.

Éléments apportés par Montpellier Méditerranée Métropole :

Le concept des Halles Méditerranéennes vise justement à ouvrir à la diversité l'offre commerciale. Nous sommes au début du projet et toutes les idées pourront être étudiées. Le Conseil Citoyen sera partie prenante des futures étapes de concertation.

Remarque 4 :

Quid de la réutilisation ou du recyclage des matériaux des bâtiments et VRD détruits ?

Éléments apportés par Montpellier Méditerranée Métropole :

Le projet de renouvellement prévoit le recyclage des matériaux dans le cadre des futurs chantiers, quand cela sera possible.

Remarque 5 :

Au nom du Collectif Saint Paul, collectif de propriétaires, il nous semble important de rappeler que l'espace commercial Saint Paul est un espace commercial privé, dont les propriétaires ont été tenus à l'écart de ce projet ainsi que des concertations et aucune proposition ne nous a été faite à ce jour.

Nous exprimons donc :

- 1- la volonté de conserver nos locaux, et en cas d'expropriation, celle de vendre au prix du marché par rapport au rendement.
- 2- une inquiétude quant à la période de travaux (perte des loyers, mais charges foncières et de copropriété à payer...)
- 3- une demande de transparence quant aux négociations de la SERM avec nos locataires.
- 4- une possibilité de faciliter le projet : possibilité de cession de parking, pas d'opposition de principe au projet.
- 5- une possibilité de compliquer le projet : formation d'un collectif, création d'une association, refus d'expropriations sans discussion collective et bilatérale.

Éléments apportés par Montpellier Méditerranée Métropole :

Les commerçants et propriétaires qui le souhaitent seront contactés par la SA3M afin d'étudier leurs souhaits et besoins. Il est d'ores et déjà possible de prendre rendez-vous (occupants, propriétaires ou locataires) à la Maison du Projet. Rien ne se fera sans associer les commerçants et propriétaires.

Le centre commercial va être transformé. Il y aura une démolition – reconfiguration – reconstruction pour qu'il soit davantage adapté aux besoins du quartier. Les locataires et propriétaires auront des propositions de relogements ou d'achats. L'objectif de l'aménageur mandaté par la collectivité est de rencontrer les commerçants (locataires et propriétaires) et les propriétaires de murs pour savoir ce qu'ils veulent faire, rester, trouver ailleurs...et leur proposer des solutions adaptées.

Le Collectif est invité à rencontrer les équipes de la Maison du Projet à la maison du projet située au 35 rue de la Haye, notamment lors des permanences organisées tous les vendredis sur le projet urbain (contact.renovationmosson@sa3m.fr – 04 67 13 63 10). Des rendez-vous d'échange et de travail pourront être pris autant que de besoin.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

**Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson -
Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Mosson Sud - Modalités de
participation du public par voie électronique sur l'étude d'impact - Approbation**

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 23 juillet 2021, la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Etat et de l'ensemble des partenaires locaux et nationaux. Pour rappel, le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson doit affirmer en partie sud une nouvelle centralité métropolitaine pour répondre aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs ;
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements et espaces publics qualitatifs et une redynamisation du tissu économique ;
- De réorganisation des fonctions (commerces, stationnement, ...) ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en mettant en valeur les espaces naturels, véritable identité du quartier mais méconnus à ce jour.

Pour mettre en œuvre le projet urbain de Mosson Sud, la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été retenue. Conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole du 28 septembre 2021 a arrêté les objectifs et les modalités d'association du public, pour organiser la concertation réglementaire préalable à la création de la ZAC. Le Conseil de Métropole a ensuite approuvé en date du 26 juillet 2022 le bilan de cette concertation préalable qui s'est déroulée du 5 avril au 2 mai 2022.

Conformément aux articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale a été sollicité sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la concertation préalable, incluant l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact et le bilan de la concertation préalable seront soumis à la participation du public par voie électronique.

Il est proposé de retenir les modalités suivantes pour cette procédure spécifique :

Une publication, 15 jours avant le démarrage, d'un avis :

- Dans un journal régional ou local diffusé dans le département ;
- Sur le site internet <https://participer.montpellier.fr> ;
- Par affichage au siège de la Métropole et à la Mairie de proximité de la Mosson.

Cet avis annoncera les dates et modalités de mise à disposition du dossier et de participation du public, dont le déroulement sera le suivant :

- Mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site <https://participer.montpellier.fr>, pendant une durée de 30 jours, avec la possibilité de recueillir les avis du public durant cette période ;
- Si une personne en fait la demande, le dossier sera consultable sur support papier à l'Hôtel de Métropole aux jours et heures habituelles d'ouverture au public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'engager la participation du public par voie électronique selon les modalités définies ci-avant, conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Montpellier - Modalités de concertation sur la mise en compatibilité du PLU - Approbation

Par délibération n°M2021-231 du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a créé la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone. Elle porte sur une superficie d'environ 7 hectares, délimités par l'avenue Nina Simone au Nord, la rue du Mas de Barlet à l'Ouest, l'A709 au Sud et la route de Vauguières à l'Est.

Cette opération s'inscrit dans le projet urbain de Port Marianne, dont le développement se poursuit désormais le long de l'avenue Nina Simone (ZAC Parc Marianne, ZAC République) mais aussi par l'engagement du quartier Cambacérès au Sud de l'A709. Le prolongement de la ligne 1 de tramway viendra border ce secteur sur son côté Est pour desservir la gare et le lycée Pierre-Mendès-France notamment. Ainsi, ces évolutions majeures apportent à ce secteur un contexte urbain affirmé, qu'il convient de prendre en compte pour lui offrir des perspectives d'évolutions en harmonie avec son environnement.

Le programme de la ZAC Nina Simone prévoit les éléments suivants :

- La création d'environ 30 000 m² de surface de plancher dédiée aux activités, le long de l'A709, avec la constitution d'une enveloppe urbaine destinée à protéger le quartier du bruit et des particules, et le long de l'avenue Nina Simone ;
- La création d'environ 400 logements familiaux et résidences étudiantes ;
- La création d'un réseau de voiries, de mails plantés et de réseaux divers ;
- L'aménagement de cheminements modes doux et notamment d'un large mail planté central connecté aux quartiers mitoyens ;
- L'affirmation des masses végétales existantes, des arbres remarquables, et la préservation d'un maximum de surfaces de pleine terre dans un souci de préservation de la biodiversité et de lutte contre le phénomène d'îlot de chaleur ;
- Le maintien, dans la mesure du possible, des habitations préexistantes en cœur de site ;
- L'aménagement de bassins de rétention hydrauliques végétalisés.

Au total le programme global prévisionnel des constructions sera au maximum de 62 000 m² de surface de plancher.

Environ 46% des surfaces nécessaires à l'opération ont pu déjà être achetées à l'amiable. Une déclaration d'utilité publique est maintenant nécessaire pour achever les acquisitions foncières et mettre en œuvre cette

ZAC. En outre la mise en œuvre de cette opération nécessite la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier. Aussi est envisagée de mener une procédure de Déclaration d'utilité publique avec mise en compatibilité du PLU, à solliciter par la Métropole, maître d'ouvrage concédant de l'opération.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, régissant les modalités de collaboration entre la Métropole et les communes sur la compétence PLU, le Conseil municipal a été sollicité et a rendu un avis favorable sur le projet de mise en compatibilité par la délibération n°V2022-509 du 1^{er} Février 2022. En effet, l'ensemble des évolutions projetées par cette mise en compatibilité du PLU répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier et énoncés par la délibération n°V2021-065 du 12 avril 2021, en particulier : lutter contre l'étalement urbain par la reconquête d'espaces en friche au cœur de la ville, préserver et renforcer le patrimoine végétal existant, maîtriser l'imperméabilisation des sols, développer une offre en logements qui réponde à la diversité des besoins et des budgets des ménages et à la forte amplitude des parcours résidentiels, promouvoir un habitat collectif de qualité pour proposer une vraie alternative à la maison individuelle.

La mise en compatibilité porte essentiellement sur les points suivants :

- La diminution des zones 3AU, AU0-2 et 12AU2 et la création de la zone 16AU ;
- La création du règlement de la zone 16AU qui permet la construction d'immeubles collectifs, destinés aux activités tertiaires et mixtes et aux logements, de hauteur limitée à 54 mètres NGF, soit, avec un terrain naturel autour de 27 mètres, des immeubles limités à R+7 pour les plus hauts ;
- La création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation pour le secteur ;
- La préservation de l'Espace Boisé Classé et des arbres remarquables identifiés au PLU.

Cette procédure de mise en compatibilité du PLU a fait l'objet en mars 2022 d'une demande au cas par cas auprès de l'autorité environnementale. Celle-ci a répondu en mai 2022 que cette procédure doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Ainsi, la mise en compatibilité du PLU est susceptible de faire l'objet, à la fois d'une concertation relevant du Code de l'urbanisme (articles L.103-2 et L.104-1) et d'une concertation relevant du Code de l'environnement (article L.121-15-1).

Dans ces conditions, l'article L.121-15-1 du Code de l'environnement permet de soumettre l'ensemble du projet à concertation au titre du code de l'environnement avec l'accord de l'autorité compétente. Il précise que la concertation doit permettre de débattre des objectifs et des principales orientations de la mise en compatibilité du PLU, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Celle-ci permet, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives. Elle porte aussi sur les modalités d'information et de participation du public après la concertation préalable. Ces modalités sont encadrées par l'article L.121-16 du Code de l'environnement.

Aussi, nous vous proposons par la présente de fixer les modalités suivantes pour cette concertation :

- 1- Affichage de la présente délibération au siège de la Métropole et en mairie de Montpellier ;
- 2- Mise à disposition du public du dossier à la Mairie de Montpellier, au siège de la Métropole et sur le site internet de la ville pendant un mois. Il comprendra :
 - o La présente délibération ;
 - o Le projet de notice de mise en compatibilité du PLU ;
 - o L'évaluation environnementale de la mise en compatibilité ;
 - o Un registre destiné à recueillir les observations du public ;
- 3- Publication, au moins 15 jours avant le début de la mise à disposition du dossier, d'un avis annonçant la concertation dans le journal d'information de la Métropole, *le Midi libre*, *la Gazette de Montpellier* et par un affichage sur le site du projet.

A l'issue, il sera rendu compte du bilan de la concertation préalable par délibération du Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner son accord pour soumettre ce projet de mise en compatibilité du PLU avec le projet de ZAC Nina Simone à concertation au titre du Code de l'environnement ;
- D'approuver l'ouverture de cette concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU avec le projet de ZAC Nina Simone ;
- D'approuver les modalités de concertation listées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Aménagement durable - Protocole transactionnel visant à éteindre les obligations de la Métropole vis à vis de la parcelle BL n°267, sise 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole a été sollicitée par les propriétaires de la parcelle BL 267, située 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier, afin de mettre en œuvre ses obligations nées des accords pris à l'occasion de l'acquisition, par acte administratif des 22 avril et 13 octobre 1987, de la parcelle cadastrée BL 268 sise commune de Montpellier, lors de la mise en œuvre du plan d'alignement de la voie dénommée « rue du Pioch de Boutonnet ».

Ces obligations impliquent la prise en charge par la Collectivité de la reconstitution à l'identique des équipements existants, soit un abri agricole et le déplacement de compteurs dans l'emprise concernée.

La parcelle a intégré le domaine public et le déplacement des compteurs a été réalisé.

Par acte notarié du 2 août 2022, Monsieur LEPLAT et Madame SERRE ont acquis la parcelle BL 267, située rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier, grevée de ces obligations dont ils ont sollicité la commutation en obligation financière en lieu et place de l'obligation de faire due par la Collectivité. Sur la base de devis produits par une entreprise spécialisée, contrôlés par les services métropolitains, la construction de l'abri agricole a été évaluée à 27 800 € TTC (vingt-sept mille huit cents euros toutes taxes comprises).

Etant donné la demande des propriétaires actuels, le chiffrage proposé sur devis, inférieur *a priori* aux bordereaux de prix dont dispose la Collectivité dans ses propres marchés publics, étant donné les aléas, notamment en termes assurantiels, liés à une intervention en maîtrise d'ouvrage sur des terrains privés, il est proposé de reconnaître l'intérêt concordant des propriétaires et de la Métropole, et ainsi, d'accepter la conversion de l'obligation de faire en indemnité financière.

Afin de formaliser et sécuriser cet accord, il est proposé de contractualiser un protocole transactionnel avec M. LEPLAT et Mme SERRE, propriétaires de la parcelle BL 267, sise commune de Montpellier. La signature du protocole entraînera le versement de l'indemnité due et éteindra à la fois les obligations pesant sur la Collectivité nées de l'acte d'acquisition de la parcelle BL n°268, sise commune de Montpellier et, par anticipation, toute possibilité de recours contentieux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du protocole transactionnel avec les conjoints Christophe LEPLAT et Delphine SERRE, actant la transformation de l'obligation de faire en un versement unique d'une indemnité de 27 800 € TTC (vingt-sept mille huit cents euros toutes taxes comprises) ;
- De dire qu'un acte notarié, à la charge de la Métropole, constatera l'extinction de l'ensemble des obligations de la collectivité vis-à-vis des propriétaires de la parcelle BL 267, sise commune de Montpellier, nées de la vente des 22 avril et 13 octobre 1987, à la suite de la signature du protocole transactionnel et au versement de l'indemnité due ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Commune de Saint Jean de Védas - Zone d'activités économiques Lauze Est - Autorisation environnementale unique du projet - Engagement de l'enquête - Approbation

Le site de la Lauze-Est sur la commune de Saint Jean de Védas, se situe au sud de l'autoroute A9, de part et d'autre de la RM 612. Il présente un fort potentiel de développement économique dans le prolongement des Parcs d'Activités existants de la Lauze et de Marcel-Dassault, à proximité d'infrastructures routières importantes.

Pour s'assurer de la faisabilité de ce projet, la Métropole, compétente en matière d'aménagement des zones d'activités économiques, a confié en juin 2019 une concession d'aménagement à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), afin de réaliser la création et la réalisation de l'opération sous forme de ZAC.

Afin de conforter l'action foncière sur ce site, la Métropole a également sollicité l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon, aujourd'hui devenu Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPF), afin de constituer les réserves nécessaires à ce projet. À cet effet, une convention d'anticipation foncière a été signée par la Métropole et l'EPF le 3 juin 2015. La Déclaration d'Utilité Publique, permettant à l'EPF de se rendre propriétaire des terrains nécessaires à l'opération, a fait l'objet d'un arrêté du préfet de l'Hérault en date du 21 juin 2016. Cette DUP a été prorogée le 16 juin 2021 jusqu'au 21 juin 2026.

Ainsi, sur environ 30 hectares, la création d'un nouveau Parc d'activités économiques sur le site de la Lauze-Est, à l'est des Parcs d'Activités existants de la Lauze et de Marcel-Dassault, présente un intérêt public majeur pour la Métropole et viendra compléter l'offre de foncier économique nécessaire dans les années à venir. Outre l'accueil de nouvelles entreprises, le parc permettra la création d'environ 800 emplois. La délibération du Conseil de Métropole du 31 janvier 2019 a tiré le bilan de la concertation qui s'est tenue en novembre 2018, en vue de créer la Zone d'Aménagement Concerté.

La programmation économique prévue sur l'opération est orientée autour des activités productives : artisanat, industrie, production, distribution et logistique urbaine. Cette programmation pourra être affinée à la suite de l'enquête publique unique, objet de la présente délibération. La capacité de construction de surfaces de plancher à vocation économique est estimée à environ 100 000 m² de Surface de Plancher. L'opération pourra aussi constituer une réserve foncière pertinente pour le projet métropolitain MedVallée, dont la dynamique autour de la recherche, du bien-être et de la santé est à conforter.

Les règles d'urbanisme du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas en vigueur sur le périmètre de l'opération ne sont actuellement pas compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet est donc subordonnée à une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, afin d'adapter les règles du document d'urbanisme avec ce projet

d'intérêt général. La procédure de mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'une délibération du Conseil de la Métropole le 2 novembre 2017.

La SA3M a élaboré le dossier de demande d'autorisation environnementale de l'opération au titre des articles L. 181-1 à L.181-31 du Code de l'environnement, qui comprend le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, l'étude d'impact valant rapport environnemental et le dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction des espèces animales, végétales et d'habitats d'espèces protégées.

La Ville, la Métropole et son aménageur la SA3M, souhaitent réaliser un projet économique exemplaire en terme environnemental et de résilience du territoire. Aussi, pour satisfaire à l'autorisation environnementale du projet, il est prévu la création de 5 bassins de rétention d'un volume total de 19.490 m³ permettant de compenser l'imperméabilisation du site, ainsi que la création d'un ouvrage de franchissement de la Capoulière et d'un ouvrage de décharge hydraulique assurant l'écoulement des eaux en période de crue centennale. Il est également pris l'engagement de protéger 27,75 ha d'espaces agricole et naturels, dont 15,13 ha sur la commune de Saint Jean de Védas à moins de 2 km de l'opération. En complément de la compensation, Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M se sont engagées à protéger et renaturer 6 ha de l'allée alluviale de la Capoulière, sur le site de l'opération.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a instruit le dossier au titre de la loi sur l'eau, l'a jugé complet, et l'a autorisé à être porté à l'enquête publique. Le Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) a instruit le dossier de dérogation à la destruction d'espèces et lui a donné un avis favorable sous conditions le 25 novembre 2021. Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) pour lever les conditions et confirmer ainsi l'avis favorable du CNPN, en intégrant notamment les points suivants :

- Les espaces naturels qui seront détruits par les raccordements routiers (notamment par la création d'un carrefour giratoire sur la RM612) ont été intégrés et pris en compte dans le calcul de la compensation proposée au titre du dossier des espaces naturels ;
- La surface de compensation a été augmentée de 6 ha ;
- Une Obligation Réelle Environnementale (ORE) de 99 ans en faveur du CEN sera contractualisée par Montpellier Méditerranée Métropole, pour ce qui concerne l'allée alluviale et chacun des sites compensés, dans le cadre d'une convention, avec engagement de mettre en œuvre les actions présentées sur une durée de 30 ans ;

Le projet d'aménagement de la Lauze-Est fait l'objet de trois procédures distinctes permettant la réalisation de l'opération :

- Une procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU, qui a déjà fait l'objet d'une délibération du Conseil de la Métropole le 2 novembre 2017 ;
- Une procédure de création de la ZAC pour laquelle la concertation s'est déroulée en novembre 2018, et dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole en date du 31 janvier 2019 ;
- Une procédure de demande d'autorisation environnementale unique, objet de la présente délibération.

Ces procédures feront l'objet d'une enquête publique unique menée par le préfet de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'opération de la Lauze-Est ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter le préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture de l'enquête unique nécessaire à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif à l'opération pour les 3 procédures conjointes :
 - o La procédure au titre de la Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU ;
 - o La procédure de création de la ZAC ;
 - o La procédure d'autorisation environnementale ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les mesures administratives nécessaires à la conduite de cette procédure et à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Villeneuve-lès-Maguelone - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 29 mars 2013. Le document a fait l'objet de plusieurs procédures de mise à jour, d'une mise en compatibilité et d'une modification simplifiée. Il fait aujourd'hui l'objet d'une modification de droit commun n°1.

Ce projet de modification du PLU porte sur deux objets : l'un consistant à adapter la servitude de mixité sociale, l'autre consistant à clarifier les dispositions de l'article 13 du règlement écrit relatif à la compensation des arbres coupés.

Objet 1 : adaptation de la servitude de mixité sociale

Lors de son élaboration en 2013, le PLU imposait, pour l'ensemble des zones U et AU à vocation d'habitat (UA, UD, UE, 2AU), la réalisation d'au moins 30 % de logements locatifs sociaux pour tout projet d'au moins 12 logements ou présentant une surface de plancher à destination d'habitat d'au moins 700 m².

Les objectifs du Programme local de l'Habitat (PLH) assignés à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour la période 2019-2024 et en particulier les objectifs de rattrapage en matière de production locative sociale (production d'environ 70 à 75 logements par an dont au moins 33 % de logements locatifs sociaux) impliquent d'adapter la servitude de mixité sociale telle qu'élaborée en 2013.

Dans ce cadre, il est proposé d'abaisser le seuil de déclenchement de cette servitude à une surface de plancher à destination d'habitation supérieure ou égales à 400 m² et d'exiger une part de production plus importante affectés aux logements locatifs sociaux en la portant à au moins 50 % du nombre de logements et au moins 45 % de surface de plancher à destination d'habitat.

Objet 2 : adaptation de l'article 13 du règlement écrit

Afin de préserver l'ambiance végétale très prégnante sur le territoire communal, le PLU institue de manière généralisée une règle imposant que les arbres de haute tige existants et les masses végétales significatives soient maintenus. Le cas échéant, ils peuvent être déplacés ou remplacés par un plant de même importance.

L'application de cette règle a mis en évidence une interrogation quant à la localisation de la compensation.

Aussi, il s'agit par la présente modification de lever toute ambiguïté en précisant explicitement qu'il s'agit d'une compensation à l'unité foncière.

Déroulement de la procédure

Par délibération n°2022DAD073 en date du 18 juillet 2022, le Conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a émis un avis favorable quant au projet de modification n°1 du PLU.

Le projet de modification n°1 du PLU a été notifié, avant ouverture de l'enquête publique, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme (Préfets de Région et de Département, aux Présidents du Conseil régional, du Conseil départemental, de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre de métiers et de la Chambre d'agriculture), ainsi qu'au Maire de Villeneuve-lès-Maguelone conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme.

Par décision n°MRAe:2022DKO189 en date du 22 août 2022, la Mission Régionale d'Autorité environnementale a dispensé le projet d'évaluation environnementale, après examen au cas par cas réalisé en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°MAR2022-0051, en date du 30 septembre 2022, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et sur le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne porté par la Direction régionales des Affaires Culturelles (DRAC).

L'enquête publique unique s'est déroulée du 24 octobre 2022 au 25 novembre 2022 inclus. A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis à la Métropole le 19 décembre 2022.

S'agissant du projet de création du PDA de l'Eglise Saint-Etienne, celui-ci a également reçu un avis favorable du Commissaire enquêteur. Il appartient désormais au Préfet de solliciter l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du Code du Patrimoine en vue de son annexion au PLU de Villeneuve-lès-Maguelone au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

En ce qui concerne les personnes publiques associées destinataires du dossier de modification n°1 du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- Par courrier du 27 juillet 2022, la Chambre des métiers et de l'artisanat de l'Hérault a précisé que le projet de modification n'appelaient aucune remarque de sa part ;
- Par courrier du 11 août 2022, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable sur le projet de modification.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête publique, 26 observations ont été formulées, soit qu'elles aient été inscrites sur l'un des registres d'enquête mis à sa disposition à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, soit qu'elles aient fait l'objet d'un courrier ou d'un courriel adressés au Commissaire enquêteur.

Toutes les observations formulées par le public sur la modification n°1 du PLU ont porté sur l'adaptation de la servitude de mixité sociale. En synthèse, 12 personnes se sont déclarées opposées à la modification de la servitude de mixité sociale considérant que cette modification :

- Ne sert pas les intérêts à long terme de la commune ;
- Entraînera une diminution de la qualité des constructions ;
- Conduira, par effet de compensation, à une augmentation des prix à la vente des logements privés ;

- Aura pour conséquence une densification diffuse de la totalité du village, au détriment de la biodiversité par la destruction de jardins et d'arbres ;
- Entraînera une aggravation de la situation économique et sociale et un appauvrissement de la commune ;
- Favorisera la création de ghettos sociaux par le départ des catégories sociales plus aisées ;
- Induira une insuffisance des infrastructures pour l'accueil des nouvelles populations.

Deux observations ne portant pas sur l'objet de l'enquête publique ont par ailleurs été formulées : l'une concerne une demande relative à la constructibilité d'une unité foncière, l'autre porte sur la suppression présumée d'un emplacement réservé.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée, de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dressé par le Commissaire enquêteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- D'approuver le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- De tenir le dossier de modification à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Juvignac - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme - Approbation

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 11 juillet 2012. Il a depuis fait l'objet de plusieurs mises à jour, de deux modifications simplifiées et d'une modification n°1 de droit commun.

Le projet de modification n°2 du PLU s'inscrit aujourd'hui dans le cadre du futur collège de Juvignac, porté par le Conseil Départemental de l'Hérault, dont l'ouverture est annoncée dès la rentrée 2024. Situé à l'interface des quartiers des Constellations et des Garrigues, implanté sur le site de l'actuel stade de football Pénaranda, à proximité immédiate des transports urbains et des équipements sportifs, le collège aura une capacité d'accueil maximale de 720 élèves.

Le site d'implantation est actuellement inscrit en zones UC et UD1 du PLU. Les règles spécifiques de ces zones ne sont pas adaptées à la réalisation du projet, en particulier en termes d'implantations et de hauteur. Le projet de modification n°2 se traduit en conséquence par l'évolution du règlement et du plan de zonage afin de créer, au sein de la zone urbaine générale UC, un secteur de zone UC1 spécifique au projet de collège.

Déroulement de la procédure

Par délibération n°22.07.04.10 en date du 04 juillet 2022, le Conseil municipal de la Ville de Juvignac a émis un avis favorable sur le projet de modification n°2, conformément à la Charte de gouvernance du PLU.

Le projet de modification n°2 du PLU a été notifié, avant ouverture de l'enquête publique, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme (Préfets de Région et de Département, aux Présidents du Conseil régional, du Conseil départemental, de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, de la Chambre de métiers et de la Chambre d'agriculture), ainsi qu'au Maire de la Commune de Juvignac conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme. Dans ce cadre :

- La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM34) a souligné que la localisation au cœur du tissu urbain de ce projet permettait d'assurer une connexion entre deux quartiers existants tout en prévoyant une accessibilité aisée et multimodale pour les futurs usagers. Elle a favorablement relevé que le projet de création de cet équipement public s'inscrivait dans un objectif de renouvellement urbain et de maîtrise de la consommation foncière. La DDTM a rappelé, par ailleurs, la nécessité de respecter le régime juridique applicable à l'Espace Boisé Classé (EBC) attenant au terrain d'implantation. Elle a en outre demandé de compléter la partie « *risques* » de l'additif au rapport de présentation du PLU afin de préciser que le site est concerné par un aléa feu de forêt localisé sur la pinède à l'Est du projet, correspondant à une emprise inconstructible du collège et de prendre effectivement en compte cet aléa dans la conception du bâti du collège et dans

- son exploitation ;
- L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de la Direction Régionale des affaires culturelles (DRAC) a recommandé, quant à elle, que les futurs bâtiments en lisière sud soient uniquement en R+1 et sans alignement direct sur rue ;
- La Chambre des Métiers et de l'artisanat de l'Hérault a précisé que le projet de modification n'appelait aucune remarque ;
- Le Conseil Départemental de l'Hérault a émis un avis favorable.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe), par décision n°2022DK0197 du 24 août 2022, a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification n°2 du PLU de Juvignac après examen au cas par cas établi en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme considérant notamment qu'il s'agissait d'un site déjà anthropisé, au sein de l'enveloppe urbaine, proche des transports en commun et que le projet prévoyait de développer les déplacements doux et les mobilités actives.

Par arrêté n°MAR2022-0050, en date du 30 septembre 2022, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac, et concomitamment, sur le projet de création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson. L'enquête publique unique s'est déroulée du 24 octobre 2022 au 25 novembre 2022 inclus afin de recueillir les observations et propositions du public lors des permanences du commissaire enquêteur, sur les registres mis à disposition à cet effet, par courrier ou par voie dématérialisée.

Les observations relatives au projet de modification du PLU ont porté sur :

- Le projet de collège en lui-même et plus précisément sur la carte scolaire et la mixité sociale, sur la localisation du projet en zone urbaine, sur l'exiguïté du terrain d'assiette et sa capacité d'accueil, sur la qualité de vie au collège et sur le projet architectural ;
- L'accessibilité du collège ;
- La prise en compte des risques et nuisances ;
- Le devenir de la pinède attenante au terrain d'implantation classée en EBC ;
- Les installations sportives existantes (salles de sport Jean-Moulin et Lionel-de-Brunélys) et futures (près de l'école Mandela).

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec la Commune de Juvignac et le Conseil Départemental, dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dressé par le commissaire-enquêteur.

Il ressort, en outre, du dossier d'enquête publique et du rapport du commissaire enquêteur que deux erreurs matérielles doivent être corrigées : l'une concernant le report au plan de zonage de l'étiquette correspondant à la zone UC telle que délimitée après création du secteur UC1, l'autre relative aux implantations en limites séparatives afin d'éviter toute erreur ou ambiguïté lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis à Montpellier Méditerranée Métropole le 20 décembre 2022, un avis favorable quant au projet de modification n°2 du PLU assorti de trois réserves libellées comme suit :

« Avant le début des travaux de la construction du collège, le maître d'ouvrage :

- RÉSERVE N°1 : s'engage à établir un plan de circulation global et détaillé (piéton, vélo, véhicules à moteur et transports en commun) à partir d'études complètes prenant en compte la création d'un collège susceptible d'accueillir plus de 700 collégiens, situé au centre-ville de la commune de Juvignac sur l'emplacement actuel du terrain de football Penaranda ; ce plan fera l'objet d'une présentation au public lors de réunions publiques permettant à la fois de présenter ce projet de circulation et de recueillir l'avis des personnes présentes ;
- RÉSERVE N°2 : apportera les éléments nécessaires à la compréhension de l'intégration de l'espace boisé classé au collège, à sa sécurisation vis-à-vis des collégiens et à son maintien en bon état environnemental ; il recueillera l'avis du public ;
- RÉSERVE N°3 : mettra à disposition du public un plan détaillé du futur collège permettant de comprendre son intégration dans le paysage urbain ; il recueillera l'avis des riverains ».

Montpellier Méditerranée Métropole prend acte de ses conclusions tout en précisant qu'elle n'est pas maître d'ouvrage du projet de collège et que les compétences en matière de circulation relèvent, en l'espèce, de Monsieur le Maire de Juvignac.

Après échanges avec les deux collectivités concernées, la Commune de Juvignac, pour qui l'intégration de ce nouvel établissement scolaire dans son environnement paysager et urbain au cœur de la ville constitue un enjeu majeur, organisera une phase de concertation, le cas échéant sous forme d'ateliers avec les usagers, afin de présenter les principes de circulation, douces et motorisées, et de stationnement. Le Conseil départemental, quant à lui, assurera la présentation du projet et de son intégration dans le paysage urbain et s'attachera à apporter les éléments de compréhension relative à la pinède attenante au terrain d'implantation du collège, composante paysagère importante du projet et espace récréatif rare et de grande qualité au bénéfice des collégiens et des enseignants.

S'agissant du projet de création des deux périmètres délimités des abords (PDA), le Commissaire enquêteur désigné a émis un avis favorable à la création du PDA relatif au Domaine du château de Bonnier de la Mosson et un avis défavorable au projet de création du PDA relatif au Domaine de Caunelles considérant qu'en l'état il ne saurait *« assurer le maintien de la qualité patrimoniale culturelle, environnementale et paysagère du Domaine de Caunelles et que les surfaces restreintes sur lesquelles l'architecte des Bâtiments de France aura à donner son avis n'assureront pas la préservation des intérêts patrimoniaux culturel, naturel et paysager »*.

Il appartient dès lors à Monsieur le Préfet de solliciter l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole sur le ou les projets de périmètres délimités des abords, éventuellement modifiés pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique, en vue de leur création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du Code du patrimoine, et de leur annexion au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac ;
- D'approuver le dossier de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac, modifié pour corriger les deux erreurs matérielles évoquées ci-avant et complété conformément à la demande de la DDTM ;
- De tenir le dossier de modification à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Juvignac et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Construction d'un lycée et aménagement des voiries et espaces publics connexes - Désignation de la Région Occitanie pour conduire la procédure d'expropriation en application de l'article L. 122-7 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique - Approbation du dossier de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU et du dossier d'enquête parcellaire soumis à enquête publique

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la Commune de Cournonterral, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, de construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Pour assurer la desserte de ces nouveaux équipements, la Métropole accompagne le programme de construction de la Région et de la Commune par la requalification de la RM5 au voisinage du futur complexe éducatif et sportif et l'intégration de toutes les fonctionnalités intermodales. Cela se traduit concrètement par :

- La requalification de la section de la RM5 entre les carrefours avec la route de Fabrègues (RM185) et l'avenue de la gare du Midi (RM114) afin d'y créer une zone de circulation apaisée où les circulations piétonnes, cyclables et les transports en commun seront priorités par rapport à la circulation automobile ;
- L'aménagement d'une zone de dépose/repose pour les transports scolaires et d'une station de la future ligne 4 de Bustram au droit de la Piscine Poséïdon qui permettront une redistribution des parts modales pour un accès facilité des élèves au lycée en transport en commun ;
- L'aménagement d'un carrefour giratoire entre les RM5 et RM185 qui permettra de sécuriser cette intersection ;
- L'aménagement d'un accès secondaire logistique spécifique au lycée assurant également la desserte du stationnement du personnel et des logements de fonction ;

- La réaffectation des stationnements existants du complexe sportif intégrant de nouvelles fonctionnalités intermodales (autopartage, covoiturage, possibilité de parking relais pour le futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), etc.).

Par ailleurs, dans le cadre du déploiement du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) voté par Montpellier Méditerranée Métropole en 2018, l'aménagement d'une liaison dédiée aux modes actifs entre Fabrègues et Cournonterral via le futur lycée sera aménagée.

Le projet, qui répond à ces objectifs, présente un caractère d'intérêt général.

Les terrains d'assiette des travaux nécessaires à la réalisation de l'opération représentant une superficie d'environ 12 hectares, l'opération est soumise à évaluation environnementale et entre dans le champ d'application de la concertation préalable au titre du Code de l'environnement.

Par délibération du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les modalités de la concertation qu'elle envisageait de mettre en œuvre. Par délibération du 25 janvier 2022, elle a déclaré son intention, au sens de l'article L. 121-18 du Code de l'environnement, d'engager la concertation préalable. Le droit d'initiative n'ayant pas été exercé, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre les modalités de concertation qu'elle avait définies. La concertation s'est déroulée du 17 juin au 17 juillet 2022. Par délibération du 04 octobre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a tiré le bilan de la concertation.

Le site d'implantation du lycée étant classé en zone Nn, Nnsl et An du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonterral, une procédure de mise en compatibilité du document d'urbanisme doit être mise en œuvre, en application des dispositions de l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme. L'objectif est de modifier les dispositions du PLU actuellement incompatibles avec la réalisation du projet afin de permettre cette réalisation. La procédure de mise en compatibilité du PLU est également soumise à concertation préalable du public, en application des dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les modalités de la concertation à mettre en œuvre. La concertation préalable s'est déroulée du 25 mai au 17 juillet 2022. Par délibération du 4 octobre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a tiré le bilan de cette concertation.

Le projet étant soumis à évaluation environnementale, il est soumis à enquête publique environnementale et doit faire l'objet d'une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du Code de l'environnement.

La déclaration de projet régie par le Code de l'environnement peut être suivie d'une déclaration d'utilité publique lorsque le projet public en cause nécessite le recours à une expropriation. Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré sur le principe de l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique afin de pouvoir recourir, si nécessaire, à la voie de l'expropriation. Par délibération du 15 avril 2022, la Région a également acté le principe de l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique.

En application des dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et l'expropriation étant poursuivie au profit d'une collectivité territoriale, le préfet de l'Hérault demandera, au terme de l'enquête publique environnementale, à Montpellier Méditerranée Métropole et à la région Occitanie de se prononcer, dans un délai qui ne peut excéder six mois, sur l'intérêt général du projet dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, la Métropole étant en mesure de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan parcellaire et la liste des propriétaires concernés, une enquête parcellaire pourra également être conduite en

même temps que l'enquête publique environnementale préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux aménagements de voirie. Il s'agit des parcelles cadastrées :

- Section BC n° 66 appartenant à Monsieur BERENGUER, Madame SOLIVE et héritiers ;
- Section BC n° 55 appartenant à Monsieur BOUSQUET.

La Région étant aussi en mesure de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan parcellaire et la liste des propriétaires concernés, une enquête parcellaire pourra être conduite en même temps que l'enquête publique environnementale préalable à la déclaration d'utilité publique relative au lycée. Il s'agit des parcelles cadastrées :

- Section BC n° 76 appartenant à Monsieur et Madame SINGLA ;
- Section BA n° 55 appartenant à Monsieur et Madame ARRIBAT ;
- Section BC n° 54 appartenant à Madame PORTES et Madame ARRIBAT.

En application de l'article L. 123-6 du Code de l'environnement, les enquêtes publiques préalables aux déclarations d'utilité publique et à la déclaration de projet pourront faire l'objet d'enquêtes publiques uniques. Les enquêtes parcellaires pourront être organisées conjointement à celles-ci.

Les trois maîtres d'ouvrage de l'opération, à savoir la Région Occitanie, la Commune de Cournonterral et Montpellier Méditerranée Métropole, ont convenu de confier à la Région la coordination des dossiers de déclaration de projet et de déclaration d'utilité publique nécessaires à sa réalisation.

En application de l'article L. 122-7 du Code de l'expropriation, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie souhaitent constituer un dossier unique de déclaration d'utilité publique pour les travaux relevant de leur maîtrise d'ouvrage (lycée et aménagements de voirie) et désigner la Région Occitanie pour représenter les deux maîtres d'ouvrage dans la conduite de la procédure d'expropriation.

Il est donc proposé de désigner la Région Occitanie pour constituer le dossier unique portant sur la déclaration d'utilité publique du lycée et des aménagements de voirie et le déposer auprès du Préfet de l'Hérault aux fins de solliciter la déclaration d'utilité publique des travaux relevant de ces deux maîtres d'ouvrage au profit de la Région Occitanie.

Il est également proposé de désigner la Région Occitanie pour représenter les deux maîtres d'ouvrage dans la procédure de cessibilité des immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération et pour déposer auprès du préfet de l'Hérault un dossier unique d'enquête parcellaire, puis saisir le Préfet aux fins d'obtenir les ordonnances d'expropriation.

Par délibération en date du 13 janvier 2023, conformément à la charte de gouvernance du PLU le Conseil municipal de la Commune de Cournonterral a émis un avis favorable sur le dossier de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU de la commune de Cournonterral.

Il appartient à Montpellier Méditerranée Métropole d'approuver le dossier de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU de la commune de Cournonterral et d'enquête parcellaire avant leur mise à l'enquête publique.

Le dossier de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cournonterral, mis à l'enquête, contient :

- Une notice d'informations juridiques et administratives ;
- Une notice explicative ;
- Un plan général des travaux ;
- Les caractéristiques des ouvrages les plus importants ;
- L'appréciation sommaire des dépenses ;
- L'évaluation environnementale ;

- Le dossier de mise en compatibilité du PLU.

Le dossier d'enquête parcellaire comprend, conformément à l'article R. 131-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique :

- Un plan parcellaire des terrains ;
- Un état parcellaire listant les propriétaires.

Il est précisé que, lorsqu'une opération qui fait l'objet d'une déclaration de projet nécessite une expropriation, l'acte emportant mise en compatibilité du PLU n'est pas la déclaration de projet mais la déclaration d'utilité publique (par application combinée des articles L. 122-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'article L. 153-58 du Code de l'urbanisme). La déclaration d'utilité publique, qui emportera mise en compatibilité du PLU, interviendra après la déclaration de projet sur laquelle Montpellier Méditerranée Métropole délibèrera.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De désigner la Région Occitanie pour constituer le dossier unique portant sur la déclaration d'utilité publique du lycée et des aménagements de voirie et le déposer, pour le compte de la Région et de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès du Préfet de l'Hérault aux fins de solliciter la déclaration d'utilité publique des travaux relevant de ces deux maîtres d'ouvrage au profit de la Région Occitanie ;
- De désigner la Région Occitanie pour constituer le dossier unique d'enquête parcellaire relatif à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du lycée et des aménagements de voirie et le déposer, pour le compte de la Région et de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès du Préfet de l'Hérault aux fins de solliciter l'arrêté de cessibilité au profit de la Région Occitanie ;
- De désigner la Région Occitanie pour représenter les deux maîtres d'ouvrage dans la procédure d'expropriation des immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération et saisir, pour le compte de la Région et de Montpellier Méditerranée Métropole, le Préfet de l'Hérault aux fins d'obtenir les ordonnances d'expropriation ;
- D'approuver le dossier de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et le dossier d'enquête parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Programme Savoir Rouler à Vélo auprès des élèves de CM2 scolarisés sur le territoire de la Métropole - Attribution de subventions aux communes - Approbation

Le dispositif Savoir Rouler à Vélo (SRAV) a été initié par le Comité interministériel de la sécurité routière en janvier 2018 avant de devenir un axe majeur du Plan vélo et mobilités actives du Premier ministre en septembre 2018. Il prévoit un apprentissage en 3 étapes ou 3 « *blocs* » :

1. Savoir pédaler ;
2. Savoir Circuler ;
3. Savoir rouler à vélo.

La loi du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France a ajouté le SRAV aux savoirs sportifs fondamentaux qui désigne « *l'ensemble des connaissances, compétences et aptitudes susceptibles de permettre la pratique d'une activité physique ou sportive de manière autonome et en toute sécurité* ».

Cette même année, le programme Génération vélo a été mis en place à destination des collectivités pour les accompagner y compris financièrement dans la mise en œuvre du SRAV.

Le bloc 3 étant fondamental, puisqu'il « *se déroule sur la voie publique et permet l'acquisition de l'autonomie à vélo aux enfants en situation réelle de circulation* », un outil d'accompagnement du bloc 3 du SRAV a été élaboré par le ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse, également en 2022, afin d'indiquer de façon claire comment l'organiser. Ce document de 40 pages précise que « *l'ambition est de former l'ensemble d'une classe d'âge soit environ 800 000 enfants par an, ayant entre 6 et 11 ans, avant l'entrée au collège.* »

Dès l'année scolaire 2021/2022, Montpellier Méditerranée Métropole a mis à disposition des 31 communes un fonds de subvention de près de 120 000 € pour les aider à mettre en œuvre le Savoir Rouler à Vélo sur leur territoire avec un premier objectif de délivrer 1 500 attestations à des élèves de CM2, soit 30 % des effectifs. Au bout d'un an, le bilan est particulièrement encourageant puisqu'en décembre 2022 plus de 1 300 élèves ont pu bénéficier de cet apprentissage.

Il paraissait nécessaire que cet apprentissage en lien avec l'école primaire soit mis en œuvre par les communes, au plus près des besoins des élèves (leurs trajets), des réalités de terrain et des structures parfois très localisées et ancrées sur le territoire communal.

La présente délibération a pour objet de renouveler la convention et de l'actualiser en y intégrant :

- La possibilité pour les communes de bénéficier de nouvelles aides en matière d'accompagnement, de formation et de financement issus du Programme Génération vélo ;
- Les modalités pratiques pour l'attribution des deux sources de financement (notamment afin que leur total ne dépasse pas 100 % de subvention) ;
- Des précisions sur la façon d'organiser le bloc 3, sur la base du document ministériel.

Pour ce qui concerne le calcul du montant plafond de la subvention de la Métropole, afin de permettre une montée en puissance jusqu'à la généralisation du dispositif à l'ensemble des communes, il est proposé de garder les mêmes modalités de calcul que lors de la première année de lancement du dispositif. S'ajoutant de façon complémentaire au financement du programme génération vélo, l'effet levier attendu sera encore plus important.

Un pourcentage de 30 % sera donc appliqué aux effectifs d'enfants scolarisés dans la commune, multiplié par le prix moyen observé sur le département, de 80 €, donnant un plafond indiqué, pour chaque commune ; soit un total de 4 959 élèves et de 119 016 €. Un tableau récapitulatif est joint en annexe.

Dans ce nouveau contexte et grâce à la dynamique déjà enclenchée sur le territoire de la Métropole, le SRAV pourra dans les toutes prochaines années bénéficier à tous les enfants des 31 communes de la Métropole avant leur entrée au collège.

En insistant sur la qualité du bloc 3, la Métropole met le maximum de chances de son côté pour donner envie aux nouvelles générations d'adopter le réflexe vélo et qu'ils puissent déjà profiter des bienfaits du déplacement à vélo en toute autonomie et en sécurité, pour leur santé, leur concentration à l'école et leur sociabilité ainsi que pour la bonne humeur et la confiance en soi que le déplacement à vélo procure.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le renouvellement du dispositif Savoir Rouler à Vélo pour l'année 2023 et le versement de subvention de la Métropole vers les communes ;
- D'approuver les termes des conventions de versement des subventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Montant plafond de subvention alloué par commune pour la mise en
œuvre du Savoir Rouler A Vélo sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Communes	Nb d'écoles primaires	Nb élèves CM2	30%	80 €	Montant plafond
BAILLARGUES	1	101	0,3	80 €	2 424 €
BEAULIEU	1	37	0,3	80 €	888 €
CASTELNAU-LE-LEZ	3	232	0,3	80 €	5 568 €
CASTRIES	1	67	0,3	80 €	1 608 €
CLAPIERS	1	70	0,3	80 €	1 680 €
COURNONSEC	1	50	0,3	80 €	1 200 €
COURNONTERRAL	1	81	0,3	80 €	1 944 €
FABREGUES	2	88	0,3	80 €	2 112 €
GRABELS	1	89	0,3	80 €	2 136 €
JACOU	1	89	0,3	80 €	2 136 €
JUVIGNAC	3	141	0,3	80 €	3 384 €
LATTES	5	154	0,3	80 €	3 696 €
LAVERUNE	1	58	0,3	80 €	1 392 €
LE CRES	2	120	0,3	80 €	2 880 €
MONTAUD	1	13	0,3	80 €	312 €
MONTFERRIER-SUR-LEZ	1	55	0,3	80 €	1 320 €
MONTPELLIER	65	2623	0,3	80 €	62 952 €
MURVIEL-LES-MONTPELLIER	1	23	0,3	80 €	552 €
PEROLS	2	100	0,3	80 €	2 400 €
PIGNAN	2	96	0,3	80 €	2 304 €
PRADES-LE-LEZ	1	69	0,3	80 €	1 656 €
RESTINCLIERES	1	43	0,3	80 €	1 032 €
SAINT BRES	1	35	0,3	80 €	840 €
SAINT DREZERY	1	37	0,3	80 €	888 €
SAINT GENIES DES MOURGUES	1	35	0,3	80 €	840 €
SAINT GEORGES D ORQUES	1	61	0,3	80 €	1 464 €
SAINT JEAN DE VEDAS	4	150	0,3	80 €	3 600 €
SAUSSAN	1	28	0,3	80 €	672 €
SUSSARGUES	1	32	0,3	80 €	768 €
VENDARGUES	3	78	0,3	80 €	1 872 €
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	2	104	0,3	80 €	2 496 €
TOTAL		4 959			119 016 €

Soit 30 % de subvention sur la base d'un coût moyen de 80 € par élève

quel que soit le nombre d'élèves bénéficiaires dans chaque commune, cumulable avec les aides de Génération Vélo dans la limite de 100 % de la dépense engagée.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Demande d'enquêtes parcellaires complémentaires et simplifiées - Approbation

Par arrêté n° 2013-I-1656 du 28 août 2013, le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique (DUP) le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n° 2018-I-638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°M2021-207 du 7 juin 2021, la Métropole a approuvé le projet de tracé modificatif au vu de l'enquête publique et a déclaré l'intérêt général du projet de modification de construction du tronçon entre le rond-point Paul-Fajon et la rue des Chasseurs (jusqu'à l'entrée dans l'EAI)

Par délibération n°M2021-192 du 29 mars 2021, la Métropole a approuvé la demande d'ouverture d'une enquête parcellaire secteur nord qui s'est déroulée du 5 janvier 2022 au 25 janvier 2022.

Par délibération n°M2021-321 du 28 juillet 2021, la Métropole a approuvé la demande d'ouverture d'une enquête parcellaire secteur ouest qui s'est déroulée du 4 avril 2022 au 28 avril 2022. Cette enquête a permis d'avoir l'arrêté préfectoral n°2022.07.DRCL.0301 du 20 juillet 2022 portant cessibilité en urgence sur les biens issus de l'état parcellaire.

Par délibération n°M2022-177 du 31 mai 2022, la Métropole a approuvé la demande d'ouverture d'une enquête parcellaire sur le secteur avenue Clemenceau. La préfecture est en cours d'organisation de cette enquête.

Par délibération n°M2022-256 du 26 juillet 2022, la Métropole a approuvé la demande d'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire sur les secteurs nord et ouest. La préfecture est en cours d'organisation de cette enquête.

Afin de s'assurer de l'acquisition des terrains sur l'ensemble du tracé de la future ligne 5 du tramway – Secteurs Ouest et Nord, et de respecter le planning des travaux, il convient d'envisager une ou plusieurs enquêtes parcellaires complémentaires voire simplifiées de régularisation.

Cette ou ces enquêtes parcellaires complémentaires ou simplifiées seront nécessaires pour les motifs suivants :

- Porter à la connaissance de certains propriétaires l'actualisation d'emprises ;
- Actualiser les informations relatives à l'identité de certains propriétaires à la suite d'une mutation ou changement de syndic ou encore liées aux renseignements collectés à l'occasion de la dernière enquête parcellaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement de toute enquête parcellaire complémentaire et/ou simplifiée nécessaire à la maîtrise de l'ensemble des parcelles assiette du tracé de la ligne 5 secteurs Ouest et Nord ;
- De solliciter Monsieur Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de toute enquête parcellaire complémentaire et/ou simplifiée qui serait nécessaire pour régulariser le foncier restant à acquérir sur les secteurs Ouest et Nord ;
- De requérir à l'issue de toute enquête parcellaire complémentaire et/ou simplifiée, le prononcé de l'arrêté de cessibilité dans le cadre de la procédure d'urgence ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°9 - Autorisation de signature

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte Locale (SAEML) TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Délégué et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^{ème} phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19, pour le subdélégataire.

Par délibération n°M2022-260 en date du 26 juillet 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°7 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire, adapter la grille tarifaire et mettre à jour le contrat à la suite de la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL) et la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République.

Par délibération n°M2022-396 en date du 4 octobre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a retiré la délibération n°M2022-230 visant à la signature d'un avenant n°6 à la convention de DSP de transport urbain. Cet avenant a été remplacé par une convention valant protocole transactionnel, visant à formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€, au bénéfice du subdélégataire T3M et au titre de l'année 2021.

Par délibération n°M2022-385 en date du 6 décembre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°8 au contrat de DSP, visant principalement à intégrer au contrat un nouveau service de stationnement vélos sécurisé sur l'espace public, à adapter la grille tarifaire en perspective de la gratuité totale fin 2023 et à corriger une erreur dans le calcul des coûts d'exploitation du subdélégataire.

Le présent avenant a pour principal objet la modification de l'échéancier de versement des différentes subventions et compensations tarifaires pour l'année 2023, ainsi que la mise à jour du programme d'investissements subventionnés de la DSP.

Conformément à l'article L3135-1 5° du Code de la commande publique et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°9 au contrat de DSP afin de :

- Modifier l'échéancier des versements du Délégrant au Délégataire, pour l'année 2023 ;
- Prendre en compte les impacts financiers de la modification du programme et de l'échéancier des investissements subventionnés du Délégataire (annexe n°13), pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2024, pour un montant de +0,8 M€ sur la durée de la DSP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°9 au contrat de DSP des transports publics urbains ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



Délégation de service public pour l'exploitation des
services de transports publics urbains de Montpellier
Méditerranée Métropole

2018-2024

AVENANT N°9

Entre :

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, sis au 50 place Zeus à Montpellier, représentée par sa Vice-présidente, M^{me} Julie FRÊCHE, en vertu de la délibération **M2023-1326** du Conseil de Métropole en date du 31 janvier 2023,

Ci-après dénommée « l'Autorité Délégante »,

D'une part,

Et :

La Société Publique Locale Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM), au capital social de 4 286 000 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 314 871 815, dont le siège social est sis au 125, rue Léon Trotski, et représentée par M. Laurent SENIGOUT, Directeur Général, dûment habilité à cette fin,

Ci-après dénommée « le Déléataire »,

D'autre part,

EXPOSE :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la COVID-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du Délégrant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au Contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Délégrant et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la COVID-19, pour le subdélégrant.

Par délibération n°M2022-260 en date du 26 juillet 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°7 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire, adapter la grille tarifaire et mettre à jour le contrat suite à la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale et la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République.

Par délibération n°M2022-396 en date du 4 octobre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a retiré la délibération n°M2022-230 visant à la signature d'un avenant n°6 à la convention de DSP de transport urbain. Cet avenant a été remplacé par une convention valant protocole transactionnel, visant à formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€, au bénéfice du subdélégataire T3M et au titre de l'année 2021.

Par délibération n°M2022-385 en date du 6 décembre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°8 au contrat de DSP, visant principalement à intégrer au contrat un nouveau service de stationnement vélos sécurisé sur l'espace public, à adapter la grille tarifaire en perspective de la gratuité totale fin 2023 et à corriger une erreur dans le calcul des coûts d'exploitation du subdélégataire.

Le présent avenant a pour principal objet la modification de l'échéancier de versement des différentes subventions et compensations tarifaires pour l'année 2023, ainsi que la mise à jour du programme d'investissements subventionnés de la DSP.

Conformément à l'article L3135-1 5° du Code de la commande publique et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°9 au contrat de DSP, qui prend en compte les effets des diverses décisions et modifications suivantes :

1. Modification des versements au Délégataire

Par dérogation aux articles 70.1, 70.2 et 70.3 du contrat de DSP, l'échéancier de versement de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation, des compensations tarifaires et de la subvention de GER est modifié, au titre de l'année 2023. Ces modifications visent à faire face, notamment, aux hausses importantes du coût de l'énergie grâce à des versements anticipés.

2. Mise à jour du programme d'investissements subventionnés du Délégataire (annexe 13)

Le montant du programme des investissements subventionnés est réévalué (+0,8 M€) sur les années 2023 à 2024 afin de tenir compte des modifications de programme décidées par la Métropole et notamment :

- Reprise des boucles isolantes selon les recommandations du STRMTG (+0,3 M€) ;

- Réaménagement de la station Comédie, dans le cadre du projet sur la place (+0,15 M€) ;
- Financement des audits patrimoniaux de préparation du futur contrat (+0,8 M€) ;
- Achat de vélos en libre-service pour maintien du service (+0,17 M€) ;
- Démontage des stations Vélomagg en fin de DSP (+0,17 M€) ;
- Travaux d'agencement de la nouvelle agence commerciale place Francis Ponge et adaptation de l'agence actuelle rue de Maguelone (0,2 M€) ;
- Décalage de programme au-delà du terme de la DSP (-1 M€).

Les annexes n°13 « Investissements subventionnés » et n°29 « CEP » sont modifiées en conséquence.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. MODIFICATION DES VERSEMENTS AU DÉLÉGATAIRE

Par dérogation aux articles 70.1, 70.2 et 70.3 du contrat de DSP, la Subvention Forfaitaire d'Exploitation, les compensations tarifaires et la subvention de GER seront versées, au titre de l'année 2023, selon l'échéancier suivant :

- Acompte trimestriel pour les mois de janvier à mars, appelé le 15 décembre et versé au plus tard le 10 janvier ;
- Acompte semestriel pour les mois d'avril à septembre, appelé le 25 février et versé au plus tard le 20 mars ;
- Acompte trimestriel pour les mois d'octobre à décembre, appelé le 15 septembre et versé au plus tard le 10 octobre.

Article 2. MISE À JOUR DES ANNEXES AU CONTRAT DE DSP

Les annexes suivantes du contrat en vigueur sont remplacées par la version présentée en annexe du présent avenant :

- N°13 « Investissements subventionnés » ;
- N°29 « CEP ».

Article 3. PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à sa notification et pour la durée de la délégation de service public.

Article 4. INTANGIBILITÉ DES CLAUSES

Toutes les clauses du contrat initial et de ses annexes non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

A Montpellier, le

Pour l'Autorité Délégante,
Montpellier Méditerranée Métropole,
La Vice-présidente,

Pour le Délégué,
TaM,
Le Directeur général,

M^{me} Julie FRÊCHE

M. Laurent SENIGOUT

**ANNEXE 1 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 13 « INVESTISSEMENTS
SUBVENTIONNÉS »**

ANNEXE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 29 « CEP »

Investissements Subventionnés avenant 9

Investissements Subventionnés (en K€)	2018 Avenant 9	2019 Avenant 9	2020 Avenant 9	2021 Avenant 9	2022 Avenant 9	2023 Avenant 9	2024 (6 mois) Avenant 9	Atterrissage = Total Réalisé & prévisionnel Avenant 9	Atterrissage Subvention 3M = Réalisé & prévisionnel	Commentaires
Audits patrimoniaux	-	-	-	-	-	500,0	300,0	800,0	640,0	
Assistance audits futur contrat		-	-	-	-	500,0	300,0	800,0	640,0	
Matériel roulant	66,7	150,5	128,5	240,7	211,2	92,8	75,0	965,5	772,4	
Bus urbains	57,1	139,0	82,7	200,7	211,2	78,8	75,0	844,5	675,6	-
RNT Bus URBANWAY Portes et supports	-	-	-	-	-	51,0	75,0	126,0	100,8	
RNT Bus CITELIS mécanique	57,1	139,0	82,7	200,7	78,6	-	-	558,1	446,5	
RNT Bus CITELIS esthétique	-	-	-	-	132,6	27,8	-	160,4	128,3	
Covering bus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bus suburbains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
				-		-		-	-	
véhicules d'intervention	9,6	11,5	45,8	40,0	-	14,0	-	120,9	96,8	-
véhicules techniques	9,6	11,5	45,8	40,0	-	14,0		120,9	96,8	
véhicules utilitaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
véhicules légers		-	-	-	-	-		-	-	
Matériel roulant tramway	628,7	1 066,1	1 968,8	3 432,0	3 893,3	4 228,9	5 967,7	21 185,4	16 948,3	
Rames de tramway 401	628,7	1 066,1	1 968,8	3 432,0	3 882,3	3 179,8	4 727,7	18 885,4	15 108,3	
Mi-vie phase 1 Bogie	277,2	547,6	454,4	446,4	300,0	209,8	-	2 235,3	2 069,5	
Mi-vie phase 1 Bogie (remplacement Corps de roue LHB)	-	-	154,4	139,9	580,0	400,0	320,8	1 595,2	1 276,1	
Mi-vie phase 1 Climatisation	128,6	42,0	7,5	201,4	138,4	170,0	-	687,9	447,4	
Mi-vie phase 2	223,0	476,4	1 352,5	2 644,3	2 863,9	2 300,0	2 566,9	12 427,0	9 763,2	
Tram Fret		-	-	-	-	100,0	1 840,0	1 940,0	1 552,0	
Rames de tramway 302	-	-	-	-	11,0	1 049,1	1 240,0	2 300,0	1 840,0	
Mi-vie phase 1 Bogie 302	-	-	-	-	-	300,0	-	300,0	240,0	
Nouvelles opérations Optimisation diagramme passagers tramways	-	-	-	-	11,0	749,1	1 240,0	2 000,0	1 600,0	
Rames de tramway 402	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		-		-		-	-	-	-	
Infrastructures	187,0	3 129,8	2 735,8	1 393,1	7 660,8	8 600,1	3 433,3	27 139,9	21 712,9	
Revêtement plateforme	-	130,0	1 978,9	-	1 600,0	-	-	3 708,8	2 967,1	-
Remise en état plateforme (zones spécifiques)		130,0	-	-		-	-	130,0	104,0	
Nouvelles opérations Gare	-	-	-	-	1 600,0	-	-	1 600,0	1 280,0	Contentieux Ligne 3
Rénovation de la plateforme sur Louis Blanc		-	1 978,9	-		-	-	1 978,9	1 583,1	
Traversées carrefour										
Structures de voies										
Quais stations tramway										
Couloir bus										
Assainissement pluvial plateforme :										
Rails et app voie :	156,4	2 999,8	747,4	1 393,1	5 812,1	8 405,4	3 268,3	22 782,4	18 226,9	
Nouvelles opérations Gare	-	-	-	295,8	1 965,0	300,0	-	2 560,8	2 048,6	
Nouvelles opérations Corum	-	-	-	-	2 640,7	140,0	-	2 780,7	2 224,6	Corum intègre courbe mistral
Nouvelles opérations Europe à Ernest Granier	-	-	-	-	1 154,0	7 446,0	1 000,0	9 600,0	7 680,0	
Nouvelles opérations Comédie	-	-	-	-	-	300,0	100,0	400,0	320,0	
Nouvelles opérations André Michel	-	-	-	-	-	50,0	1 350,0	1 400,0	1 120,0	revêtement pas compté sur gambetta, uniquement jeu de paume
Remplacement appareil de voie St Paul	-	-	-	-	-	-	500,0	500,0	400,0	
Changement aiguilles	-	-	111,4	45,1	12,7	139,0	-	308,2	246,6	
Remplacement cœur mobile - fixe	-	-	-	-	-	-	283,3	283,3	226,6	
Remplacement des antennes		2 999,8	-	-	-	-	-	2 999,8	2 399,8	
Remplacement appareil de voie Pont de Lattes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Remplacement appareil de dilatation		-	-	-	-	-	-	-	-	
Remplacement courbes Polygones	-	-	-	1 021,4	-	-	-	1 021,4	817,1	
Remplacement courbe Corum L1	-	-	635,9	30,8	-	0,0	-	666,8	533,4	
Mécanisme d'aiguille	-	-			39,7	30,3	35,0	105,0	85,0	
Opération de bourrage voie RFF	156,4	-	-	-	-	-	-	156,4	125,1	
Ouvrages d'art										
Multitubulaire										
Parkings échanges	30,6	-	9,6	-	248,7	194,7	165,0	648,7	518,9	-
Vélo parc & Vélos		-	9,6	-	248,7	194,7	165,0	618,0	494,4	Vélo + veloparc + badges
MOSSON Accessibilité aux personnes handicapées	30,6	-	-	-	-	-	-	30,6	24,5	
SABINES Accessibilité aux personnes handicapées		-	-	-	-	-	-	-	-	
SABLASSOU Accessibilité aux personnes handicapées		-	-	-	-	-	-	-	-	
Parkings de proximité								-		
Eclairage public des stations de tramway								-		
Eclairage public voirie								-		
Energie	26,7	204,2	17,1	95,5	366,4	416,8	91,8	1 218,5	973,6	
LAC et suspensions	-	-	-	16,0	267,2	416,8	50,0	750,0	600,8	
Mise aux normes double isolation L2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recommandation du STRMTG relative aux boucles isolantes	-	-	1,0	16,0	267,2	316,8	-	600,0	480,8	
Aménagement place comédie	-	-	-	-	-	100,0	50,0	150,0	120,0	
Gare - amélioration robustesse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Sous stations	26,7	204,2	17,1	79,5	99,2	0,0	41,8	468,5	372,8	
Onduleurs et chargeurs	9,4	168,6	17,1	79,5	99,2	0,0	41,8	415,6	332,4	
Câbles alimentation LAC Ligne 2		-	-	-	-	-	-	-	-	
Locaux (installation climatisation et résinage cuvelage transfo)	17,3	35,6	-	-	-	-	-	52,9	40,4	
Systèmes	138,1	2 341,3	2 341,0	1 981,7	2 634,2	3 702,5	9 185,6	22 324,4	17 860,6	
Billettique	-	741,0	1 602,7	-	31,5	120,0	414,0	2 909,2	2 327,4	-
DAT L2	-	663,0	1 032,2	-	-	-	-	2 265,7	1 356,2	
DAT L3 - L4 Obsolescence bancaire	-	-	334,2	-	-	-	-	-	267,4	
PC DAT L3	-	-	205,3	-	-	-	-	-	164,2	
Système central	-	-	31,0	-	31,5	-	-	31,5	50,0	
Nouvelles opérations Refonte bloc DAT	-	-	-	-	-	50,0	414,0	464,0	371,2	
Terminaux de contrôle	-	76,2	-	-	-	70,0	-	148,0	118,4	
SAE - Information voyageur	25,6	82,0	-	-	133,0	505,5	3 149,1	3 895,2	3 107,2	
Info voyageurs sonore	-	82,0	-	-	-	-	-	82,0	65,6	
Nouvelles opérations Renouvellement BIV	-	-	-	-	-	175,0	1 049,1	1 224,1	979,3	
Nouvelles opérations Renouvellement SAE	-	-	-	-	133,0	330,5	2 100,0	2 563,5	2 050,8	
Balises SAE	25,6	-	-	-	-	-	-	25,6	11,6	
RIS	-	22,3	82,0	723,9	165,0	(0,0)	-	993,2	794,6	
RIS Ligne 2		22,3	21,4	617,9	165,0	(0,0)	-	826,6	661,3	
WIFI	-	-	60,6	106,0	(0,0)	-	-	166,6	133,3	
Vidéosurveillance	-	-	478,8	84,2	-	-	-	563,1	450,4	
Vidéosurveillance - caméras	-	-	478,8	84,21	-	-	-	563,1	450,4	
Courants faibles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		-				-		-	-	
Systèmes embarqués	15,6	868,5	23,2	918,6	2 041,9	1 615,0	3 150,0	8 632,8	6 906,3	-
Girouette tramways	-	631,0	-	-	-	-	-	631,0	504,8	
Ecrans TFT, Bandeaux	-	-	-	271,3	752,3	841,6	200,0	2 065,2	1 652,2	
wifi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retrovision	-	237,5	-	-	-	-	-	237,5	190,0	
Videoprotection	-	-	0,0	100,3	236,2	-	750,0	1 086,5	869,2	
Système central	-	-	0,0	-	-	-	-	-	0,0	

Investissements Subventionnés avenant 9

Investissements Subventionnés (en K€)	2018 Avenant 9	2019 Avenant 9	2020 Avenant 9	2021 Avenant 9	2022 Avenant 9	2023 Avenant 9	2024 (6 mois) Avenant 9	Atterrissage = Total Réalisé & prévisionnel Avenant 9	Atterrissage Subvention 3M = Réalisé & prévisionnel	Commentaires
Réseau de bord	15,6	-	23,2	547,0	1 026,8	-	-	1 612,6	1 290,1	
Comptage passager	-	-	-	-	26,6	773,4	2 200,0	3 000,0	2 400,0	5M€ sur 2 contrats
Logiciels, projets informatiques: bloc commercial	-	84,3	37,0	-	137,8	400,0	838,8	1 497,9	1 198,3	-
Bloc commercial synthèse	-	-	-	-	69,5	0,0	538,8	608,3	486,6	
Nouvelles opérations Renouvellement système de vente (billettique)	-	-	-	-	68,3	330,0	300,0	698,3	558,6	
Refonte des applications Emma Mobile	-	-	7,7	-	-	-	-	-	6,2	
Refonte Emma Web (EMMA PRO)	-	-	-	-	-	-	-	7,7	-	
Fédération d'identité	-	-	3,4	-	-	-	-	3,4	2,7	
Intégration de système de recharge électrique dans Emma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
MTicket	-	84,3	25,9	-	-	-	-	110,2	88,2	
P+Tram: Disponibilité et guidage GPS (avec Emma)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Habillage graphique et gestion de contenu	-	-	-	-	-	70,0	-	70,0	56,0	
Système de contrôle des titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
CRM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Tacite reconduction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vente des tickets Transport sur Horodateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres logiciels et projets informatiques	96,9	543,2	117,3	254,9	125,1	962,0	733,7	2 833,1	2 276,5	
Carte AMG : adaptation logiciel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Carte AMG : migration		-	-	-	-			-		
Evolution Hastus		-	-	-	-	400,0	600,0	1 000,0	800,0	
Sécurité informatique ISO 27001	15,2	-	40,8	56,9	12,7	63,0	25,0	213,6	170,9	
Evolutions SAE	-	140,0	-	60,0	(60,0)	60,0	-	200,0	160,0	
LPM (Loi de Programmation Militaire)	13,9	24,0	15,4	6,0	4,6	47,4	48,7	160,0	128,0	
Evolution des réseaux de communication	10,1	7,5	1,6		2,6	98,3	10,0	130,1	104,1	
GMAO	-	-	-	7,2	83,9	159,0	-	250,0	200,0	
Main courante	34,3	92,4	-	-	-	-	-	126,7	111,4	
Observatoire des risques		-	-	-	-	-	-	-	-	
Refonte des infrastructures informatiques	-	175,3	-	-	-	-	-	175,3	140,2	
Mise en place DRPG (CNIL Europe)	13,6	22,8	-	-	-	-	-	36,4	29,1	
Partage des documents avec 3M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SI interne TaM	12,8	81,2	59,5	124,9	81,2	134,4	50,0	541,0	432,8	
Sig ferro	-	-	-	-	-	100,0	900,0	1 000,0	800,0	-
Nouvelles opérations Obsolescence SIG	-	-	-	-	-	100,0	900,0	1 000,0	800,0	1M € sur la DSP sur 3.2M€ en contrats
Régul trafic : feux routiers										
Régul trafic : réseau transmission										
Espaces verts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espaces verts plateforme avec abords										
Espaces verts plateforme seule	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		-						-	-	
Elagage abords tramway										
Arrosage										
Mobilier urbain	-	72,0	-	-	-	-	-	72,0	57,6	
Abris voyageurs bus + tram										
Mobilier urbain quais tram										
Poteaux arrêt bus	-	72,0	-	-	-	-	-	72,0	57,6	-
Fourniture poteaux urbains (13)		-	-		-	-	-	-	-	
Fourniture Poteaux et BIV réseau septembre 2019 (urbain)		-	-	-	-	-	-	-	-	
Fourniture Poteaux et BIV réseau septembre 2019 (suburbain)		72,0	-	-	-	-	-	72,0	57,6	
Fourniture poteaux sub urbains L41		-	-	-	-	-	-	-	-	
Fourniture (90)		-	-	-	-	-	-	-	-	
Dépose poteaux Métronomes 1 et 2		-	-	-	-	-	-	-	-	
Fourniture poteaux Métronomes 1 et 2 (43)		-	-	-	-	-	-	-	-	
Fourniture BIV Métronomes 1 et 2 (66)		-	-	-	-	-	-	-	-	
Fourniture poteaux & BIV Métronomes 3		-	-	-	-	-	-	-	-	
Bâtiments	10,5	90,9	156,5	421,5	212,4	511,3	302,9	1 706,1	1 360,7	
Atelier dépôt JP + cemh	-	-	-	23,2	46,0	40,0	40,0	149,2	119,3	
Equipements CVC Dépôts		-	-	23,2	46,0	40,0	40,0	149,2	119,3	
Equipements techniques des dépôts	10,5	90,9	156,5	240,2	31,3	175,8	171,0	876,4	696,9	-
Dépôt CEMH - GNV	10,5	1,5	-	-	-	-	48,5	60,5	44,3	
Equipements Dépôt CEMH - Gasoil		-	-	-	-	-	-	-	-	
Equipements Dépôt CEMH - Air comprimé		-	21,7	-	4,5	(0,0)	15,9	42,2	33,6	
Equipements Dépôt CEMH - Sablage		79,5	0,0	-	-	-	-	79,5	63,6	
Equipements Dépôt CEMH - Tour en fosse		-	72,8	231,7	-	30,8	-	335,3	268,3	
Equipements Dépôt JP - Air comprimé		-	11,8	-	-	-	-	11,8	9,5	
Equipements Dépôt CEMH/JP - Lavage		9,9	-	-	5,4	(0,0)	6,6	21,9	17,5	
Equipements Dépôt CEMH/JP - Levage		-	23,8	8,6	21,4	-	-	53,7	43,0	
CEMH - Portique de lavage (2000)	-	-	-	-	(0,0)	-	-	(0,0)	(0,0)	
JP - Portique de lavage (2005)	-	-	-	-	-	145,1	100,0	245,1	196,1	
Colonne de levage Bus	-	-	26,4	0,0	-	-	-	26,4	21,1	
Locaux administratifs et d'exploitation hors public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
									-	
Agences commerciales	-	-	-	-	11,4	200,0	-	211,4	169,1	
Modifications agences maguelone et Fellini		-	-	-	11,4	200,0	-	211,4	169,1	
Sanitaires bout de ligne	-	-	-	158,1	123,7	95,5	91,9	469,2	375,3	
Mise en conformité toilettes homme femme	-	-	-	158,1	119,2	-	-	277,3	221,8	
Aménagement toilettes et salle de repos espace MOSSON	-	-	-	-	4,5	95,5	91,9	191,9	153,5	
Sanitaires publics										
Total	1 057,8	7 054,8	7 347,7	7 564,4	14 978,3	18 052,4	19 356,3	75 411,7	59 686,1	

Investissements Subventionnés SUBDELEGATAIRE (en K€)	2018 Avenant 9	2019 Avenant 9	2020 Avenant 9	2021 Avenant 9	2022 Avenant 9	2023 Avenant 9	2024 (6 mois) Avenant 9	Atterrissage = Total Réalisé & Projet Avenant 9	Subvention 3M Réalise & proposition prévisionnel	
Subdélégataire T3M	-	320,0	922,6	-	-	-	-	1 252,6	738,1	
Equipements techniques des dépôts	-	-	101,5	-	-	-	-	101,5	81,2	
Cuve bus Ethanol pour 15 bus	-	-	101,47	-	-	-	-	101,5	81,2	
SAE	-	320,0	821,1	-	-	-	-	1 151,1	656,9	
SAE Sub urbain logiciel et matériel	-	320,0	821,10	-	-	-	-	1 151,1	656,9	
Bus suburbains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Covering bus Suburbains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Poteaux arrêt bus suburbains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fourniture poteaux sub urbains L41		-	-	-	-	-		-	-	
Fourniture (90)		-	-	-	-	-		-	-	
Total Subdélégataire T3M	-	320,0	922,6	-	-	-	-	1 252,6	738,1	

Total général	1 057,80	7 374,76	8 270,25	7 564,44	14 978,34	18 052,40	19 356,33	76 664,26	60 424,14	
---------------	----------	----------	----------	----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	--

		Avenant n°3		Avenant n°5		Avenant n°8		Avenant n°9
ANNEXE 29 : CEP Total DSP (TaM+T3M)	unité	2018 - 6 mois (sous-traitance)	2019	2020 COVID et GRATUITE PHASE 1 hors effets 2ème confinement	IMPACTS 2021 GRATUITE PHASE 1+2 Hors Impacts COVID	2022 =2021 + année pleine GRATUITE PHASE 2 Hors Impacts COVID	2023	2024 (6 mois)
AVEC SUBDELEGATION								
Recettes d'exploitation (en K€ HT constants)	K€	34 649,5	60 502,1	48 883,4	59 959,5	59 959,5	59 959,5	41 129,8
Recettes du trafic déduction faite réforme gratuité Phases 1 et 2	K€	20 474,8	40 336,0	40 731,1	35 277,6	32 918,5	32 918,5	16 459,3
Compensations Sociales et Scolaires déduction faite gratuité Phases 1 et 2	K€	6 435,1	11 947,2	12 017,1	10 622,7	9 803,3	9 803,3	4 901,6
Décision 3M du 9/12 : Hausse Objectif de Recettes (Baisse SFE)	K€	-	-	300,0	300,0	300,0	300,0	150,0
Recettes services occasionnels	K€	-	47,2	47,2	47,2	47,2	47,2	23,6
Recettes services éducatifs scolaires	K€	567,1	895,5	895,5	895,5	895,5	895,5	447,8
Estimatif Impacts CRISE SANITAIRE sur Fréquentation/Recettes de Trafic et Compensations Soc/Scolaires	K€			(17 989,3)				
Compensation Tarifaire Hors Taxes Gratuité Week End et 10% réduction sur abonnements Métropolitains	K€			886,9	4 992,4	4 992,4	4 992,4	2 496,2
Compensation Tarifaire Hors Taxes 10% réduction sur tarifs de référence des titres sociaux et scolaires	K€			306,3	1 232,3	1 232,3	1 232,3	616,2
Compensation Tarifaire Hors Taxes Gratuité -18/+65 sur occasionnels et s/abonnements Métropolitains					1 348,0	3 707,1	3 707,1	1 853,6
Compensation Tarifaire Hors Taxes Gratuité -18/+65 sur compensations sociales et scolaires					468,3	1 287,7	1 287,7	643,9
Indemnité Préjudicielle Forfaitaire 2020 COVID - Imprévision COVID 2020 article 6.3	K€			7 288,9				
Recettes parc relais hors gare routière (inclus photovoltaïque parking proximité Pompidou)	K€	262,2	572,3	576,0	576,0	576,0	576,0	288,0
Recettes Velomag'	K€	75,7	151,5	151,5	151,5	151,5	151,5	75,7
Produit des amendes	K€	690,0	1 400,0	1 400,0	1 400,0	1 400,0	1 400,0	700,0
Redevances publicitaires	K€	155,0	250,0	250,0	250,0	250,0	250,0	125,0
Subventions forfaitaire GER	K€	990,6	1 981,1	1 981,1	1 981,1	1 981,1	1 981,1	990,6
Subvention GER - Produit à recevoir	K€	4 442,5	2 378,2	(132,4)	(132,4)	(132,4)	(132,4)	(66,2)
Autres subventions	K€	270,5	-	-	-	-	-	-
Prix de vente des IR = VNC diminuée des QP de résultat non encore rapportées au résultat	K€	-	-	-	-	-	-	11 150,0
Remboursements d'assurances	K€	76,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	50,0
Autres recettes	K€	210,0	443,1	449,3	449,3	449,3	449,3	224,7
Charges d'exploitation (en K€ HT constants)	K€	56 790,9	106 956,8	100 036,9	109 844,8	110 884,2	113 050,4	66 180,5
Charges directes transport	K€	37 909,4	75 689,4	80 499,1	80 499,1	80 499,1	80 499,1	40 249,5
Surcoûts Exploitant mesures de désinfection matériel roulant	K€			402,2	-	-	-	-
Mise en œuvre Economies/Reports de charges, nets des autres surcoûts COVID	K€			(9 770,0)	-	-	-	-
Charges de l'activité P+R	K€	924,1	1 962,9	2 114,3	2 114,3	2 114,3	2 114,3	1 057,1
Charges de l'activité Vélomag'	K€	293,6	587,2	587,2	587,2	587,2	587,2	293,6
Coût du personnel de structure	K€	2 408,5	4 846,3	4 890,3	4 890,3	4 890,3	4 890,3	2 445,1
Coût de l'intérim	K€	459,0	916,2	894,0	894,0	894,0	894,0	447,0
Coût du personnel mis à disposition	K€	136,6	291,1	291,1	291,1	291,1	291,1	145,5
Éléments fixes du réseau non dédiés	K€	754,6	1 514,8	1 572,8	1 572,8	1 572,8	1 572,8	786,4
Fonctionnement et maintenance des matériels embarqués	K€	558,0	1 123,0	1 174,2	1 174,2	1 174,2	1 174,2	587,1
Frais commerciaux et marketing + laboratoire mobilités	K€	724,0	1 499,5	1 496,5	1 496,5	1 571,1	1 496,5	748,3
Frais généraux	K€	4 676,5	9 024,0	9 216,7	9 216,7	9 216,7	9 216,7	4 608,3
Impôts et taxes	K€	1 577,2	3 008,3	3 012,9	3 012,9	3 012,9	3 012,9	1 506,5
Dotations aux amortissements hors roulants	K€	8,8	90,5	178,9	178,9	178,9	178,9	89,5
Dotations aux amortissements existants	K€	505,1	785,1	450,4	450,4	450,4	450,4	225,2
Frais financiers hors roulants	K€	12,2	10,8	4,0	4,0	4,0	4,0	2,0
Dotation GER roulage F1 MR	K€	4 580,2	3 933,1	2 004,2	2 004,2	2 004,2	2 004,2	1 002,1
Dotation GER autres que roulage F2	K€	1 100,4	921,5	339,7	339,7	339,7	339,7	169,9
Dotations aux amort. nettes des subventions sur Invest subventionnés MR	K€	5,1	8,8	46,7	46,7	46,7	46,7	23,4
Dotations aux amort. nettes des subventions sur Invest subventionnés autres que MR	K€	6,0	32,0	306,5	306,5	401,5	496,5	353,3
Complément de dotations sur Invest subventionnés 2022-2023 avenant 5 (net de subventions)				-	-	30,0	60,0	30,0
VNC nette des QP restant à rapporter au résultat (biens de retour investissements subventionnés)	K€	-	-	-	-	-	-	11 150,0
Frais fi / complément de progr Invest Subv	K€	1,4	10,8	25,2	25,2	25,2	25,2	12,6
Impact financier Annexe 20 Prestation externes Qualité	K€	150,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0	150,0
Surcoûts d'exploitation 2021 et 2022 impacts Travaux Projet Ligne 5					440,0	1 230,0	3 249,7	-
Suppression charge locative 2 articulés navette gare Sud de France					-	(60,0)	(60,0)	(30,0)
Aléas	K€	-	401,4	-	-	-	-	-
Economie 5 mois Bus Ethanol ED95 suppression des coûts de parc						(103,2)	(103,2)	(51,6)
5 mois Bus Ethanol ED95 différentiel s/coûts de roulage +nettoyage/assurances/Mines ex-coûts parc						208,9	208,9	104,5
81 Velobox : paramétrage nettoyage réparations et abandons						3,5	90,2	69,1
81 Velobox : maintenance annuelle des systèmes de badge et contrôle						0,6	10,0	6,2
Impact Travaux sur les Kilomètres	K€	3,6	66,0	20,0	20,0	20,0	20,0	10,0
Impact Travaux sur les Recettes	K€	(1,5)	(49,0)	(66,4)	(66,4)	(66,4)	(66,4)	(33,2)
Résultat de l'exercice	K€	250	366	(1 342,3)	366	366	366	183
Subvention forfaitaire d'exploitation après déduction CICE au réel	K€	21 532,0	45 237,3	48 171,1	48 459,8	49 499,3	51 665,5	24 338,0
Dont SFE Fixe		20 896,5	44 871,9	46 897,7	47 337,7	48 377,2	50 543,4	23 777,0
Dont SFE Variable après CICE (montant forfaitaire net du dispositif CICE à partir de 2021)		635,5	365,5	1 273,4	1 122,1	1 122,1	1 122,1	561,1
recettes commerciales (recettes d'exploitation - subventions-rembt assurances-indemnisations)	K€	28 946,0	55 100,0	55 575,0	49 027,1	45 848,6	45 848,6	22 924,3

retour sommaire				Avenant n°3	Avenant n°5	Avenant n°8	Avenant n°9	
ANNEXE 29 BIS : CEP Délégataire TaM	unité	2018 - 6 mois (s'ajoute à la sous- traitance)	2 019	2020	2021	2022 =2021 + année pleine GRATUITE PHASE 2 Hors Impacts COVID	2023	2024 (6 mois)
				IMPACTS COVID et GRATUITE PHASE 1 hors effets 2ème confinement	GRATUITE PHASE 1+2 Hors Impacts COVID			

Recettes d'exploitation (en K€ HT constants)	K€	33 233,4	57 790,6	46 484,8	57 078,9	57 078,9	57 078,9	39 689,4
Recettes du trafic déduction faite réforme gratuité Phases 1 et 2	K€	19 828,7	38 971,4	39 267,8	34 010,2	31 735,9	31 735,9	15 867,9
Compensations Sociales et Scolaires déduction faite gratuité Phases 1 et 2	K€	6 232,0	11 543,0	11 585,3	10 241,1	9 451,1	9 451,1	4 725,5
Décision 3M du 9/12 : Hausse Objectif de Recettes (Baisse SFE)	K€			300,0	300,0	300,0	300,0	150,0
Estimatif Impacts CRISE SANITAIRE sur Fréquentation/Recettes de Trafic et Compensations Soc/Scolaires	K€			(17 227,8)				
Compensation Tarifaire Hors Taxes Gratuité Week End et 10% réduction sur abonnements Métropolitains	K€			855,0	4 813,0	4 813,0	4 813,0	2 406,5
Compensation Tarifaire Hors Taxes 10% réduction sur tarifs de référence des titres sociaux et scolaires	K€			295,3	1 188,1	1 188,1	1 188,1	594,0
Compensation Tarifaire Hors Taxes Gratuité -18/+65 sur occasionnels et s/abonnements Métropolitains					1 299,6	3 573,9	3 573,9	1 787,0
Compensation Tarifaire Hors Taxes Gratuité -18/+65 sur compensations sociales et scolaires					451,4	1 241,5	1 241,5	620,7
Indemnité Préjudicielle Forfaitaire 2020 COVID - Imprévision COVID 2020 article 6.3	K€			6 633,8		-	-	-
Recettes P+Tram hors gare routière (inclus photovoltaïque parking proximité Pompidou)	K€	262,2	572,3	576,0	576,0	576,0	576,0	288,0
Recettes Velomagg'	K€	75,7	151,5	151,5	151,5	151,5	151,5	75,7
Produit des amendes	K€	690,0	1 400,0	1 400,0	1 400,0	1 400,0	1 400,0	700,0
Redevances publicitaires	K€	155,0	250,0	250,0	250,0	250,0	250,0	125,0
Subventions forfaitaire GER	K€	990,6	1 981,1	1 981,1	1 981,1	1 981,1	1 981,1	990,6
Subvention GER - Produit à recevoir	K€	4 442,5	2 378,2	(132,4)	(132,4)	(132,4)	(132,4)	(66,2)
Autres subventions (aide et abattements CS)	K€	270,5	-	-	-			
Prix de vente des IR = VNC diminuée des QP de résultat non encore rapportées au résultat	K€	-	-	-	-			11 150,0
Remboursements d'assurances	K€	76,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	50,0
Autres recettes	K€	210,0	443,1	449,3	449,3	449,3	449,3	224,7
Produits de Commercialisation DSP Voirie et PCV	K€	71,5	170,9	172,7	172,7	172,7	172,7	86,3
Produits Opca	K€	138,5	272,2	276,7	276,7	276,7	276,7	138,3

Charges d'exploitation (en K€ HT constants)	K€	49 996,8	92 986,8	85 206,3	94 646,3	95 580,1	97 746,3	58 528,4
Charges directes transport	K€	31 626,4	63 195,2	66 391,9	66 391,9	66 391,9	66 391,9	33 195,9
Surcoûts Exploitant mesures de désinfection matériel roulant	K€			333,6		-	-	-
Mise en œuvre Economies/Reports de charges, nets des autres surcoûts COVID	K€			(9 333,6)		-	-	-
Charges de l'activité P+R	K€	924,1	1 962,9	2 114,3	2 114,3	2 114,3	2 114,3	1 057,1
Charges de l'activité Vélo magg'	K€	293,6	587,2	587,2	587,2	587,2	587,2	293,6
Coût du personnel de structure	K€	2 408,5	4 846,3	4 890,3	4 890,3	4 890,3	4 890,3	2 445,1
Coût de l'intérim	K€	459,0	916,2	894,0	894,0	894,0	894,0	447,0
Coût du personnel mis à disposition	K€	-	-	-	-	-	-	-
Eléments fixes du réseau non dédiés	K€	738,1	1 477,9	1 535,9	1 535,9	1 535,9	1 535,9	768,0
Fonctionnement et maintenance des matériels embarqués	K€	533,0	1 073,0	1 095,0	1 095,0	1 095,0	1 095,0	547,5
Frais commerciaux et marketing + complément laboratoire mobilités 2022	K€	624,0	1 303,0	1 300,0	1 300,0	1 374,6	1 300,0	650,0
Frais généraux	K€	4 458,0	8 542,6	8 759,5	8 759,5	8 759,5	8 759,5	4 379,7
Impôts et taxes	K€	1 562,8	3 008,3	3 012,9	3 012,9	3 012,9	3 012,9	1 506,5
Dotations aux amortissements hors roulants yc caducité	K€	8,8	90,5	178,9	178,9	178,9	178,9	89,5
Dotations aux amortissements existants net de QP de subv	K€	505,1	770,1	435,6	435,6	435,6	435,6	217,8
Frais financiers hors roulants	K€	12,2	10,8	4,0	4,0	4,0	4,0	2,0
Dotation GER roulage F1 MR	K€	4 580,2	3 933,1	2 004,2	2 004,2	2 004,2	2 004,2	1 002,1
Dotation GER autres que roulage F2	K€	1 100,4	921,5	339,7	339,7	339,7	339,7	169,9
Dotations aux amort. nettes des subventions sur Invest subventionnés MR	K€	5,1	8,8	46,7	46,7	46,7	46,7	23,4
Dotations aux amort. nettes des subventions sur Invest subventionnés autres que MR	K€	6,0	28,7	291,1	291,1	386,1	481,1	345,5
Complément de dotations sur Invest subventionnés 2022-2023 avenant 5 (net de subventions)						30,0	60,0	30,0
VNC nette des QP restant à rapporter au résultat (biens de retour investissements subventionnés)	K€	-			-			11 150,0
Frais fi / complément de progr Invest Subv	K€	1,4	10,8	25,2	25,2	25,2	25,2	12,6
Impact financier Annexe 20 Prestation externes Qualité		150,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0	150,0
Surcoûts d'exploitation 2021 2022 et 2023 impacts Travaux Projet Ligne 5					440,0	1 230,0	3 249,7	
Suppression charge locative 2 articulés navette gare Sud de France						(60,0)	(60,0)	(30,0)
81 Velobox : paramétrage nettoyage réparations et abandons						3,5	90,2	69,1
81 Velobox : maintenance annuelle des systèmes de badge et contrôle						0,6	10,0	6,2

Impact Travaux sur les Kilomètres	K€	3,6	66,0	20,0	20,0	20,0	20,0	10,0
Impact Travaux sur les Recettes	K€	(1,5)	(49,0)	(66,4)	(66,4)	(66,4)	(66,4)	(33,2)

Résultat de l'exercice	K€	150,0	300,0	(1 294,0)	300,0	300,0	300,0	150,0
------------------------	----	-------	-------	-----------	-------	-------	-------	-------

SFE Déduction faite du CICE	K€	16 054,1	33 912,8	35 787,3	36 076,0	37 009,7	39 175,9	18 093,3
Dont SFE Fixe		15 493,6	33 697,3	34 663,9	35 103,9	36 037,6	38 203,8	17 607,2
Dont SFE Variable après CICE (montant forfaitaire net du dispositif CICE à partir de 2021)		560,5	215,5	1 123,4	972,1	972,1	972,1	486,1

recettes commerciales (recettes d'exploitation - subventions-rembt assurances-indemnisations)	K€	27 453,8	53 331,3	53 979,9	47 378,1	44 313,7	44 313,7	22 156,9
---	----	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

			Avenant n°3	Avenant n°5	Avenant n°8			
ANNEXE 29 TER : CEP Subdélégataire T3M	unité	2018 - 6 mois (sous-traitance)	2019	2020 IMPACTS COVID et GRATUITE PHASE 1 <i>hors effets 2ème confinement</i>	2021 GRATUITE PHASE 1+2 Hors Impacts COVID	2022 <i>=2021 + année pleine GRATUITE PHASE 2 Hors Impacts COVID</i>	2023	2024 (6 mois)

SUBDELEGATION								
Recettes d'exploitation (en K€ HT constants)	K€	1 416,1	2 711,5	2 398,5	2 880,7	2 880,7	2 880,7	1 440,3
Recettes du trafic déduction faite réforme gratuité Phases 1 et 2	K€	646	1 364,6	1 463,4	1 267,4	1 182,7	1 182,7	591,3
Compensations Sociales et Scolaires déduction faite gratuité Phases 1 et 2	K€	203	404,2	431,7	381,6	352,2	352,2	176,1
Recettes services occasionnels	K€	-	47,2	47,2	47,2	47,2	47,2	23,6
Recettes services éducatifs scolaires	K€	567	895,5	895,5	895,5	895,5	895,5	447,8
Compensation Tarifaire Hors Taxes Gratuité Week End et 10% réduction sur abonnements Métropolitains	K€			31,9	179,4	179,4	179,4	89,7
Compensation Tarifaire Hors Taxes 10% réduction sur tarifs de référence des titres sociaux et scolaires	K€			11,0	44,3	44,3	44,3	22,1
Compensation Tarifaire Hors Taxes Gratuité -18/+65 sur occasionnels et s/abonnements Métropolitains					48,4	133,2	133,2	66,6
Compensation Tarifaire Hors Taxes Gratuité -18/+65 sur compensations sociales et scolaires					16,8	46,3	46,3	23,1
Indemnité Préjudicielle Forfaitaire 2020 COVID - Imprévision COVID 2020 article 6.3	K€			655,1				
Services privés transport	K€	-	-					
Autres recettes	K€	-	-					

Charges d'exploitation (en K€ HT constants)	K€	6 794,0	13 970,0	14 830,6	15 198,4	15 304,1	15 304,1	7 652,1
Charges directes transport	K€	6 282,9	12 494,2	14 107,2	14 107,2	14 107,2	14 107,2	7 053,6
Coût du personnel mis à disposition	K€	136,6	291,1	291,1	291,1	291,1	291,1	145,5
Eléments fixes du réseau non dédiés	K€	16,5	36,9	36,9	36,9	36,9	36,9	18,5
Fonctionnement et maintenance des matériels embarqués	K€	25,0	50,0	79,2	79,2	79,2	79,2	39,6
Laboratoire des mobilités	K€	100,0	196,5	196,5	196,5	196,5	196,5	98,3
Frais généraux	K€	218,5	481,4	457,2	457,2	457,2	457,2	228,6
Impôts et taxes	K€	14,5	-	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements existants nettes des qp subventions	K€		15,0	14,7	14,7	14,7	14,7	7,4
Dotations aux amort. nettes des subventions sur Invest subventionnés autres que MR	K€	-	3,3	15,5	15,5	15,5	15,5	7,7
Aléas	K€	-	401,4	-	-	-	-	-
Economie 5 mois Bus Ethanol ED95 suppression des coûts de parc						(103,2)	(103,2)	(51,6)
5 mois Bus Ethanol ED95 différentiel s/coûts de roulage +nettoyage/assurances/Mines ex-coûts parc						208,9	208,9	104,5

Résultat de l'exercice	K€	100,0	66,0	(48,2)	66,0	66,0	66,0	33,0
------------------------	----	-------	------	--------	------	------	------	------

Subvention forfaitaire d'exploitation -	K€	5 477,9	11 324,5	12 383,8	12 383,8	12 489,5	12 489,5	6 244,8
Dont SFE Fixe		5 402,9	11 174,5	12 233,8	12 233,8	12 339,5	12 339,5	6 169,8
Dont SFE Variable après CICE (montant forfaitaire net du dispositif CICE à partir de 2021)		75,0	150,0	150,0	150,0	150,0	150,0	75,0

recettes commerciales (recettes d'exploitation - subventions-rembt assurances-indemnisations)	K€	849,1	1 768,8	1 895,1	1 649,1	1 534,9	1 534,9	767,4
---	----	-------	---------	---------	---------	---------	---------	-------



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Aménagement durable - Convention de reversement du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) entre la Ville du Crès et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

La Ville du Crès a mis en place un stationnement payant saisonnier des véhicules à proximité immédiate du lac Jean-Marie-Rouché.

Compte tenu de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1^{er} janvier 2018, consécutive à la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, la Ville du Crès a instauré un Forfait Post-Stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du FPS (dû en cas d’absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

Conformément au décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans les métropoles, la commune ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à l'établissement public de coopération intercommunal, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

En ce sens, il est proposé à l'Assemblée l'approbation d'une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville du Crès et la Métropole, définissant les conditions et modalités selon lesquelles la Ville du Crès reverse annuellement à la Métropole le produit des FPS déduction faite des coûts de gestion annuels.

Le reversement du produit des FPS de la Ville du Crès à la Métropole sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville du Crès et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2023 - Autorisation de signature

Depuis 2011, le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), pour le compte du laboratoire Archéologie des Sociétés Méditerranéennes de l'Unité Mixte de Recherche (UMR) 5140, est chargé de la gestion des fouilles programmées sur le site archéologique Lattara, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole et situé sur la commune de Lattes. En 2016, le site du siège épiscopal de Maguelone, à Villeneuve-lès-Maguelone, est venu s'ajouter à son périmètre d'intervention.

La réalisation des campagnes archéologiques sur ces deux sites par le CNRS fait l'objet d'un partenariat annuel avec Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention de partenariat précise les apports de chacune des parties ainsi que les programmes de recherches archéologiques qui seront mis en œuvre en 2023, dont les principaux éléments sont définis comme suit :

Montpellier Méditerranée Métropole verse une subvention d'un montant de 71 100 € au CNRS, pour la réalisation de ces opérations de fouilles selon la répartition suivante :

- 33 500 € pour le siège épiscopal de Maguelone ;
- 37 600 € pour le site de *Lattara*.

Le CNRS initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherche sur chacun des sites, en faisant appel aux équipes nécessaires.

Concernant le site archéologique Lattara, les précédentes campagnes de fouilles depuis 2017 ont mis en évidence la présence d'un chenal qui été creusé au tout début du II^e siècle avant notre ère en bordure de la zone portuaire, vraisemblablement pour pallier le problème d'ensablement de la lagune. La campagne 2023 vient conclure un nouveau plan triennal de fouilles (2021-2023). En 2021, a été mise au jour une maison d'époque augustéenne, qui a livré notamment une mosaïque. Cette dernière a été déposée pour être restaurée et exposée au musée Henri Prades. En 2022, l'exploration a également porté sur les quais du II^e siècle de notre ère d'un canal portuaire permettant de compléter les données sur cet ouvrage. Pour la dernière année du triennal, outre la poursuite de ces opérations, les recherches se concentreront à l'extrémité méridionale de la parcelle DZ116, que longe l'actuel chemin de la bascule appelé également chemin du Muscadel.

Pour Henri PRADES, puis François FAVORY, ce chemin, d'après l'étude de photographies aériennes et de cartes anciennes, se situerait à l'emplacement du « *Lez Viel* » qui ne coulait déjà plus au XVI^e siècle et dont le tracé pourrait correspondre, en partie, à celui du Lez antique. L'espace portuaire étudié, bordé à l'ouest par ce fleuve et à l'est par le canal, s'étendait très certainement jusqu'à leur confluence. Avant d'entreprendre la fouille de ce secteur, des investigations non intrusives (analyses de résistivité électrique), d'une profondeur de plus d'un mètre, seront réalisées pour déterminer si le bâti s'étend jusque-là et pour tenter de retrouver la rive de ce fleuve possiblement canalisé. Des travaux mécaniques seront nécessaires pour le décapage ainsi que l'emploi pour la fouille, de moyens de pompage.

Ces travaux seront menés sur deux mois, et la fouille proprement dite sur un mois (du 26 juin au 28 juillet 2023). Elle sera menée par une équipe composée de dix encadrants et d'une trentaine de stagiaires bénévoles.

S'agissant du site de Maguelone, alors même qu'il est mentionné dans les sources écrites comme siège épiscopal et chef-lieu territorial à partir du VI^e siècle, le site restait cependant méconnu jusqu'au développement des recherches archéologiques à la fin du XX^e siècle.

Les fouilles effectuées depuis les années 1990 mettent en évidence l'ampleur de l'activité commerciale alors déployée sur le littoral. Avec la mise au jour de 9 000 m² dans le quartier nord du siège épiscopal en 2019-2020, l'exploration a franchi une étape décisive en confirmant l'existence d'une agglomération couvrant une large partie de l'ancienne île. La densité des vestiges concernant une vingtaine de bâtiments à fonctions multiples, stockage, forge et habitation dans le quart sud-ouest de l'îlot, en un lieu nommé « *Port Sarrazin* » où les recherches archéologiques, permet désormais de caractériser la topographie d'un quartier de Maguelone dans les décennies qui accompagnent et/ou succèdent à la création du siège épiscopal, quelques années avant les conciles de 589 où en apparaît la première mention.

Au vu de la densité des données de fouille, en 2021 le travail de terrain s'est limité à quelques sondages prospectifs pour se consacrer principalement aux études spécialisées : bio-archéologie, archéo-zoologie, numismatique, paléo-environnement, topo-chronologie. En 2022, l'analyse topographique à travers une prospection géophysique chargée de compléter le plan des différents quartiers de l'île épiscopale a débuté et c'est cette même analyse qui se poursuivra en 2023 à l'aide de méthodes non-intrusives (Lidar, imagerie 3D). Il s'agira de retracer l'évolution du paysage proche, de rechercher des aménagements portuaires dans l'étang, du grau de Maguelone.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'un Projet Collectif de Recherche présenté par Benoît ODE, Claude RAYNAUD et Liliane TARROU de l'UMR 5140 Archéologie des Sociétés Méditerranéennes - Université de Montpellier. La valorisation des recherches ainsi conduites s'effectuera notamment à l'occasion de l'exposition *Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen Âge* qui sera présentée au Site archéologique Lattara – musée Henri Prades à partir du mois de juin 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS pour la réalisation des campagnes de fouilles 2023 sur les sites archéologiques de Lattara et du siège épiscopal de Maguelone ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Animation du territoire - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) - Exposition "Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen Âge" - Autorisation de signature

Le musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, labellisé musée de France depuis 2002, propose sur 1 200 m² et 3 niveaux de découvrir le mobilier issu des fouilles réalisées dès les années 1960 sur la commune de Lattes et de ses environs. Les expositions temporaires d'archéologie et, depuis 2008, d'art contemporain ont permis de faire connaître plus largement le musée et de le positionner en tant que site témoin des bouleversements majeurs qui se sont opérés au premier millénaire avant notre ère en Languedoc.

L'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) a pour mission d'assurer la détection et la sauvegarde par l'étude des éléments du patrimoine archéologique affectés par les travaux publics et privés concourant à l'aménagement du territoire. Dans ce cadre, il assure l'exploitation scientifique des opérations archéologiques et la valorisation des résultats obtenus. Il concourt ainsi à la diffusion, auprès des différents publics, des connaissances archéologiques. Pour ce faire, il a la faculté de collaborer à des actions de communication et de valorisation en partenariat avec les collectivités territoriales et les musées.

Les partenaires sont d'ores et déjà engagés au titre d'une convention-cadre de collaboration culturelle et scientifique visant à la préparation et la réalisation commune d'actions scientifiques, de médiation, de communication et de valorisation culturelle tendant à promouvoir l'archéologie. Au titre des actions prévues figurent la conception et production d'exposition, permanentes ou temporaires (et/ou itinérantes) ; ainsi que les productions sur support papier. Ces actions ainsi concertées en matière de valorisation, ont pour objectif de permettre à un plus large public de bénéficier des recherches entreprises par les établissements. Dans le prolongement de cet objectif, ces derniers se sont rapprochés pour définir et mettre en œuvre un partenariat pour l'organisation de l'exposition *Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen Âge*.

Le partenariat proposé se formalise par la conclusion d'une convention qui définit les engagements de chacune des parties pour l'organisation, la promotion, l'édition de publications et la communication de l'exposition.

L'exposition *Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen Âge* sera présentée au musée Henri Prades de Lattes du 17 juin 2023 au 5 février 2024. Il s'agit d'un projet majeur pour le musée, qui concerne une période historique déterminante, qui n'a plus été traitée depuis plusieurs décennies, alors même

que les recherches archéologiques la concernant ont connu un développement sans précédent au cours des dernières années.

Au terme de la convention de partenariat à conclure, le musée Henri Prades s'engage à produire l'exposition. La participation de l'INRAP mobilisera quant à elle, des compétences en matière de conseil, de commissariat, au sein du conseil scientifique, pour la gestion des collections, de la documentation, la rédaction des contenus du catalogue de l'exposition, la communication la gestion administrative, ainsi que la collaboration dans le cadre de 3 conférences sur les 4 prévues dans le cadre de l'exposition. Par ailleurs l'INRAP s'engage au préachat de 100 catalogues à un prix remisé par l'éditeur.

La convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties, jusqu'à la fin de l'exposition (et transport retour des œuvres), soit jusqu'au 15 mars 2024 au plus tard.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara de Montpellier Méditerranée Métropole et L'Institut national de recherches archéologiques préventives pour l'organisation de l'exposition *Septimanie. Languedoc et Roussillon de L'Antiquité au Moyen Âge* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Programme de travail préalable à l'élaboration de la stratégie numérique responsable 2025 - Approbation

La loi visant à Réduire l'Empreinte Environnementale du Numérique (REEN) propose une série de mesures pour favoriser un numérique plus sobre, plus responsable et écologiquement plus vertueux. Cette loi complète un dispositif réglementaire mis en place à partir de 2020 avec la loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire (AGEC), mais aussi la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets, dite « *loi Climat et Résilience* ».

La loi REEN s'appuie sur les recommandations du rapport de la mission d'information sur l'empreinte environnementale du numérique et de tous les équipements électroniques. Selon ce rapport, si rien n'est fait, le numérique représentera au moins 7% à 9% des émissions de gaz à effet de serre de la France à l'horizon 2040, contre 2% à 4% aujourd'hui.

Les équipements numériques se multiplient. La démocratisation croissante des objets connectés, le développement de nouveaux usages, les besoins en solutions IT (technologie de l'information) se diversifient et croissent à une vitesse fulgurante. Les ressources numériques nécessaires deviennent croissantes pour chaque usager, pour chaque organisation et les collectivités ne sont pas épargnées. La volonté de dématérialisation et de modernisation des institutions publiques a engendré un impact environnemental significatif. Chaque collectivité se doit d'être exemplaire et donc d'initier une stratégie numérique responsable en devenant actrice de ce changement.

Le texte recense 5 grands objectifs :

- Faire prendre conscience de l'impact environnemental du numérique ;
- Limiter le renouvellement des appareils numériques ;
- Favoriser des usages numériques écologiquement vertueux ;
- Promouvoir des *datacenters* et des réseaux moins énergivores ;
- Promouvoir une stratégie numérique responsable dans les territoires.

A partir de 2025, les communes et leurs intercommunalités de plus de 50 000 habitants devront élaborer une stratégie numérique responsable.

La mise en œuvre d'une stratégie numérique responsable implique des changements durables de gouvernance des projets numériques et le pilotage d'indicateurs dédiés. Ils feront l'objet d'un plan d'actions annuel. Il associera l'ensemble des services utilisateurs mais aussi des acteurs du territoire, au premier rang

desquels les communes de la Métropole. Cette stratégie sera appuyée par une collaboration forte avec la mission interministérielle numérique écoresponsable (MiNumEco) co-pilotée par la Direction Interministérielle du Numérique (DINUM) qui compte parmi ses membres l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoire (ANCT).

La Métropole est consciente de ses responsabilités et elle doit agir rapidement avec discernement. Une évaluation systématique (comptabilité environnementale et cycle de vie des équipements) doit être intégrée pour objectiver des décisions liées au numérique : investissements, moyens de communication, numérisation des autres secteurs (territoire connecté, ...). La responsabilité de la Métropole concerne tout autant l'énergie qui est consommée, que l'appauvrissement des ressources des sols, les pollutions engendrées, et le non-respect des droits humains. Ce ne sont pas seulement des choix budgétaires, ce sont également des choix de société que la Métropole se doit de faire.

Le numérique responsable répond aux défis :

- Éthiques : le numérique constitue un bien commun. Il nécessite d'être sécurisé et de faire l'objet d'une gouvernance adaptée ;
- Environnementaux : notamment de décarbonation et de préservation des ressources. Il est nécessaire de se fixer des objectifs de sobriété numérique qui associent à la fois les habitants, l'administration et ses partenaires ;
- D'inclusion numérique : en accompagnant les publics dans l'accès aux nouveaux usages, en parallèle de la transition numérique des organisations économiques et sociales ;
- De transformation digitale : en faisant du numérique responsable non seulement un outil mais surtout une stratégie de gouvernance, de création de valeurs et de soutenabilité.

Le numérique responsable est une stratégie inévitablement transverse. Cela se traduit par un engagement de bonnes pratiques structurées selon des axes stratégiques qui innervent toute l'organisation.

La sobriété numérique est une des bonnes pratiques de la décarbonation et de la durabilité. Elle vise à réduire l'impact environnemental du numérique, facteur de pollution importante dans le cadre d'usages irraisonnés des outils et des technologies. Elle implique un large travail de pédagogie et de sensibilisation de tous les agents et des concepteurs ou des porteurs de projets numériques.

En effet, s'il est facteur de progrès, le numérique est très énergivore et consommateur de matières premières (terres rares, extraction minière) et d'eau. Il faut donc en objectiver l'intérêt de son usage dans d'autres chaînes de valeurs (comme l'énergie, les bâtiments, la mobilité) pour en faire un véritable levier de durabilité. La mise en place d'indicateurs en lien avec les directions opérationnelles de la Collectivité permettra donc de réaliser une évaluation précise, exhaustive et pertinente du ratio bénéfices/ risques environnementaux.

La sobriété numérique se déclinera dans un plan d'actions qui doit concerner l'ensemble des projets et des politiques publiques de la Collectivité. Cette gouvernance et ces indicateurs feront l'objet d'un plan annuel d'actions.

Stratégie et gouvernance :

- Dédier une personne spécifique à la coordination de la démarche numérique responsable au sein du Pôle Numérique et Donnée ;
- Faire un diagnostic de l'impact du numérique à l'échelle du territoire (système d'informations interne et usage par les citoyens des services numériques) ;
- Établir clairement les objectifs de réduction de l'empreinte numérique par des bonnes pratiques (réduction du suréquipement, allongement de la durée de vie, gestion de la fin d'usages, ...) ;
- Mettre en place des indicateurs de suivi et de pilotage des impacts environnementaux du numérique ;
- Prendre en compte l'impact des effets indirects (positifs ou négatifs) du développement du numérique (évolution des usages et numérisation des autres secteurs) ;

- Introduire dans les marchés publics des critères environnementaux et sociaux, comme dans le schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) ;
- Inclure l'évaluation de l'impact du numérique au Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) ;
- Développer un réseau de référents pour faire vivre et inscrire la démarche dans la durée ;
- Accompagner et former les agents à certaines bonnes pratiques numériques (limitation des emails, extinction des matériels, limitation et optimisation du stockage de données, ...).

Les équipements numériques :

- Dimensionner au plus juste les matériels et les solutions numériques pour couvrir de façon adéquate les besoins, si possible en les mutualisant ;
- Acheter des équipements incluant des engagements de réparabilité, comme cela est stipulé dans la loi AGECE ;
- Favoriser cette réparabilité et mettre en place les conditions d'une limitation de la casse ;
- Allonger la durée d'utilisation des matériels (ordinateurs fixes de 5 à 6 ans, ordinateurs portables de 4 à 5 ans et téléphone de 3 à sa fin de vie). C'est-à-dire *a minima* allonger d'un an les durées de vie, ce qui équivaut pour 1 000 ordinateurs portables à plus de 15 tonnes de CO² évités pour chaque année gagnée ;
- Réduire le nombre d'appareils numériques (remplacement des téléphones fixes par du softphone) ;
- Utiliser des objets connectés pour rationaliser les déplacements, économiser les ressources et mesurer pour mieux piloter (compteur d'eau connecté, remplissage des points d'apport volontaire) ;
- Utiliser les objets connectés avec discernement ;
- Poursuivre le déploiement d'un réseau basse fréquence souverain moins énergivore (LoRa) ;
- Urbaniser et mutualiser le système d'information en privilégiant la virtualisation des serveurs ;
- Poursuivre la rationalisation du parc d'imprimantes en supprimant les imprimantes individuelles, en paramétrant par défaut des impressions en noir et blanc et en systématisant une impression sécurisée ;
- Poursuivre la mise en place de veille automatique des équipements avec extinction en dehors des heures de travail ;
- Provisionner au plus juste des besoins des agents les messageries individuelles, le nombre d'écrans, et les smartphones ;
- Mettre en œuvre un *datacenter* mutualisé éco-responsable et le rendre disponible pour l'ensemble du groupe Montpellier ;
- Continuer à assurer la réutilisation ou le recyclage des équipements réformés autant que possible pour prolonger leur parcours de vie auprès de différents publics ;
- Stimuler les filières circulaires de réemploi en s'appuyant sur les acteurs du territoire.

Les logiciels et outils numériques :

- Utiliser des solutions logicielles ou des environnements métiers pérennes, évitant l'obsolescence logicielle ;
- S'engager dans l'écoconception des sites et des services numériques, (60% des applications pourront fonctionner sur des matériels âgés de plus de 5 ans en 2025) ;
- S'engager dans le cadre de nos développements informatiques internes à faire des choix éco-responsables : choisir des technologies adaptées, simplifier l'expérience et l'interface utilisateurs, minimiser les flux de données, choisir un hébergement écoresponsable, nettoyer et optimiser le stockage de façon continue, réduire le poids des pages notamment en allégeant les éléments visuels... ;
- Repenser l'usage des solutions digitales et opter pour le numérique uniquement lorsqu'il est nécessaire.

L'accessibilité : un enjeu d'équité et d'inclusion

Le partage d'une culture numérique commune est un facteur de cohésion sociale et territoriale. Si la crise sanitaire a accéléré durablement les usages numériques du plus grand nombre, elle a aussi montré la fracture numérique que vivent certains foyers et le niveau de compétences numériques parfois insuffisants des agents

publics. 13 millions de personnes sont toujours, en France, considérablement éloignées du numérique. L'accessibilité et l'inclusion sont des piliers de toute stratégie numérique responsable cohérente.

Le développement de la gestion de la relation citoyens constitue un terrain de développement des outils et des usages numériques et donc d'application concrète, des axes du numérique responsable. Pour ce faire, il apparaît nécessaire de développer des outils qui correspondent aux besoins des utilisateurs, agents comme usagers, au travers :

Des services plus accessibles :

- Une identité numérique unique pour les services (compatible avec France Connect) en poursuivant la mise en place du compte citoyen sur l'ensemble des services ;
- Un bouquet de services numériques simplifiés et intuitifs pour les utilisateurs, au travers de la mise en place d'une carte multiservices, qui réduira le nombre croissant de cartes en circulation ;
- La poursuite du déploiement des technologies de connectivité pour tous pour lutter contre la fracture numérique au travers du Schéma d'Aménagement du Numérique existant et en menant une politique très volontariste sur le très haut débit ;
- Une attention particulière aux personnes en situations de handicap notamment par le respect du Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RG2A).

Des méthodes plus inclusives et des actions de sensibilisation :

- Des solutions coconstruites avec les utilisateurs (agents et citoyens) afin d'assurer une ergonomie maximale, une meilleure appropriation et donc un impact positif ;
- Des évaluations régulières des dispositifs numériques par les utilisateurs ;
- Le développement de la médiation numérique dans les lieux d'accueil au public ;
- L'évaluation et le développement des compétences numérique responsable des agents, l'animation et la participation de la collectivité à des événements de vulgarisation de l'innovation technologique et du numérique ;
- La sensibilisation des agents aux dérèglements climatiques et aux transitions et plus particulièrement les agents en charge de la conception numérique du Pôle Numérique et Donnée au numérique responsable via la fresque du numérique ;
- La sensibilisation des agents et des citoyens aux enjeux du numérique responsable ;
- Ces mesures sont indispensables à la participation citoyenne et à la démocratie augmentée déjà engagée par la collectivité.

La sécurité : un enjeu pour un numérique de confiance :

Présent au quotidien dans tous les domaines de l'action publique, le numérique génère et utilise énormément de données qu'il faut qualifier, maîtriser et sécuriser.

Socle de la confiance des citoyens dans le numérique et les institutions, la sécurité doit être au centre des préoccupations lors de la délivrance ou du développement de services. Elle se décline au travers d'une politique générale de sécurité des systèmes d'information :

- Mettre en œuvre une stratégie et une gouvernance de la donnée au sein de la Collectivité, afin de maîtriser et sécuriser la donnée produite ;
- Intensifier le partage des données publiques en garantissant la sécurité (RGPD notamment) permettant ainsi de développer la confiance numérique des citoyens ;
- Réaliser régulièrement des audits et des campagnes de détection de vulnérabilité ;
- Mettre à jour régulièrement le plan de continuité d'activité (PCA) et le plan de rétablissement (PRA) en cas de panne ou de cyberattaque ;
- Assurer un système de sauvegarde souverain et sécurisé ;
- Former, sensibiliser et accompagner chaque année les agents aux gestes essentiels de la cybersécurité.

Un numérique responsable plus éthique

Dans la mise en œuvre de la transformation digitale de la Métropole, l'exemplarité des pratiques menées par la collectivité est centrale, c'est pourquoi elle sera suivie plus précisément dans une instance dédiée.

Ces enjeux éthiques conduisent la Métropole à toujours penser l'outil numérique comme étant au service des besoins des citoyens en :

- Garantissant la souveraineté numérique, notamment en favorisant l'usage de logiciels libres, la protection de la donnée et des infrastructures ;
- Favorisant le développement de « *communs numériques* » en poursuivant la mise en place de plateforme de services pour les communes du territoire à base de logiciels libres ;
- Développant des services utiles, accessibles et durables (*Low Tech*) ;
- Sensibilisant les citoyens aux enjeux éthiques du numérique ;
- Poursuivant l'ouverture des données et en simplifiant leurs réutilisations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe d'une démarche numérique responsable intégrant des indicateurs visant à mesurer l'impact environnemental et sociétal du numérique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Cycles de l'eau - Convention 2023-2027 pour la réalisation de prestations annexes liées à la défense extérieure contre l'incendie (DECI) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Autorisation de signature

Par délibération en date du 14 décembre 2021, les statuts de la Régie des eaux ont été modifiés par le Conseil de Métropole pour étendre son objet à l'assainissement collectif et non collectif au 1^{er} janvier 2023. Par ailleurs, la Régie des eaux pourra exercer des prestations annexes pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) dans le cadre d'une convention spécifique.

La présente convention, annexe 3 de la convention d'orientations stratégiques, a pour objet d'organiser les conditions dans lesquelles la Régie exécute pour la Métropole des prestations de service contribuant au service public de la DECI. Cette convention définit le contenu des prestations confiées et les livrables attendus et décrivent les modalités de mise en œuvre des missions confiées ainsi que les conditions concrètes de la collaboration avec les services de la Métropole. La durée de la convention est de 5 ans. Elle est renouvelée par tacite reconduction pour une durée de 3 ans, sauf dénonciation.

Si la Régie est responsable de la conduite de prestations lorsque celles-ci lui sont confiées, la Métropole demeure seule compétente et responsable pour la gestion du service public de la DECI.

Par cette convention, la Régie assure pour le compte de la Métropole les missions suivantes, entre autres :

- L'alimentation en eau des hydrants publics et privés raccordés sur le réseau public de distribution d'eau potable dont elle assure l'exploitation. Sur les territoires du syndicat Bas Languedoc et syndicat mixte Garrigues Campagne, l'alimentation des Points d'Eau Incendie (PEI) est assurée par ces mêmes syndicats ;
- L'entretien, la maintenance et le contrôle périodique réglementaire des PEI ;
- La réalisation des interventions curatives et actions correctives nécessaires à la mise en conformité des poteaux d'incendie ;
- Les travaux de renouvellement des PEI sur la base d'un programme proposé par la Régie chaque trimestre et validé par la Métropole (service autorité organisatrice) : la Régie s'engage à renouveler à l'identique 150 PEI par an ;
- L'instruction des avis DECI sur les autorisations d'occupation du sol, les projets d'aménagement et les déclarations d'intention d'aliéner transmis par les services instructeurs métropolitains ;

- L’instruction des conventions de financement liés aux travaux de redimensionnement et d’extension d’eau potable liés aux besoins DECI ;
- L’assistance technique de la Métropole : étude du Schéma Directeur DECI (SDDECI) ce dernier sera validé, délibéré et adopté par la Métropole, études et modélisations hydraulique liées au renforcement du réseau pour la DECI...

Pour la réalisation de la totalité des prestations forfaitaires décrites ci-dessus, la Régie percevra une somme forfaitaire annuelle de fonctionnement d’un montant de 878 567 € HT (valeur 1^{er} janvier 2023), révisable annuellement.

Au-delà de ce forfait, la régie pourra intervenir sur des prestations définies au bordereau de prix unitaires en fonction des besoins différents chaque année :

- Travaux de réalisation de nouveaux PEI ;
- Renouvellement des PEI au-delà du forfait ;
- Etudes hydrauliques, assistance à l’élaboration de la stratégie DECI ;
- ...

La Régie s'engage à :

- Tenir la Métropole informée des conditions d'exécution des prestations qui lui sont confiées et à répondre à toute demande de renseignements ou de documents émanant de la Métropole ;
- A mettre en place un suivi des prestations avec la Métropole, sous forme de réunions périodiques ;
- A transmettre à la Métropole, chaque année avant le 1^{er} juin de l’année N+1, un bilan d’activité retraçant la totalité des prestations afférentes à la présente convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D’approuver les termes de l’annexe 3 de la convention d’orientation stratégiques 2023-2027 relative à la défense incendie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D’autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Cycles de l'eau - Convention de mandat de facturation, de recouvrement et de reversement de la redevance assainissement collectif entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Depuis le 1^{er} janvier 2022 et la fin de la délégation de service public passée avec Aqualter, la Montpellier Méditerranée Métropole exerce en régie la compétence assainissement collectif sur le territoire des communes Est et Ouest de la Métropole au travers d'un marché de prestation de services passé avec SAUR. La SAUR exploite le service depuis le 1^{er} janvier 2022.

Montpellier Métropole assure la gestion clientèle et la facturation des usagers du service public de l'assainissement collectif. La surtaxe assainissement est perçue par les facturiers de l'eau potable : le syndicat Bas Languedoc, le syndicat Garrigues Campagne et la Régie des eaux. Des conventions de reversement de la surtaxe ont été signées avec chacun de ces facturiers au titre de l'exercice 2022 afin que la Métropole perçoive en direct cette surtaxe.

Sur ces communes, trois dépendent de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole : Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Les 10 autres communes de la Régie des eaux ne sont pas concernées car toujours en délégation de service public d'assainissement avec VEOLIA au titre de 2022.

Conformément à l'article R. 2224-19-7 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) Montpellier Méditerranée Métropole a demandé à la Régie qui l'accepte de recouvrer pour son compte sur la facture d'eau, les redevances dues par les usagers du service d'assainissement collectif, conformément à la réglementation en vigueur.

Une convention a été signée le 30 mai 2022 pour définir les modalités de facturation, recouvrement et reversement de la redevance d'assainissement collectif entre la Régie et Montpellier Méditerranée Métropole pour les communes de Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

La convention initiale prend fin au 31 décembre 2022. Le recouvrement des recettes de l'assainissement au titre de 2022 va se poursuivre sur le premier semestre 2023. Par conséquent, il convient de prolonger la convention initiale pour permettre le reversement à Montpellier Méditerranée Métropole de la redevance d'assainissement collectif liée aux consommations 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation de la convention de mandat de facturation, de recouvrement et de reversement de la redevance « assainissement collectif » entre la Régie des eaux et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Cycles de l'eau - Convention de facturation et de mandat entre la Société SA RUAS, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Avenant n°1 de transfert - Autorisation de signature

Le contrat de délégation pour l'exploitation du service public de l'assainissement sur le secteur Est-Ouest de la Métropole prenant fin au 31 décembre 2021, Le conseil a décidé de mettre en place un marché de prestation de service pour l'exploitation des réseaux et des stations d'épuration, prenant effet le 1^{er} janvier 2022. Ce marché a été attribué à la société SAUR et concerne le même périmètre géographique que l'ancien contrat de délégation.

Les communes concernées par les secteurs Est et Ouest sont les suivantes : Baillargues, Beaulieu, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint Génès des Mourgues, Saussan, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Montpellier Méditerranée Métropole assure la gestion clientèle et la facturation des usagers du service public de l'assainissement collectif.

Conformément à l'article R. 2224-19-7 du CGCT, la Métropole a demandé aux facturiers de l'eau présents sur les secteurs Est et Ouest du territoire, de recouvrer pour son compte, sur la facture d'eau, les redevances dues par les usagers du service d'assainissement collectif, conformément à la réglementation en vigueur. Par délibération N° 2022-36 du 25 janvier 2022, pour les obligations respectives, une convention un mandat de facturation, a été signée entre la Métropole et le facturier de l'eau du secteur concerné, soit :

- Le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne ci-après dénommé SMGC (Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues) ;
- La société SA. RUAS Michel assure, aux termes d'un contrat de délégation de service public, la gestion des services de l'alimentation en eau potable du Syndicat Mixte Garrigues Campagne.

La convention fixe les conditions générales de recouvrement des redevances et taxes d'assainissement pour les clients et propriétaires disposant d'un branchement assainissement dit « *standard* ».

Montpellier Méditerranée Métropole charge ainsi, SA RUAS, qui l'accepte, de recouvrer pour son compte les redevances et taxes d'assainissement des clients et propriétaires redevables disposant d'un branchement assainissement standard.

En application de la délibération n° M2021-612 du Conseil de Métropole du 23 mars 2021, du choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution de la présente convention, étant précisé que la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole est un Etablissement Public Industriel et Commercial.

De plus, le périmètre est modifié par l'ajout de 3 communes (Castelnau-le-Lez, Castries et Clapiers) au périmètre initial. Ces communes étaient jusqu'au 31 décembre 2022 rattachées au contrat de délégation de service public d'assainissement qui expire et se voit remplacé par une prestation de services d'assainissement. Les redevances et taxes d'assainissement anciennement recouvertes par le délégataire assainissement pour ces 3 communes, seront désormais recouvertes par le facturier de l'eau et reversé à la Régie des eaux.

L'objet du présent avenant à la convention vise donc de substituer la Métropole par la Régie des eaux, et ajouter 3 communes au périmètre initial de la convention, les autres clauses restant inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant de transfert de la convention confiant mandat de facturation, de recouvrement et de reversement de la redevance d'assainissement collectif ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Cycles de l'eau - Convention de facturation et de mandat entre la société SAUR, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux - Lot 1 et 2 est et Ouest - Avenants n°1 - Autorisation de signature

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la société SAUR est titulaire des deux lots Est et Ouest d'un marché de prestations de services n°M1D0037EA passé par Montpellier Méditerranée Métropole, sur l'exploitation du service public de l'assainissement collectif sur les communes ci-dessous.

Les communes concernées par les secteurs Est et Ouest sont les suivantes : Baillargues, Beaulieu, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint Génès des Mourgues, Saussan, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Au titre de ce marché, une convention de facturation et de mandat par lot a été signée entre SAUR et la Métropole, délibération n°2022-37 du 25 janvier 2022. Par ces conventions, SAUR est autorisé aux titres de ces missions auprès des usagers du service public de facturer et mandater les prestations décrites ci-après et reversent lesdites sommes à la Métropole, au budget annexe de l'assainissement.

Ces prestations sont, en autres, les suivantes, définies à l'article 5 du CCAP des deux lots du marché :

- Réception de matières de vidanges ;
- Réception de graisses ;
- Réception de matières de vidanges et graisses mélangés ;
- Réalisation d'un branchement neuf pour le compte d'un pétitionnaire (pas d'exclusivité) ;
- Modification d'un branchement à la demande d'un usager ;
- Connexion au réseau existant lors de branchement réalisé par un tiers ;
- Contrôle de conformité d'un branchement neuf réalisé par un tiers en partie publique et privée (vérification visuelle en tranchée ouverte avant remblai, déplacement, remise de fiche de contrôle) ;
- Contrôle de conformité d'un branchement existant à l'occasion de la cession d'un bien immobilier ou de la réalisation d'un branchement neuf par une autre entreprise que le Gestionnaire ;
- Frais de prestations diverses en application du règlement de service.

En application de la délibération n° M2021-612 du Conseil de Métropole du 23 mars 2021, du choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution

de la présente convention, étant précisé que la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole est un Etablissement Public Industriel et Commercial.

Il est donc proposé par les présents avenants n°1 des conventions, du transfert à la Régie des eaux de la convention de facturation et de mandat. Les autres clauses restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des avenants n°1 de transfert pour les deux conventions de mandat de facturation relatifs aux lots 1 et 2 de la prestation de service de SAUR ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Cycles de l'eau - Convention de raccordement des Communes d'Assas et Teyran sur la station de MAERA entre la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux - Avenant de transfert - Autorisation de signature

Par délibération n° 8188 en date du 30 avril 2008, le Conseil a autorisé la signature avec le Syndicat des Eaux Usées du Salaison d'une convention de raccordement à MAERA des Communes d'Assas, Teyran et Saint-Aunès, membres du syndicat.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup est compétente en matière d'assainissement sur les Communes d'Assas et Teyran. Pour cela, une convention a été signée avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup afin de définir les modalités techniques et financières liées au transfert et au traitement des effluents des Communes d'Assas et Teyran sur la station d'épuration MAERA alors gérée par délégation de service public d'exploitation, par délibération du Conseil de Métropole n° M2018-261 du 31 mai 2018.

La communauté de communes du Grand Pic Saint Loup encaisse la totalité du prix de l'eau, comprenant la redevance d'assainissement car celle-ci est en régie à simple autonomie financière. Aussi, par cette convention elle s'engage à reverser les parts de l'assainissement aux délégataires du service de l'assainissement de la Métropole. Cette convention définit les conditions de versement des sommes perçues par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup à l'exploitant de MAERA pour le compte de celui-ci et de la Métropole.

Au vu, de la fin du contrat de délégation de service public d'exploitation de la station d'épuration MAERA au 31 décembre 2022 et en application de la délibération n° M2021-612 du Conseil de Métropole du 23 mars 2021, du choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution de la présente convention, étant précisé que la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole est un Etablissement Public Industriel et Commercial.

L'objet du présent avenant à la convention vise donc de substituer la Métropole par la Régie des eaux, et mais également de substituer le délégataire du service de l'assainissement par la Régie des eaux pour le versement des sommes perçues par la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup au titre de l'assainissement, les autres clauses restant inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant de transfert de la convention de raccordement des Communes d'Assas et Teyran ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Cycles de l'eau - Raccordement des eaux usées de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cambacérès au réseau de collecte - Commune de Montpellier - Avenant à la convention de participation financière - Transfert de la Métropole à la Régie des Eaux - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement d'une superficie d'environ 350 ha pour une durée de 25 ans avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue SA3M, et créé une 1ère Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur 60 ha, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) à échéance de sa livraison.

Le Programme des Equipements Publics de la ZAC Cambacérès a été approuvé par le Conseil de Métropole le 31 juillet 2014. Il prévoit le raccordement de l'opération au collecteur des eaux usées dénommé « *intercepteur Est* » rejoignant la station d'épuration MAERA. Le raccordement est prévu via la réalisation d'un poste de refoulement mis en place par l'aménageur. Dans le périmètre de la ZAC, la canalisation de refoulement a été mise en place par l'aménageur. Hors ZAC, la maîtrise d'ouvrage de la pose de cette canalisation, dédiée à la ZAC, a été réalisée par la Métropole.

Le présent avenant porte sur la convention de financement de cette dernière canalisation, signée le 10 décembre 2021, précédemment validée par la délibération n°M2021-575 du mardi 23 novembre 2021. Il a pour objet :

- De prendre en compte le montant des travaux réalisés afin d'ajuster le montant restant dû : le montant de la participation financière est ainsi augmenté de 726 000 € à 752 004,45 €, en raison des sujétions techniques imprévues ;
- D'acter le transfert de maîtrise d'ouvrage à la Régie pour son exécution financière, à compter du 1er janvier 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de participation financière pour le raccordement de la ZAC Cambacères au réseau de collecte de la station d'épuration Maera ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Cycles de l'eau - Raccordement des eaux usées de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Roquefraisie au réseau de collecte - Commune de Saint Jean de Védas - Avenant à la convention de participation financière - Transfert de la Métropole à la Régie des Eaux - Autorisation de signature

Par délibération du Conseil municipal en 22 novembre 2006 la commune de Saint Jean de Védas a décidé de créer la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Roquefraisie. Elle a confié la mise en œuvre de cette opération à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), par le biais d'une concession publique d'aménagement.

Pour desservir correctement la future ZAC, les opérations ci-dessous ont été identifiées :

- Renforcement d'une conduite gravitaire sous l'avenue Librilla ;
- Renforcement du poste de refoulement de Condamine et sa conduite de refoulement ;
- Renforcement du poste de refoulement du Mas d'Artis.

La participation financière de la ZAC à ces travaux, actée par délibération du Conseil de Métropole n°13 873 du 26 mai 2016, a été évaluée à 960 180 €. La convention relative, actée par cette même délibération et signée le 4 novembre 2016, avait pour objet d'entériner :

- La participation financière de la SERM aux travaux d'assainissement des eaux usées nécessaire à la desserte de la ZAC ;
- Les modalités d'incorporation des réseaux d'eaux usées créés au sein de la ZAC dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole

A compter du 1^{er} janvier 2023, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution de la convention suscitée. L'avenant proposé a ainsi pour objet d'acter le transfert de la convention de la Métropole vers la Régie des Eaux pour son exécution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention pour le financement des équipements publics au titre de l'assainissement collectif et des modalités d'incorporation du réseau d'eaux usées au sein de la ZAC au patrimoine du service public de l'assainissement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Cycles de l'eau - Révision du zonage d'assainissement des eaux usées - Démarche, objectifs poursuivis et modalités de concertation - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec ses communes membres, a engagé l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) afin de répondre à deux objectifs majeurs :

- Décliner localement les orientations stratégiques du projet métropolitain et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en novembre 2019 ;
- Permettre la réalisation des projets urbains locaux.

Parallèlement à cette démarche, la révision du zonage d'assainissement des eaux usées s'avère opportune, voire nécessaire, afin de garantir une cohérence entre la planification de l'urbanisation et les zones d'assainissement collectif et non collectif définies par l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). En effet, cet article dispose que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée au titre du Code de l'environnement :*

- *1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- *2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. »*

Les zonages d'assainissement communaux ont majoritairement été élaborés entre 2004 et 2008 sur les communes membres de l'intercommunalité. Les projets de zonage de Castelnau-le Lez et Saint Jean de Védas n'ont cependant pas fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'agglomération, devenu Conseil de Métropole.

La révision du zonage d'assainissement des eaux usées proposée en parallèle de l'élaboration du PLUi poursuit ainsi plusieurs objectifs :

- Mettre en cohérence des zonages d'urbanisme issus du PLUi et les zonages d'assainissement ;
- Disposer d'un zonage d'assainissement réglementaire cohérent pour l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- Planifier les extensions de réseau à réaliser dans les zones d'assainissement collectif déjà urbanisées.

Pour ce faire, la révision du zonage d'assainissement et le classement des secteurs en zones d'assainissement collectif ou non collectif prendra ainsi en compte :

- Le zonage d'urbanisme ;
- L'aptitude du sol (selon les données disponibles) ;
- Les enjeux environnementaux (appartenance de la zone à une zone de périmètres de protection de captage d'eau potable notamment) ;
- Une analyse technico-économique permettant d'évaluer l'opportunité de desserte des secteurs urbains non pourvus de réseaux d'assainissement collectif.

Ce zonage est soumis à évaluation environnementale au cas par cas en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement. Afin d'anticiper une éventuelle soumission à une telle évaluation au terme dudit examen par les services de l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de soumettre le zonage d'assainissement des eaux usées à une évaluation environnementale conforme à l'article L. 122-4 du Code de l'environnement, impliquant de ce fait la tenue d'une concertation préalable.

En application de l'article L121-15-1 du Code de l'environnement, la Métropole mettra en place une concertation préalable d'une durée d'un mois minimum selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation sur le site internet de la Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre papier à l'accueil de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un registre dématérialisé sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;
- Parution dans le journal d'information de la Métropole d'au moins un article d'information ;
- Organisation d'une réunion publique dans les communes de Saint-Drézéry, Montferrier-sur-Lez et Castelnau-le-Lez en raison de la particularité de ces communes vis-à-vis de l'assainissement des eaux usées (présence de larges secteurs urbanisés non desservis par les réseaux d'assainissement collectif).

Aux termes de cette concertation, le projet de zonage d'assainissement fera l'objet d'une analyse complémentaire et des ajustements éventuels opportuns avant d'être porté en enquête publique.

L'enquête publique consistera en une enquête publique unique regroupant l'enquête publique relative au PLUi, celle relative au zonage d'assainissement des eaux usées, et celle relative au zonage d'assainissement des eaux pluviales, en application des articles L.123-6 et R.123-7 du Code de l'environnement.

Le zonage d'assainissement pourra ainsi être adopté par délibération de Montpellier Méditerranée Métropole à la suite de l'ensemble de ces démarches.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées et ses objectifs généraux ;
- D'organiser une concertation préalable au titre du Code de l'environnement selon les modalités définies ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Cycles de l'eau - Zonage pluvial sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Modalités de la concertation préalable - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec les communes de son territoire, a engagé l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), afin de répondre à deux objectifs majeurs :

- Décliner localement les orientations stratégiques du projet métropolitain et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en novembre 2019 ;
- Permettre la réalisation des projets urbains locaux.

Parallèlement à cette démarche, l'élaboration d'un zonage pluvial intercommunal est nécessaire pour garantir la cohérence entre la planification de l'urbanisation et la prise en compte des effets de l'imperméabilisation des sols sur le petit et le grand cycle de l'eau.

En effet, l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement :*

- *3° les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- *4° les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*

Le zonage pluvial intercommunal se substituera aux zonages existants à l'échelle communale, lorsqu'ils existent et s'ils disposent déjà de prescriptions sur la gestion des eaux pluviales. Il vise plusieurs objectifs, notamment :

- Disposer d'un zonage réglementaire cohérent pour l'ensemble de la Métropole ;
- Proposer des prescriptions de gestion des pluies adaptées aux spécificités du territoire de la Métropole ;
- Favoriser l'infiltration des pluies dans le sol pour réduire le ruissellement et le risque inondation associé, recharger et préserver les nappes, et réduire la pollution des milieux aquatiques.

Compte tenu de ses enjeux, le zonage pluvial intercommunal peut être soumis à une évaluation environnementale, conformément à l'article R.122-17 du Code de l'environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole engage une concertation préalable, conformément à l'article L.122-4 du Code de l'environnement.

En application de l'article L.121-15-1 du Code de l'environnement, il est proposé d'organiser une concertation préalable d'une durée d'un mois minimum selon les modalités suivantes :

- Parution d'au moins un article de presse dans un journal local pour informer le public de la tenue de la concertation ;
- Parution d'au moins un article dans le journal d'information de la Métropole ;
- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation et d'un registre à l'accueil de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;
- Organisation d'une réunion publique au siège de la Métropole à destination du public.

Aux termes de cette concertation, Montpellier Méditerranée Métropole tirera le bilan et adaptera le cas échéant le projet de zonage pluvial.

Il sera ensuite proposé au Conseil de Métropole d'approuver le zonage et d'engager la phase d'enquête publique. A la suite de l'ensemble de ces démarches le zonage pluvial pourra ainsi être adopté par délibération du Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de la concertation préalable au futur zonage pluvial sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Environnement - Desserte d'un bâtiment intercommunal par les réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées pour le développement de la consigne de verre pour réemploi - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un bâtiment sur la parcelle CA0002 située sur la commune de Lattes. Ce bâtiment, situé en zone AU et non desservi par les réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif. Il a été demandé à la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau, puis à la Régie des Eaux à compter du 1^{er} janvier 2023, de procéder à l'étude en vue du raccordement de ce site aux réseaux et de réaliser les travaux en 2023. Ces travaux de raccordement aux réseaux dans le bâtiment métropolitain ont pour objectif de faciliter l'exploitation du bâtiment, sa location, et par conséquent sa valorisation.

Montpellier Méditerranée Métropole offre de participer au coût des travaux de raccordement eau et assainissement par le versement à la Régie des Eaux de la somme maximum de 338 771,20 € HT, soit 406 525,44 TTC, correspondant au paiement de l'opération.

A court terme, ce bâtiment permettra d'accueillir l'entreprise OC consigne qui est sous statut de société coopérative de production (SCOP).

OC'Consigne structure et anime une filière de réemploi des emballages en verre sur le territoire Languedoc-Roussillon-Cévennes-Grands Causses. Les missions principales d'OC'Consigne sont la sensibilisation du grand public et l'accompagnement des professionnels dans leur transition vers le réemploi, ainsi que l'organisation de la collecte, du lavage et de la vente d'emballages en verre. A ce jour, une trentaine de producteurs et distributeurs utilisent la solution de consigne de verre proposée par OC'Consigne. Afin de développer davantage son activité, l'entreprise OC'Consigne a besoin de mettre en place une unité industrielle de lavage et de contrôle de qualité sur le territoire de la Métropole.

La consigne de verre représente une opportunité à la fois environnementale économique et d'attractivité territoriale pour Montpellier Méditerranée Métropole. D'un côté le réemploi des emballages en verre réduit fortement les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux solutions de recyclage de verre. De l'autre côté, OC'Consigne deviendra une Entreprise d'Insertion en 2023, créant 5 postes durables au démarrage. De plus, le développement de la consigne de verre sur le territoire de la Métropole permettra de diminuer les frais de gestion des déchets de verre. Dans un contexte de pénurie des matières premières et du verre en particulier, il s'agit également d'assurer une plus grande résilience territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Environnement - Concession de distribution de gaz - Choix du mode de gestion et négociation du contrat de concession - Approbation

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée à ses communes membres desservies en gaz naturel, au sein des contrats en cours, l'article L. 5211-25-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties* ». La Métropole est donc Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE) et est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz.

En France, la distribution historique de gaz naturel est en situation de monopole régulé. La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès à ce réseau. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français. GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

L'article L.111-53 du Code de l'énergie précise que GRDF et les entreprises locales de distribution de gaz historiques gèrent le service public de la distribution de gaz naturel sur leurs zones de desserte exclusive. L'existence de ces zones permet le renouvellement périodique des contrats de concession de distribution au profit de GRDF sans publicité ni mise en concurrence en vertu du monopole français.

L'article L.2224-31 du CGCT donne aux autorités organisatrices la faculté de négocier et conclure les contrats de concession : « *sans préjudice des dispositions de l'article 23 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération, en tant qu'autorités concédantes de la distribution publique d'électricité et de gaz en application de l'article 6 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de l'article 36 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 précitée, négocient et concluent les contrats de concession, et exercent le contrôle du bon accomplissement des missions de service public fixées, pour ce qui concerne les autorités concédantes, par les cahiers des charges de ces concessions* ».

Au niveau national, des négociations ont débuté en 2018 entre GRDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine pour définir un nouveau modèle de contrat de concession de gaz. Celles-ci ont abouti en juin 2022 à la signature d'un accord-cadre qui invite les AODE à s'inspirer du modèle du contrat de concession qu'ils ont établi. Tout en étant inscrit dans un cadre national,

l'ensemble contractuel offre des possibilités de prise en compte des enjeux locaux en lien avec les ambitions des territoires en matière de transition écologique et de performance du service public concédé.

Localement, il existe 24 contrats de concession entre le distributeur, GRDF, et la Métropole, dont les dates d'échéances s'échelonnent de fin juin 2023 à 2044. La Métropole souhaite tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire, en regroupant l'ensemble de ces concessions en un seul contrat, sous réserve que cela préserve ses intérêts. Le modèle national servira de socle et sera adapté pour tenir compte des spécificités locales.

L'article L. 1411-4 du CGCT prévoit que les assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des missions dont il est question, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1 du CGCT. A cet effet, le rapport du choix du mode de gestion relatif à la concession de distribution de gaz naturel a donné lieu à une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR en date du 17 novembre 2022. La Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur le choix du mode de gestion délégué pour la distribution du gaz à savoir une délégation de service public via un contrat de concession.

Les principaux enjeux locaux identifiés à ce stade sont les suivants :

- Contribuer aux objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAETs), avec la lutte contre la précarité énergétique, le développement du biogaz, de la mobilité bioGNV ou encore le financement d'actions en lien avec la transition écologique et solidaire ;
- Adapter les ouvrages de distribution aux aléas climatiques (inondation, submersion, retrait gonflement argile, ...) ;
- Maintenir, voire améliorer, la qualité de la distribution et du service ;
- Poursuivre et développer les actions en lien avec la sécurité ;
- Préserver les droits de l'autorité concédante et augmenter la connaissance du patrimoine, dont l'élaboration d'un diagnostic de l'état existant annexé au contrat de concession ;
- Poursuivre l'amélioration de la coordination des travaux et la sécurité des chantiers ;
- Prévoir les investissements permettant de maintenir, voire améliorer, les performances du réseau ;
- Disposer d'une durée contractuelle corrélée au niveau d'engagement de GRDF et qui préserve l'avenir.



En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le choix du mode de gestion du service public de la concession de distribution publique de gaz via une délégation de service public ;
- D'approuver la tenue de négociations avec GRDF pour aboutir à un contrat de concession pour la distribution publique en gaz sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONVENTION DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ

Rapport sur le choix du mode de gestion et le principe du recours à la délégation du service public relative à l'exploitation du réseau public de gaz naturel

	Fonction	Paraphe
Mme BAUS Delphine	Cheffe de service Transition Énergétique	
Mme TOUBALE Rokaya	Directrice de la Mission Transition Énergétique et Climatique	

Novembre 2022

SOMMAIRE

1. Preamble.....	3
2. Principales modalités des contrats de concession existants	4
1/ Les missions.....	4
2/ Les principales caractéristiques techniques de la concession	4
3/ La grille tarifaire.....	5
4/ La qualité du service public.....	5
3. Présentation des objectifs de la Métropole.....	6
4. Dispositions de négociation	7
5. Caractéristiques du futur contrat de concession.....	7
1/ Objet du contrat	7
2/ La durée contractuelle	8
3/ Les investissements	8
4/ Les conditions financières.....	8
5/ La transition écologique.....	9
6/ Le contrôle de concession.....	9

1. Préambule

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles prévoit le transfert de la compétence « Concession de la distribution publique de gaz naturel » aux métropoles.

Ainsi, dès sa création en 2015, Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée à ses communes membres desservies en gaz naturel, au sein des contrats en cours, l'article L. 5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) disposant que « les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties ».

Localement, il existe vingt-quatre contrats de concession entre le distributeur, GRDF, et la Métropole, dont les dates d'échéances s'échelonnent de fin 2022 à 2044. La Métropole est propriétaire des réseaux de distribution publique de gaz et a une obligation de contrôle des concessions associées.

L'article L111-53 du Code de l'énergie précise que GRDF et les entreprises locales de distribution de gaz historiques gèrent le service public de la distribution de gaz naturel sur leurs zones de desserte exclusive.

L'existence de ces zones permet le renouvellement périodique des contrats de concession de distribution au profit de GRDF sans publicité ni mise en concurrence en vertu d'un monopole français.

L'article L2224-31 du CGCT donne aux autorités organisatrices la faculté de négocier et conclure les contrats de concession : « sans préjudice des dispositions de l'article 23 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération, en tant qu'autorités concédantes de la distribution publique d'électricité et de gaz en application de l'article 6 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de l'article 36 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 précitée, négocient et concluent les contrats de concession, et exercent le contrôle du bon accomplissement des missions de service public fixées, pour ce qui concerne les autorités concédantes, par les cahiers des charges de ces concessions ».

La métropole de Montpellier a donc l'obligation de négocier et conclure un nouveau contrat exclusivement avec GRDF qui dispose d'une zone de desserte exclusive.

Le Conseil de Métropole du 31 janvier 2023 doit se prononcer sur le choix du mode de gestion du service public de la concession de distribution publique de gaz à la lumière de l'avis rendu par la commission consultative des services publics locaux.

L'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit en effet que les assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des missions dont il est question, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1 du CGCT.

Ce rapport rappelle dans un premier temps les principales modalités du contrat puis présente les objectifs de la Métropole.

Dans un second temps ce rapport présente les principales caractéristiques qui se dégageront du futur contrat d'exploitation proposé.

2. Principales modalités des contrats de concession existants

Il existe actuellement 24 contrats de concession entre GRDF et Montpellier Méditerranée Métropole :

- 1 commune n'est pas desservie en gaz, il s'agit de MONTAUD.
- 7 des 30 communes desservies avaient délégué au Syndicat Hérault Energies (SHE) leur pouvoir d'autorité concédante. Au 1er janvier 2015, le contrat regroupant ces 7 communes (Beaulieu, Cournonsec, Grabels, Restinclières, Saint-Bres, Saint-Georges-D'orques, Sussargues) a été transféré de Hérault Energies à la Métropole.
- Pour les 23 autres communes, les contrats de concession communaux avec GRDF ont été transférés à la Métropole.

Les dates d'échéances de ces contrats s'échelonnent de 2022 à 2044. Par la délibération n°M2021-282 du 07 juin 2021, le conseil de Métropole a souhaité proroger les contrats de concession de la distribution publique de gaz sur les communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saussan et Vendargues jusqu'au 31 décembre 2022. Au conseil de Métropole du 6 décembre 2022, il sera proposé une nouvelle prorogation jusqu'au 30 juin 2023 afin de permettre le bon déroulement des négociations du futur contrat.

La Métropole souhaite tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire, en regroupant en un seul contrat l'ensemble de ces concessions.

1/ Les missions

GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

2/ Les principales caractéristiques techniques de la concession

Le nombre total de clients est de 90 754 sur le territoire de la Métropole dont 61 950 sur la Ville de Montpellier. 96,9% des clients sont résidentiels et représentent 54,8% des consommations de gaz. Le nombre de clients se maintient depuis 2019. La répartition des clients par secteur d'activité est à présent fiabilisée suite à une modification récente souhaitée par le ministère de la Transition Ecologique. Elle concerne les chaufferies desservant l'habitat collectif, les réseaux de chaleur et certains clients tertiaires voire industriels qui sont à présent affectés au secteur « industrie » contre « résidentiel » auparavant. Cette modification a conduit en 2021 au doublement du nombre de client de la catégorie « industrie » (+ 97,6%).

Les évolutions des clients de la concession de la Métropole montrent :

- Une progression importante du nombre de clients sur les secteurs de St Jean De Vedas, Restinclières et Villeneuve Les Maguelone ;
- Une baisse de 360 clients sur la commune de Montpellier, dont une majorité de clients résidentiel dans un contexte où le chauffage individuel gaz est en léger retrait pour les particuliers.

L'évolution des consommations pour l'exercice 2021 est en augmentation de 97 GWh sur la Métropole. Cette tendance doit cependant être modérée à cause des températures observées cet hiver qui ont été plus proches des normales que celles de 2020.

Concernant les prestations réalisées auprès des usagers, le nombre de mise en service est stable en 2021 et les changements de fournisseurs marquent le pas avec une diminution de 10% en 2021.

Sur l'ensemble des concessions, 91 079 compteurs communicants ont été installés depuis le début du déploiement soit 98,2% du parc au 22 septembre 2022. Le taux d'accessibilité des compteurs

domestiques et industriels est de 92,6 % et continue de s'améliorer. A cette échéance, le concessionnaire a enregistré 372 refus soit 0,4% du volume de compteurs communicants installés sur le territoire de Montpellier Métropole Méditerranée. Ce taux est légèrement inférieur à la moyenne nationale (0,5%). Le concessionnaire n'a pas encore défini, à ce stade, les modalités de traitement de ces futurs clients atypiques (auto-relevé, facturation de la relève, prise en compte des coûts dans le tarif, ...)

Les compteurs, les postes de livraison clients et les postes biométhane sont considérés et immobilisés comme des biens de retour de la concession au même titre que les canalisations, les branchements, les ouvrages de branchements collectifs, et les postes de détente réseau. Par contre, le système informatique et les concentrateurs restent considérés comme des biens propres de GRDF.

Les principales caractéristiques du réseau de distribution de gaz sont les suivantes :

- 55 postes de détente, en diminution depuis 2018, résultat d'une politique volontariste du concessionnaire qui vise à diminuer les linéaires de canalisations basse pression et donc le nombre de poste de type MPB/BP ;
- 1477 Postes de livraison client dont 127 sont la propriété des clients et ne sont pas considérés comme des biens de retour de la concession ;
- 1 843 robinets de réseau dont 1 079 utiles à l'exploitation et donc concernés par la maintenance du concessionnaire. La répartition par classe de sensibilité des robinets utiles à l'exploitation n'est pas partagée par GRDF ;
- 8 740 branchements collectifs qui desservent 76 724 branchements particuliers en immeuble ;
- 1 411 km de canalisations dont 1405 km alimentés en Moyenne Pression et 5 693 mètres alimentés en Basse Pression en baisse constante depuis 2018. La moyenne pression (MP) permet de disposer d'une capacité de desserte plus importante. La résorption du réseau basse pression (BP) est envisagée pour partie, en accompagnement des opportunités de travaux sur la voirie, elle se poursuit en 2021.

3/ La grille tarifaire

Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La CRE (Commission de régulation de l'Energie) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par GRDF pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau gaz. Le revenu autorisé couvre ainsi les charges d'exploitation, les charges d'investissements et la rémunération du concessionnaire.

Ainsi le tarif d'Accès des Tiers au Réseau de Distribution de gaz naturel (ATRD 6) est entré en vigueur au 1er juillet 2020. Ce tarif est ensuite révisé annuellement. Au 1er juillet 2021, il a augmenté de 0,70%. La part distribution représente en moyenne 26% de la facture type d'un client résidentiel.

L'évolution tarifaire tient compte :

- de la variation de l'indice des prix à la consommation prévisionnelle pour l'année 2021 (IPC) prévue par la loi de finances pour 2021 qui est de + 0,6 % ;
- du facteur d'apurement du solde du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) de + 2 %, dû notamment à la forte baisse de la consommation de gaz en 2020, qui conduit à un rattrapage de revenu pour GRDF ;
- du facteur d'évolution annuel de - 1,9 % prévu par le tarif ATRD6 sur la période 2020-2023.

4/ La qualité du service public

En matière de distribution de gaz, une sensibilité accrue concerne la sécurité des personnes.

Le nombre total d'incidents s'élève à 1 014 en 2021, sur les ouvrages exploités par GRDF, en amélioration par rapport à 2020 (1 038), notamment liée à la baisse du rythme de renouvellement des compteurs. En effet, le programme national de remplacement a permis de détecter et traiter des micro fuites, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter proportionnellement le nombre d'incidents déclarés par rapport aux années antérieures.

En 2021, 99,5% des interventions de sécurité gaz ont été réalisées en moins de 60 minutes sur le territoire de la Métropole. L'analyse des 5 interventions de sécurité réalisées hors délais en 2021 sur le

périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole, a été présentée. La cause majoritaire de retard est la circulation routière. Toute intervention Sécurité réalisée dans un délai supérieur à 60 minutes fait l'objet d'une fiche d'analyse et d'un retour d'expérience des équipes du concessionnaire.

31 dommages aux ouvrages des concessions sont à déplorer dans le cadre de travaux réalisés par des tiers, dont 20 situés sur la commune de Montpellier. Une convention sécurité industrielle a été signée en 2017 afin de réaliser des actions de sensibilisation pour diminuer ce type d'incident. Les actions du concessionnaire à destination des entreprises se poursuivent. Un échantillon de 15 dommages a été analysé par le concessionnaire dans le cadre du contrôle de concession. Sur l'ensemble de l'échantillonnage :

- 14 dommages aux ouvrages auraient pu être évités si les dispositions du Dispositif Anti Endommagement avaient été correctement appliquées : marquage piquetage et respect des méthodes douces dans le fuseau d'incertitude ;

- 1 dommage survenu le 08/03/2021 – chemin des Baumes à Montferrier sur Lez était consécutif à l'absence du branchement sur la cartographie de GRDF.

A noter qu'aucun incident qualifié de majeur n'a eu lieu sur le périmètre de la Métropole en 2021.

La mesure de la satisfaction des clients est réalisée à la maille concession pour la prestation « Raccordement dans les délais (hors urgent) » ; elle est de 97,2%.

En 2021, les clients ont effectué 483 réclamations, chiffre stable par rapport à 2020, dont 207 (43%) pour des problématiques de comptage. Le thème associé, « retard ou absence de publication de relevés périodiques » représente la moitié des demandes (95 réclamations), elles tendent à diminuer puisque le déploiement du compteur communicant se termine. Le concessionnaire semble avoir solutionné en partie ses problèmes de chaîne communicante et de publication d'index auprès des fournisseurs.

Les taux de réponses dans les délais aux réclamations ont évolué à la baisse entre 2020 et 2021.

- Réclamations en provenance des fournisseurs (réponse sous 15 jours) : 93,9% (-1,2 pts)
- Réclamations en provenance des clients (réponse sous 30 jours) : 93,3% (-2,7 pts)

Le retour à des taux de réponse satisfaisants comme observés au cours des trois derniers exercices peut constituer un objectif fort pour GRDF en 2022. La maîtrise totale de l'utilisation du nouvel outil de traitement des réclamations EPOD mis en service en 2021 et la fin du déploiement du compteur communicant devrait contribuer largement à l'amélioration de la situation.

3. Présentation des objectifs de la Métropole

Durant les négociations du futur contrat de concession, la métropole de Montpellier tiendra compte des points de vigilances relevés lors des audits de contrôle de la concession, notamment le manque de transparence dans la gestion du service.

Les principaux enjeux locaux identifiés sont les suivants :

- Contribuer aux objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAETs), avec la lutte contre la précarité énergétique, le développement du biogaz, de la mobilité bioGNV ou encore le financement d'actions en lien avec la transition écologique et solidaire ;
- Adapter les ouvrages de distribution aux aléas climatiques ;
- Poursuivre et développer les actions en lien avec la sécurité ;
- Maintenir, voire améliorer, la qualité de la distribution et du service ;
- Préserver les droits de l'autorité concédante et augmenter la connaissance du patrimoine, dont l'élaboration d'un diagnostic de l'état existant ;
- Poursuivre l'amélioration de la coordination des travaux et la sécurité des chantiers ;
- Prévoir les investissements permettant de maintenir, voire améliorer, les performances du

- réseau ;
- Disposer d'une durée contractuelle corrélée au niveau d'engagement de GRDF et qui préserve l'avenir.

4. Dispositions de négociation

Au niveau national, des négociations ont débuté en 2018 entre GRDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine pour définir un nouveau modèle de contrat de concession de gaz. Celles-ci ont abouti en juin 2022 à la signature d'un accord-cadre qui invite les Autorité Organisatrice de la Distribution de l'Energie (AODE) à s'inspirer du modèle du contrat de concession qu'ils ont établi. Tout en étant inscrit dans un cadre national, l'ensemble contractuel offre des possibilités de prise en compte des enjeux locaux en lien avec les ambitions des territoires en matière de transition écologique et de performance du service public concédé.

Afin de négocier le futur contrat dans de bonnes conditions, la Métropole et GRDF prévoit de faire le bilan, qualitatif et quantitatif, des 24 contrats précédents. Cette étape d'élaboration d'un diagnostic partagé de la concession sera suivie par la négociation des adaptations des clauses contractuelles pour les adapter aux spécificités du territoire.

La gouvernance des négociations se réalisera par alternance de groupes de travaux thématiques avec les services, et de comités de pilotage avec un groupe d'élus. L'objectif est de finaliser la négociation par une délibération du Conseil de Métropole prévue avant l'été 2023.

Le comité de pilotage avec les élus permettra de fixer les objectifs de négociation et d'arbitrer afin d'aboutir à un projet de contrat partagé.

5. Caractéristiques du futur contrat de concession

1/ Objet du contrat

Le Concessionnaire a l'exclusivité de la distribution du gaz sur le territoire de la Concession. Le Concessionnaire est responsable du fonctionnement du Service et le gère conformément au cahier des charges. Il l'exploite à ses frais et risques. Il est notamment chargé d'assurer :

- la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution de gaz sous réserve des droits de l'Autorité Concédante comprenant l'établissement, le financement des réseaux et des postes de distribution publique et de livraison, ainsi que des dispositifs de comptage ;
- le Raccordement des Clients et des installations de production de Gaz renouvelable ;
- l'accès aux réseaux dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires ;
- la conduite, l'exploitation, la maintenance et le renouvellement des ouvrages ;
- le comptage du gaz acheminé pour tous les utilisateurs du Réseau3 ;
- la définition et la mise en œuvre des politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution sous réserve des droits de l'Autorité Concédante ;
- l'établissement de relations contractuelles avec les autres opérateurs de réseaux de gaz ;
- la mise en œuvre d'actions d'efficacité énergétique et d'insertion des énergies renouvelables sur le Réseau.

En application du Code de l'énergie et conformément aux dispositions de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations ou à tout autre dispositif qui s'y substituerait, le Concessionnaire est tenu d'assurer la sécurité et la surveillance du Réseau concédé.

Le Concessionnaire exécute le service qui lui est concédé, en plaçant la sécurité des personnes et des biens parmi les priorités de ses actions.

2/ La durée contractuelle

La durée du contrat sera établie en tenant compte de l'équilibre entre la capacité à s'adapter dans un contexte de transition énergétique d'une part et la qualité des engagements de GRDF sur la durée de celui-ci d'autre part.

La durée sera justifiée notamment par les engagements relatifs aux investissements de renouvellement et de modernisation, ou de l'accompagnement à la mise en œuvre du PCAETs de la Métropole.

3/ Les investissements

Le contrat de concession prévoit un schéma directeur des investissements dans lequel s'inscriront la programmation des investissements notamment les engagements financiers et en volume de GRDF sur la durée de contrat :

- un schéma directeur d'investissements correspondant à une vision prospective, à la fois qualitative et quantitative sur la durée du Contrat, des évolutions prévisionnelles du Réseau (désigné ci-après « Schéma Directeur » ou « SDI ») ;
- des programmes pluriannuels d'investissements correspondant à une déclinaison à moyen terme du Schéma Directeur (désignés ci-après « Programme(s) Pluriannuel(s) » ou « PPI ») ;
- des programmes annuels d'investissements en déclinaison de chacun des Programmes Pluriannuels (désigné ci-après « Programme(s) Annuel(s) »).

La programmation des investissements par GRDF est établie à partir :

- des contrats de concession, le contrat de service public, les dispositions réglementaires
- de l'identification des ouvrages à moderniser en priorité dans le cadre de la politique de gestion du risque industriel et, en tenant compte du retour d'expérience des exploitants
- de l'analyse des principaux risques et facteurs environnementaux
- des projets de transition énergétique et infrastructures à court et moyen terme et leur impact sur le réseau (biométhane, GNV, raccordements, projets urbains, déplacements d'ouvrages)
- du jalonnement des grands projets urbains de GRDF (comptage communicant gaz, ...)
- de la prise en compte de l'ensemble de ces éléments pour déterminer les évolutions à envisager le cas échéant sur la structure du réseau
- des travaux

La métropole et GRDF travailleront sur modalités de gouvernance de la programmation des investissements.

4/ Les conditions financières

Le délégataire est rémunéré par l'ATRD fixé par la CRE.

L'autorité Concédante percevra les redevances suivantes :

- La redevance de fonctionnement, désignée ci-après par le terme R1, a pour objet de financer les frais supportés par l'Autorité Concédante en vue de lui permettre d'exercer ses compétences

visées au I de l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales

- Le redevance d'investissement. Cette redevance représente une fraction des dépenses d'investissement engagées par l'Autorité Concédante pour réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage les travaux de premier établissement, d'Extension, de renforcement du Réseau, notamment ceux nécessités par les opérations de Raccordement ou de modernisation des ouvrages. La maîtrise d'ouvrage de l'Autorité Concédante peut notamment s'exercer dans les conditions visées au point 4) du 2ème alinéa de l'Article 15. Cette redevance peut également représenter une fraction des dépenses d'investissement de l'Autorité Concédante permettant de mettre en œuvre des expérimentations menées dans l'intérêt du Réseau et en vue d'atteindre les engagements de transition énergétique pris aux différents échelons territoriaux, notamment ceux liés au développement du Gaz renouvelable ou de l'hydrogène renouvelable ou bas-carbone.

5/ La transition écologique

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire préciseront, en annexe 2 du contrat, les actions à mettre en œuvre au service de la transition écologique du territoire en lien avec les enjeux et le cadre applicable à la distribution publique du gaz. Il est entendu que, si ces actions font l'objet de conventions d'une durée limitée, le Concessionnaire s'engage, au titre des actions pour la transition écologique du périmètre de la Concession, à renouveler ces conventions tout au long du Contrat de Concession.

Il sera également apporté une attention particulière à la résilience des réseaux face aux aléas climatiques (inondation, retrait gonflement argile, canicule, remontée de nappe)

6/ Le contrôle de concession

La Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Le délégataire produira chaque année un compte-rendu d'activité comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Chaque année, la liste, non exhaustive, des contrôles portera sur :

- l'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation,
- le suivi des indicateurs permettant d'apprécier l'atteinte des objectifs en termes d'investissements
- le règlement des faits et incidents majeurs liés à la qualité du service,
- le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement.
- la réalisation effective du CEP, en matière de recettes et charges de la délégation

La Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

*
* *



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Environnement - Convention de mise à disposition de la plateforme Bon et Local (Bocal) entre Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération, Grand Pic Saint-Loup et Pays Cœur d'Hérault - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une démarche d'élaboration et de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), adoptée par la délibération du 26 juin 2015, révisée en 2022, dont la première reconnaissance de « *Projet Alimentaire de Territoire* » (PAT) en 2017 a été renouvelée en 2021.

La nouvelle stratégie de la P2A porte l'objectif central de renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire et formule notamment l'importance croissante des coopérations avec les territoires voisins afin de cultiver les coopérations entre espaces urbains, périurbains et ruraux. La P2A se pense maintenant à l'échelle des bassins de consommation et d'approvisionnement.

La présente délibération propose ainsi de renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire et la volonté de co-construire en associant pleinement les territoires de la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup, de Pays de l'Or Agglomération et de Pays Cœur d'Hérault à la refonte de la plateforme numérique Bon et Local (Bocal), projet cofinancé par le plan de relance de l'Etat et présenté par la Métropole en 2021.

La P2A, une politique partenariale

La P2A est une politique co-élaborée et mise en œuvre avec les communes de la Métropole, les acteurs de l'agriculture et de l'alimentation : organismes publics, associations, organisations interprofessionnelles, pôles de compétitivité, chercheurs, enseignants, entreprises innovantes, producteurs, transformateurs, logisticiens, distributeurs...

Dans le cadre de la préparation de contrats de réciprocité avec les intercommunalités voisines, la P2A se construit de plus en plus en inter-territorialité à partir d'échanges d'expériences et de relations entre zones de productions et bassin de consommation.

Le déploiement est également rendu possible par le soutien de ses partenaires financiers : Etat, Région, Département, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, Union Européenne... La dotation de 729 000 € sur 2 ans qu'a attribué l'Etat dans le cadre du plan de relance en soutien aux actions partenariales du PAT est une traduction de la capacité de la P2A à mobiliser ses partenaires au profit de projets structurants pour le territoire.

Les objectifs

Après une première étape de maturation et d'expérimentations pionnières, la P2A a travaillé à renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire par la relocalisation de la production agroécologique et de la transformation alimentaire, ainsi qu'au déploiement de réseaux de distribution permettant de nourrir sainement et durablement les habitants de la Métropole tout en atténuant les effets des crises (climatique, écologique, alimentaire...).

La P2A vise ainsi à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Orientation : co-construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire

La volonté est de co-construire et mettre en œuvre la P2A avec l'ensemble des acteurs du bassin de production et de consommation.

L'animation du système agricole et alimentaire du territoire a permis le développement de synergies, avec des échanges féconds. Il s'agit aujourd'hui de formaliser une gouvernance partenariale sur mesure et des outils de pilotage associés. Cette orientation se décline selon les objectifs opérationnels suivants :

- Assurer la synergie de l'action publique sur le territoire de la Métropole avec les politiques publiques connexes ;
- Faire rayonner la P2A au-delà du territoire en articulant les échelles de coopération. L'approvisionnement de la Métropole se construit avec les collectivités voisines, le Département et la Région, en favorisant le partage de pratiques ;
- Construire des outils de pilotage du système agroécologique et alimentaire.

Le projet de convention de mise à disposition de la plateforme Bocal aux EPCI du bassin de vie montpelliérain

Dans ce cadre, en 2021, Isabelle TOUZARD a présidé des rencontres bilatérales avec les élus en charge de l'agriculture et de l'alimentation de la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup (CCGPSL), du Pays de l'Or Agglomération (POA) et de Pays Cœur d'Hérault (PCH), en vue de construire le volet thématique P2A des contrats de réciprocité.

En janvier 2022, la délibération de révision de la P2A a été adoptée, formulant l'importance croissante des coopérations avec les territoires voisins. La P2A se pense maintenant à l'échelle des bassins de consommation et d'approvisionnement.

Destinée à devenir l'outil numérique assurant la visibilité de la politique publique P2A aux côtés de son volet évènementiel que constituent les 4 Saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable, la plateforme numérique Bocal fonctionne à l'échelle du bassin de vie : la Métropole, POA, CCGPSL et PCH. Bocal recense et cartographie les points de vente en circuit court et/ou en bio (461 à ce jour) et diffuse des actualités sur les thématiques de l'agroécologie et de l'alimentation durable sur les 4 territoires : la Métropole, CCGPSL, POA et PCH.

Après plusieurs années d'utilisation, cet outil collaboratif de valorisation des circuits courts de référence dans le bassin de vie Montpelliérain a besoin d'évoluer. Un projet de refonte de la plateforme Bocal, financé par le Plan de Relance et la Métropole, est apparu nécessaire afin de la faire évoluer vers un outil plus moderne. Dans ce cadre, POA a proposé de co-porter l'évolution de cette plateforme. Cela constitue une suite logique à la collaboration avec POA et CCGPSL autour de Bocal. C'est tout naturellement que la Métropole a proposé aux autres EPCI partenaires historiques de s'associer : CCGPSL et PCH.

Pour formaliser ce portage en coopération inter-territoriale, la Métropole a proposé la signature d'une convention de mise à disposition de la plateforme Bocal.

La convention de mise à disposition est un outil opérationnel partagé matérialisant la coopération. La proposition de POA pour le co-portage et le co-financement de la plateforme Bocal s'inscrit dans la lignée stratégique de l'amplification des démarches inter-territoriales, tout en permettant de passer un cap : celui du co-développement d'un outil opérationnel partagé avec les EPCI partenaires.

Cette convention de mise à disposition de la plateforme avec les EPCI voisins pour le portage en 2023 d'une prestation de révision de Bocal effective en 2024, signifie un partage des coûts mais aussi l'acceptation du partage progressif de la propriété intellectuelle et de la gouvernance de la plateforme Bocal.

Volet opérationnel

La refonte de la plateforme Bocal se fera via plusieurs marchés successifs regroupés au sein d'une unité fonctionnelle de projet, portés administrativement par la Métropole :

- ⇒ Un 1^{er} marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la phase d'évolution et de mise à jour de la plateforme associant la Métropole/POA et CCGPSL (EPCI associés). Son montant est estimé à 85 000 € TTC pour accompagner le projet dans :
 - o La définition du besoin, co-construite avec les membres signataire de la convention et les partenaires : ateliers de concertation autour de proposition d'évolutions pour la plateforme, mise en évidence des enjeux et choix techniques à opérer, aide à la décision ;
 - o La rédaction du cahier des charges et du dossier de consultation pour le développement informatique ;
 - o Le *sourcing* des prestataires ;
 - o Le pilotage du développement informatique ;
- ⇒ Un 2^{ème} marché pour la mission de déploiement du développement informatique, pilotée par le prestataire sur la création informatique ;
- ⇒ Eventuellement un 3^{ème} marché dans le cadre d'une seconde phase, dite « *d'animation de la nouvelle plateforme* », en coordination avec celle de PCH pourra intervenir en 2024 entre ce syndicat intercommunal et les 3 EPCI susvisés, si la décision en est prise collégialement entre les 4 EPCI. Elle interviendrait suite à une révision des clauses de la convention de mise à disposition de la plateforme Bocal.

Volet financier

POA et CCGPSL s'inscrivent dans la convention de mise à disposition. PCH reste partenaire actif, sans financement : ce partenariat sera formalisé par un avenant à la convention lorsque la question de l'animation commune de la plateforme sera abordée pour 2024.

La refacturation des travaux de refonte de la plateforme Bocal par la Métropole aux EPCI partenaires sera établie au prorata des derniers chiffres de population INSEE connus pour les 3 EPCI associés (la Métropole/POA/CCGPSL).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de la plateforme Bocal entre Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération, Grand Pic Saint-Loup et Pays Cœur d'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Environnement - Attribution de subventions au Centre International de Recherche en Agronomie pour le Développement (CIRAD) et à l'ONG Grdr dans le cadre du Fonds Conjoint Franco-Sénégalais 2022 - Modification - Approbation - Autorisation de signature

Forte d'une première dynamique de coopération engagée et entretenue depuis 2017 avec le Conseil Départemental de Rufisque avec l'appui de l'ONG Migration-Citoyenneté-Développement (GRDR) et du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires ont souhaité répondre ensemble à l'appel à projets du Fonds Conjoint France-Sénégal 2022 du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), faisant suite au succès du projet Fonds Conjoint France-Sénégal 2020.

Dans le cadre de leurs politiques agro-écologie et alimentation durable, en partenariat avec la Ville de Montpellier, la SOMIMON opérateur de la délégation de service publique du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier et l'Association des Sénégalais de l'Hérault, l'ONG Grdr et le CIRAD, les collectivités ont été lauréates de l'appel à projets et bénéficient ainsi de 70% de financement du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MEAE) et de son partenaire sénégalais le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCDAT) pour mener à bien la deuxième phase de coopération.

Cette nouvelle phase va permettre de renforcer la visibilité et le plaidoyer en faveur des Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) de Rufisque, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est également proposé de renforcer les capacités du nouvel élu et de l'agent en charge des questions de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil Départemental de Rufisque en vue de poursuivre la politique alimentaire du département de Rufisque et poursuivre l'animation multi-acteurs du PAT. Enfin, afin de parvenir à développer et pérenniser le réseau des cantines scolaires, instrument du PAT du département de Rufisque, l'objectif sera à travers ce projet de diversifier ses partenaires financiers.

Ces objectifs seront structurés en plusieurs actions :

- Une action de communication et de plaidoyer autour des PAT des trois collectivités partenaires ;
- Le renforcement des compétences d'un élu et d'une technicienne point focal du PAT du Conseil Départemental de Rufisque ;

- La conduite d'une étude en vue de la création d'une cuisine centrale alimentant les cantines scolaires de Bargny (dans le cadre d'un maillage progressif du département de Rufisque en cuisines centrales et cantines scolaires) ;
- L'animation du comité de gouvernance départemental du PAT du Département de Rufisque.

La délibération n°M2022-377 votée par le Conseil de Métropole le mardi 04 octobre 2022 a approuvé les engagements financiers et responsabilités des différentes parties prenantes, à savoir :

En France :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier, qui apportera son expertise en matière de politique alimentaire durable dans les restaurants scolaires ;
- La SOMIMON, société gestionnaire du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole, qui apportera son expertise auprès du projet de MIN sur le territoire de Rufisque ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui effectuera l'évaluation du projet ;
- L'Association des Sénégalais de l'Hérault, qui contribuera à mobiliser la diaspora sénégalaise de l'Hérault sur le projet.

Au Sénégal :

- Le Conseil Départemental de Rufisque ;
- L'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, qui participera à la mise en œuvre et la coordination opérationnelle du projet à Rufisque.

Une convention de partenariat est venue entériner les rôles et engagements des parties citées.

Il est proposé ce jour de modifier la répartition du concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2023. Le financement direct d'actions diminuerait à 7 900 € au lieu de 16 300 € (soit un delta de - 8 400€), et le versement de subvention s'élèverait à 20 921 € au lieu des 12 500 € initialement prévus (soit un delta de 8 421 €), versés aux opérateurs CIRAD et Grdr selon les modalités suivantes :

- Versement d'une subvention de 7 621 € au CIRAD ;
- Versement d'une subvention de 13 300 € à l'ONG Grdr ;

Ces subventions seront versées dans leur totalité dès la signature de la nouvelle convention de versement de subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification de la délibération n°M2022-377 ;
- D'approuver les termes de la convention de partenariat ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'autoriser la perception de recettes externes venant du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères permettant de financer le projet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Attractivité - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'organisme EUPIC pour l'année 2023 - Convention - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981. Dans la continuité de ces relations privilégiées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la ville de Shanghai et le District du Yangpu, avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 19 provinces centrales chinoises.

Le partenaire principal de la Métropole à Chengdu est l'organisme European - Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats membres partenaires et les provinces centrales chinoises. A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, par l'Union Européenne et par 19 Provinces chinoises.

En septembre 2012, Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins du territoire métropolitain à Chengdu et dans 19 provinces centrales chinoises. Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Les axes majeurs du programme mis en place en commun avec nos partenaires chinois sont :

- Des actions médiatiques de niveau national et local ;
- Des opérations de dégustations ciblées ;
- Le relationnel avec les autorités chinoises ;
- Des participations à des salons dédiés ;
- Des espaces de promotion ;
- Une partie formation au vin et à ses aspects culturel et historique.

Les résultats obtenus depuis 10 années continuent de progresser avec un chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé 2,9 M € pour un total de plus d'un million de bouteilles vendues soit l'équivalent de 84 containers.

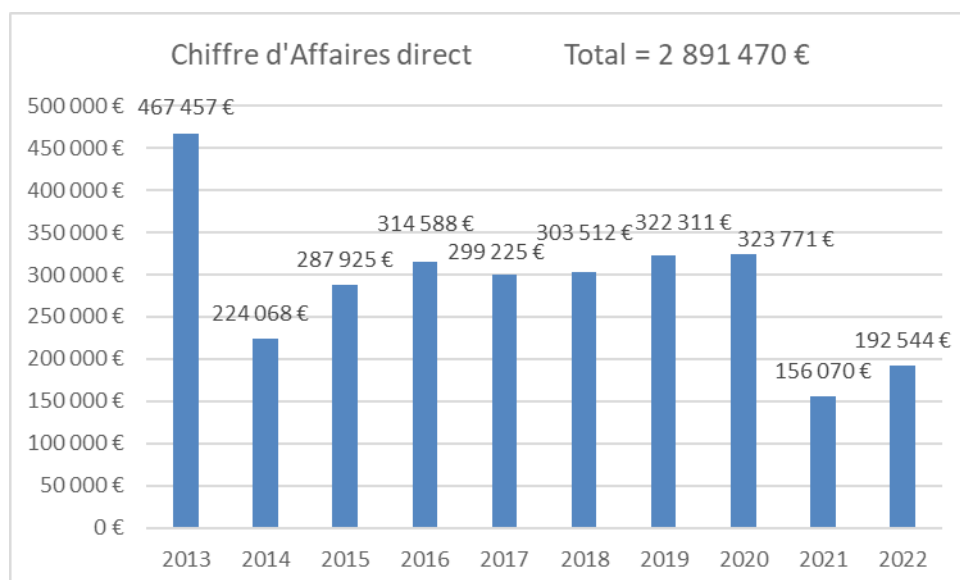
10 ans après le lancement de l'opération, il est possible d'établir le bilan suivant en termes qualitatif et quantitatif validant la stratégie de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole :

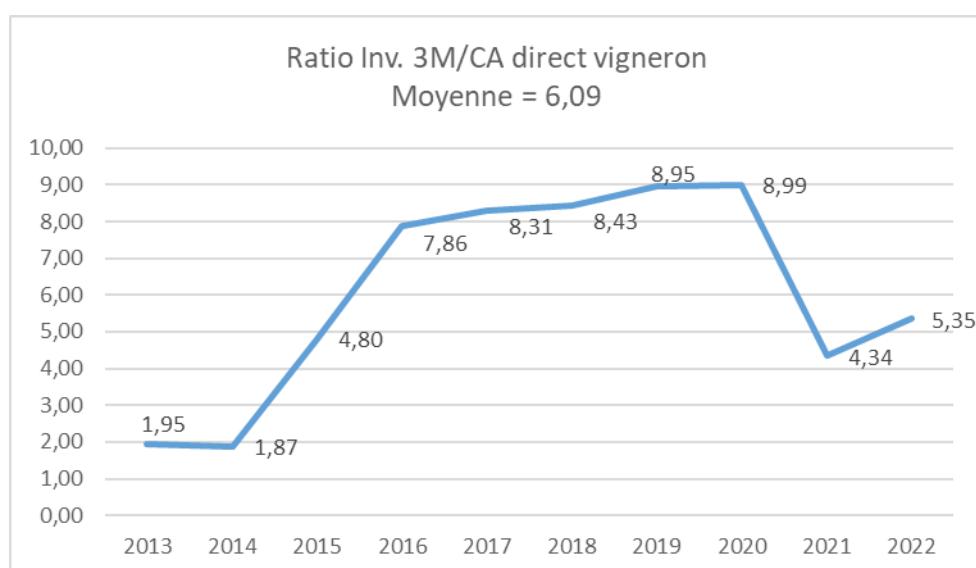
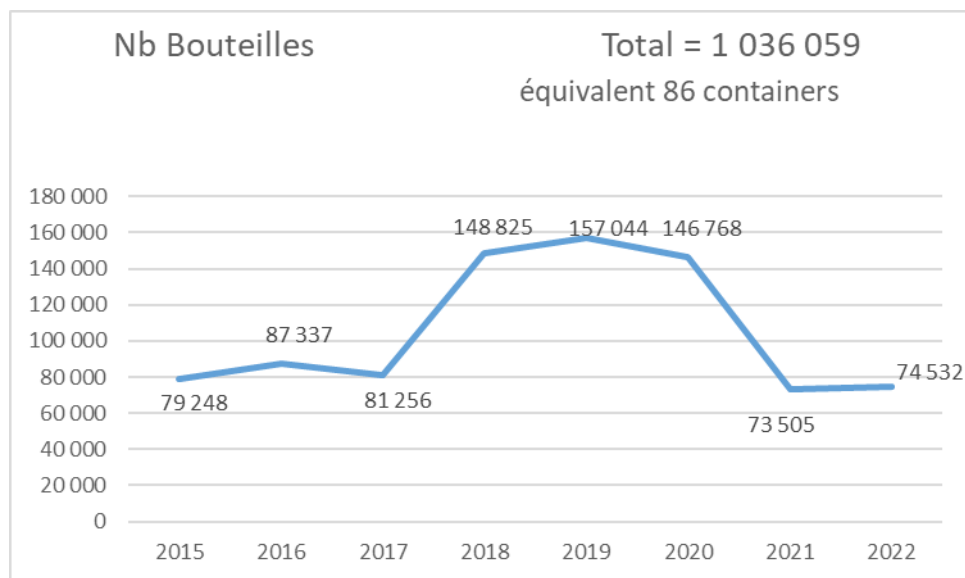
D'un point de vue opérationnel, peuvent être citer les résultats suivants :

- La mise en place d'une double plateforme de promotion à Chengdu et Qingdao ;
- Plusieurs articles dans les médias (presse, radio et TV) nationaux chinois (China Daily, Global Time, la Chine au Présent) 5,2 millions d'exemplaires ;
- La participation aux plus grandes foires sur les vins et spiritueux de Chine (Chengdu, Pékin, Canton, Shanghai avec plus de 3 000 contacts professionnels établis) ;
- Diverses participations à des galas de bienfaisance, des dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Shanghai, Qingdao, Neijiang, Mianyang...

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 21 communes sont impliquées indirectement par leurs vignerons (Castelnau-le-Lez, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier sur-Lez, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone) ;
- 33 producteurs sur 52 font partie de l'opération ;
- 25 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 15 missions ;
- 1 producteur a dépassé les 600 000 € de vente ;
- 5 producteurs ont dépassé les 200 000 € de vente ;
- 12 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente ;
- L'action plateforme des vins représente en moyenne pour la totalité des vignerons 75 % de leur part export ;
- 56 % des vignerons qui suivent l'action ont dépassé les 80 000€ de vente avec la Chine





Depuis plusieurs années le marché chinois est découpé entre deux grands tendances d'achats : le très bas prix (< à 1€ la bouteille) et une tendance vers le milieu de gamme (< à 2.5€ la bouteille), qui est le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine (80 % des ventes concernent les AOP). Le positionnement sur ce secteur du marché est le plus rentable pour la filière viticole métropolitaine.

Le prix moyen de vente (prix export départ cave) reste au-dessus du prévisionnel, avec 2,80 € réalisé.

Le ratio investissement sur chiffre d'affaires généré directement à la filière viticole métropolitaine depuis le début de l'opération est positif (1€/6,40€).

La Chine est devenue en 2017 le 2^{ème} consommateur de vin dans le monde et devrait devenir rapidement le premier. Les vins français sont les premiers vins étrangers consommés. Depuis la baisse des exportations de Bordeaux, les vins du Languedoc- Roussillon ont connu la plus forte croissance sur le marché chinois avec + 30 % pour les AOP.

Un autre élément important, l'Union Européenne et la République Populaire de Chine ont signé en mars 2021 la reconnaissance mutuelle des Indications Géographiques (IG) jusqu'à présent seules les Appellation d'Origine (AOP) étaient reconnues par la Chine, cette signature va pouvoir permettre la mise en avant des Indications Géographiques Protégées (IGP).

L'année 2022 a connu un rebond conséquent de + 23 % pour l'achat des vins métropolitains alors qu'aucune mission avec les vignerons n'a été réalisée depuis 2021. Avec la sortie de la crise sanitaire telle qu'elle se profile en Chine, il peut être espérer un retour aux chiffres d'affaires que la filière a connu de 2015 à 2020.

Fort de ces constats, il est proposé sur la base des résultats attendus, de poursuivre l'opération en 2023 en attribuant une subvention « filière viticole export » de 36 000 € à EUPIC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 36 000 € à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention correspondante ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Certaines créations et évolutions de postes découlent notamment de la nouvelle organisation des pôles. Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, réajustés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3.2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

1. Créations de poste : 38 postes dont 6 déjà financés ou générant des recettes et 19 gagés par la suppression ultérieure de leur ancienne version (modifications du calibrage des postes/cadres d'emplois).

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les 19 postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

- **13 postes en création qui découlent de l'ajustement des organisations et des moyens alloués aux Pôles :**
 - Mission contractualisation et partenariat : 3 poste ;
 - Pôle ressources humaines : 1 poste ;
 - Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen : 3 postes ;
 - Pôle sports : 2 postes ;
 - Pôle patrimoine immobilier : 1 poste ;
 - Pôle culture et patrimoine : 1 poste ;
 - Pôle moyens généraux : 1 poste ;
 - Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation : 1 poste ;

- **6 postes financés ou qui génèrent des recettes :**

Cela concerne la création de postes permanents qui permettent de déprécier la situation des agents ainsi que celle des postes réservés destinés aux agents qui effectuent un nouveau parcours professionnel (reclassement) pour les Pôles suivants :

- Pôle mobilités : 2 postes ;
- Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen : 3 postes ;

- Pôle culture et patrimoine : 1 poste.

➤ **19 postes avec modifications de leur calibrage : ajouts ou nouveaux cadres d'emplois.**

- Pôle ressources humaines : 14 postes
- Pôle moyens généraux : 3 postes
- Pôle culture et patrimoine : 1 poste
- Pôle finances et contrôles de gestion : 1 poste

2. Réajustements de poste pour mise en conformité grade/emploi : 3

Les 3 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

3. Ouvertures de postes aux agents non titulaires : 2

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Conformément à l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté. Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération. Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications du tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Réf. Poste	Nature du poste	PÔLE	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Catégorie d'emploi (A, B, C)	Cadres d'emplois	Libellé de poste
002023-001_PT	Poste permanent	Pôle mobilités	TC	C	Adjoint administratif	Instructeur des dispositifs de mobilité et taxi
002023-002_PT		Pôle mobilités	TC	C	Adjoint administratif	Instructeur des dispositifs de mobilité et taxi
002023-003_PT		Pôle ressources humaines	TC	A	Attaché	Chargé de GPEEC
002023-004_PT		Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen	TC	A	Attaché	Chargé de pilotage et projets transversaux
002023-005_PT		Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen	TC	B	Rédacteur	Chargé de concertation et participation citoyenne
002023-006_PT		Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen	TC	B	Rédacteur	Chargé de concertation et participation citoyenne
002023-007_PT		Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen	TC	B	Rédacteur	Chargé de concertation et participation citoyenne
002023-008_PT		Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen	TC	C	Adjoint administratif	Agent d'accueil téléphonique
002023-009_PT		Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen	TC	C	Adjoint administratif	Agent d'accueil téléphonique
002023-010_PT		Pôle sports	TC	A	CTAPS/Attaché	Responsable secteur 2
002023-011_PT		Pôle sports	TC	A	CTAPS/Attaché	Responsable secteur 3
002023-012_PT		Pôle patrimoine immobilier	TC	C	Adjoint administratif	Assistante du pôle PPI
002023-013_PT		Pôle culture et patrimoine	TC	A	Attaché	Chargé de mission arts visuels et interventions artistiques dans l'espace public
002023-014_PT		Pôle culture et patrimoine	TC	A	Attaché	Chargé de mission pilotage et projets transversaux
002023-015_PT		Pôle moyens généraux	TC	A	Ingénieur	chargé de projets AMOA informatique et risques
AS002023-016_PT		Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation	TC	A	Attaché	Chef de projet ateliers pédagogiques Ecologie relationnelle
002023-017_PT		Mission Contractualisation et Partenariats	TC	A	Attaché	Chargé de mécénat
002023-018_PT		Mission Contractualisation et Partenariats	TC	A	Attaché	Chargé de Mission Contractualisation et fond européen
002023-019_PT		Mission Contractualisation et Partenariats	TC	A	Attaché	Chargé de Mission Contractualisation et fond européen
002003-178_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002003-200_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002011-011_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002019-033_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002017-042_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002019-041_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002003-245_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002004-152_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée

Réf. Poste	Nature du poste	PÔLE	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Catégorie d'emploi (A, B, C)	Cadres d'emplois	Libellé de poste
002008-014_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002019-035_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002017-071_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002017-065_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Rédacteur	Gestionnaire Gestion intégrée
002017-112_PT		Pôle ressources humaines	TC	A	Attaché	Chargé de mission pilotage administratif et financier convention
002021-100_PT		Pôle ressources humaines	TC	B	Technicien/rédacteur/ETAP	chargé d'administratif polyvalent
002022-394_PT		Pôle moyens généraux	TC	B	Technicien et rédacteur	Gestionnaire de stocks magasin
002022-338_PT		Pôle moyens généraux	TC	A	Attaché et ingénieur	Responsable du Service Entretien Ménager
002022-487_PT		Pôle finances et conseil en gestion	TC	B	Rédacteur	Coordinateur régie
002022-376_PT		Pôle moyens généraux	TC	A	Attaché	Acheteur
002022-469_PT		Pôle culture et patrimoine	TC	A	Attaché/conservateur du p	Directeur délégué patrimoine et musées

Cadre(s) d’emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d’emplois d’accès au poste						
Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadres d’emplois actuels	Libellé du poste	Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadres d’emplois ajustés	Libellé du poste	Remarques
002022-260_PT	Poste permanent	Pôle sports	TC	Attaché	Directeur délégué gestion et développement des pratiques sportives	002022-260_PT	Poste permanent	Pôle sports	TC	Attaché /administrateur	Directeur délégué gestion et développement des pratiques sportives	
002022-442_PT	Poste permanent	Pôle mobilités	TC	Attaché	Responsable sécurité et réglementation	002022-442_PT	Poste permanent	Pôle mobilités	TC	Ingénieur et technicien	Responsable sécurité et réglementation	
002004-221_PT	Poste permanent	Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation	TC	Animateur	Animateur environnement	002004-221_PT	Poste permanent	Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation	TC	Adjoint d'animation et animateur	Animateur environnement	

Fondement du recrutement	N° de Poste	POLE	Libellé de poste	Catégorie d'emploi	Cadres d'emplois (Tout grade)	Date de Délibération créant le poste	Temps complet (TC)/non complet (TNC)
Article 3-3 2°	002011-071	Pôle stratégie foncière et immobilière	Chargé de mission Stratégie foncière et coopération	A	Ingénieur/attaché	20/12/2011	TC
Article 3-3 2°	002019-024	Pôle moyens généraux	Chargé de logistique HDV	C	adjoint technique	01/06/2019	TC



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Garosud et extension - Communes de Montpellier et de Lattes - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Approbation

Par délibération du 30 janvier 1992, le Conseil du district de Montpellier, devenu Montpellier Méditerranée Métropole, approuvait le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Garosud et extension, et confiait à la SERM l'aménagement de la zone.

Au 31 décembre 2021, la SERM a emprunté 26 622 k€, entièrement mobilisés. Afin de préserver l'équilibre de la trésorerie de l'opération, la SERM souhaite réaliser un nouvel emprunt de 2 000 000 €.

A la suite d'un appel d'offre de la SERM, cet emprunt de 2 000 000 € est envisagé auprès du Crédit Agricole du Languedoc et auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon. Les caractéristiques de ces deux emprunts sont les suivantes :

- **Emprunt auprès du Crédit Agricole du Languedoc :**
 - Montant : 1 000 000 € ;
 - Taux fixe de 3.31% ;
 - Durée : 4 ans ;
 - Échéances trimestrielles ;
 - Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80% ;
- **Emprunt auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon :**
 - Montant : 1 000 000 € ;
 - Taux fixe de 2.95 % ;
 - Durée : 4 ans ;
 - Commission d'engagement : 0.10 % ;
 - Remboursement anticipé possible totalement ou partiellement moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
 - Échéances trimestrielles ;
 - Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et

place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'autoriser la garantie à hauteur de 80% :

- De l'emprunt d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc ;
- De l'emprunt d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 1 000 000 € sollicité par la SERM à contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc, soit un montant de 800 000 € ;
- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 1 000 000 € sollicité par la SERM à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit un montant de 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Extension Eurêka - Garanties d'emprunts à la SERM - Approbation - Autorisation de signature

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) est concessionnaire de l'opération d'aménagement Eurêka, localisée sur les communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez et portant sur un périmètre global de 95 hectares. Cette concession arrivera à échéance en 2035.

Elle est constituée des sous-opérations suivantes :

- Le parc d'activités Eurêka visant à accueillir des entreprises dans les secteurs industriels et technologiques, tertiaires d'ingénierie et de recherche, des équipements et services publics et privés d'accompagnement (dont la pépinière Cap Oméga, le MIBI - Montpellier International Business Incubator - l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire et les Ateliers Relais du Millénaire) ;
- Le lotissement Jean-Mermoz à vocation tertiaire et de services ;
- L'extension Eureka sur le secteur Verchant-Cauquilloux.

La concession prévoit plus de 5 millions d'euros de dépenses en 2022, notamment des travaux de Voiries et Réseaux Divers (VRD) importants sur la ZAC Extension Eureka et un important fonds de concours de 1,9 millions d'euros à la Commune de Castelnau-le-Lez pour contribuer au financement d'un groupe scolaire. Ainsi, en raison des investissements antérieurs (dont 14 millions d'euros d'acquisitions), et malgré un rythme de cessions soutenu (8 millions d'euros en 2021, 6,5 millions d'euros prévus en 2022), la trésorerie de l'opération reste tendue.

Sur l'ensemble de la concession, les emprunts nécessaires sont estimés à 59,7 millions d'euros dont 49,3 millions d'euros déjà mobilisés. A fin 2021, l'amortissement d'emprunt sur l'ensemble de la concession était de 36,5 millions d'euros. Le rythme des cessions, le portage des acquisitions et des travaux induits, le niveau de remboursement des emprunts antérieurs, conduisent la SERM à solliciter un emprunt à hauteur de 2 millions d'euros.

Après consultation des établissements bancaires, deux offres ont été retenues. Aussi, la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur deux emprunts. Les caractéristiques des deux emprunts à garantir sont les suivantes :

1 - Emprunt auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon :

- Montant attribué : 1 M€ ;
- Durée : 8 ans ;
- Taux fixe : 3,36% ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Échéances constantes ;
- Mise à disposition des fonds en une ou plusieurs fois dans les 3 mois qui suivent la signature du contrat ;

- Commission d'engagement : 0,10% du montant du prêt ;
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

2 - Emprunt auprès du Crédit Agricole :

- Montant attribué : 1 M€ ;
- Durée : 8 ans ;
- Taux fixe : 3,71 % ;
- Périodicité trimestrielle ;
- Tirage : 1^{er} dans les 2 mois suivant la signature, possible pendant 24 mois ;
- Frais de dossier : 1 250 € ;
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80 %.

Au cas où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5217-1 et D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme. Le concédant s'engage, selon les termes et conditions de la convention, à poursuivre l'exécution du contrat de prêt en cas d'expiration de la convention si le contrat de prêt n'est pas soldé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80% de l'emprunt de 1 million d'euros sollicité par la SERM auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit 0,8 million d'euros, conclu pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois ;
- De garantir 80% de l'emprunt de 1 million d'euros sollicité par la SERM auprès du Crédit Agricole, soit 0,8 million d'euros, conclu pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe - Commune de Cournonterral - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Approbation

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe, située sur la commune de Cournonterral, a été créée le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole. En date du 26 avril 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) comme aménageur de cette ZAC.

Le parti d'aménagement retenu pour la ZAC de Cannabe répond aux objectifs d'accueillir des activités artisanales, petites industries, négoce, logistique urbaine, et répondre aux besoins de développement ou de relocalisation d'activités déjà présentes sur le territoire communal, avec une surface cessible de 50 000 m² environ et une surface de plancher totale de 24 000 m².

Cette opération répond ainsi pleinement au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), révisé et approuvé en Conseil de Métropole du 18 novembre 2019. Le SCoT révisé consacre la ZAC Cannabe comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités dans l'urbanisation existante et engagée.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la ZAC Cannabe, approuvé au Conseil de Métropole du 04 octobre 2022, prévoit un bilan de concession en dépenses et recettes de 5 186 000 €, avec 926 000 € de participation de la Collectivité.

Afin de réaliser cette ZAC, en 2019 la SERM a souscrit un premier emprunt de 1 000 000 € auprès du Crédit Coopératif, puis en 2021, un second emprunt de 1 000 000 € a été souscrit auprès de la Banque Postale. La convention d'aménagement prévoit en son article 20 qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant.

Deux nouveaux emprunts sont rendus nécessaires pour le financement de cette opération, pour un montant total de 1 500 000 €. Aussi la SERM, après qu'elle ait organisée une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur :

- Un troisième emprunt d'un montant de 750 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc ;
- Un quatrième emprunt du même montant (750 000 €) à contracter auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon.

Les caractéristiques de ces emprunts à garantir sont présentées dans le tableau suivant :

	Crédit Agricole du Languedoc	Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon
Capital	750 000 €	750 000 €
Durée de la phase d'amortissement	3 ans	3 ans
Taux fixe	3,20 % l'an	2,78 % l'an
Garantie Montpellier Méditerranée Métropole	80 %	80 %

Au cas où la SERM, pour quelques motifs que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'autoriser la garantie à hauteur de 80% de ces deux emprunts d'un montant de 750 000 € chacun, auprès du Crédit Agricole du Languedoc et de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80% de l'emprunt de 750 000 euros sollicité par la SERM auprès du Crédit Agricole du Languedoc, soit un montant garanti de 600 000 euros ;
- De garantir 80% de l'emprunt de 750 000 euros sollicité par la SERM auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, soit un montant garanti de 600 000 euros ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Commune de Saint Jean de Védas - Concession d'Aménagement - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Roque Fraïsse - Garantie d'emprunt à la SERM, concessionnaire - Approbation

Par délibération du Conseil municipal du 13 novembre 2006, la Commune de Saint Jean de Védas a décidé la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Roque Fraïsse en vue de la réalisation d'un nouveau quartier intégrant habitat, équipements, services et activités. Cette opération prévoit, sur une superficie de 39 hectares situés en entrée de ville et répartis de part et d'autre de la ligne 2 du tramway :

- 145 000 m² de Surface de Plancher de logements soit environ 1 700 logements ;
- 5 000 m² de Surface de Plancher de commerces ;
- 3 000 m² de Surface de Plancher de bureaux ;
- 15 000 m² de Surface de Plancher d'équipements publics ;
- 1 220 m² de Surface de Plancher d'extension des constructions existantes.

L'ensemble du programme, en cohérence avec les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole, répond aux exigences de mixité en intégrant différentes typologies d'habitat (logements collectifs, individuels groupés et individuels), une offre diversifiée en logements (logements sociaux, abordables et libres), des commerces et services de proximité, des bureaux et des équipements publics. L'urbanisation du quartier de Roque Fraïsse contribue au développement important de l'offre de logements de la Métropole, en cohérence avec les orientations du Plan Local de l'Habitat et celles du Plan de Déplacement Urbain.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été retenue comme aménageur et son traité de concession approuvé par délibération du Conseil municipal de Saint Jean de Védas du 12 décembre 2007. Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Banque : Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon ;
- Capital : 1 000 000 € ;
- Durée : 3 ans maximum ;
- Taux fixe : 2,78 % ;
- Echéances constantes ;
- Commission d'engagement : 0,10% soit 1 000 € ;
- Garantie de la Montpellier Méditerranée Métropole de 80%.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L. 2252-1 à L. 2252-5, D. 1511-30 à D. 1511-35 du Code général des collectivités territoriales L. 300-1 à L. 300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'autoriser la garantie à hauteur de 80 % de l'emprunt d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant de 1 000 000 €, contracté par la SERM auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, soit un montant garanti de 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est proposé, par la présente modification, de modifier ou ajouter dans le champ des délégations les éléments suivants :

- Ajouter le point **1.16** (au sein du chapitre Patrimoine et domanialité) pour autoriser les conservateurs des établissements de Montpellier Méditerranée Métropole à inscrire ou radier les œuvres au sein des registres d'inventaire des collections publiques ;

- Ajouter le point **3.11** (au sein du chapitre Finances) pour autoriser la fixation des prix de vente des marchandises vendues au sein de la boutique du Musée Henri Prades. Cette fixation des prix ne comprend pas la fixation des tarifs de billetterie et d'entrée au sein de l'équipement et lors de manifestations.

L'ensemble des autres délégations permanentes reste inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

- 1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.3** décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- 1.4** décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;
- 1.5** autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- 1.6** approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- 1.7** accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- 1.8** agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- 1.9** autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- 1.10** autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;
- 1.11** autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;
- 1.12** déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R. 141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain ;
- 1.13** autoriser l'occupation du domaine public dans les conditions du code général de la propriété des personnes publiques (articles L. 2121-1 et suivants) :
 - à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
 - à titre payant lorsqu'il s'agit d'une occupation de moins de douze ans résultant d'une procédure de sélection préalable ou d'un appel à manifestation d'intérêt concurrent, en cas d'exploitation économique ;
- 1.14** autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- 1.15** autoriser la résiliation ou la non reconduction des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.
- 1.16** autoriser les conservateurs des établissements de Montpellier Méditerranée Métropole à inscrire ou radier les œuvres au sein des registres d'inventaire des collections publiques ;

2. Urbanisme

- 2.1** autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;
- 2.2** autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- 2.3** autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole ;
- 2.4** autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis

d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;

2.6 approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;

2.7 autoriser la Métropole à bénéficier de la délégation du droit de préemption urbain exercé par le Préfet dans le cadre des dispositions de l'article L 210-1 alinéa 2 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

3.4 autoriser, au nom de la Métropole, l'adhésion à tout organisme (association...) dès lors que le montant de cette adhésion est inférieur à 10 000 €, et autoriser le renouvellement de l'adhésion (sans limite de montant) aux associations et organismes dont elle déjà est membre ; le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

3.5 attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;

3.6 attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

3.7 accorder les garanties d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1) et du code civil (article 2298), et dans le cadre du règlement intérieur adopté par délibération du Conseil de Métropole en matière de garantie d'emprunts ;

3.8 approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics et autoriser candidatures de la Métropole pour des appels à projets lorsqu'ils ont pour unique objet d'obtenir un financement ;

3.9 accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par règlement attributif de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé ancien et le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adoptés par le Conseil de Métropole ;

3.10 attribuer individuellement les subventions, et signer les conventions afférentes le cas échéant, aux tiers répondant aux appels à projets dont le règlement a été préalablement approuvé par le Conseil de Métropole ;

3.11 autoriser la fixation des prix de vente des marchandises vendues au sein de la boutique du Musée Henri Prades.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant.

Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.

4.2 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte

Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;

4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.5 autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique et L. 115-2 du code de la voirie routière ;

4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;

4.7 approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

5.5 accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales ;

5.6 Dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :

- octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

- approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs

- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision ;

6.5 hors les marchés publics dont la situation est réglée à l'article 4.1 de la présente délibération, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 €, que cette somme soit directe ou indirecte (consentement à une baisse de recettes, engagement de travaux, notamment).

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, sans condition d'aucune sorte ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement ;

7.4 autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

En dessous de 40 000 € HT, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.

7.5 autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde ;

7.6 autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) ;

7.7 autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel ;

7.8 établir le règlement des jeux concours organisés par la collectivité, que les lots soient de nature numéraire ou non ;

7.9 autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT, ainsi que le lancement des appels à projets pour résidences artistiques donnant lieu à des bourses de création pour les artistes retenus.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président telles que définies ci-dessus ;
- De déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- De dire que le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toute personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Commission des Concessions - Élections

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission des Concessions est composée :

- De l'autorité habilitée à signer la convention de concession, le Président de la Métropole ou son représentant, en tant que président de la Commission ;
- De cinq élus membres titulaires et de cinq élus membres suppléants ;
- Lorsqu'ils y sont invités par le Président de la commission, le comptable de la Collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence, avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la commission doivent être élus en son sein par l'Assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

L'Assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes dans la délibération n°M2022-525 du 6 décembre 2022, en application de l'article D. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, comme suit :

- Les listes établies pour l'élection de chacune des commissions, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La date limite de dépôt/réception a été fixée au mardi 10 janvier ;
- Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission des Concessions* » ;
- Chaque liste établie pour l'élection ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris pour les membres suppléants de la Commission des Concessions.

Ces modalités d'organisation de scrutin ayant été approuvées par l'Assemblée, il est donc demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission des Concessions.

Une seule liste a été valablement déposée en amont de la séance, conformément aux dispositions de la délibération précitée :

Liste 1 :

Titulaires :

Joël RAYMOND
Florence AUBY
Christophe BOURDIN
Clara GIMENEZ
Manu REYNAUD

Suppléants :

Michelle CASSAR
Sylvie ROS-ROUART
Laurent NISON
Jacques MARTINIER
Maryse FAYE

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'élire au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel, les membres de la Commission des Concessions ;
- D'autoriser les membres élus à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Hors commission - Saisine de Monsieur le Préfet concernant la répartition des droits sur l'unité d'incinération OCREAL - Approbation

La présente délibération a pour objet de permettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de saisir Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il puisse, sur le fondement de l'article L. 5211-25-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), se prononcer sur la répartition des droits relatifs à l'unité d'incinération OCREAL de Lunel-Viel entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte entre Pic et Etang (SMEPE).

Le SMEPE est un syndicat mixte fermé qui a pour objet d'exercer en lieu et place de ses membres leurs compétences en matière de traitement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés. Le SMEPE a souhaité construire une unité d'incinération pour assurer le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés.

Dans ce cadre, le 1^{er} février 1995, deux contrats indissociables l'un de l'autre ont été conclus. D'une part, un bail emphytéotique administratif (BEA) d'une durée de 25 ans – à compter de la mise en service de l'unité d'incinération – portant sur un terrain appartenant au SMEPE, situé à Lunel-Viel, et prévoyant que le preneur y réaliserait une unité de traitement-valorisation des déchets ménagers et, d'autre part, une convention d'exploitation, définissant les conditions d'exploitation de l'unité de traitement-valorisation et, notamment, les modalités de rémunération de l'exploitant.

A la fin du BEA, le bailleur devient propriétaire des biens construits par le preneur.

Historiquement parmi les membres du SMEPE figuraient les Communautés de communes « Ceps et Sylves » et « Vignes et Pierres ».

Par un arrêté du 26 décembre 2001, le Préfet de l'Hérault a fixé le périmètre de la Communauté d'agglomération de Montpellier, en y intégrant des communes qui étaient jusqu'alors membres des Communautés de communes « Ceps et Sylves » et « Vignes et Pierres » et ce à compter du 1^{er} janvier 2002.

En raison de l'impossibilité pour une commune d'appartenir à deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, le Préfet a en parallèle adopté deux arrêtés, prononçant le retrait des communes de Castries, Saint-Drézery et Teyran de la Communauté de communes « Ceps et Sylves » et la dissolution de la Communauté de communes « Vignes et Pierres » dont toutes les communes étaient intégrées à l'agglomération de Montpellier.

En outre, le Préfet prononçait le retrait des EPCI des communes rejoignant la Communauté d'agglomération exerçant, concurremment avec elle, des compétences dont le transfert à la Communauté d'agglomération était obligatoire. La gestion et le traitement des déchets ménagers étant au nombre de ces compétences, les communes concernées étaient donc retirées du SMEPE.

Par trois courriers adressés en 2002 à la Communauté d'agglomération et au SMEPE, le Préfet précisait que la Communauté d'agglomération de Montpellier était tenue de poursuivre l'exécution des contrats conclus par le SMEPE avec OCREAL, à hauteur de la part que représentaient les communes retirées du SMEPE. Il indiquait également que les contrats devaient être considérés comme ayant été scindés en deux parties, l'une liant OCREAL au SMEPE, l'autre à la Communauté d'agglomération.

Sur la base de ces arrêtés et recommandations préfectorales, la Communauté d'agglomération, puis la Métropole, ont exécuté les contrats conclus avec OCREAL, pour la part correspondant aux communes anciennement membres du SMEPE. L'équivalent en tonnage des déchets de ces communes a donc été livré à l'usine pour y être traité au coût contractuellement prévu.

De plus fort, les sommes dues au titre du crédit-bail ont également été versées à OCREAL sur la base de 8,93%, ce qui représente une capacité de traitement de 10 716 tonnes par an sur une capacité nominale de 120 000 tonnes.

En plus du coût du traitement des déchets amenés, la Métropole a ainsi versé plus de 7 millions d'euros à OCREAL au titre de la cession de créance du crédit-bail mis en place pour les travaux initiaux de construction de l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) ainsi que pour les travaux supplémentaires de modification du traitement d'air.

La Métropole a donc financé une partie de la construction d'OCREAL comme co-titulaire du bail emphytéotique administratif et y amène une partie de ses refus de tri en provenance de Demeter et d'Ametyst. L'ensemble contractuel BEA/DSP prend fin le 30 juin 2025. A la fin des deux contrats BEA/DSP la Métropole sera donc propriétaire d'une partie de l'unité de traitement d'OCREAL au même titre que le SMEPE. A ce titre, et sauf accord entre les parties, l'article L. 5211-25-1 du CGCT dispose que le représentant de l'Etat doit fixer par arrêté préfectoral la répartition des biens meubles et immeubles.

Le SMEPE a lancé une procédure de délégation de service public visant à attribuer un nouveau contrat de DSP à compter du 1^{er} janvier 2023 sans attendre la fin contractuelle normale prévue au 30 juin 2025 de l'ensemble contractuel BEA/DSP initial. Cette procédure a été lancée sans aucune concertation ni aucune information faite à la Métropole.

Informée de la procédure lancée par le SMEPE, la Métropole, par courrier du 14 octobre 2022, a informé ce dernier de son désaccord avec la procédure lancée au double motif que, d'une part, l'ensemble contractuel BEA/DSP se termine le 30 juin 2025 ce qui induit que la Métropole dispose de droits jusqu'à cette date et, d'autre part, que comme « *copropriétaire* » de l'unité d'OCREAL une nouvelle procédure de DSP ne peut être lancée qu'en concertation entre les deux collectivités.

Par un courrier du 14 novembre 2022 le SMEPE a répondu à la Métropole que l'analyse développée était « *incertaine* » et a refusé de prendre en compte les droits de la Métropole tant jusqu'au 30 juin 2025 que comme « *copropriétaire* » de l'unité d'OCREAL.

Ce refus s'est confirmé par le vote du conseil syndical le 16 novembre 2022 attribuant le nouveau contrat de DSP au délégataire sortant.

Il ressort de ce nouveau contrat entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023 que :

- Il est mis fin de façon anticipée à l'ensemble contractuel BEA/DSP alors que la Métropole dispose d'un droit d'utilisation jusqu'au 30 juin 2025 ;
- Il ne prend pas en compte les droits réels que la Métropole détient en tant que cotitulaire du BEA et qui ont été financés à hauteur de 7 millions d'euros ;
- Il diminue la capacité de traitement de l'unité d'incinération qui appartient pour partie à Montpellier Méditerranée Métropole (de 120 000 tonnes par an à 90 300 tonnes par an - sur une durée de 10 ans - alors même que la Métropole a financé une part d'une unité d'incinération de 120 000 tonnes) ;
- Il empêche Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2023 d'accéder à l'unité d'incinération dans des conditions financières identiques à celles du SMEPE pour une capacité de 10 716 tonnes par an.

Ce dernier point est d'ailleurs fondamental puisque le surcoût du traitement pour la Métropole peut être estimé à environ 2 millions d'euros par an.

En effet, le SMEPE va bénéficier totalement du coût de rachat de la production électrique actuellement très élevé. De plus fort le SMEPE va également bénéficier d'une diminution de son coût de traitement supporté en partie par les déchets tiers. Et tout cela alors même que la Métropole, qui a investi dans le financement et la construction de l'unité d'incinération, va devoir payer le traitement de ses déchets comme un apporteur tiers et sous réserve que de la capacité de traitement reste disponible tenant la diminution de la capacité d'accueil de l'unité d'incinération sur les 10 prochaines années.

Afin de sauvegarder ses droits et l'investissement réalisé ces 20 dernières années sur cet outil de traitement des refus indispensable à assurer la continuité du service public du traitement des déchets, la Métropole a engagé devant le tribunal administratif de Montpellier une procédure aux fins de contestation du contrat visant à lui permettre de continuer à amener ses refus jusqu'au 30 juin 2025.

Parallèlement, tenant le désaccord avec le SMEPE sur la répartition des droits sur l'unité de traitement d'OCREAL à compter de la fin de l'ensemble contractuel BEA/DSP, il convient de saisir Monsieur le Préfet afin qu'il fixe par arrêté la répartition de ces droits entre le SMEPE et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la saisine de Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue de procéder à la fixation des droits de Montpellier Méditerranée Métropole sur l'unité d'incinération OCREAL ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Solidarités - Délégation du service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) SFMA - Tarif Général 2023 - Approbation

Par délibération n°12578 en date du 30 octobre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société SFMA, l'exploitation et la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

L'article 22 « *dispositions tarifaires* » de la convention de délégation de service public, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 rappelle que les tarifs, pour les prestations résultant de l'application de la convention, sont définis par délibération de l'autorité délégante sur proposition du délégataire, dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation, relatifs aux services funéraires.

Dans le strict respect du contrat de délégation de service public, le Conseil d'administration de la SAEML SFMA, réuni en séance du 22 septembre 2022, a donné un avis favorable pour l'application du nouveau tarif général 2023.

Aucune hausse tarifaire n'a été constatée depuis 7 ans, cependant suite au contexte actuel difficile, la société fait face à une hausse de ses charges du fait de la hausse des prix des marchandises, de l'électricité et de l'inflation. Il est ainsi proposé de réajuster la grille sans toutefois impacter la totalité de la hausse sur les usagers.

Cette évolution est constituée :

- De la création d'une nouvelle prestation pour les démarches après obsèques, correspondant à un réel besoin et à une aide pour les familles endeuillées ;
- De la création d'une prestation « *changement de cercueil* » à la suite de l'évolution de la loi, en cas de transport depuis l'étranger ;
- D'une hausse des services nécessitant l'intervention humaine de 3% (soins, toilettes, transport, organisation de cérémonie, gravure, ...) ;
- D'une hausse des tarifs des cercueils, urnes capitons et accessoires de 6% (*dans les accessoires sont compris les emblèmes pour les cercueils et la housse pour un transport sans cercueil*) ;
- D'une hausse des tarifs des travaux cimetière de 9%, (*dans les travaux cimetière sont compris les creusements, les démontages de monuments, les ouvertures de caveaux...*).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la nouvelle grille tarifaire pour 2023 des services des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Prise de participation - Création d'une filiale Société Civile de Construction Vente (SCCV) Ateliers Cité Créative - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SERM au capital de 5 894 000 € composé de 368 375 actions. Elle détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER.

La SERM a pour objet la réalisation d'activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation ainsi que la construction et la gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale. La diversification de l'activité de la SERM s'inscrit dans une nécessité de répondre aux besoins du territoire, dans l'accompagnement d'implantation des nouvelles entreprises, dans le redéploiement d'entreprises déjà installées, dans la maîtrise du coût de location des surfaces commerciales, dans l'accompagnement de multiples projets notamment liés aux Industries Culturelles et Créatives (ICC), et dans la réalisation d'opérations complexes.

Les ICC sont un levier majeur de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la Cité Créative constitue une des places fortes. Située à 1,5 km du centre-ville et de la gare de Montpellier Saint-Roch, la Cité Créative permet d'offrir un nouveau souffle à l'ancienne École d'Application de l'Infanterie (EAI) et au Parc Montcalm. Elle s'inscrit dans un quartier mixte alliant logements, commerces, bureaux et équipements publics tels qu'un groupe scolaire, une crèche et un parc, mais constitue également le cœur des industries culturelles et créatives de la Métropole. Entre patrimoine et nouveau bâti, entre structures pérennes et architecture éphémère, le site permettra l'accueil de toutes les composantes d'un écosystème (écoles de pointe, incubateurs, entreprises, ...), au sein d'un cadre privilégié, à quelques mètres du parc Montcalm, à une dizaine de minutes à pied du centre-historique de Montpellier et de la gare Saint-

Roch, et au pied de la ligne 5 de tramway.

Cet écosystème montpelliérain flexible est fondé à regrouper :

- Des solutions de co-working permettant d'accueillir plusieurs entreprises ;
- Des espaces de production type Fablab ;
- Des dispositifs de mutualisation et de coopération ;
- Des studios de cinéma, salle de projection, salle de danse.

La Cité créative regroupe déjà la Halle Tropisme (4 000 m² inaugurée en janvier 2019), le Campus Créatif de l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) (7 500 m² et 350 logements étudiants), le Cocon (ancienne salle de Cinéma de 400 places), le Mess (5 600 m² accueillant le tournage de la série Tandem), le Musée (réhabilitation de 2 900 m² de bureaux prévu en octobre 2023).

Face à l'ESMA, au cœur de Cité Créative, le complexe des Ateliers proposera aux entreprises issues des ICC, des plateaux aménagés, construits en surélévation d'anciens chais. L'ensemble offrira des solutions de plateaux tertiaires dans un esprit architectural moderne et innovant. L'immeuble de bureaux s'établira sur une surface de plancher d'environ 6 000 m². La conception du bâtiment sera bioclimatique et s'intégrera dans une démarche environnementale. Ce bâtiment accueillera plusieurs locataires et propriétaires, dont l'activité se situe dans le secteur des ICC. Une programmation de rez-de-chaussée active est également prévue avec notamment un restaurant incluant une large terrasse extérieure. Le coût total de l'investissement est estimé à environ 17 300 K€ foncier compris.

Le Conseil d'administration de la SERM en date du 06 janvier 2023 a proposé le principe de création d'une filiale en vue de permettre la réalisation de l'opération immobilière relative à l'opération des Ateliers Cité Créative.

La Société Civile de Construction Vente (SCCV) Ateliers Cité Créative réalisera ce projet dans le cadre de plusieurs Ventes en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) et Baux en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) à signer avec des preneurs souhaitant acheter ou louer leurs lots, et avec une Société Anonyme Simplifiée (SAS) à créer, investisseur du projet.

La société SCCV Ateliers Cité Créative a pour objet la construction d'un programme immobilier à usage principal de Bureaux, lot 3D du Quartier de la Cité Créative à Montpellier.

Elle réalise à ce titre les opérations suivantes :

- L'ensemble des études nécessaires à la réalisation de l'immeuble ;
- Les démarches administratives nécessaires à l'obtention de toutes les autorisations administratives relatives à la réalisation de l'immeuble ;
- Les travaux de construction dudit programme immobilier à usage principal de bureaux d'environ 6 000 m² de surface de plancher ;
- La cession dudit immeuble en bloc ou à la découpe, dans le cadre d'un Contrat de Promotion Immobilière (CPI), d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) ou à l'achèvement ;
- L'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet, et, généralement, toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à cet objet, à l'exclusion de celles pouvant porter atteinte au caractère civil de la Société.

La SERM sera nommée statutairement Présidente de cette nouvelle société dont la durée est fixée à 20 ans, sous réserve de dissolution anticipée ou prolongation.

Le capital social de la SCCV, s'élève à 1 000 €, divisé en 100 parts de 10 € chacune détenue à 80% par la SERM (soit une participation de 800 €) et à 20 % par la société ARTEMISIA FINANCE dont le président est Karim KHENISSI, directeur général de l'ESMA (soit une participation de 200 €).

Conformément aux statuts de la société SERM, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'administration de la société. Aussi toute prise de participation exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui dispose « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de création d'une SCCV Ateliers Cité Créative patrimoniale détenue par la SERM et par la société de participation ARTEMISIA FINANCE ;
- D'approuver le principe de prise de participation de la SERM de 80 parts dans la SCCV soit 80% du capital pour 800 € ;
- D'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration de la SERM à voter en faveur de cette création ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023

Ressources - Organismes extérieurs - Société Publique Locale SA3M - Rapport spécial 2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales (SEML) et Sociétés publiques Locales (SPL), la société SA3M a remis son rapport spécial 2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées. La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2021, il conviendra de noter que quatre opérations confiées à la SA3M par Montpellier Méditerranée Métropole sont concernées par ces prérogatives de puissance publique :

- Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) Mosson : acquisition par voie amiable et de préemption de 15 logements, 15 caves, 15 garages, et un terrain bâti pour une surface totale de 3 000 m² sur les périodes s'étalant de février à décembre 2021, auprès de 17 vendeurs ;
- Dans le cadre du Programme de Renouvellement urbain d'Intérêt Régional (PRIR) Cévennes : acquisition par voie de préemption de logements, caves, garages et locaux commerciaux, pour une surface totale de 900 m² auprès de 17 vendeurs ;
- Dans le cadre de l'opération Ode à la Mer : acquisition par voie de préemption d'un ensemble immobilier commercial pour une surface de 2 038 m² auprès d'une Société Civile Immobilière (SCI) ;
- Dans le cadre de l'opération Cambacérès : acquisition, par voie amiable, de parcelles de terrains pour une surface totale de 42 796 m² auprès d'un vendeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport spécial 2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

**Ressources - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale
Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial
2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique -
Approbation**

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SERM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales (SEML), la SERM a remis son rapport spécial 2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées. La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2021, il conviendra de noter que trois acquisitions amiables concernées par ces prérogatives de puissance publique ont été réalisées dans le cadre des opérations confiées à la SERM par Montpellier Méditerranée Métropole :

- Dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Garosud Extension : acquisition de sols d'une surface de 43 m² ;
- Dans le cadre de l'opération Cannabee sur la commune de Cournonterral : acquisition d'une surface de 17 275 m²
- Dans le cadre de l'opération Charles-Martel : acquisition d'une parcelle de 2 038 m² sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport spécial 2021 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SERM ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEML Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Rapport d'observations définitives - Exercices 2015 à 2021

La chambre régionale des comptes a communiqué par courrier en date du 24 janvier 2023 un rapport d'observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) portant sur les exercices 2015 à 2021.

Ci-annexé le rapport accompagné des réponses enregistrées :

- Réponse du 2 décembre 2022 de Monsieur Michaël DELAFOSSE, maire de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Réponse du 6 décembre 2022 de Monsieur Laurent SÉNIGOUT, directeur général de la SAEML TaM ;
- Réponse du 7 décembre 2022 de Monsieur Luc EGOUMENIDES, ex-directeur général de la SAEML TaM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la communication du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes ;
- De prendre acte de la tenue, en son sein, d'un débat sur la base de ce rapport ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Attractivité - Soutien à l'association SOS Méditerranée - Attribution de subvention - Approbation

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

SOS Méditerranée est une association civile et européenne de sauvetage en haute mer créée par des citoyennes et des citoyens décidés à agir face à la tragédie des naufrages à répétition en Méditerranée centrale. Chaque année, des milliers de personnes meurent en mer en tentant de fuir leur pays en traversant la Méditerranée, sur la route migratoire la plus dangereuse au monde. Initiative franco-allemande, née en 2015, après la fin de l'opération de sauvetage *Mare Nostrum*, l'association est aujourd'hui présente en France, en Allemagne, en Italie et en Suisse.

L'*Ocean Viking*, navire lancé en août 2019 par l'association, a déjà secouru plus de 5 300 femmes, hommes et enfants. Mi-novembre, la France s'est d'ailleurs honorée en accueillant ce bateau dans le port de Toulon afin permettre à 230 réfugiés de débarquer sains et saufs et d'être pris en charge par les autorités.

Le 30 novembre 2022, à l'Opéra Comédie de Montpellier, s'est tenue une magnifique soirée visant à récolter des fonds pour cette association.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'inscrire dans ce mouvement de solidarité à l'égard de SOS Méditerranée en votant une subvention équivalent au coût d'une journée de navigation en mer, soit 15 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation d'une subvention de 15 000 € à l'association SOS Méditerranée, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-216117A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 13/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement 2023 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Ressources - Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe fondamental de la République Française, inscrit dans la Constitution depuis 1946. Le statut de la Fonction publique (loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires) rappelle ce principe. L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi. Toutefois, des inégalités persistent dans tous les domaines, tous les milieux et tous les territoires. Les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Le cadre légal est venu légitimer et renforcer l'action des collectivités territoriales en matière d'égalité, en consacrant leur rôle pour atteindre l'égalité réelle par la mise en œuvre d'actions concrètes. Instauré par la loi n°2014-783 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les actions menées sont recensées au sein d'un rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le rapport est présenté à l'assemblée délibérante préalablement au débat d'orientation budgétaire.

Montpellier Méditerranée Métropole est pleinement engagée en ce sens et, depuis juillet 2020, elle a d'ores et déjà acté des changements notables, tels que la parité réelle entre les femmes et les hommes au sein des postes de direction de l'administration rassemblée. Jusqu'alors, le comité de direction était exclusivement masculin.

Le présent rapport présente plus amplement les politiques menées par la Métropole en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, au sein de son organisation et sur son territoire, au titre de l'année 2022.

Dans une première partie, il est fait état de la politique des ressources humaines menée en faveur de l'égalité entre les agents. A cet effet, il fait apparaître un état des lieux de la situation comparée femmes-hommes en reprenant les indicateurs du Rapport de Situation Comparée (RSC) établi pour l'année 2021 et présenté en Comité Sociale Territorial lors de sa séance du 16 mars 2023. Il dresse le bilan de la prise en compte de l'égalité professionnelle dans la stratégie RH pour impulser une évolution des pratiques professionnelles et de l'équité genrée.

Dans un second temps, le rapport présente les actions menées par la collectivité dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques sur son territoire et fixe les orientations à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-217553A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M Rapport annuel 2022 VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Ressources - Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et aux dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015, le Conseil de Métropole est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le budget primitif 2023.

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du budget primitif 2023. Il permettra de détailler les grands projets structurants et de mettre en perspective les équilibres financiers de Montpellier Méditerranée Métropole pour 2023.

Il est précisé que le rapport d'orientations budgétaires est annexé à la présente délibération, et que le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la communication du rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2023 ;
- De prendre acte de la tenue, en son sein, d'un débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2023, sur la base du rapport mentionné ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-216878A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DOB 2023 3M VF 230123.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Zohra DIRHOUSI, Nathalie LEVY, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Ressources - Attributions de Compensation (AC) aux communes - Montants prévisionnels 2023 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont fait l'objet de transferts de charges et de modifications de montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole. Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément au 1^o du V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le Conseil de Métropole doit communiquer à ses communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions de compensation. Ainsi, il convient de délibérer en ce sens.

Dans ce cadre, il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement prévisionnelle 2023, conformément au rapport de la dernière CLECT en date du 14 septembre 2022 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2023	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2023
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	508 134,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	428 196,93	
Cournonsec	84 373,30	
Cournonterral	511 761,25	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		615 684,98
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	34 688 940,29	

Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	152 874,51	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	167 777,45	
Saint Geniès des Mourgues	183 776,62	
Saint Georges d'Orques	299 787,35	
Saint Jean de Védas	853 348,77	
Saussan	168 187,69	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	46 598 625,09	2 511 676,33

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement prévisionnelle 2023, conformément au rapport de la dernière CLECT en date du 14 septembre 2022 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2023	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2023
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	109 702,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	143 443,00	
Grabels	500 889,33	
Jacou	45 141,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	73 031,00	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	37 506,00	
Montpellier	10 567 865,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	

Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint Geniès des Mourgues	24 175,00	
Saint Georges d'Orques	42 292,00	
Saint Jean de Védas	257 051,00	
Saussan	26 263,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
TOTAL	17 107 657,41	0,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le montant prévisionnel de l'attribution de compensation des 31 Communes de Montpellier Méditerranée Métropole, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés, pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-216495-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Nathalie LEVY, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Hors commission - Mise en œuvre de la gratuité totale pour les habitants de la Métropole sur le réseau de transports publics - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Face à la crise climatique et ses conséquences désastreuses pour les territoires et les populations, la transition écologique est devenue une priorité, même un devoir, pour les Etats et les territoires du monde entier.

Montpellier Méditerranée Métropole participe activement à cette transition écologique et s'est positionnée comme novatrice pour oser des solutions ambitieuses à même de faire gagner la course contre la montre désormais engagée pour lutter contre le changement climatique.

Dans cette voie, Montpellier Méditerranée Métropole fait le choix d'affirmer une conviction forte en conciliant protection de l'environnement et protection sociale : sa transition écologique est aussi une transition solidaire.

Pour réussir cette transition, le choix a été réalisé de « *décarboner* » la mobilité en ville et de réduire globalement la place de la voiture. En témoigne le travail réalisé depuis le début du mandat en ce sens à l'appui de sa stratégie mobilités 2025.

Sur le territoire de la Métropole, 40% des émissions de CO2 proviennent des transports, et principalement de l'automobile. Faire le choix d'une mobilité décarbonée, c'est donc la garantie d'améliorer la qualité de l'air, et ainsi protéger la santé des habitants de la Métropole. En effet, la pollution de l'air respiré est source de maladies et notamment de cancers avec 48 000 morts estimés par an en France.

La nécessité d'offrir aux habitants des services de mobilité plus respectueux de la planète constitue donc un enjeu majeur.

Pour ce faire, un des premiers leviers mobilisés est de rendre le transport public plus attractif pour chaque habitant de la Métropole de telle sorte qu'il soit réellement concurrentiel de la voiture particulière.

La gratuité des transports publics, initiée en 2020 avec la gratuité des week-end et accentuée en 2021 avec la gratuité pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans, a permis d'améliorer le pouvoir d'achat des habitants de la Métropole ; ce qui constitue une revendication forte pour de nombreux habitants de la Métropole qui connaissent des difficultés sociales importantes.

La gratuité des transports totale sera l'occasion pour de nombreuses familles, qui ne pouvaient pas bénéficier d'une tarification réduite, d'économiser sur les dépenses de transport qui, au fil des années, représentent un poste de plus en plus prépondérant dans leur budget et pèsent sur leur pouvoir d'achat. La récente crise énergétique démontre plus que jamais la nécessité de favoriser le transport public.

A titre d'information, voici les économies substantielles que pourront réaliser les habitants de la Métropole grâce à la mise en œuvre de la gratuité totale :

- Pour un lycéen de 18 ans : 196 euros par an ;
- Pour un retraité : 321 euros par an ;
- Pour un salarié sans PDE : 481,50 euros par an ;
- Pour un salarié disposant d'un PDE : 217 euros par an ;
- Pour une famille de quatre personnes dont deux adultes avec PDE et deux enfants de plus de 18 ans : 826 euros par an soit 69 euros par mois.

Au-delà, en libérant les passagers des démarches d'achat et de validation du titre de transport, la gratuité est la plus à même de créer un réflexe transport en commun. Un droit à la mobilité est ainsi créé sur le territoire.

Pour rappel, dans la mesure où Montpellier Méditerranée Métropole possède une attractivité touristique et commerciale forte, et qu'il ne s'agit pas de se priver des recettes provenant de la clientèle hors Métropole, cette gratuité ne s'appliquera cependant qu'aux seuls habitants du territoire de la Métropole.

Le succès des deux premières phases de la gratuité est incontestable. Ainsi, le pass gratuit week-end disponible depuis septembre 2020 comptabilise près de 92 000 pass actifs au 31 décembre 2022. Les pass gratuit – 18 ans et + 65 ans, disponibles depuis septembre 2021, comptabilisent un peu plus de 106 000 pass actifs au 31 décembre 2022. Aussi, plus de 65% des habitants de la Métropole concernés ont réalisé leur pass et bénéficient à ce jour de cette gratuité totale du réseau. Il a été mis en avant que leurs déplacements ont été facilités, avec une multiplication de leur fréquentation des transports par 1,5 pour les plus de 65 ans et par 2 pour les moins de 18 ans par rapport à 2019, dernière année de référence comparable.

Ce début d'année 2023 est l'occasion de finaliser la politique de gratuité totale du réseau de transports en commun avec le passage à la dernière étape qui offrira ainsi désormais à tous les habitants de la Métropole un accès facilité au système de transport. Il est proposé que cette dernière phase intervienne le 21 décembre 2023.

A cette date, Montpellier Méditerranée Métropole sera le plus grand territoire d'Europe à appliquer la gratuité des transports en commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise en œuvre de la gratuité totale du réseau TaM pour les habitants de la Métropole le 21 décembre 2023
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 15 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-219671-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Nathalie LEVY, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Patricia WEBER

Aménagement durable - Tramway - Ligne 5 - Dénomination des stations - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Avec la mise en service de la cinquième ligne de tramway, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiera d'un nouveau moyen de transport fluide, rapide, confortable, moderne et silencieux proposant de nouvelles connexions entre les quartiers.

La cinquième ligne desservira Clapiers, Montferrier-sur-Lez, les pôles universitaires et de recherche au Nord, l'Ouest de l'Écusson de Montpellier, Saint Jean de Védas et Lavérune. Elle offrira 25 stations stratégiques au cœur de pôles d'activités (Campus Agropolis, CNRS), de zones résidentiels en déficit de transports (Ovalie, Estanove) et de quartiers classés prioritaires au titre de la politique de la Ville (Vert Bois et Pas du loup-Val de Croze).

Il est proposé de dénommer les 20 nouvelles stations selon la liste figurant en annexe.

Les noms des stations ont été choisis pour mettre en avant :

- Les parcs et espaces verts du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Les quartiers nouvellement desservis.

Les stations communes de la ligne 5 et de la ligne 1, de la ligne 5 et de la ligne 4, entre Boutonnet – Cité des Arts et Saint Guilhem - Courreau, conservent leurs noms.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les dénominations des 20 nouvelles stations de la cinquième ligne de tramway ;
- D'intégrer les 20 nouvelles stations à la liste des stations du réseau de tramway actuel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-210968-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Liste des noms de stations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Pérennisation du dispositif covoiturage Klaxit - Avenant à la convention de financement - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa stratégie mobilités 2025, Montpellier Méditerranée Métropole a fait du développement de l'ensemble des solutions alternatives à la voiture un axe de travail primordial de l'action de son exécutif. Engagée dans le cadre de PCAET, la Métropole vise une baisse de 27 % des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du transport des voyageurs à horizon 2026. Alors que le transport routier représentait en 2019, 58 % des émissions de CO² du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage sur le covoiturage en déployant un outil de mise en relation des covoitureurs et des incitations financières à travers l'outil Klaxit.

Après un déploiement auprès des grands employeurs du territoire en 2021, le dispositif a été étendu au grand public en début d'année 2022. Le bilan de cette année 2022 est de 18 000 nouveaux inscrits portant le nombre d'inscrits sur la plateforme Klaxit à 23 000, dont 12 000 covoitureurs actifs. En 2022, 242 000 trajets ont été réalisés pour un total de 5,8 millions de kilomètres covoiturés parcourus (soit 145 tours de la Terre en voiture évités) ayant permis de réduire les rejets de GES de 650 tonnes.

Comme convenu à la suite de la délibération n° M2022-258 du 26 juillet 2022, la recherche de maîtrise de l'engagement financier de la Métropole sur ce dispositif s'est portée sur un premier levier : la réduction de l'incitation financière. Cette diminution a permis de contenir la progression des coûts sur la fin de l'année 2022 tout en gardant un volume pertinent de trajets effectués.

En décembre 2022, l'Etat a dévoilé son Plan national du covoiturage du quotidien avec l'objectif d'atteindre 3 millions de trajets quotidiens à l'horizon 2027 à l'échelon national. Ce plan met en place dès le 1^{er} janvier 2023, des mesures financières incitatives dont un appui significatif aux collectivités sur le principe de 1€ pour l'Etat pour 1€ apporté par la collectivité sur le cofinancement des trajets. Cette dernière mesure permettra de soutenir le développement du covoiturage tout au long de l'année 2023 sur le territoire de la Métropole grâce à une recette financière nouvelle (cette recette est estimée à ce stade à 400 000 €, sur la base d'un budget de 1 million inscrit par la Métropole).

Parallèlement, d'autres leviers sont étudiés pour répartir plus équitablement les coûts avec les territoires voisins, ce service bénéficiant aussi aux usagers qui entrent et sortent de la Métropole. Des échanges ont été initiés avec les collectivités Autorités Organisatrices des Mobilités (AOM) voisines afin d'envisager un développement cohérent et commun, lisible pour l'utilisateur. Par ailleurs, les communautés de commune voisines sont aussi approchées pour identifier les modalités de partenariat, éventuellement en lien avec le dispositif Régional. Ces échanges vont se poursuivre tout au long du 1^{er} semestre 2023. En cas d'accord, une nouvelle délibération présentant le dispositif harmonisé à l'échelle du grand territoire sera soumise au Conseil de Métropole au 2nd semestre 2023.

Dans ce contexte très favorable à la pérennisation du dispositif en faveur du covoiturage, un avenant à la convention de financement des trajets à hauteur de 606 000 € est proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la poursuite du déploiement du covoiturage jusqu'au 31 décembre 2023 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°3 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit augmentant de 606 000 € TTC le montant de l'aide versée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-219444-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M_Avenant convention incitatifs financiers.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, René REVOL, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Plan Climat Air Énergie Territorial solidaire (PCAETs) 2021-2026 de Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan de la concertation - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2022-56 du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a arrêté son projet de Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) dans le cadre des objectifs définis par la loi et au-delà pour consolider l'action de la Métropole autour de sa politique climat-air-énergie. A la suite de la contribution des personnes devant être consultées sur le projet, en application de l'article R. 229-55 du Code de l'environnement, le projet de PCAETs a été amendé. Un mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) et de la Préfecture et un bilan de la concertation du public ont été établis. La version finale du PCAETs, tenant compte des observations, fait l'objet de la présente délibération en vue d'une adoption définitive.

Le Bilan de la Concertation

Concertation avant arrêt du projet

La révision du PCAETs a fait l'objet d'une concertation durant toute la durée de sa tenue, auprès des acteurs socio-économiques, des partenaires, de la population. Le bilan de la concertation expose les modalités effectivement mises en œuvre et les moyens mobilisés, la teneur des observations et les enseignements qui en résultent, ainsi que la manière dont elles sont prises en compte dans le projet de PCAETs.

Le dispositif de concertation

L'information et la concertation autour du projet de PCAETs ont été menées de manière continue depuis la délibération de lancement de sa révision, lors du Conseil de Métropole du 20 juin 2018, jusqu'à l'arrêt du projet, proposé lors de la présente délibération. Ce dispositif permanent a permis aux élus, au public et aux acteurs socio-économiques du territoire de s'informer, mais aussi de s'exprimer, sur le contenu et la forme du projet.

Par délibération du 20 juin 2018 prescrivant la révision du PCAET, le Conseil de Métropole a fixé les modalités de collaboration avec les Communes membres ainsi que, conformément à l'article L.121-15-1 du Code de l'environnement, les modalités de concertation préalable. Cette dernière a été l'occasion de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet ou des objectifs et des principales orientations du PCAETs, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Les concertations ont été menées selon les modalités suivantes :

Collaboration avec les Communes

Les différentes étapes de la révision du PCAET solidaire ont été présentées, débattues et validées lors de réunions de Bureau de Métropole/Conférence des Maires, mais également lors d'ateliers de secteurs avec les communes membres.

Bureau de Métropole/Conférence des Maires :

- 01/04/2019 : présentation du diagnostic et partage des enjeux ;
- 16/09/2019 : information sur la tenue d'ateliers de secteurs et d'ateliers partenariaux auxquels ont été conviés les services des 31 communes ;
- 21/10/2019 : présentation d'une première version de la stratégie ;
- 16/12/2019 : présentation du pré-programme d'actions à construire ;

Ateliers de secteurs :

- Du 4 au 15/04/2019 : partage du diagnostic de vulnérabilité, du profil énergie-climat du territoire et des enjeux associés ;
- Du 20/09 au 18/10/2019 : présentation d'une première version de la stratégie et du pré-programme d'actions à construire ;
- Du 21/09 au 7/10/2021 : présentation de la stratégie, du programmes d'action et des modalités de contributions communales.

Concertation préalable

Cette concertation a été ponctuée par les événements identifiés lors de la délibération de juin 2018 :

- 27/03/2019 : ***Forum du Plan Climat pour lancer la concertation***

Cet événement de lancement de la révision du PCAETs s'est tenu sur une journée au Corum et a rassemblé plus de 240 participants, acteurs du territoire et de la société civile. Cette journée a également été l'occasion de lancer la concertation grand public, par la mise à disposition d'une adresse mail recueillant les avis et propositions tout au long de la démarche. Les enjeux du territoire ont été partagés au travers de la présentation du diagnostic, et la stratégie locale à mettre en œuvre pour répondre à ces enjeux, a été esquissée avec une ambition de territoire neutre en carbone en 2050. Cet événement a également permis de mettre en avant les propositions des enfants du Conseil municipal des enfants de la Ville de Montpellier et d'un groupe d'enfants de l'Ecolothèque sur les enjeux de la lutte face aux changements climatiques et le PCAET solidaire.

- Du 7 au 18/10/2019 : ***9 ateliers partenariaux avec les services de la Métropole, les services des Communes et les acteurs du territoire pour construire le Plan Climat***

- 1 – La place de l'eau et de l'arbre sur le territoire ;
- 2 – La prévention des déchets et l'économie de la Ressource ;
- 3 – Vers la décarbonation des mobilités ;
- 4 – La rénovation énergétique des bâtiments d'habitation et tertiaires ;
- 5 – Les énergies renouvelables et de récupération ;
- 6 – L'évolution des comportements et des pratiques : comment sensibiliser ?;
- 7 – Les démarches d'écoresponsabilité en interne ;
- 8 – La neutralité carbone des opérations d'aménagement et de renouvellement urbain ;
- 9 – La transition écologique au cœur de la croissance future : les startups pour le climat.

La mobilisation et les contributions des acteurs institutionnels et socio-économiques du territoire lors de ces ateliers ont permis d'alimenter et d'enrichir le programme d'actions du projet de PCAET solidaire 20212026, les thèmes de ces ateliers faisant tous l'objet d'actions ou de sous-actions du programme présenté au travers de la présente délibération.

- ***Publication de plusieurs articles dans le journal d'information et sur le site Internet de la Métropole***

Le magazine de la Métropole, distribué à 244 000 exemplaires notamment dans les boîtes aux lettres de la population des 31 communes et disponible en libre-service dans la plupart des équipements publics de la Métropole, ainsi que le site internet de la Métropole, ont relayé à plusieurs reprises le contenu du projet révisé de PCAET solidaire et le dispositif de concertation mis en place.

- ***Mise à disposition d'une adresse mail/d'un espace dédié aux contributions durant toute la durée de l'élaboration et mise à disposition du public des documents du PCAET solidaire***

Entre le 01/04/2019 et le 10/03/2022, la possibilité a été offerte au public d'apporter ses remarques et contributions sur la démarche et les différents documents mis à sa disposition. Cette consultation a fait l'objet d'un espace dédié aux contributions en ligne durant la période de révision du PCAET solidaire. Le public a également eu la possibilité, à tout moment, d'envoyer ses observations par courrier.

Deux moments ont séquencé particulièrement la période de consultation et ont fait l'objet d'information dans les journaux locaux entre :

- Le 3 et le 20/01/2020 : mise à disposition sur le site internet de la Métropole de documents minute (diagnostic, stratégie et pré-programme stratégique) et ouverture d'un registre au siège de la Métropole, cette mise à disposition ayant fait l'objet d'une publication dans 2 journaux locaux. La tenue du registre n'a fait l'objet d'aucune contribution, mais deux contributions écrites ont été déposées à cette occasion au siège de la Métropole ;
- Le 10/02/2022 et le 10/03/2022 : mise à disposition sur le site internet de la Métropole de l'ensemble du projet révisé de PCAET solidaire, annoncée par voie de presse dans deux journaux locaux.

Entre le 01/04/2019 et le 09/02/2022, Le PCAET a fait l'objet de 70 contributions (dont 68 en ligne et 2 en format papier) apportées à 87% par des particuliers et à 13% par des entreprises. La mise à disposition du public du projet complet, entre le 10/02/2022 et le 10/03/2022, a fait l'objet de 24 contributions en ligne et de 2 contributions écrites. Ces contributions concernent des sujets liés à la mobilité, mais également des observations relatives à l'urbanisme, ou encore à la pollution lumineuse. La révision du PCAET solidaire de la Métropole a fait l'objet de 2 contributions écrites de la part de partenaires, dans le cadre de la concertation. Il s'agit de GRTgaz et de GRDF.

Concertation après arrêt du projet

Conformément à l'article R. 122-17 du Code de l'environnement, le PCAET est soumis à l'évaluation environnementale. Ainsi, le projet arrêté a-t-il été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) le 11/04/2022 qui disposait de trois mois pour rendre un avis.

Conformément aux articles R. 229-54 du Code de l'environnement, le projet de plan a également été soumis au Préfet de Région et à la Présidente du Conseil régional le 10/06/2022. Ces avis étaient réputés favorables au terme d'un délai de deux mois suivant la transmission de la demande. Seul le Préfet a rendu un avis.

L'ensemble de ces avis, le bilan de la concertation préalable et le projet de plan arrêté ont été mis à disposition du public par voie électronique, entre le 27/10/2022 et le 27/11/2022, conformément à l'article L. 123-19 du Code de l'environnement. 16 contributions ont été reçues.

Le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole a également été consulté sur le projet de PCAET révisé, conformément aux dispositions de la loi NOTRe du 7 août 2015.

Enrichissement du projet grâce à la concertation

L'ensemble des sujets abordés lors de la concertation par le public, les partenaires et les acteurs socioéconomiques du territoire est traité dans le bilan de la concertation. Celui-ci remet en perspective la façon dont les contributions ont enrichi le projet de PCAETs. La concertation ayant été conduite en continu tout au long de l'élaboration du document, le public et les acteurs ont eu l'occasion de s'exprimer sur le projet à différents stades de son avancement, donnant lieu à des contributions de nature différente.

Au regard des contributions recensées, il apparaît que les moyens mis en place lors de la concertation ont permis au public et aux acteurs du territoire d'accéder à des informations pertinentes et suffisamment claires pour qu'il puisse formuler des observations souvent adaptées au document concerné et ce, dans un délai raisonnable.

Le bilan de la concertation recense et analyse les observations de manière à informer le public et les acteurs du territoire du traitement de celles-ci. Des amendements ont été apportés, tant sur la forme pour accroître leur lisibilité que sur le fond des documents pour apporter des compléments. Un document pédagogique à destination du grand public a été édité. Il est accessible sur le site de la Métropole.

Le projet du PCAET solidaire

Depuis une dizaine d'années, les accords internationaux et européens, transcrits en droit français au travers

de nombreux textes législatifs, régissent l'élaboration de la planification énergie-climat et font porter la mise en œuvre de ces politiques aux collectivités et à leurs groupements. Conformément aux dispositions des lois « Grenelle I et II » du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010, un premier Plan Climat Energie Territorial (PCET) 2013-2018 a été approuvé par délibération en 2014.

Ce premier PCET a été révisé pour tenir compte de plusieurs lois promulguées depuis. Ainsi, la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, intègre les enjeux de qualité de l'air au PCAET et norme son contenu. La loi énergie-climat du 8 novembre 2019 traduit en droit français l'Accord international de Paris de décembre 2015, d'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050, spécifiée par la Stratégie nationale bas carbone. Enfin, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019, impose au PCAET, s'agissant d'un territoire couvert par un plan de protection de l'atmosphère, l'intégration d'un plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques, en vue d'atteindre les objectifs fixés nationalement. S'ajoutent d'autres objectifs relatifs à la préservation et la valorisation des déchets, à la protection de la biodiversité et des milieux naturels et la préservation des risques pour l'environnement et la santé.

L'élaboration, et la mise en œuvre des programmes d'actions successifs du PCAET doivent s'inscrire dans une démarche plus large, à travers laquelle il s'agit de :

- Intégrer les engagements internationaux et nationaux en matière de lutte contre le changement climatique, de prendre en compte la stratégie nationale bas carbone, et, localement, d'être compatible avec les objectifs fixés pour chaque polluant dans le plan de protection de l'atmosphère (PPA), dont la révision est conduite par le Préfet courant 2021-2022 ;
- Prendre en compte les objectifs du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), et d'être compatible avec les règles de son fascicule ;
- Prendre en compte le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé en 2019 ;
- S'assurer de la compatibilité entre le PDM et le PCAET (ces deux documents étant établis sur un même périmètre) ; le PLUi en cours d'élaboration, devra prendre en compte le PCAET.

Le diagnostic de territoire

La première phase de l'élaboration du PCAET solidaire a consisté à réaliser le diagnostic du territoire qui présente le profil de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, les vulnérabilités de la Métropole face aux changements climatiques ainsi que les potentialités du territoire en matière de production d'énergies renouvelables. Ce diagnostic fait apparaître :

- Des évolutions climatiques déjà perceptibles : notamment une augmentation de la température moyenne de + 0,3°C par décennie depuis 1980, du nombre de jours de vague de chaleur, des phénomènes météorologiques violents plus nombreux et plus intenses, une élévation du niveau de la mer de + 6 cm... ;
- Des perspectives d'évolutions climatiques amplifiées à 2100 avec notamment 90 jours de forte chaleur chaque année, une augmentation en nombre et en intensité des épisodes cévenols et des périodes de sécheresse, une élévation plus marquée du niveau de la mer... ;
- Des consommations d'énergie, issues pour 50 % des produits pétroliers, plus faibles qu'au niveau national du fait d'un climat plus clément et de l'absence d'industrie ;
- Une précarité énergétique des ménages plus marquée qu'au niveau national : la facture énergétique du territoire représente plus de 715 millions d'euros chaque année dont 500 millions payés par les ménages ;
- Un taux de couverture par les énergies renouvelables locales plutôt faible même s'il a été multiplié par trois depuis 2010 et un potentiel identifié qui repose majoritairement sur le solaire photovoltaïque ;
- Des émissions de gaz à effet de serre liées à plus de 90 % aux secteurs des transports et du bâtiment.

Ce diagnostic met également en lumière les enjeux du territoire, en termes de :

- Risques : incendie, inondation, sécheresse et effet « *ilot de chaleur urbain* », représentent les risques majeurs du territoire ;
- Atténuation : les mobilités et le bâtiment sont les secteurs à traiter en priorité ;

- Production d'énergie renouvelable : le photovoltaïque est à développer massivement.

L'ambition et les objectifs poursuivis

Le PCAET solidaire poursuit deux objectifs : d'une part **l'atténuation**, afin de limiter l'impact du territoire sur le climat en diminuant les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques produits, et d'autre part, **l'adaptation**, dans le but de réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique. Le PCAETs de Montpellier Méditerranée Métropole doit apporter des réponses aux enjeux globaux par la mise en place de stratégies d'atténuation et d'adaptation pour faire face à l'urgence climatique, ainsi que de lutte contre la pollution atmosphérique pour préserver la santé des habitants de la Métropole. Il s'est fixé les objectifs suivants :

- Une baisse des consommations énergétiques finales respectivement de -13%, -27% et -52% par rapport à 2019 à horizon 2026, 2030 et 2050 ;
- Une diminution des émissions de gaz à effet de serre respectivement de -12%, -40% et -85% par rapport à 2019 à horizon 2026, 2030 et 2050 ;
- Une baisse des émissions de polluants atmosphériques (NO_x, PM_{2,5}, COVNM, NH₃ et SO₂) en s'appuyant sur la trajectoire du Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PRÉPA) ;
- Une multiplication de la part des énergies renouvelables respectivement de x1,6, x2,3 et x6,2 par rapport à 2019 à horizon 2026, 2030 et 2050 ;
- Atteindre la neutralité carbone par une captation de CO₂ équivalente à 240 kTéq CO₂ pour équilibrer le bilan à horizon 2050.

Il répond également et plus spécifiquement aux enjeux de son territoire, méditerranéen, urbain et péri-urbain, au regard des défis socio-économiques, à savoir :

- Préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire ;
- Protéger les ressources du territoire ;
- Garantir la souveraineté alimentaire ;
- Assurer la souveraineté énergétique.

La Métropole recherche au travers de son PCAETs à faire de l'action climatique un facteur d'inclusion sociale et de solidarité entre les habitants de la Métropole, en luttant contre toutes les précarités : précarité énergétique liée au logement et à la mobilité, précarité alimentaire, accès équitable à l'eau...

L'ambition pour le territoire, affichée dans le PCAETs, nécessite d'assurer la cohérence de l'action territoriale et sa gouvernance au travers d'un engagement de tous les acteurs socioéconomiques, qui pourra prendre la forme d'une convention territoriale.

La même cohérence sera recherchée avec les territoires voisins en développant les coopérations interterritoriales, dans le cadre de la pérennisation d'un espace de dialogue de type comité des partenaires, créé à l'occasion de l'élaboration du présent PCAETs.

Enfin, la Métropole veut afficher son exemplarité et celle des 31 communes au travers de la sensibilisation, l'information et la formation des services publics à tous les niveaux en inscrivant leurs actions au quotidien dans une démarche d'écoresponsabilité.

Les orientations portant la stratégie à 2050 et le programme d'actions 2021 - 2026

Comme précisé dans le bilan de la concertation depuis la délibération d'engagement de la révision du PCAET solidaire, les enjeux, les objectifs poursuivis et le diagnostic territorial ont fait l'objet de présentations, d'échanges, de discussions, d'accords dans le cadre d'un forum, d'ateliers d'experts thématiques, de mise à disposition du public de documents, de contributions techniques ou citoyennes. Ces réflexions ont depuis été approfondies dans le cadre d'échanges entre Vice-Président(e)s, et avec les communes, pour aboutir à une proposition de stratégie et d'orientations actualisées pour le territoire de la Métropole.

C'est ainsi que se présente l'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole et du territoire à 2050, avec un point d'étape à 2030 et un engagement ferme sur la durée du mandat, dans le but de mettre le territoire sur la trajectoire qui permettra l'atteinte des objectifs 2050.

En cohérence avec les engagements nationaux et internationaux, notamment la loi Energie-Climat, qui reprend les engagements de l'Accord de Paris lors de la COP 21, La Métropole ambitionne un territoire neutre en carbone en 2050 et opte pour une diffusion, une ramification de ses engagements au sein de l'ensemble de ses politiques publiques et décline sa stratégie en 10 orientations et 28 actions.

Chaque action vient préciser les bénéfices attendus en termes d'amélioration de la qualité de l'air, de réduction des polluants atmosphériques, de conditions sanitaires atmosphériques pour la population et d'impact sur les normes de qualité de l'air.

Ainsi, pour diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du bâtiment (considéré avec le secteur des transports comme principal émetteur de gaz à effet de serre), mais également pour lutter contre la précarité énergétique liée au logement, la Métropole ambitionne la rénovation de 13 500 logements en 6 ans, en créant un guichet unique de la rénovation énergétique du bâtiment. Elle organisera également l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique afin de sortir 13 000 ménages de cette situation. Les petits locaux tertiaires, et en premier lieu le patrimoine public, devront également faire l'objet de travaux d'amélioration thermique. La mise en œuvre de cette politique de rénovation du bâti doit permettre l'atteinte en 2050 de 90 % du parc résidentiel et 80 % du parc tertiaire rénovés, ainsi que de passer en dessous de la barre de 5 % de ménages en situation de précarité.

Afin de lutter contre le changement climatique et préserver la santé des habitants de la Métropole, en offrant une alternative à tous pour se déplacer autrement, la Métropole s'engage pour une mobilité décarbonée. Au travers de la gratuité totale des transports en commun pour les habitants de son territoire en 2023, la Métropole affiche sa volonté de redonner du pouvoir d'achat et de permettre l'accès aux transports en commun à tous les habitants. Cette mesure est complétée par l'amélioration de l'offre de transport : ligne 5 et prolongement ligne 1 du tramway, création de 5 lignes de BusTram à haut niveau de service, mise en place de parkings relais, afin que 70% des habitants de la Métropole soient desservis par le réseau structurant de transports en commun fin 2025. Le déploiement du système vélo permettra d'augmenter considérablement la part modale du vélo, dont l'objectif est d'atteindre 10 % à la fin du mandat. La mise en place progressive de la Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFE-m) contribuera à la réduction des niveaux de concentration dans l'air des polluants atmosphériques afin de rester en dessous des seuils critique et de l'encombrement de l'espace public et plus généralement des nuisances liées aux grands transporteurs. La marche, le covoiturage, l'autopartage, les plans de mobilité d'entreprises seront favorisés pour stopper l'automobilisme, de même que les quartiers apaisés seront généralisés sur le territoire. La Métropole vise la disparition des véhicules individuels carbonés en 2050 grâce à une offre de mobilité alternative.

Poursuivant le double objectif de contribution à la souveraineté énergétique et de développement des énergies renouvelables, la Métropole s'engage pour la sobriété énergétique et le développement de productions locales d'énergie renouvelable. Le Schéma Directeur des Energies (SDE), en cours de finalisation, a pour objectif la planification énergétique du territoire, en prenant en compte tous les réseaux d'énergie, afin que ceux-ci intègrent parfaitement les nouvelles formes d'aménagements, les réseaux intelligents, l'autoconsommation d'électricité renouvelable et particulièrement les productions locales d'énergie renouvelables. En effet le potentiel identifié d'énergie renouvelable de la Métropole concerne avant tout des énergies de réseaux : l'électricité photovoltaïque, le biogaz et la chaleur et le froid des réseaux urbains. Le développement des filières locales d'énergie renouvelable et de récupération sera favorisé par une meilleure identification des potentiels, ainsi que grâce à l'évolution de la SA3M en outil de la transition énergétique qui permet de démultiplier les projets, visant l'objectif du quasi doublement de la part d'énergie renouvelable locale durant le mandat, et à 44% la part d'énergie renouvelable locale dans la consommation du territoire en 2050. Enfin, il s'agit de développer les réseaux de chaleur et froid renouvelables à la maille

des 31 communes et porter ainsi à plus de 30 000 équivalents logements alimentés. Ces réseaux seront à 100% en énergie renouvelable en 2050.

La Métropole ambitionne de tendre vers l'objectif « *zéro artificialisation nette* » à 2040 et de rendre neutre en carbone de toute opération d'aménagement ou de renouvellement urbain. Dans un objectif de sobriété foncière, la Métropole élabore un PLUi-climat qui intègre cette trajectoire « *zéro artificialisation nette* » et favorise le réinvestissement urbain pour offrir une alternative à la maison individuelle isolée. Des expérimentations sont à conduire avec les professionnels de l'acte de bâtir pour réussir des opérations d'aménagements neutres en carbone, l'objectif du mandat étant de systématiser le recours à l'évaluation carbone des projets. Enfin, est amorcée la mise en œuvre opérationnelle de projets de renaturation d'envergure. En 2050, cette orientation aura pour objectif l'atteinte de la neutralité carbone du quartier.

La Métropole s'engage aussi à rendre le territoire résilient aux risques présents et à venir, assurer la protection des populations et réduire le coût des dommages. Tous les risques naturels (inondation, ruissellement et submersion marine / incendie / canicule, sécheresse / ...) sont intégrés dans l'aménagement du territoire, au PLUi-climat. Le risque inondation en particulier fait l'objet d'actions spécifiques : la gestion des eaux pluviales, mais également des milieux aquatiques et de leurs fonctionnalités afin d'améliorer leur résilience face aux effets du changement climatique. Le rôle de ces milieux est en effet majeur dans l'écroulement des crues mais aussi pour leur fonction épuratoire, leurs multiples fonctionnalités écologiques et la préservation d'une biodiversité particulièrement remarquable. Par ailleurs, la protection du littoral est engagée pour le préserver du risque submersion marine et érosion côtière au travers d'actions de gestion du trait de côte et de restauration fonctionnelle et pérenne des milieux aquatiques concernés. Ainsi, le dispositif « *Ville en alerte* » sera déployé à l'échelle du territoire. Les objectifs poursuivis en 2050 sont la renaturation des cours d'eau partout où cela est possible et avoir mise en œuvre le plan « *résilience* » du littoral et des milieux lagunaires.

A travers le SCoT, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à préserver les 2/3 de son territoire en espaces naturels et agricoles. Au-delà de l'intégration au PLUi de cette exigence, la Métropole basera son action sur la mise en œuvre d'une stratégie biodiversité qui s'appuie notamment sur l'amélioration de la connaissance, l'observation, l'élaboration d'Atlas de la biodiversité mais également sur les opportunités que présentent les obligations réglementaires en matière de compensations environnementales. La végétalisation des espaces publics et privés en zone urbaine contribuera à la préservation de la biodiversité tout en rafraîchissant la ville et luttant contre l'effet îlot de chaleur. De même, des réflexions sur le lien végétal-qualité de l'air ainsi que les moyens de promouvoir la séquestration carbone sur et hors territoire sont à engager pour que l'objectif de neutralité carbone à 2050 soit réalisable. La Métropole se donne les objectifs en 2050, de la totale fonctionnalité des trames, aucun effet « *îlot de chaleur urbain* » et au moins 50 % des émissions de carbone nécessaires à l'atteinte des objectifs séquestrées sur le territoire.

Assurer la pérennité de la ressource en eau en promouvant la sobriété pour un accès équitable à tous, pour tous les usages, telle est également l'ambition de la Métropole. Les actions déjà engagées, de protection de la qualité de l'eau à l'échelle de la Métropole ainsi que la diversification des ressources exploitées pour l'alimentation en eau potable seront poursuivies. La Métropole a ainsi délibéré pour offrir aux ménages une tarification écologique et solidaire. Le rendement du réseau d'eau potable sur le périmètre d'intervention de la Régie sera encore amélioré à plus de 85 %. L'assainissement, pour une gestion publique du petit cycle de l'eau, sera intégrée à la Régie d'eau potable. Concernant l'eau brute, c'est la préservation et la diversification des ressources, ainsi que la rationalisation de leur utilisation pour des projets agroécologiques et des filières à bas niveaux d'impacts qui seront privilégiées. L'ensemble de ces mesures vise à atteindre en 2030, 100 % des ressources locales stratégiques durablement protégées.

La nouvelle feuille de route « *zéro déchet* » élaborée par la Métropole s'articule autour de la prévention pour éviter la production de déchets, l'amélioration quantitative et qualitative des collectes sélectives de déchets recyclables et le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts) pour les extraire des ordures ménagères résiduelles (OMR). La sensibilisation des habitants à la

prévention et au tri à la source, la mise en place de la tarification incitative, le plan « *zéro jetable* », l'accompagnement de tous les professionnels vers la prévention et le tri, ainsi que le développement de l'économie circulaire sont autant de mesures qui contribueront à l'atteinte des objectifs. L'objectif poursuivi d'ici à 2050 est le zéro déchet non valorisé ou recyclé.

En matière d'agroécologie et d'alimentation, la Métropole ambitionne de construire un système alimentaire durable et équitable. Il s'agit d'abord de développer un territoire nourricier, qui préserve ses ressources naturelles, grâce aux effets vertueux d'une agroécologie qui respecte le milieu et favorise le développement de la biodiversité, en poursuivant l'objectif de 1 000 hectares mobilisés pour l'agroécologie et le pastoralisme à la fin du mandat. Conformément à son Projet Alimentaire de Territoire, labellisé par le Ministère, la Métropole s'est, entre autres, engagée à offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre, en structurant un approvisionnement durable et résilient, à l'image de l'objectif de 80% de bio ou local dans l'approvisionnement des restaurants scolaires d'ici fin 2025. Enfin, la Métropole se fixe pour objectif, d'ici la fin du mandat, de doter le territoire d'une stratégie intégrée de résorption de la précarité alimentaire. En 2050, la Métropole ambitionne 100 % des parcelles agricoles du territoire en agroécologie, et la reconquête de la totalité des friches agricoles.

Enfin, la Métropole souhaite s'engager aux côtés des acteurs socio-économiques du territoire pour les accompagner dans leur transition écologique. Qu'il s'agisse de s'appuyer sur la dynamique Med Vallée pour produire une ville et un territoire démonstratifs, exemplaires en matière de santé globale (définition de l'OMS : « *one health* »), de sensibiliser et accompagner l'engagement sociétal des entreprises et des acteurs socio-économiques, de favoriser la création d'entreprises à impact sociétal positif et des nouveaux modèles économiques plus responsables, d'animer le pacte d'engagement 2030 avec les professionnels du BTP et les Maîtres d'ouvrages publics, l'objectif affiché par la Métropole est que 100 % d'entre elles aient réussi leur transition écologique en 2050.

L'organisation, les modalités de suivi et de mise en œuvre

1- Une Métropole écoresponsable

Les services et équipements de la Métropole, par la transformation de leur fonctionnement au quotidien, contribuent fortement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques du territoire, que ce soit en termes de mobilité, de déchets, de consommations d'eau, d'énergie ou encore achats durables. Ainsi le programme d'actions du PCAET solidaire est enrichi d'actions à mener entre 2021 et 2026 pour être exemplaire dans son fonctionnement, sur son patrimoine et son plan Lumière.

2- Une Programmation pluriannuelle d'investissement qui engage durablement l'action de la Métropole dans la transition écologique et solidaire

Volontariste et irriguant toutes les politiques publiques de la Métropole et, en particulier, les actions inscrites au PCAETs (cf. Programme d'actions), la programmation pluriannuelle d'investissement 2021-2026 établit ainsi un cadre de mise en œuvre du PCAETs pour les prochains exercices budgétaires.

3- Un outil de suivi et d'évaluation du PCAETs : la démarche Territoire Engagé pour la Transition Ecologique label Climat Air Energie (ex Cit'ergie).

4- Une Métropole qui mobilise ses habitants et son territoire

Le changement de comportement de la population et des usagers du territoire est un facteur de réussite de la politique énergie-climat de la Métropole : les actions de sensibilisation aux éco-gestes et à l'adaptation aux risques dans un contexte de changement climatique sont à poursuivre et à amplifier. Les acteurs socioéconomiques en particulier seront sollicités pour qu'ils s'associent aux engagements de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation publique menée dans le cadre de la révision du PCAET ;
- D'adopter le projet de Plan Climat Air Energie Territorial solidaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-216546-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20221202_PCAETs3M_Diagnostic
- 20221202_PCAETs3M_Evaluation_environnementale.pdf
- 20221202_PCAETs3M_Résumé_non_technique.pdf
- 20221202_PCAETs3M_Mémoire_en_réponse.pdf
- PCAETs_Bilan_concertation.pdf
- PCAETs3M_Programme_d'actions_amendé.pdf
- PCAETs3M_Stratégie_amendée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, René REVOL, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Vente par Montpellier Méditerranée Métropole de Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique (POPE) a posé les fondements du dispositif des Certificats d'Economie d'Énergie (CEE). Ce dispositif vise à obliger les fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique) à réaliser des économies d'énergie en entreprenant différentes actions auprès des consommateurs finaux, dont les collectivités. Ce dispositif permet donc aux collectivités d'obtenir, en contrepartie de travaux ou d'opérations de maîtrise de l'énergie, des certificats qui peuvent ensuite être vendus aux fournisseurs d'énergie dits « *obligés* ». Ces certificats sont exprimés en équivalent d'énergie évitée « *Cumulé et Actualisé* » : kiloWatheures (kWh) Cumac.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, Montpellier Méditerranée Métropole est inscrite sur le Registre National des CEE depuis juillet 2012 à la suite de la délibération n° 10619 du 30 janvier 2012. Elle dépose sur la plateforme EMMY dédiée, en son nom propre et pour le compte des communes volontaires, les CEE liés aux travaux qu'elle réalise sur son patrimoine, bâtiment et espace public.

Sur son dossier déposé en 2022 la Métropole a obtenu la délivrance de 72 819 400 kWh Cumac par le Teneur du Registre National des CEE et avait un encours de 29 798 108 kWh Cumac.

Les opérations réalisées en 2021 de ce dossier ont concerné de la rénovation d'éclairage public et le remplacement de véhicules du parc automobile métropolitain par des véhicules neufs performants.

Il est proposé de mettre en vente ces certificats via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economie d'Énergie et de retenir la meilleure offre proposée. Le cours fluctuant des CEE peut être estimé en 2023 entre 0,65 et 0,75 centime d'euros par kWh Cumac, soit une somme totale espérée entre 650 000 et 750 000 €. La transaction sera réalisée via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economie d'Énergie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de vente au plus offrant de tout ou partie de ses CEE disponibles, représentant 102 617 508 kWh Cumac ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-217018-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, René REVOL, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Laurent JAOU, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Déclaration de Nantes - Assises de la Transition Agro-écologique et de l'Alimentation - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Pionnière en matière d'agroécologie et d'alimentation durable, Montpellier Méditerranée Métropole a initié en 2019 les premières « *Assises territoriales de la transition agro-écologique et de l'alimentation durable* ». Il s'agit de la première structuration en France d'un événement professionnel mettant en avant tous les deux ans les initiatives et stratégies territoriales en faveur d'une agriculture et d'une alimentation plus responsables. Le public visé est constitué d'élus, fonctionnaires territoriaux, acteurs de la recherche et milieu associatif, producteurs, entreprises. Ces assises sont co-organisées avec Terres en Villes, l'ADEME, le CNFPT, la DRAAF, la Chaire Unesco Alimentations du Monde de Montpellier et Agropolis International. Il s'agit désormais de rendre plus lisible la politique agroécologique et alimentaire auprès du grand public, de le sensibiliser et de l'orienter vers le bon et le local.

Elles ont été dès le début prévues pour se tenir une fois sur deux à Montpellier donc tous les 4 ans. Compte tenu de la crise de la Covid-19 en 2021, l'accueil de la prochaine édition se fera en 2024. L'édition 2022 s'est déroulée les 12 et 13 septembre 2022 à Nantes avec la participation de plus de 800 personnes confirmant l'engouement national et la montée en puissance de cette manifestation.

L'édition de Nantes a été l'occasion de produire une déclaration commune adoptée et proposée à la signature des organisateurs de la manifestation et des territoires, dont Montpellier Méditerranée Métropole. La Ville de Montpellier, pleinement intégrée et contributrice à la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole par notamment ses actions exemplaires en matière de politique alimentaire, d'agriculture urbaine, de solidarité alimentaire, souhaite également s'associer à la dynamique de signature de la déclaration de Nantes.

Cette déclaration propose aux signataires de s'engager en matière d'agroécologie et d'alimentation durable à travers les valeurs et engagements suivants :

- Engager une politique de transition agroécologique et d'alimentation durable multi-niveau, adaptée aux défis des ressources et du changement climatique, et favorable à la réduction des inégalités sociales ;
- Développer localement des politiques transversales et intégrées, qui dépassent le fonctionnement en silos et donnent à l'alimentation toute sa place dans le projet de territoire ;
- Porter haut et fort, dans toutes nos politiques et d'autant plus en contexte de crise, les valeurs de solidarité entre les territoires et avec tous les publics ;
- Considérer les Projets Alimentaires Territoriaux comme principaux outils d'application des politiques agro écologiques et alimentaires, animés par une gouvernance territoriale inclusive permettant l'expression de tous les publics concernés ;
- Articuler les actions avec les initiatives internationales qui traitent de ces enjeux comme la Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat, le Pacte de Politique Alimentaire de Milan, la Déclaration du C40 relative aux bonnes pratiques alimentaires, le *Barcelona Challenge for Good Food and Climate* ;
- Etablir un bilan biannuel des programmes d'actions, en partenariat avec le réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), en vue d'en partager les résultats lors des éditions successives des Assises ;

- Partager et diffuser les expériences pour contribuer à l'élaboration de politiques nationales et identifier les évolutions nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la déclaration de Nantes issue des assises de l'agroécologie et de l'alimentation durable 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la déclaration de Nantes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-216832-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Declaration_de_Nantes_VF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, René REVOL, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Cycles de l'eau - Convention d'orientations stratégiques 2023-2027 des services publics de l'eau et l'assainissement entre Montpellier Méditerranée Métropole et sa Régie des eaux - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 14 décembre 2021, les statuts de la Régie des eaux ont été modifiés par le Conseil de Métropole pour étendre son objet à l'assainissement collectif et non collectif au 1^{er} janvier 2023. Par ailleurs, la Régie des eaux pourra exercer des prestations annexes pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) dans le cadre d'une convention spécifique.

Le choix du mode de gestion en Régie implique la mise en place d'un document organisant la relation entre Montpellier Méditerranée Métropole, Autorité Organisatrice, et son opérateur, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, constituée sous forme d'établissement public industriel et commercial. Les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et sa Régie des eaux ont d'ores et déjà été encadrées par l'élaboration de deux conventions d'objectif successives sur les périodes 2016-2020 et 2021-2022. Aujourd'hui, l'élaboration de la présente convention d'orientations stratégiques est motivée par l'exercice de la compétence « assainissement » de la Métropole par la Régie des Eaux au 1^{er} janvier 2023.

Montpellier Méditerranée Métropole en qualité d'Autorité Organisatrice et sa Régie entendent travailler en transparence et dans une logique de respect des missions de chacun :

- Montpellier Méditerranée Métropole :
 - Définit la politique publique de l'eau et de l'assainissement et en fixe les grands objectifs ;
 - Evalue la mise en œuvre de ces politiques par la Régie ainsi que l'activité de cette dernière dans le respect du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
- La Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole :
 - Gère les services publics industriels et commerciaux de l'eau potable, de l'eau brute, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif ;
 - Assure la fourniture de services et de travaux en matière de défense extérieure contre l'incendie dans le cadre d'une prestation annexe confiée par la Métropole ;
 - Rend compte auprès de l'Autorité Organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole fixe par la présente convention :

1. Les missions de sa Régie des eaux ;
2. Les relations entre la Métropole et sa Régie ;
3. Les orientations stratégiques à prendre en compte ;
4. Les indicateurs de performance permettant de suivre et garantir le respect des engagements.

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2023.

Afin de répondre aux attentes et enjeux du territoire, il a été identifié **3 axes stratégiques prioritaires** à la hauteur des ambitions du Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) :

- 1. Porter un service à l'utilisateur de qualité, transparent et au juste prix ;**
- 2. Contribuer durablement à la transition écologique et énergétique ;**
- 3. Préserver les ressources exploitées en qualité et quantité et les milieux récepteurs.**

Ces trois orientations stratégiques sont déclinées sous la forme de 15 objectifs (5 objectifs par orientation) et 20 indicateurs de performance mesurant la réalisation des objectifs par la régie :

1. Satisfaire les besoins des abonnés et usagers : accueil, communication, pédagogie ;

2. Faciliter le droit d'accès à l'eau pour tous : tarification éco solidaire, solidarité internationale ;
3. Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, communication ;
4. Investir tout en maîtrisant le prix de l'eau ;
5. Communiquer auprès des usagers et publics scolaires ;
6. Améliorer l'empreinte carbone des services : réduire à la source les déchets, valoriser ;
7. Renforcer les actions en faveur de la transition énergétique : station positive, production biométhane, chaleur, électricité ;
8. Innover en partenariat avec le monde universitaire et économique ;
9. Anticiper et améliorer les connaissances sur les liens « eau et santé » : suivi virus, micropolluants, micro plastiques ;
10. Développer la Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) sur le territoire ;
11. Protéger et préserver la ressource en eau ;
12. Améliorer et renforcer la gestion patrimoniale des réseaux ;
13. Sécuriser la production en eau potable et réduire les fuites dans les réseaux dans un contexte de changement climatique ;
14. Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées ;
15. Préserver les milieux récepteurs.

La régie s'engage à financer des projets de solidarité internationale avec les pays en voie de développement menés par la Métropole ainsi qu'un équivalent temps plein affecté à cette mission, à hauteur de 107 500 € HT par an pour chacun des deux services d'eau potable et d'assainissement, et apporter son expertise à la Métropole dans le cadre des projets soutenus, soit un budget total alloué de 215 000 € HT à cette mission.

Afin de permettre à l'autorité organisatrice de supporter les frais liés à l'exercice de son rôle, la Régie versera la somme forfaitaire de 214 000 €/an après émission d'un titre de recette par la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole et sa Régie travaillent dans le cadre d'instances adaptées, assurant des rencontres régulières et aussi souvent que nécessaire pour examiner les conditions d'exécution des services confiés. La Gouvernance entre la Métropole et la Régie prévoit des rencontres dédiées, en complément du conseil métropolitain et du conseil d'administration :

- **Une conférence au moins annuelle** rassemblant l'ensemble des Maires ou leurs représentants des communes relevant de la compétence de la Régie afin de présenter les réalisations passées et à venir de la Régie ;
- **Deux rencontres politiques stratégiques par an** ;
- **Une rencontre mensuelle** pour le suivi opérationnel de la Régie entre la Régie et l'Autorité Organisatrice Métropolitaine ;
- **Deux rencontres par an** pour le suivi budgétaire de la Régie ;
- **Des rencontres régulières** avec les différentes pôles et services de la Métropole et la Régie, afin de s'assurer de la coordination des politiques métropolitaines du petit et grand cycle de l'eau ;
- Enfin, les différents services de la Régie et de Montpellier Méditerranée Métropole organiseront autant que de besoin des réunions de travail dédiées à certaines thématiques communes (urbanisme, numérique, communication, foncier...).

La convention précise les conditions d'organisation et d'échanges sur les sujets des systèmes d'information, du foncier et de l'archivage entre la Régie et la Métropole :

- Les modalités de gestion commune du patrimoine documentaire ;
- Les modalités de conduite de l'action foncière et des actes inhérents ;
- Les conditions d'utilisation de solutions informatiques ;
- Les conditions d'échanges et d'accès aux outils et données numériques entre la Métropole et la Régie, en particulier les conditions :

- D'utilisation par la Métropole des données numériques propriété de la Régie, ou dont le propriétaire est un tiers mais pour lesquelles la Régie dispose d'un droit d'utilisation et de diffusion à des partenaires, extraites du système d'information de la Régie ;
- D'utilisation par la Régie des données propriété de la Métropole ou dont le propriétaire est un tiers mais pour lesquelles la Métropole dispose d'un droit d'utilisation et de diffusion à des partenaires, extraites du système d'information de la Métropole ;
- D'information réciproque sur l'évolution des données et outils numériques du système d'information de la Métropole et du système d'information de la Régie en vue de développer le partenariat,

Ainsi, la Métropole et la Régie conviennent :

- De se tenir mutuellement informées de l'évolution de leurs systèmes (données nouvelles disponibles, études menées, applications développées, mises à jour) ;
- De mettre à disposition l'une de l'autre les données nouvelles recueillies ou les mises à jour dans le respect des règles et conditions définies par la présente convention ;
- De respecter dans la mesure du possible, la cohérence des données numériques de leur système d'information afin de faciliter les échanges.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'orientations stratégiques 2023-2027 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-216384-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AMO Regie 3M - COS v9(1).pdf
- AMO Regie 3M - COS - Annexe 1 Detail des missions et decomposition du forfait couvrant les missions dAOV2.pdf
- Annexe 2 AMO Regie3M - COS - convention SI foncier v9.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Laurent JAOUL, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) 2022-2027 de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Célia SERRANO, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Depuis 2020, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse « *Zéro Déchet* ». Cette politique de transition écologique, énergétique et solidaire passe par l'accompagnement des habitants et des entreprises à une modification des comportements conduisant vers une réduction des déchets. C'est un véritable virage environnemental et sociétal qui se dessine ainsi sous l'impulsion de la Collectivité.

La délibération socle « *Stratégie de collecte, tri, valorisation, sensibilisation, réduction des déchets et politique zéro déchets* » guidant la politique publique des déchets a été adoptée par le Conseil de Métropole du 22 mars 2022 à l'unanimité des voix exprimées actant ainsi une orientation stratégique majeure en matière de politique des déchets et d'économie circulaire.

L'urgence climatique et environnementale, la réglementation nouvelle mais aussi les enjeux budgétaires de la politique des déchets nous invitent à mettre l'accent sur la prévention des déchets dont le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) est le document phare de référence.

I – Eléments de contexte et définitions relatifs au PLPDMA de Montpellier Méditerranée Métropole

Les réglementations européenne et nationale placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

A l'échelle régionale, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), adopté le 14 novembre 2019, confirme cette priorité donnée à la prévention des déchets en déclinant les objectifs nationaux à l'horizon 2025.

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé un premier programme local en 2011 pour la période 2010 à 2015. Les actions conduites dans le cadre de ce programme ont permis de maintenir à un niveau constant la quantité globale de déchets ménagers et assimilés collectés par le service public de gestion des déchets, nonobstant la forte dynamique démographique du territoire de la Métropole.

Le lancement de la démarche d'élaboration du PLPDMA a été voté à l'unanimité par le Conseil de Métropole du 15 septembre 2020 actant la volonté de doter la Collectivité d'une feuille de route ambitieuse, précise et concertée avec l'ensemble des acteurs en matière de prévention des déchets pour la période du mandat 2020 à 2026.

Pour rappel, les Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés sont obligatoires depuis le 1^{er} janvier 2012 et constituent la déclinaison locale et territoriale de la priorité donnée à la prévention des déchets (article L.541-15-1 du Code de l'environnement). Ces programmes s'appliquent prioritairement au périmètre des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) qui regroupent les déchets des ménages mais aussi des activités économiques pouvant être collectés avec ceux des ménages.

II – La démarche d'élaboration du PLPDMA de Montpellier Méditerranée Métropole

Conformément à la loi, Montpellier Méditerranée Métropole a constitué une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) en tant qu'organe de gouvernance du PLPDMA (délibération du 15 septembre 2020 précitée). Cette commission est constituée d'une cinquantaine de membres, organisée autour de sept collèges d'acteurs : élus et agents de la collectivité, partenaires institutionnels et publics, bailleurs

sociaux, chambres consulaires, organisations professionnelles, éco-organismes et associations.

Neuf ateliers de travail ont été organisés en juin et juillet 2021 sur les thématiques suivants :

- Compostage (deux ateliers) ;
- Commerces (deux ateliers) ;
- Animation et sensibilisation (deux ateliers) ;
- Réemploi (deux ateliers) ;
- Préparation d'un « appel à projets éco-consommation » (un atelier).

Un intense travail interservices et inter-directions a été réalisé pour affiner les propositions des groupes de travail et intégrer les objectifs opérationnels de la feuille de route stratégique « *Zéro Déchet* ».

L'avant-projet du PLPDMA a été présenté à la CCES en avril 2022 avant la consultation publique réglementaire (article L.120-1 du Code de l'environnement) qui s'est déroulé du 17 novembre au 17 décembre.

Une quinzaine d'avis ont été déposés lors de la consultation publique témoignant de l'intérêt des déposants pour la politique « *Zéro Déchet* » lancée par la Métropole. Les thèmes qui reviennent le plus souvent tournent autour du développement du compostage et des consignes pour réemploi (de verre notamment). La question financière est revenue aussi dans les avis à travers l'enjeu de prix abordables pour les achats en vrac ou encore la tarification incitative pour limiter les déchets. Tous les avis formulant des questions ont fait l'objet de réponses aux contributeurs.

Le suivi de la mise en œuvre du PLPDMA sera assuré par le service Prévention et Economie circulaire du pôle Déchets et Cycle de l'Eau. La prévention et la réduction des déchets étant l'affaire de tous, un travail transversal sera mené à l'échelle de la Métropole. Chaque année, un bilan sera dressé des actions entreprises. Elles seront présentées à la CCES et ajustées en fonction des besoins.

III – Contenu du plan d'actions du PLPDMA

Pour rappel, l'objectif de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de réduction des déchets ménagers est de -16% en 2025 (valeur de référence 2010) faisant passer ainsi de 615kg/an à 516 kg/an par habitant le volume de déchets ménagers et assimilés.

Pour atteindre cet objectif, le PLPDMA se répartit en 5 axes stratégiques et 23 actions concrètes déclinées en fiches-action.

Les 5 axes stratégiques sont les suivants :

- Axe 1 : Déployer massivement les solutions de compostage de proximité et la collecte des biodéchets ;
- Axe 2 : Donner de l'ampleur aux solutions locales de réemploi, de réparation et de réutilisation des objets ;
- Axe 3 : Sensibiliser, former et inciter aux changements de comportements (tri et prévention des déchets) ;
- Axe 4 : Accompagner les professionnels ;
- Axe 5 : Positionner la Métropole comme un facilitateur et démonstrateur de l'éco-responsabilité.

A court terme, les priorités opérationnelles du PLPDMA sont dirigées vers :

- Le tri à la source des bio-déchets ;
- Le développement de l'offre en ressourceries/recycleries ;
- La sensibilisation, notamment du jeune public.

A partir de 2023, 30% du territoire de la Métropole sera couvert par une solution de compostage de proximité ou de collecte des biodéchets. Une augmentation importante d'ateliers de sensibilisation dans les écoles prendra place également grâce au recrutement d'une personne dédiée et de la déclinaison d'une offre de service adaptée et claire selon les publics. Enfin, toutes les études de faisabilité opérationnelle concernant le déploiement de trois recycleries sur le territoire seront terminées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre connaissance des avis du public à la suite de la consultation ;
- D'adopter le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés pour la période 2022-2027 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-216684-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PLPDMA

- Synthèse des remarques consultation publique PLPDMA.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Laurent JAOUL, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Animation du territoire - Plan national "5000 terrains de sport d'ici Paris 2024" - Proposition de déclinaison à l'échelle de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

A travers la réalisation et l'entretien d'équipements sportifs de proximité, les communes de la Métropole participent à l'accès au sport pour tous, contribuent à installer durablement l'activité physique et sportive et ses bienfaits dans le quotidien de ses habitants et enrichissent le tissu associatif sportif, amateur et professionnel.

Annoncé par le Président de la République le 14 octobre 2021, le plan national « 5000 terrains de sport d'ici Paris 2024 » est un programme de financement des équipements sportifs de proximité visant à accompagner le développement de terrains de sport dans les quartiers, les territoires ruraux ou en pénurie d'installations. Une enveloppe de 200 millions d'euros répartis sur la période 2022-2024 – soit jusqu'aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris – a ainsi été mise en place par l'Etat pour ce programme, dont le déploiement a été confié à l'Agence Nationale du Sport (ANS).

Ce plan national à destination des collectivités en territoires carencés et des associations à vocation sportive contribue à la réduction des inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux installations sportives pour tous les publics (grand public, scolaires et périscolaires, associations). Ce programme est destiné à financer la création de nouveaux équipements, la requalification et rénovation de locaux ou de bâtiments existants ainsi que l'acquisition de structures mobiles. Ce plan de soutien s'accompagne d'un budget supplémentaire de 50 millions d'euros dédié à la rénovation thermique des équipements existants.

Les installations à mettre en place pour bénéficier de ce dispositif s'inscrivent pleinement dans le cadre de la politique sportive métropolitaine – dojos, salles d'arts martiaux et de boxe, les plateaux multisports (city stade), les terrains de basket 3x3, de tennis padel et les skate-parks. C'est dans ce contexte national, et pour accompagner au mieux les collectivités qui souhaiteraient s'engager dans cette démarche, que Montpellier Méditerranée Métropole propose de mettre en place une aide supplémentaire sous la forme de fonds de concours à destination des communes visant la réalisation ou la requalification d'équipements sportifs éligibles au titre de ce programme des équipements sportifs de proximité de l'ANS.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L. 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales, permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités. Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Pour obtenir le versement du fonds de concours, la commune devra produire l'ensemble des documents suivants :

- Un courrier de demande de versement signé par le Maire indiquant le montant appelé ;
- Un état des mandatements certifié par le Trésorier Municipal et visé par le Maire accompagné des copies des factures correspondantes ;
- Une photo du panneau de chantier faisant figurer le logo et le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le plan de financement définitif (pour le versement du solde du fonds de concours).

Un acompte pourra être versé, à la demande de la commune, sur la base d'une situation intermédiaire des

travaux HT payés. L'acompte sollicité sera calculé au prorata des travaux HT exécutés.

En contrepartie de la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes devront mentionner de façon explicite sa participation au financement du projet sur tous les supports papiers ou numériques que la commune met en œuvre, en apposant le logo de la Métropole et en l'associant lors de toute action de relations publiques visant à promouvoir l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de la mise en place des fonds de concours pour les communes de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du programme des équipements sportifs de proximité de l'Agence Nationale du Sport ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-217486-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 2 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Hors commission - Procès-verbal du Conseil de Métropole du 6 décembre 2022 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 6 décembre 2022 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 6 décembre 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/23

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230202-223461-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV 06.12.2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.